

Liste des abréviations

CC = Conseil communal

CSP(O) = Christsoziale Partei (Oberwallis), aussi appelé le parti des « Jaunes » dans le Haut-Valais.

CVP(O) = Christlichdemokratische Volkspartei (Oberwallis), aussi appelé le parti des « Noirs » dans le Haut-Valais.

Ces deux partis sont également fréquemment désignés par « les partis C ».

DMF = Département Militaire Fédéral

DP = *Domaine Public*

EMD = Eidgenössisches Militärdepartement

FDPO = Freisinnig-Demokratische Partei Oberwallis

FED = *Le Confédéré*

GDL = *Gazette de Lausanne*

GZ = *Glarner Zeitung*

JDG = *Journal de Genève*

KO = Kritisches Oberwallis

LMR = Ligue Marxiste Révolutionnaire

MISCHU = Schutzverband gegen zunehmende Militärpräsenz im Oberwallis

NF = *Nouvelliste et Feuille du d'Avis du Valais*

NMS = Nouveaux Mouvements Sociaux

OGUV = Oberwalliser für Umwelt und Verkehr

OH = *Oberländer Holzwurm*

PALVE = Proletarier Aller Länder Vereinigt Euch

PDC = Parti Démocratie-Chrétien

POCH = Progressive Organisationen der Schweiz

PRD = Parti Radical-démocratique

PSS = Parti Socialiste Suisse

PSV = Parti Socialiste Valaisan

PV = *Peuple Valaisan*

RA = *Rote Anneliese*

RML = Revolutionäre Marxistische Liga

SPN = Sozialdemokratische Partei Nidwalden

SOPO = Sozialistische Partei Oberwallis

SP(O) = Sozialdemokratische Partei (Oberwallis)

TLM = *Tribune de Lausanne – Le Matin*

WB = *Walliser Bote*

WV = *Walliser Volksfreund*

Introduction

« En 1971, la jeunesse sage est morte, la jeunesse impertinente est née »¹

« Freysinger Sommertheater », « RAV Oberwallis: Sinnlose Beschäftigungsprogramme », « Staatsanwaltschaft Oberwallis: Arnold schiesst mit Kanonen auf Spatzen », « Rote Anneliese deckte gravierende Misstände bei der Staatsanwalt Oberwallis auf: Das Schweigen der Grossrats-Lämmer », « Seilers Schamlose Selbstbereicherung », « Ein neuer Fall von Willkür-Justiz der CVP: Arbeitsgericht schützt politische Entlassung von Garbely ». Ces titres d'articles, tirés du numéro 239 (octobre 2016) de la *Rote Anneliese*, illustrent les préoccupations et le style d'une revue qui constitue à la fois le symbole d'une période spécifique de l'histoire (haut-)valaisanne, tant sur les plans politique, médiatique que des idées, et le lien raccordant le présent à cette époque qui paraît aujourd'hui lointaine. Surveillance des élites, opposition à la culture du secret institutionnalisé, engagement en faveur des groupes sociaux dominés, sensibilité écologique, attaques frontales contre les autorités établies, divulgation de « scandales », impertinence – en deux mots, bienveillance à l'égard des faibles et intransigeance à l'égard des puissants ; tels sont les mots-clés qui caractérisent le journalisme de la revue haut-valaisanne depuis maintenant plus de 40 ans. Née en 1973 au moment des débuts de ce que l'historien Eric Hobsbawm appelait les « décennies de crise »², et sorte de prolongement du bouillonnement des « années 68 »³, dans un canton surnommé « la vallée du silence » par l'ancien rédacteur Kurt Marti⁴, la *Rote Anneliese* symbolise les aspirations d'une frange de la jeunesse, attirée par ce que l'on a appelé la « Nouvelle Gauche », et dont l'une de ces aspirations est précisément la communication de ses opinions, ses désirs et ses passions. Éditée par un groupe explicitement politique, dont le nom « Kritisches Oberwallis » incarne déjà tout un programme, la *Rote Anneliese* est loin de constituer une anomalie, puisqu'elle s'inscrit au sein d'une galaxie de revues, journaux, feuilles, pamphlets apparus dans les années 1960 – 1970 en Suisse. Alors que l'attention tant des chercheurs que du public s'est traditionnellement davantage dirigée vers l'aspect urbain des « années 68 » et de leurs évolutions, ce travail se propose, à travers l'étude de la *Rote Anneliese*, et dans une moindre mesure d'autres revues issues de l'arc alpin, de documenter et d'analyser la genèse et l'itinéraire de la communication politique contestataire dans les régions dites périphériques de Suisse au cours des années 1970.

¹ Cité in Gros, Dominique, « Du désir de révolution à la dissidence: Constitution de la mouvance alternative genevoise et devenir des acteurs », in Ruegg, François, (dir.), *La fabrique des cultures: Genève 1968 – 2000*, Chêne-Bourg, Georg Éditeur, 2004, p. 38.

² Hobsbawm, Eric J., *L'âge des extrêmes: Histoire du court XX^e siècle*, Bruxelles, A. Versaille, 2008, p. 527 – 561.

³ Skenderovic, Damir; Späti, Christina, *Die 1968er-Jahre in der Schweiz: Aufbruch in Politik und Kultur*, Baden, hier + jetzt, 2012.

⁴ Marti, Kurt, *Tal des Schweigens: Walliser Geschichten über Parteifilz, Kirche, Medien und Justiz*, Zurich, Rotpunktverlag, 2012.

A. Introduction méthodologique

1. Objet de la recherche et bornes chronologiques

Parmi les publications apparues au début des années 1970 que l'on peut classer sous le syntagme de « revues alternatives alpines »⁵, par opposition aux publications issues des grandes villes du Plateau suisse, seule perdure en 2017 « die kritische Stimme des Oberwallis », sous-titre actuel de la *Rote Anneliese* (RA à présent)⁶ et objet de cette analyse.⁷ En effet, tant *Alternative* (UR), *Viva* (GR), *Glarner Zeitung* (GL), *Oberländer Holzwurm* (BE) que *Steibock* et *Bockshorn* (NW) ont cessé leur parution après un certain nombre d'années – trois pour la plus éphémère, 27 dans le cas d'*Alternative* – caractérisées par la nécessité de remettre sans cesse l'ouvrage sur le métier et d'assurer la reproduction d'un titre basé sur l'absence de publicité et animé par ceux que Bourdieu appelle « des gens généreux et " irresponsables " »⁸. Régulièrement considérée comme la « meilleure revue alternative de Suisse »⁹, elle est fondée par le Kritisches Oberwallis (à présent KO) en automne 1973, sous le coup de l'annonce soudaine de la fusion des entreprises électrométallurgique et électrochimique Alusuisse et Lonza. La revue est éditée, conçue, produite, financée et diffusée par le KO jusqu'au printemps 1982, date à laquelle elle est cédée à une association de soutien (*Trägerverein*) qui prend le nom de Verein Rote Anneliese, laquelle existe encore aujourd'hui. Pour sa part, le KO fusionnera à cette date avec les sections haut-valaisannes du Parti socialiste valaisan (PSV), lesquelles obtiennent à cette occasion une certaine autonomie par rapport à leurs homologues du Bas-Valais.

La RA peut être désignée comme un « irrégulomadaire »¹⁰, selon les mots de Ferron, dans la mesure où elle paraît à partir de 1975 entre quatre et neuf fois par an (deux éditions ont paru en janvier et février 2017), ce qui dépend tant des besoins et des préoccupations des producteurs et du KO que de l'actualité (haut-)valaisanne. Se présentant définitivement en format journal (A3) à partir du n° 6, elle contient en moyenne entre huit et seize pages, suivant le contenu ou les coûts de fabrication. A l'instar d'autres publications alternatives, elle est exempte de publicité, reposant sur le travail en grande partie bénévole des militants du KO qui consacrent une part importante de leur temps libre à sa confection

⁵ Dans les échanges de courrier entre ces différents groupes, on trouve souvent des expressions qui s'en rapprochent, telles que « Alternativmedien in den Bergregionen », « Berggebiets-Alternativ-Presse », « Alpenzeitungen », « Alternativ-Zeitungen im Alpenraum ».

⁶ Bien que le nom complet soit *Die rote Anneliese* jusqu'en 1982, nous l'abrégeons RA suivant ainsi la pratique du KO.

⁷ Mentionnons néanmoins *La Tuile*, magazine mensuel satirique jurassien, créé en 1971 par Pierre-André Marchand qui en est aujourd'hui encore le rédacteur principal.

⁸ Bourdieu, Pierre, *Sur la télévision: suivi de L'Emprise du journalisme*, Paris, Raison d'Agir, 1996, p. 28.

⁹ Ainsi, lors du congrès du PSS du printemps 1978, un membre du comité directeur informe l'un des militants du KO « dass in der [Geschäftsleitung] über unsere Zeitung regelmässig gesprochen würde und man allgemein der Meinung sei es wäre die 'beste Linke Zeitung'. » Archives ES, INFO-Intern 4/78, p. 13. Ceci est à nouveau relevé en interne en 1980: « So lange der Abopreis nicht höher als 10 Franken liegt, werden auch viele Linken diese oft als beste linke Alternativzeitung bezeichnete Rote Anneliese abonnieren. », INFO-Intern 1/80, p. 12.

¹⁰ Ferron, Benjamin, *La presse alternative locale en France – Un espace de contestation des représentations et normes instituées du système de pouvoir local*, mémoire DEA, Institut d'études politiques de Rennes, 2004, p. 13.

et à sa distribution. Rapidement distribuée en kiosque au prix de Fr. 1.--, puis Fr. 1.50 à partir de 1978, elle est également disponible en abonnement dès le n° 7 paru en automne 1975. Si les articles ne sont jamais signés, chaque numéro porte le nom du/des rédacteur(s) responsable(s).

Le présent travail, qui se propose d'étudier cette revue, ainsi que le groupe qui l'édite et le contexte dans lequel elle émerge, poursuit un triple objectif; (1) analyser l'un des principaux porte-drapeaux d'une culture politique progressiste, produit des « années 1968 », qui émerge à partir des années 1970 dans le Haut-Valais; (2) comprendre les modes de fonctionnement et de pensée d'une publication qui prétend résister aux canons dominants du monde médiatique; (3) combler certaines lacunes, dans la mesure où selon nos recherches aucune étude historique consacrée exclusivement à un média alternatif – et tentant d'en étudier tant le contenu que les conditions de production et de distribution – n'a été réalisée en Suisse, ainsi que documenter un « univers », dont le faible degré d'institutionnalisation est peu propice à la conservation des archives. D'autre part, il s'agira d'élargir le spectre pour sortir des frontières (haut-)valaisannes par la comparaison avec les autres revues alternatives alpines mentionnées ci-dessus.

Concernant la borne chronologique initiale, nous l'avons fixée en 1971, date de fondation du KO, ce qui nous permet d'une part de comprendre les dynamiques internes au moment du lancement du premier numéro et d'autre part, d'évaluer les autres moyens de communication dont disposait le KO avant de faire de la *RA* son organe partisan. L'année 1982 a été choisie comme borne finale, et ce pour trois raisons. Premièrement, la *RA* est transmise à une association éditrice au moment de la fusion KO/SP, ce qui constitue une certaine rupture, même s'il existe de très nombreux éléments de continuité (composition de cette association, rédacteurs, modèle économique, ligne éditoriale, méthode de journalisme etc.). Deuxièmement, les fonds d'archives dont nous disposons sont très riches en ce qui concerne la période 1971 – 1982, alors que pour la période ultérieure, à l'exception de la comptabilité et bien entendu de la revue elle-même, seul un petit nombre de documents clairsemés nous est parvenu. Troisièmement, afin d'exploiter au mieux possible ces fonds d'archives, il nous a semblé que cette limitation à la période « koïste »¹¹ pouvait se défendre, d'autant plus que c'est au cours de cette période qu'ont été posées certaines bases décisives ayant permis à la *RA* de se maintenir jusqu'à aujourd'hui. Enfin, signalons encore que le début des années 1980 semble d'une part marquer un certain « reflux » des mouvements et des idées dits de la « Nouvelle Gauche »¹² apparus ou redécouverts au cours des années 1968 et d'autre part, on assiste à certaines évolutions par rapport aux années 1970; citons la fusion KO/SP dans le Haut-Valais (1982), la création du quatrième parti

¹¹ Nous nous permettons de franciser ce terme utilisé à la fois par les militants du KO (« KOïsten » ou « Kaoïsten ») et leurs adversaires.

¹² Pavillon, Olivier, «La Nouvelle Gauche en Suisse, des années 60 au milieu des années 80: un essai de mise en perspective» in *Cahiers d'Histoire du Mouvement Ouvrier*, AEHMO, Éditions d'en Bas, n° 21, 2005, p. 26.

politique uranais, Kritisches Forum Uri (1983), la scission au sein de la revue *Steibock* à Nidwald qui donne lieu à la création d'une revue concurrente, *Bockshorn*, et d'un nouveau parti politique, Demokratisches Nidwalden (1981/1982), ou le changement de nom de la LMR qui devient en 1980 le Parti Socialiste Ouvrier. Ces évolutions semblent ainsi marquer une césure par rapport à la période qui précède, ce qui justifie à notre sens la borne finale choisie.

2. Problématique et structure du travail

Pour l'analyse de notre objet de recherche, nous nous poserons une question principale, de laquelle découlent un certain nombre de sous-questions, à savoir; quelles ont été les stratégies utilisées, les choix opérés par le collectif prenant en main la publication de la *RA* pour assurer sa reproduction, tant matérielle que symbolique, au fil des années ?

Le premier niveau d'analyse que nous nous proposons d'appliquer à notre objet est celui des conditions de production de la revue, et surtout les modifications de ces conditions au fil du temps. Par conditions de production, nous entendons tout ce qui touche à la création matérielle du médium, que ce soit au niveau du financement, des principes d'organisation, ou de la distribution. En suivant Ferron qui distingue entre *exigences* et *circonstances*¹³, parmi les conditions de production, l'objectif est de comprendre dans quelle mesure des changements dans certaines de ces conditions, comme l'accès à un espace physique pour la production ou l'embauche d'un collaborateur rémunéré modifient non seulement la revue, mais également le message qui est véhiculé. Il s'agira donc à la fois de saisir comment les systèmes de représentation des militants, telle l'aversion pour la publicité, interviennent dans la création du journal et comment les conditions objectives de production influencent les producteurs de la *RA*, en d'autres termes comment elles sont intériorisées.¹⁴

Une attention particulière sera donc accordée aux contextes interne et externe de la publication, ce qui implique de prendre en compte l'environnement politique et social, ainsi que le milieu dans lequel émerge en Valais cette forme de communication qu'incarne la *RA*, à la fois au niveau de l'organisation qui prend en charge l'édition de la revue – il sera donc nécessaire d'appréhender les divers enjeux qui traversent le KO jusqu'à sa fusion avec les sections socialistes du Haut-Valais – et au niveau de l'environnement général (presse locale et quotidienne, autorités, lectorat). Nous tenterons d'articuler ces deux niveaux de contexte avec le fonctionnement interne de la revue, au sens étroit. Il s'agit ainsi de mettre en évidence tant les relations internes qu'externes de notre objet d'analyse, puisque nous

¹³ Ceci permet de différencier facteurs subjectifs et objectifs, dans la mesure où les *exigences* de production, c'est-à-dire les systèmes de représentation qui déterminent le positionnement du journal (par exemple, les exigences d'indépendance financière et politique, les prétentions de collaborateurs rémunérés, le message à faire passer etc.) forment les facteurs subjectifs; quant aux *circonstances* de production, elles définissent à la fois les critères externes et internes de la création de la revue (modèle économique, outils à disposition, délai de livraison pour l'imprimeur etc.), donc les facteurs objectifs. Ferron, Benjamin, *La presse alternative locale en France*, op. cit., p. 33.

¹⁴ *Ibid.*, p. 47 – 48.

postulons à la suite de Ferron qu'une définition relationnelle d'un média alternatif est davantage à même d'élargir notre compréhension qu'une définition substantialiste.¹⁵ Le fonctionnement interne de la revue est conditionné par les structures d'organisation de la production, en tant qu'il découle des modes organisationnels mis en place aux différents niveaux du processus de création. Nous tenterons également d'identifier les principes à l'œuvre derrière ces formes d'organisation, tout en étant attentif que ces principes peuvent précisément évoluer au gré des modifications dans les structures d'organisation. Ces principes et ces structures se modifient également suivant les objectifs plus directement politiques du KO; aux différents contextes déterminés par l'agenda politique répondent des préoccupations de communication différentes. Cette étude se focalisera également sur les différentes facettes du modèle économique mis en place durant la période considérée (vente, abonnement, cotisations, activité économique secondaire), ce qui nous permettra d'identifier d'une part les moments où des investissements en moyens techniques ou humains sont nécessaires (ou présentés/ressentis comme nécessaires) pour la reproduction matérielle de la revue et ainsi pour renforcer l'impact qu'elle se propose d'avoir sur son environnement social. D'autre part, ceci permet de tirer des enseignements sur la conception que se font les producteurs de leur produit (tant médiatique que symbolique). Dans cette optique, nous pouvons nous poser les questions suivantes: quelles sont les conditions ayant permis l'émergence de la *RA* ? Comment ces conditions s'articulent-elles et se modifient-elles au fil du temps ? Quelles décisions ont été prises, dans quels contextes et suivant quelles impulsions ? Quel rôle jouent les structures d'organisation et les relations internes dans le façonnement de la revue ? Sur quels plans se situent les divergences, les oppositions, voire les querelles, et comment s'articulent-elles ? Sur le plan du contenu et du ton de la revue; comment ceux-ci sont-ils conditionnés par les relations internes et quelles fonctions occupent-ils dans les choix internes ? Dans quelle mesure les préoccupations de l'organisation politique à divers moments influent-elles sur le contenu et le ton de la revue ? Enfin, quelles formes prennent dans le cas de la *RA* les liens entre communication et activisme politique ?

L'objectif sera également d'analyser l'impact de la *RA* sur le milieu qui l'entoure, c'est-à-dire notamment la manière dont elle est reçue et perçue par la presse locale conventionnelle,¹⁶ et quel rôle joue cette réception dans la définition que se font les producteurs de leur revue. Il s'agira donc d'être attentif tant aux fonctions (positives, négatives ou inexistantes) qu'assignent ces médias à l'organe du

¹⁵ « Une définition substantialiste désigne la presse alternative en fonction de propriétés intrinsèques de son contenu éditorial (par exemple une presse " libertaire " ou " écologiste " ou " socialiste ", etc.). Une définition relationnelle tient compte à l'inverse des luttes internes et externes, qui orientent telle ou telle publication dans une direction éditorial sujette à variations en fonction de l'état des rapports de force. », Ferron, Benjamin, *La presse alternative locale en France, op. cit.*, p. 15.

¹⁶ Par « presse conventionnelle », terme que l'on peut substituer par « presse mainstream » ou « presse dominante », nous entendons la presse soumise aux règles dominantes dans le champ médiatique (et structurées selon ces normes) tant en matière d'organisation et de financement qu'au niveau des pratiques. Pour le dictionnaire *Larousse*, conventionnel désigne quelque chose « qui se soumet étroitement aux conventions sociales ».

KO qu'aux différentes configurations que prend leur relation au fil du temps. En plaçant cette relation dans une perspective diachronique, il sera en effet possible d'observer les ruptures (si ruptures il y a) et les continuités dans l'image que se fait la presse locale de la *RA* et d'essayer de constater les effets de ces stigmatisations sur l'image que se font les producteurs eux-mêmes de leur produit. Nous postulons que la *RA* est en relation étroite avec les deux quotidiens haut-valaisans, le *Walliser Bote* et le *Walliser Volksfreund*, même si ces derniers ont souvent tendance à l'ignorer à l'exception des moments où il s'agit de montrer ses déviances. Cette relation se constate d'un côté à travers le fait que ces deux quotidiens et leur évolution font régulièrement l'objet d'analyses dans les colonnes de la *RA* et qu'ils font parfois office de source et « d'anti-modèle ». D'autre part, par la fonction qu'ils prennent dans la stratégie communicationnelle du KO sous forme de lettres de lecteurs, dans la mesure où la *RA* étant un « irrégulomadaire », certaines informations sont considérées comme trop urgentes à transmettre pour se permettre d'attendre la publication de la *RA* suivante. Si l'impact d'une telle publication est très difficile, voire impossible, à quantifier, nous cherchons à mettre en évidence les moments où la *RA* est capable d'imposer le traitement médiatique de certains sujets et ainsi d'influer sur l'agenda médiatique. Plus généralement, il s'agira de répondre aux interrogations mettant en lien notre objet d'analyse avec son environnement externe; quelle position la *RA* occupe-t-elle au sein du paysage médiatique (haut-)valaisan ? Dans quelle mesure ce paysage et ses évolutions exercent-ils une influence sur l'autodéfinition de la *RA* et comment cette définition se modifie-t-elle ? Sous quelles formes s'expriment les relations de l'organe du KO avec la presse ou les autorités (voire le lectorat) – polémique, procès, répression, stimulations ? Comment ces relations expliquent-elles au moins en partie les axes médiatiques choisis par la *RA* ? Dans quelle mesure le choix des thématiques et la pratique médiatique de la *RA* subvertissent-ils les normes du journalisme dominant ? De même, comment les évolutions de l'environnement politique et social – par exemple la série de scandales politico-financiers de la fin des années 1970 – conditionnent-elles tant la revue que son contenu ou le ton utilisé pour transmettre ce contenu ?

Quant à la structure de l'analyse, qui se compose de trois parties principales, nous avons opté pour un découpage chronologique, malgré les limites que cela comporte, et ce pour plusieurs raisons. En premier lieu, ce choix a été opéré afin de donner un certain dynamisme au récit et d'articuler les différentes composantes de notre analyse, dans la mesure où l'on perçoit plus clairement les processus de décision – faits de doutes, d'atermolements, de critiques, d'esprit d'initiative, de résistance et parfois de conflits. D'autre part, l'identification de moments de « rupture » semble répondre tant à des causes internes à l'organisation (modification du concept, professionnalisation, chemin empruntant la voie d'un parti politique plus « classique ») qu'à des circonstances externes (situation du paysage médiatique, élections, répression). Cette structure nous permet également de procéder à une sorte

d'état des lieux à la fin de chaque partie, afin d'un côté de faire un bilan de notre objet d'analyse, et de l'autre, d'élargir la perspective en mettant en lien la *RA* avec ses homologues des autres cantons alpins. Ce dernier aspect a quelque chose d'artificiel, dans la mesure où les trajectoires des différentes revues alternatives alpines ne suivent pas nécessairement toutes la même temporalité, mais nous pensons qu'il est susceptible d'offrir des points de comparaison intéressants pour la compréhension de notre objet. Cette comparaison doit également permettre de fournir des éléments plus factuels sur notre objet d'analyse. Néanmoins, ce découpage chronologique n'est pas à concevoir comme modèle rigide, il a davantage pour fonction d'offrir des repères temporels. De fait, la première partie a surtout pour objet de mettre en place un certain nombre d'aspects, et si rupture il y a, celle-ci est tout de même fortement empreinte de continuité. La seconde partie, elle-même traversée par certaines ruptures, tente de développer les aspects mis en évidence dans la première partie, en approfondissant l'examen des choix opérés tant au niveau de l'organisation que de la revue. Quant à la troisième partie, il s'agit, armé de la compréhension des évolutions décrites dans la deuxième partie, de saisir quelles sont les éléments essentiels ayant mené à une reconfiguration, tant sur le plan politique que médiatique et éditorial, qui culminera en 1982 avec l'unification de la gauche haut-valaisanne et l'ouverture de la revue; le terme de reconfiguration cherchant à exprimer tant les ruptures que les continuités qu'incarnent ces évolutions.

Par ailleurs, chaque partie tente de suivre le même schéma, afin de mettre en parallèle l'évolution du KO, celle de *RA* et de son contenu, ainsi que la réaction de la presse conventionnelle, du lectorat et, plus en général, de l'environnement externe. Partant du principe qu'une revue est indissociable de ses producteurs, il est évident que l'analyse du KO fera partie intégrante de cette étude, même si un effort sera fait pour ne pas entrer trop dans les détails des vicissitudes qui jalonnent son parcours.

Mentionnons enfin que les questions idéologiques ne seront quasiment pas abordées, en raison du flou qui règne à ce sujet au sein du KO, et en cohérence avec une définition « relationnelle ». Par ailleurs, les nouvelles formes d'actions politiques développées au cours des années 1968, ne seront pas abordées,¹⁷ de même que nous ne détaillerons pas au-delà du nécessaire les différentes actions menées par le KO, afin de ne pas faire doublon avec les études de Kraft et Rogenmoser, ce travail étant davantage axé sur la *communication politique alternative*.

3. Sources et méthode

Pour la réalisation de ce mémoire consacré à la *RA*, trois types principaux de sources ont été utilisés. La première source, évidente, est la revue elle-même, la particularité étant qu'elle occupe un double statut, à la fois celui d'objet d'analyse et de source. Pour ce faire, nous avons dépouillé environ 140 numéros (1973 – 1995), ce qui nous a donné des renseignements sur cinq aspects différents. En

¹⁷ Pour ceci, voir notamment Skenderovic, Damir; Späti, Christina, *Die 1968er-Jahre in der Schweiz*, op. cit..

premier lieu, un des objectifs était de construire une statistique quantitative, pour laquelle ont été identifiées treize catégories,¹⁸ afin d'établir un classement des différentes thématiques abordées de même que le poids relatif de ces catégories dans l'économie interne de la revue aux différents moments-clés de l'itinéraire de la *RA*. Néanmoins pour plusieurs raisons (difficulté d'établir des critères objectifs, choix arbitraires, statut « hybride » d'un grand nombre d'articles) qui rendaient cette statistique peu opératoire, nous l'avons davantage utilisée comme document de travail, c'est pourquoi elle ne sera signalée qu'à titre indicatif. Deuxièmement, le journal en tant que source nous permet de constater le discours que la revue tient sur elle-même, que ce soit du point de vue organisationnel ou sur la question de la ligne éditoriale. En lien avec les sources internes, ceci permet d'appréhender ce qui est transmis au lectorat et ce qui ne l'est pas.¹⁹ Troisièmement, l'étude de la revue permet de mettre en évidence les caractéristiques qui définissent la *RA* à divers moments. Il s'agit ainsi d'identifier pêle-mêle l'apparition et la disparition de certaines rubriques et d'en préciser la fonction; la mise en place de séries thématiques s'étalant sur plusieurs éditions; les différentes catégories de personnes auxquelles il est offert un dispositif de parole; la récurrence de certains sujets; l'émergence d'une certaine diversité dans le choix des thématiques et des formes d'expression. Quatrième point, l'étude diachronique des différents numéros donne un aperçu des modifications dans l'habillage de la revue, à l'instar des changements de papier et de format; l'introduction de la couleur rouge et de nouveaux en-têtes; l'unification des polices d'écriture; ainsi que la fréquence et la qualité des illustrations. La mise en relation du contenu proposé et de la forme que prend ce contenu (enquête, dénonciation) avec la documentation interne permet d'identifier les moments de changement, de rupture, de réorientation. Enfin, la revue nous donne également des indications sur le processus de production. Nous avons ainsi procédé à une recension systématique de l'Impressum des différents numéros dans le but d'établir un outil de travail qui puisse permettre de constater différents aspects ainsi que leurs évolutions; nom de l'éditeur, nom du/des rédacteur(s) responsable(s) de chaque numéro, imprimerie mandatée pour la mise sous presse, date de parution, tirage, nombre de pages, fréquence de parution ou encore prix du numéro ou de l'abonnement.

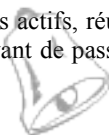
Le deuxième type de source utilisé est la documentation interne du KO (1971 – 1982)²⁰ que nous a mis à disposition un ancien militant et qui contient les divers procès-verbaux des assemblées du KO.

¹⁸ 1. Armée, antimilitarisme; 2. Corruption, « Vetterlipolitik/Vetterliwirtschaft », dénonciation des pratiques clientélistes; 3. Culture, questions de société; 4. Économie; 5. Élections, votations; 6. Énergie; 7. Environnement, qualité de vie; 8. Femmes, luttes et condition féminines; 9. Jeunes, formation, éducation; 10. Luttes sociales, mouvement ouvrier, paysannerie, droits politiques, « Berufsverbote », le Valais comme région périphérique; 11. Organisation, « mise en scène de soi »; 12. Presse, information, paysage médiatique; 13. Transports.

¹⁹ Ainsi l'embauche d'un journaliste rémunéré en 1980 ne fait l'objet d'aucun commentaire dans la revue, son nom n'apparaissant pas non plus dans l'Impressum, il eût donc été impossible de le savoir sans documentation interne.

²⁰ Ce fonds contient aussi un classeur 1982 – 2015, malheureusement les procès-verbaux des assemblées sont soit absents, soit extrêmement sommaires.

²¹ Ces procès-verbaux sont envoyés périodiquement par le secrétariat du KO aux membres actifs, réunis dans un document intitulé « INFO-Intern », qui sont numérotés de 1 à 24 pour la période 1971 – 1975, avant de passer à une numérotation



Le bureau du « Verein Rote Anneliese », situé au-dessus du Restaurant Simplon à Naters, dans lequel est actuellement confectionnée la *RA*, contient quelques archives, néanmoins, en dehors de la comptabilité, celle-ci est très lacunaire et on ne trouve pas de documents sur la période qui suit 1982. Au même étage se trouve le bureau du SPO, où se trouvent également certains documents, notamment des échanges de courrier entre le KO et divers destinataires. Nous avons donc dépouillé ces procès-verbaux, qui rendent compte des enjeux internes, de manière systématique en accordant une attention particulière aux moments où l'on discutait de la *RA*. Notons immédiatement que les relations personnelles entre les militants sont relativement fortes (membres de la même famille, relations amoureuses) et d'autre part que les effectifs du KO ne connaissent que peu de variations, avec peu de démissions et de nouvelles adhésions – stabilité qui fait que les militants vieillissent en même temps que leur revue, ce qui aura son importance pour la suite. Les quelques listes de présence disponibles permettent ainsi de constater d'un côté que le nombre de militants participant aux assemblées suit une tendance déclinante et de l'autre que ce sont toujours les mêmes noms qui reviennent.

Cette documentation recèle également des réflexions, des suggestions ou des critiques concernant l'organisation de la production de la revue donnant ainsi un aperçu des conflits qui émergent sporadiquement au sein du groupe. Les militants prennent l'habitude de procéder à une sorte de debriefing des différents numéros qui donne lieu à un processus de critique interne, ce qui permet de constater les discussions et les enjeux tournant autour du style journalistique, des thématiques traitées ou encore des différences de sensibilités internes au groupe. D'autre part, la comptabilité du journal²² donne des indications précieuses sur les dépenses et les revenus du journal. Cette documentation fournit également un certain nombre de renseignements sur les réactions du lectorat, notamment lors de la vente dans la rue, que complètent les quelques lettres de lecteurs retrouvées dans le bureau du SPO. La documentation interne nous renseigne également sur la répartition géographique des abonnés et offre aussi un regard sur les procès qu'a intenté ou subi le KO, et leurs impacts sur les finances du KO.

La presse conventionnelle valaisanne (*WB, WV, NF, PV, FED*), et dans une moindre mesure extra-cantonale, a également été parcourue, grâce notamment aux outils de recherche disponibles sur internet.²³ Nous ne pouvons que regretter que la presse alémanique ne soit pas consultable sur

annuelle (ex. 1/76), et que nous abrégions désormais par « INFO ». En plus de ces protocoles, ces documents contiennent aussi des textes rédigés par des militants, traitant différents aspects: organisation, *RA*, présentation d'autres groupes, diverses annonces, critique, sociabilité interne etc. Mentionnons que nous les avons reçus au complet, à l'exception des n° 3, 23 et 5/79. Ces INFO-Intern provenant tous du fonds d'archives Edgar Salzmann (ES), nous ne le préciserons pas dans les notes de bas de pages.

²² Intégrée dans le bilan financier du KO entre 1973 et 1981, puis propre comptabilité au moment de l'autonomie.

²³ <http://newspaper.archives.rero.ch>; <http://scriptorium.bcu-lausanne.ch/>; <http://www.letempsarchives.ch/>.

internet, raison pour laquelle nous avons renoncé à la dépouiller. L'étude de cette presse permet d'identifier les moments où les thématiques traitées dans la *RA* bénéficient d'une sorte de caisse de résonance dans la sphère publique (haut-)valaisanne – ou lorsqu'au contraire, elle est totalement passée sous silence –, d'évaluer l'attitude de cette presse et de ses producteurs vis-à-vis de la *RA* et de voir dans quelle mesure elle exerce une influence sur le KO et son organe. D'autre part, le KO ayant recours à la possibilité offerte par le *WB* notamment de publier des prises de position, puisque son statut d'« irrégulomadaire » ne lui permet pas d'être réactif à tout moment, on y trouve un certain nombre de réponses aux attaques formulées par des adversaires. Par ailleurs, ont également été consultées d'autres revues alternatives alpines, afin d'être en mesure de proposer une comparaison entre ces différentes publications, de constater leurs dynamiques et trajectoires similaires ou divergentes – le but étant d'accroître par la bande la compréhension de notre objet d'analyse et ainsi de replacer la *RA* et le KO dans une perspective plus large. Enfin, nous avons mené un entretien avec l'ancien militant et « rédacteur rémunéré », Frank Garbely, également cofondateur du KO et de la *RA*,²⁴ sur proposition amicale de celui-ci. Pour des raisons de gains de place, nous avons renoncé en accord avec notre directeur de mémoire à ajouter aux annexes la transcription de cet entretien. Dans la mesure où nous n'avons pas mené d'autres entretiens et que les archives cessent rapidement pour des raisons de sécurité et de confidentialité de citer les militants dans les assemblées, peu de noms apparaîtront dans notre travail.²⁵ Si ceci semble nier le rôle joué par des individus dans un processus socio-historique, ce qui n'est absolument pas l'objectif théorique de ce mémoire, cela offre la possibilité d'une lecture dépassionnée et moins émotionnelle des débats et discussions internes. Remarquons que le grand défaut de ce choix est l'impossibilité de proposer une étude sociographique des militants du KO. Nous renvoyons les lecteurs qui voudraient entendre la voix des acteurs à l'étude de Rogenmoser, que nous présentons ci-dessous.

²⁴ L'une des grandes limites de ce travail est en effet l'absence de sources orales, qui nous auraient notamment permis de documenter la période post-1982 et d'obtenir des renseignements sur lesquels pèchent parfois les archives (sociabilité, processus de décision etc.). Deux choses au moins expliquent cette absence; d'une part, nous y avons renoncé dans la mesure où deux personnages importants n'ont pas répondu à nos demandes d'entretien et d'autre part, la documentation interne s'étant avérée suffisamment riche malgré certaines carences, elle nous semblait, articulée avec la revue elle-même et la presse conventionnelle, suffisante pour un mémoire de Master. D'autre part, nous regrettons également notre manque d'habileté dans le maniement des méthodes et des concepts sociologiques qui nous auraient permis d'affiner la compréhension de notre objet d'analyse.

²⁵ Et parmi les noms cités, il ne faut pas y voir une sélection visant à faire parler les personnages que nous serions tenté de considérer comme principaux. Ils sont cités pour éviter des sempiternels « un/e militant/e », « un membre ».

B. État de la recherche et contexte

1. État de la question

1.1 Travaux consacrés à la RA et au KO

Martin Zumthurm a consacré en 1976 son travail de diplôme auprès de l'Institut für Journalistik de l'Université de Fribourg à la RA, dans lequel il se propose à l'aide de l'organe du KO d'étudier les moyens de communication des petits partis. Après une partie contextuelle dédiée à la « Parteioligarchie im Wallis » et à la presse politique haut-valaisanne, qu'il estime dominée par les partis C (CSPO et CVPO), il identifie ce qui constitue pour lui la fonction principale de l'« Öffentlichkeitsarbeit einer " parlamentslosen " Kleinstpartei », à savoir la création d'une opinion publique, une fonction de contrôle et l'élaboration d'alternatives. Relevant la censure et la violence – notamment en période électorale – exercées par la presse quotidienne à l'égard du KO, il en conclut que dans le Haut-Valais, « eine oppositionelle Bewegung ohne eigene publizistische Organe nicht wirksam in das politische Geschehen einschalten kann. »²⁶ Il aborde ainsi successivement la communication du KO dans la presse quotidienne, par les différentes actions et brochures qu'il recense, avant de consacrer une vingtaine de pages à la RA. Pour cette partie, il s'intéresse – de manière schématique – aux thématiques traitées par la RA, à son habillage, ainsi qu'à sa diffusion et à ses aspects économiques. Si ce travail permet de combler quelques lacunes des archives, sa portée est restreinte pour plusieurs raisons; (1) par une certaine superficialité qu'entraîne une étude d'une soixantaine de pages, (2) par le statut de la recherche qui n'est pas un travail historique, et (3) en raison de la date de dépôt du travail (juin 1976) qui fait que n'ont pu être consultés que les onze premiers numéros.

En ce qui concerne le KO, deux mémoires de master en histoire s'y sont intéressés. Le premier – Kraft, Peter, *Das Kritische Oberwallis 1971-1976: Von der Bewegung zur politischen Partei* – se penche surtout sur la fondation et les premières années du KO et le sous-titre de son mémoire montre déjà dans quelle optique il place sa recherche. Prenant à l'appui la grille de lecture des « Nouveaux Mouvements Sociaux » (NMS), analysés notamment par Hans-Peter Kriesi, il s'attache à montrer la transition qui fait passer le KO d'un NMS, avec formes d'action non conventionnelles (sit-in, théâtre de rue, actions « coup de poing »), à un parti politique organisé avec formes d'action conventionnelles (participations aux élections, organisation structurée, organe partisan), transition qu'il date de la fin de l'année 1976 avec l'élection de Peter Bodenmann au conseil communal de Brig-Glis et le triomphe de la fraction « politique » du mouvement. Son travail est divisé en trois parties; la première met en place certaines réflexions théoriques précisément à propos des NMS. La deuxième, intitulée « Unzufriedenheit und Freiheitsdrang manifestieren sich » et divisée en trois sous-chapitres, se

²⁶ Zumthurm, Martin, *Eingeschränkte Kommunikationsmöglichkeiten für Kleinstparteien – Aufgezeigt am « Kritischen Oberwallis »*, Diplomarbeit aus dem Institut für Journalistik der Universität Freiburg, Fribourg, 1976, p. 35.

penche d'une part sur les groupes formant la préhistoire du KO,²⁷ les évolutions démographiques, économiques et politiques du Haut-Valais entre 1970 et 1980 et ce qu'il appelle « die Politisierung der Aktiven », et d'autre part sur la fondation du KO, en attirant l'attention sur la composition du groupe, les premières mesures organisationnelles et les débats au sujet de son orientation idéologique et activiste. Il attire ainsi l'attention sur le fonctionnement décentralisé au cours des premières années, où les groupes subsistant ou nouvellement créés disposent d'une large autonomie, facteur important pour la suite. Le troisième sous-chapitre propose une histoire événementielle des premiers mois d'existence du KO jusqu'aux élections cantonales de 1973, lors desquelles le KO parvient à placer Stefan Niklaus comme suppléant à Sion. Dans la troisième partie, qui va de 1973 à 1976, il s'attache à montrer comment le KO s'est établi comme force politique dans le Haut-Valais; il montre ainsi le caractère d'opposition frontale qui caractérise la « Legislatur Niklaus » au sein du Grand Conseil, avant de consacrer un chapitre à la *RA*. Puis il aborde le déplacement des formes d'action que nous avons mentionné plus haut, césure qu'il situe entre 1974 et 1975. Il en conclut qu'au cours de cette période ce sont non seulement les formes d'action qui se sont progressivement modifiées – « 1976 gab es keine nennenswerten unkonventionelle Aktionen des Kritischen Oberwallis »²⁸ – mais également l'éventail des thématiques abordées, puisque dominant désormais principalement des questions, « die mit dem klassischen Umverteilungsparadigma zu tun hatten und ins Spektrum der etablierten Institutionen passten »²⁹. Dans le sous-chapitre suivant, justement dédié à l'évolution interne du KO, Kraft tente de montrer comment les « pragmatiques » sont parvenus à prendre le dessus sur les « idéalistes » pour faire du KO un parti politique au sens classique. Enfin, après un court aperçu des relations du groupe avec d'autres organisations de gauche suisses, il propose dans sa dernière partie une analyse de la signification du KO dans le Haut-Valais. Alors que les élites politiques du canton oscillent entre « schroffer Ablehnung und erzwungener Akzeptanz » – il montre quelles ont été les méthodes utilisées par le KO pour obtenir une certaine légitimité au sein du champ politique – le KO est d'après Kraft méprisé par la majorité de la population, mais admiré par une minorité. Quant à la presse locale, elle réagit « zwischen hetzerischer Bekämpfung und sachlicher Distanz »³⁰. Son mémoire contient ainsi un chapitre d'une vingtaine de pages consacrés à la *RA* – surtout à ses débuts et à son évolution jusqu'en 1976 – qu'il décrit comme la marque d'identification

²⁷ Le KO a été fondé par la conjonction de plusieurs groupes pré-existants: (1) la *Lehrlingsgruppe* qui se penche sur les problématiques liées à la situation des apprentis; (2) la *Kollegiumsgruppe* qui lutte pour davantage de « Mitspracherecht » des élèves au collège de Brigue; (3) le groupe *Junges Visp* qui s'engage pour les questions communales à Viège et plaide pour l'instauration d'un conseil général; (4) la *Zürcher Gruppe*, sorte d'amicale composé d'Haut-valaisiens étudiant dans les instituts universitaires zurichois; et (5) la *Berner Gruppe*, formée d'étudiants à l'Université de Berne. Si les deux derniers groupes constituent davantage des réseaux de connaissances et d'amis – bien qu'actifs comme le montrera l'exemple du « Briger Herbst » (voir C.1.1) – les trois premiers sont davantage organisés et institutionnalisés. Ces groupes sont relativement autonomes dans les premiers temps du KO.

²⁸ Kraft, Peter, *Das Kritische Oberwallis 1971-1976: Von der Bewegung zur politischen Partei*, mémoire de licence, Université de Fribourg, 2003, p. 104.

²⁹ *Ibid.*, p. 105.

³⁰ *Ibid.*, p. 133.

principale du KO au sein de la population haut-valaisanne et comme l'un des piliers les plus importants de l'action politique du mouvement. Il considère également que le statut du journal donne au petit groupe de rédacteurs, relativement fermé, qui le compose une aura et une position particulières au sein de l'organisation, et qu'il a joué un rôle dans la lutte interne au moment des discussions quant à l'orientation du mouvement/parti en 1976. Dans ce chapitre, il met surtout l'accent sur les thématiques abordées dans la revue et sur le ton qu'elle adopte (« Skandale, Affären, Populismus »), de même que la focalisation sur la politique régionale. Le processus de production ainsi que les considérations économiques ne sont pas traitées dans ce chapitre.³¹

Le second mémoire (Rogenmoser, Roman, « *Üflehne und demaskiere* » - *Eine Untersuchung zur Entstehungsgeschichte und zum Politikstil des Kritischen Oberwallis*) se base beaucoup sur les nombreux entretiens que l'auteur a mené avec d'anciens membres du KO, ainsi qu'avec certains de leurs adversaires. Il tente ainsi dans une première partie de restituer la fondation de l'organisation, compétant le travail de Kraft en faisant parler les acteurs de leur vision d'alors de la situation politique, idéologique et sociale du Haut-Valais, de même que de leur divers processus de politisation. Ainsi, les diverses trajectoires coïncident en quelque sorte avec les groupes mentionnés en note 27, dans la mesure où le climat réactionnaire du collège de Brigue, le contact avec des idées progressistes dans les grandes villes suisses ou encore le service militaire sont fréquemment cités comme éléments déclencheurs d'une prise de conscience politique. La fondation du KO est également décrite à l'aide des témoignages recueillis. Notons qu'il n'aborde pas avec ses interlocuteurs les conflits décrits par Kraft au sujet de l'orientation du groupe. Dans la seconde partie, Rogenmoser s'essaie à l'analyse du style politique du KO à l'aide de trois exemples de cas. Le premier est consacré au « Verwaltungsskandal der Walliser Staatsräte », le KO s'étant rapidement attaqué aux autorités suprêmes du canton et à leurs sièges d'administrateurs dans l'industrie, pratique interdite par la Constitution valaisanne. Le deuxième présente la « Haie-Serie » publiée dans la *RA* qui consiste en une sorte de hit-parade des plus gros revenus haut-valaisans, point sur lequel nous reviendrons plus loin. Quant au troisième aspect abordé, il s'agit des interdictions professionnelles auxquels ont été soumis (au moins) deux membres du KO dans le cadre de leur activité politique. Il en conclut que le style politique du KO visait à lutter contre les « verkrusteten Machtstrukturen » régissant le Haut-Valais et la confiscation par les partis C de la vie politique de la région – style empreint d'une certaine créativité, d'insouciance et d'humour. Il relève également la dimension « régionaliste » de ce style, par l'utilisation de ce qu'il nomme la langue du peuple, le haut-valaisan, tout en estimant que dans les trois cas étudiés, l'objectif était de mettre publiquement sous pression les dépositaires de l'autorité et de les impliquer dans un débat public.³² Quant à la *RA*, il se contente de renvoyer à l'étude de Kraft,

³¹ *Ibid.*, p. 69 – 87.

³² Rogenmoser, Roman, « *Üflehne und demaskiere* » - *Eine Untersuchung zur Entstehungsgeschichte und zum Politikstil des*

sans entrer davantage dans les détails. Néanmoins, il estime lui aussi que la *RA* exerce une fonction particulière au sein du répertoire d'action du KO.

On peut encore citer deux travaux réalisés dans le cadre de l'Institut für Kommunikations- und Medienwissenschaft de l'université de Berne. Le premier est consacré à l'évolution de la presse dans le Haut-Valais entre 1960 et 2005 et contient un court chapitre sur la *RA*, mais aussi les réponses du rédacteur Kurt Marti (rédacteur de la *RA* entre 2001 et 2010) à un questionnaire qui lui a été soumis, tandis que le second est une comparaison de la couverture médiatique de l'affaire « Otto G. Loretan » par la *RA* et le *WB*.³³

Signalons encore que le manuel de Bollinger de 1986 – qui fait erreur sur l'année de création de la revue – consacre une note de bas de page à la *RA*, indiquant ainsi son existence³⁴ et que l'ouvrage de synthèse de Lugon sur la presse écrite en Valais aborde également la *RA* sur une page, dont le mérite est notamment de citer un grand nombre de collaborateurs.³⁵

1.2 Les projets de médias alternatifs dans la recherche historique en Suisse

L'objectif de ce sous-chapitre est de présenter les quelques études qui ont été consacrées aux projets de médias alternatifs/contestataires en Suisse des années 1960 – 1970. Commençons par trois mémoires de fin d'étude: (1) Pascal Bürki a réalisé son mémoire de licence sur la presse alternative du canton de Soleure, laquelle représente pour lui « zweifellos eine Facette [des] engagierten Auseinandersetzens mit den uns umgebenden Lebensbedingungen »³⁶, même si elle doit se contenter dans le meilleur des cas d'extraire la société de sa léthargie. Ce faisant, il poursuit deux objectifs: d'une part offrir un panorama de cette presse entre 1968 et 1997 et d'autre part présenter le terreau sur lequel aurait fleuri la presse alternative, à savoir les NMS. Son cadre d'analyse est ainsi beaucoup plus axé sur les NMS que sur la presse alternative à proprement parler. Pour son étude, il se base d'une part sur une analyse de contenu et d'autre part sur des questionnaires remplis par les acteurs de ces revues, qui doivent lui permettre d'évaluer les aspects formels, statistiques, personnels et techniques. Il répartit ensuite ces onze revues par thématiques (écologie, antimilitarisme, antinucléaire...) et leur consacre entre cinq et huit pages chacune. Nous regrettons néanmoins une absence de synthèse et un manque d'approfondissement des conditions de production, des structures d'organisation et de l'économie politique de ces revues, sa contribution étant au final de nature plus

Kritischen Oberwallis, mémoire de licence, Université de Berne, 2008, p. 134 – 135.

³³ Eggele, Matthias, *Die Entwicklung der Presse und des Radios im Oberwallis von 1960 bis 2005*, Facharbeit, Institut Kommunikations- und Medienwissenschaften, Université de Berne, Berne, 2006; Rubin, Simone, *Die Berichterstattung im Fall " Otto G. Loretan " in den Oberwalliser Printmedien Walliser Bote und Rote Anneliese 1996-2007*, Facharbeit, Institut für Kommunikations- und Medienwissenschaften, Université de Berne, Berne, 2007.

³⁴ Bollinger, Ernst, *La presse suisse: Les faits et les opinions*, Lausanne, Payot, 1986, p. 141.

³⁵ Lugon, Antoine, *La presse écrite en Valais: origines, principaux courants, évolution*, Sion, Archives de l'État du Valais, 2008, p. 100.

³⁶ Bürki, Pascal, *Die Alternativpresse im Kanton Solothurn: mediengeschichtliche Überlegungen*, mémoire de licence, Université de Fribourg, 1999, p. 1.

descriptive qu'analytique. (2) Dans son travail consacré à la presse souterraine (*Untergrundpresse*) des années 1970, Lisa Bollinger cherche avant tout à démontrer les relations et les liens transnationaux ayant pu exister entre les scènes contre-culturelles française et romande. Pour ce faire, elle propose un aperçu de six périodiques français et quatre romands, orienté d'une part sur l'analyse de contenu – « Wie berichten die einzelnen Periodika über bestimmte Thematiken ? »³⁷ – d'autre part sur la forme qu'adoptent ces revues, avec une attention particulière aux moyens visuels et techniques, afin de pouvoir constater si certains transferts tant thématiques que techniques ont pris place entre la France et la Suisse romande. Ainsi, elle se concentre davantage sur le contenu culturel de ces périodiques que sur leur dimension politique à proprement parler. Au sujet des aspects visuels de ces revues, elle propose principalement une comparaison descriptive de ces titres. Dans sa conclusion, elle s'étonne que revues françaises et romandes n'ont pas beaucoup de contacts, alors que les conditions pour les transferts qu'elle cherchait à identifier semblaient remplies.³⁸ (3) Citons également l'étude faite par Gilles Mauron sur la revue anarchiste et satirique éditée à Genève entre 1970 et 1975, *La Pilule*. Ce travail commence par la description du parcours biographique du fondateur Narcisse Praz – qui publie pas moins de 199 numéros en quatre ans – avant de présenter rapidement les éléments organisationnels, économiques et de distribution de ce périodique. La deuxième partie offre une description des principaux sujets abordés dans les colonnes de *La Pilule*. Mauron décrit également les rapports entre Praz et la police, et affirme que la revue doit cesser sa parution en raison des actions en justice intentées par la police. Dans l'optique de notre objet d'analyse, ce travail est quelque peu décevant, puisque, comme le précise Mauron, « ce travail suit le parcours, le militantisme et la pensée d'un anarchiste de ces années-ci »³⁹ et n'offre que peu de réflexions analytiques sur la place et la fonction d'une publication alternative (il ne parle d'ailleurs jamais de « presse alternative », sauf lorsqu'il présente sur une page et demi « la presse alternative en Suisse romande dans les années soixante-dix »⁴⁰).

D'une manière générale, nous regrettons dans les trois mémoires cités ici l'orientation très (trop ?) prononcée vers une analyse descriptive de contenu, qui – si elle est certainement légitime et n'est pas inintéressante en soi – n'offre que peu d'angles d'analyse permettant de dégager des clés de compréhension de la fonction sociale (ainsi que la position dans le champ médiatique) que peut occuper la presse alternative. D'autre part, tant les relations internes qu'externes manquent cruellement et ne permettent que difficilement de sortir de l'écueil qui consiste à raisonner « dans le

³⁷ Bollinger, Lisa, *Gegenkultur: die französische und Westschweizer Untergrundpresse in den 1970er-Jahren*, mémoire de licence, Université de Fribourg, 2014, p. 1 – 2.

³⁸ Bollinger, Lisa, *Gegenkultur*, op. cit., p. 98.

³⁹ Mauron, Gilles, *Un journal anarchiste en Suisse romande: " La Pilule " de Narcisse Praz. 1970-1975*, mémoire de licence, Fac. des Lettres, Université de Fribourg, 2011, p. 28 – 29.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 28 – 29.

ciel pur des idées et des constructions idéologiques »⁴¹. Nous trouvons néanmoins dans la thèse de doctorat de Markus Furrer,⁴² consacrée à la nouvelle opposition dans la Suisse centrale dans les années 1970-1980, plusieurs chapitres étudiant les revues alternatives alpines d'Uri (*Alternative*) et de Nidwald (*Steibock, Bockshorn*). Même si l'étude de ces publications ne constitue pas à proprement parler le projet de sa thèse, il montre néanmoins la place qu'elles occupent au sein de leurs contextes cantonaux et le rôle qu'elles jouent dans l'apparition de cette nouvelle opposition, qui participera à l'émergence des mouvements écologistes et des partis Verts dans cette région. S'il estime qu'il est difficile de conclure que le nouveau parti créé dans le canton d'Uri n'aurait pu voir le jour sans la revue *Alternative*⁴³ – point que nous essaierons d'éclairer dans notre analyse, notamment en ce qui concerne le lien entre communication et activisme politique – il identifie néanmoins plusieurs fonctions qu'auraient remplies ces publications, telles que la capacité à se constituer en plateforme propre à drainer les diverses tendances présentes au sein de la population ayant pour but de modifier la société, la diffusion d'une certaine culture alternative, le projet de faire éclater le consensus et le climat de concordance imprégnant les débats politiques cantonaux, ou encore la problématisation du changement (économique, social, politique etc.). Furrer relève également les aspects novateurs de ces revues, puisque le ton utilisé – souvent impertinent, voire effronté – ainsi que les thématiques abordées constituent précisément certains des moyens employés pour faire exploser ce climat de consensus. Enfin, il aborde les questions d'organisation, de financement et de diffusion de ces publications. Dans la mesure où nous tenterons de comparer la *RA* avec d'autres revues alternatives alpines – afin d'élargir le spectre d'analyse et de tenter une synthèse de ces divers projets – nous reviendrons sur celles-ci plus en détail par la suite.

Cette « Forumsfunktion » comme l'appelle Furrer est également mise en évidence par Michel Porret dans son article consacré à *Tout Va Bien*, « mensuel de contre-information et de lutte » basé à Genève.⁴⁴ En effet, il montre que ce titre avait pour objectif de « fédérer l'opinion militante »⁴⁵, ce qu'illustre la possibilité pour des associations/organisations proches de la ligne éditoriale de la revue de publier des annonces gratuites ainsi que la publicisation de leurs activités. Organe essentiellement politique – dont une des particularités est sa présentation soignée (composition typographique, papier glacé, impression offset, couverture en couleurs) – *Tout Va Bien* se concentre notamment sur les questions socio-économiques, tout en accordant une attention particulière à la question sociale, par le recours au reportage social et au journalisme d'investigation. D'autre part, Porret montre bien

⁴¹ Clavien, Alain, « Histoire de la presse en Suisse. Eléments d'un bilan », in *Traverse*, 2012/1, p. 241.

⁴² Furrer, Markus, *Die neue Opposition in der Urschweiz in den 1970er und 1980er Jahren: historische Fallstudien zur Ökologiebewegungen und zur Bildung « grüner » Parteigruppen in den Kantonen Uri, Schwyz, Ob- und Nidwalden*, Zurich, ADAG, 1992.

⁴³ *Ibid.*, p. 125.

⁴⁴ Porret, Michel, « *Tout Va Bien* (1972-1983): l'an 01 du mensuel de contre-information et de lutte », in Ruegg, François, *La fabrique des cultures*, op. cit., p. 43 – 63.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 52.

comment ce périodique tente d'impliquer son lectorat, d'« engager un débat permanent avec les lecteurs »⁴⁶, tant pour l'accès aux informations, la production de la revue elle-même que pour sa diffusion. Enfin, il donne également de manière schématique des indications quant à l'organisation et aux aspects économiques de *Tout Va Bien*.

Ainsi, il semble qu'aucune étude détaillée s'intéressant exclusivement à une revue alternative – c'est-à-dire se penchant tant sur les aspects de contenu que sur ceux touchant à l'organisation, à la production, au financement, à la diffusion, à la réception etc. – n'ait été réalisée jusqu'à ce jour, lacune que se propose, dans la mesure du possible, de combler le présent travail. Néanmoins, les analyses de Furrer, qui appellent implicitement à élargir le cadre d'analyse pour prendre en compte l'environnement tant proche que plus éloigné de ces titres, peuvent fournir une porte d'entrée adéquate pour l'étude d'un média tel que la *RA*.

2. Contexte politique et médiatique

2.1 Contexte politique et idéologique

Au début des années 1970, le système politique valaisan est caractérisé par une très forte stabilité, tant au niveau du système des partis que de la représentation partisane, ainsi que par la domination du PDC, auparavant Parti conservateur, et de ses alliés, les chrétiens-sociaux du Haut-Valais notamment (CSPO). Disposant de la majorité absolue au Grand Conseil (autour de 60% entre 1949 et 1970), le PDC trustee quatre des cinq sièges du Conseil d'État, le dernier étant concédé au Parti radical depuis 1905. Beat Locher estime que la position dominante durable des conservateurs trouve ses racines dans l'accumulation du pouvoir économique et politique, qui s'est développé historiquement avec le soutien de l'Église, et dans un système normatif de relations familiales et de liens claniques, hérité de la société agropastorale et accompagné de mécanismes de contrôle, de surveillance et de régulation rigoureux.⁴⁷ L'élection au suffrage universel par le système majoritaire du gouvernement, introduit en 1920, a en effet conduit d'une part au renforcement de cette stabilité et d'autre part au maintien de la domination d'un parti.⁴⁸ Alors que dans le reste de la Suisse, la tendance est au partage volontaire du pouvoir entre grands partis (*freiwilliger Regierungsproporz*)⁴⁹, toutes les tentatives pour introduire le système proportionnel pour l'élection du gouvernement ont échoué jusqu'à ce jour, l'un des arguments principaux utilisés par le PDC pour refuser de partager le pouvoir étant celui de la sécurisation de la représentation des trois régions du Valais.⁵⁰ En effet, il est inscrit dans la constitution valaisanne que

⁴⁶ *Ibid.*, p. 50.

⁴⁷ Locher, Beat, *Der Staatsratsproporz im Kanton Wallis 1848-1988*, Fribourg, Universitätsverlag, 1996, p. 93.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 374.

⁴⁹ Vatter, Adrian, *Kantonale Demokratien im Vergleich: Entstehungsgründe, Interaktionen und Wirkungen politischer Institutionen in den Schweizer Kantonen*, Opladen, Leske+Budrich, 2002, p. 57.

⁵⁰ Locher, Beat, *Der Staatsratsproporz im Kanton Wallis*, *op. cit.*, p. 239.

chaque région – Haut-Valais, Valais central et Bas-Valais – a droit à une représentation au Conseil d'État. Néanmoins, Locher estime que la principale raison à ce refus est la conception que se fait le PDC de sa domination, que le parti conçoit comme légitimée historiquement.⁵¹ Un autre facteur explicatif de la domination conservatrice réside également dans la forte homogénéité confessionnelle du canton et dans la lutte pour l'autonomie cantonale, héritage de la guerre du Sonderbund, que Fournier qualifie de « constante dans le discours politique du Valais »⁵². Dans son étude sur les démocraties cantonales, Vatter, qui parle du « Walliser Sonderfall »⁵³ pour désigner la continuité de la domination démocrate-chrétienne, montre que le degré de polarisation politique en Valais est au niveau zéro entre 1949 et 1997, date de l'élection de Peter Bodenmann au Conseil d'État, ne notant que peu de différences entre le PDC et le PRD, ce dernier n'étant d'ailleurs pas représenté dans le Haut-Valais avant 1979.⁵⁴ La continuité idéologique et la stabilité politique est également interprétée par Locher comme le résultat d'une part d'un système dans lequel la lutte pour le pouvoir politique est le domaine réservé d'une petite élite socio-économique et d'autre part, de la capacité du PDC à intégrer les différentes tendances de cette élite et à aplanir leurs différences.⁵⁵ D'autre part, il faut aussi relever que les principaux journaux valaisans, le *Nouvelliste*, le *Walliser Bote* et le *Walliser Volksfreund* (CSPO) sont idéologiquement alignés sur les positions conservatrices.

Quant à la gauche, elle peine à exister au sein de ce système, malgré un certain nombre de députés au Grand Conseil – neuf en 1957, onze en 1961, quatorze en 1965 et 1969 – et un siège au Conseil national, occupé entre 1935 et 1947, puis entre 1951 et 1971 par Karl Dellberg.⁵⁶ Toutefois, le Parti socialiste est surtout présent dans le Valais romand, puisque entre 1949 et 1973, la part de la gauche dans le Haut-Valais stagne autour des 2% pour les élections cantonales et oscille entre 3 et 7% lors des élections nationales.⁵⁷ Le parti cantonal entre en crise en 1967, suite à la décision de Dellberg de se présenter contre l'avis de la direction du parti aux élections nationales, alors que dans le Haut, les sections végètent dans une semi-léthargie. Selon Locher, une ligne politique claire et des stratégies font défaut aux socialistes du Haut, incapable d'articuler une politique alternative adaptée aux modifications socio-économiques et aux transformations des valeurs.⁵⁸ Remarquons qu'avant 1982,

⁵¹ *Ibid.*, p. 239.

⁵² Fournier, Yves, « La presse, vecteur et acteur du discours politique. Arguments et influences de la presse valaisanne de l'entre-deux-guerres », in Chappaz-Wirthner Suzanne; Dubuis, Claudia (dir.), *Tribuns et tribunes: Le discours politique en Valais*, Sion, Éditions des Musées cantonaux du Valais, 1995, p. 64.

⁵³ Vatter, Adrian, *Kantonale Demokratien*, op. cit., p. 56.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 192.

⁵⁵ Locher, Beat, *Der Staatsratsproporz im Kanton Wallis*, op. cit., p. 347.

⁵⁶ Né en 1886 à Brigue, Karl Dellberg est la figure incontournable du socialisme valaisan depuis les années 1910 jusqu'à sa mort en 1978. Élu à différentes charges (conseiller communal, député, conseiller national), il se présente encore en 1967 à 80 ans pour les élections au Conseil national, contre l'avis de son parti qui l'exclut temporairement. Clavier, Alain, « Dellberg, Karl », in *Dictionnaire historique de la Suisse*. Au vu des échanges de courrier présents dans les archives, Dellberg semble avoir considéré le KO avec bienveillance.

⁵⁷ Grichting, Alois, *Das Oberwallis 1840 bis 1990: Politik, Wirtschaft und Kultur: 150 Jahre Walliser Bote*, Brigue, Rotten-Verlag, 1990, p. 170.

⁵⁸ Locher, Beat, *Der Staatsratsproporz im Kanton Wallis*, op. cit., p. 69.

l'acronyme SPO ne désigne pas un parti politique autonome, mais les sections haut-valaisannes du PSV.

Les auteurs de la synthèse historique *Histoire du Valais* parlent d'une « décrispation de la société »⁵⁹, et si le consensus idéologique imprimé notamment par le rôle de l'Église dans les différentes sphères de la société est encore fortement prégnant dans les années 1960/1970, il semble progressivement se fissurer. Un bon exemple, relevé notamment par Garbely lors de notre entretien, est constitué par la question de la pilule contraceptive. En effet, suite à la publication de l'encyclique *Humanae vitae* s'opposant aux moyens contraceptifs, et notamment à la pilule, du pape Paul VI à la fin juillet 1968, le *WB* décide le 4 août d'ouvrir la discussion et invite ses lecteurs à s'exprimer dans ses colonnes. Toutefois, après la prise de position de l'évêque de Sion Adam dans les colonnes du journal le 7 août, pour qui celui qui ne se soumet pas au pape n'est pas catholique, le *WB* annonce le même jour que cette prise de position « veranlasst uns nun, die Diskussion abubrechen und positive wie negative Beiträge (...) nicht mehr zu publizieren. ».⁶⁰ De fait, plusieurs lettres de lecteurs, notamment de la part de médecins, pharmaciens et religieux, avaient entretemps été publiées dans le journal, faisant visiblement suffisamment peur à l'évêque pour que celui-ci prenne la plume pour mettre le holà à cette ébauche de discussion critique. Les réactions de lecteurs, notamment du 10 août lorsqu'un lecteur demande si le *WB* est un bulletin paroissial, témoignent de leur consternation face à la censure ecclésiastique exercée sur le journal. Comme nous le verrons par la suite, l'opposition à la « cloche de l'Église » comme l'a qualifiée Garbely, constituera l'un des facteurs de politisation d'une partie de la jeunesse haut-valaisanne.

2.2 Présentation du paysage médiatique valaisan (1970 – 1990)

Ce sous-chapitre se propose d'une part de dresser un rapide aperçu des évolutions majeures qu'a connu le paysage médiatique suisse, afin de tenter de saisir les dynamiques à l'œuvre à l'orée des années 1970, et d'autre part de fournir un bref état des lieux de la structure médiatique du Valais, dans l'optique de comprendre à la fois le contexte dans lequel émerge la *RA* et les réactions qu'elle suscite. Pays traditionnellement fortement doté en publications médiatiques, la Suisse connaît à partir des années 1950, suivant en cela une dynamique plus globale, plusieurs évolutions majeures. La première constitue en un processus de concentration de la presse qui se traduit par la disparition d'un grand nombre de journaux et l'apparition de situations dominantes, voire de monopoles, dans certaines régions. Cette concentration semble avant tout être le résultat des contraintes économiques⁶¹ qui

⁵⁹ Curdy, Philippe et al., *Histoire du Valais* tome 4, Société d'histoire du Valais romand, Sion, 2002, p. 767.

⁶⁰ Volken, Marco, « Geburtenregelung grundsätzlich bejaht... », *WB* du 07.08.1968, p. 4.

⁶¹ « Les disparitions, fusions et regroupements sont rarement dus à une diminution du tirage ou de la diffusion, mais résultent presque toujours de l'augmentation accélérée des coûts de fabrication et de distribution du journal, du prix du papier, des investissements techniques considérables et d'une baisse relative des recettes publicitaires », Bollinger, Ernst, *La presse suisse: structure et diversité*, Berne, Herbert Lang, 1976, p. 63.

régissent le modèle économique sur lequel repose la presse, laquelle vit dans les années 1970 à 75% des revenus issus de la publicité.⁶² En corrélation avec ceci, il faut aussi mentionner le système d'affermage de la publicité qui exerce des effets sur la structure médiatique, dans la mesure où il encourage les titres dont la couverture est particulièrement forte dans une région donnée.⁶³ Le deuxième phénomène important, en réalité initié bien avant les années 1960 mais qui connaît une certaine accélération, est la perte de vitesse très nette de la presse d'opinion en faveur de la presse dite « neutre », donc sans affiliation politique ou idéologique explicitement assumée et pour laquelle le succès commercial tient lieu de boussole, et qui représente en 1986 70% des quotidiens du pays.⁶⁴ D'autre part, on assiste, de concert avec le mouvement de concentration, à l'apparition de grands groupes de presse, à la puissance financière considérable.⁶⁵ Remarquons également que la question de la concentration médiatique a donné lieu à plusieurs débats politiques dans les années 1967 – 1974, certains hommes politiques y voyant un danger pour la diversité de la presse. Ainsi, la Commission suisse des cartels indique à propos des effets de la concentration sur la diffusion des idées politiques:

« Le danger qu'un petit nombre de personnes utilisent le journal pour imposer aux lecteurs des vues personnelles existe indépendamment du problème de la concentration. Mais la concentration en rend les conséquences plus graves, car les lecteurs n'ont souvent plus la possibilité de choisir un autre journal qui offre une prestation équivalente. »⁶⁶

Plus loin, elle constate un lien entre la désaffection pour la presse « politique » et les annonceurs:

« [Cette désaffection] a pour principale origine le développement des méthodes scientifiques de sélection des média [sic] qui favorisent les journaux bien implantés dans leur région de diffusion (...) les journaux politiques ne représentent pas d'intérêt pour les annonceurs qui désirent toucher un public particulier. »⁶⁷

Elle conclut que « la diminution du nombre de titre a provoqué un affaiblissement de la presse rattachée à un parti et a conduit à la formation de monopoles régionaux »⁶⁸, citant notamment le cas du *NF*.⁶⁹

Ce mouvement de concentration et de prédominance de l'économique dans la presse caractérise aussi le Valais, ce que plusieurs chercheurs ont tenté de problématiser et/ou de documenter (voir bibliographie). En effet, le canton connaît trois fusions majeures au cours des années 1960 qui ont

⁶² Bollinger, Ernst, *La presse suisse: structure et diversité*, op.cit., p. 107.

⁶³ « Par le contrat d'affermage des annonces, l'éditeur remet l'ensemble ou une partie des annonces de son journal à une agence de publicité qui s'en occupe et la gère; elle rembourse au journal affermé une part des recettes publicitaires qu'elle encaisse. », Bollinger, Ernst, *La presse suisse: structure et diversité*, op. cit., p. 106.

⁶⁴ Bollinger, Ernst, *La presse suisse: Les faits et les opinions*, op. cit., p. 88.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 168 – 180.

⁶⁶ Commission suisse des cartels, *La concentration dans la presse suisse*, Publications de la Commission suisse des cartels, vol. 3, 9ème année, 1974, p. 290.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 286.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 303.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 290.

modifié en profondeur et sur le long terme le panorama médiatique valaisan. D'une part, dans le Valais romand, *Le Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais* est le résultat de deux absorptions; *Le Nouvelliste valaisan* (fondé en 1903 à St-Maurice, quotidien depuis 1929 et dirigé par André Luisier depuis 1949) et *Le Rhône* (fondé en 1929 à Martigny, trihebdomadaire) fusionnent en décembre 1961 pour donner naissance au *Nouvelliste du Rhône*, avant que celui-ci n'absorbe son principal concurrent la *Feuille d'Avis du Valais* (fondée à Sion onze jours après le *Nouvelliste valaisan*, quotidien depuis 1957) en avril 1968. D'autre part, le *Walliser Bote* (fondé en 1840, quotidien depuis 1969, imprimé à Glis par l'imprimeur Mengis à partir de 1973) fusionne en 1961 avec le *Walliser Nachrichten-Briger Anzeiger* (issu d'une fusion en 1933, trihebdomadaire). Les résultats les plus immédiatement perceptibles de ces fusions/absorptions se manifestent sous forme de position dominante – Bollinger parle de « quasi-monopoles »⁷⁰ – des deux derniers quotidiens qui subsistent en Valais en 2017. En effet, le *NF* voit sa part dans le tirage global du Bas-Valais passer de 36,4% en 1960 à 75% en 1970⁷¹, tandis que celle du *WB* dans la partie germanophone s'étend de 46,3% en 1960 à 73,64% dix ans plus tard.⁷² A l'instar de ce que nous avons relevé plus haut, les motivations semblent surtout d'ordre économique et les fusions destinées à renforcer la position de ces journaux et des entreprises de presse qui les éditent. Cette concentration touche également le marché des imprimeries, dans la mesure où celles ayant auparavant édité les journaux concurrents du *Nouvelliste* sur leurs rotatives se détournent désormais du marché des journaux pour se concentrer sur les imprimés. Pour Raymond, plutôt que de parler de fusion, « dans les deux cas, il semble bien qu'il s'agit d'un rachat pur et simple d'un journal et de sa rotative ».⁷³ Dans le cas du *WB*, l'imprimerie Mengis a racheté les droits d'éditions du *Walliser Nachrichten-Briger Anzeiger* à l'imprimeur Hermann Tscherrig.⁷⁴

Les deux journaux principaux vont par la suite prendre un certain nombre de décisions importantes pour établir définitivement leur domination. Ainsi, le *NF* investit très tôt dans les innovations techniques et devient en 1971 l'un des premiers journaux suisses à être imprimé en quadrichromie. Il tire également sa force de son heure de bouclage tardive, de son réseau dense de correspondants locaux et internationaux qui lui permet de couvrir une grande partie des événements cantonaux, et de sa rubrique sportive étoffée. D'autre part, Luisier est réputé pour exercer une grande influence sur la

⁷⁰ « Nous appelons quasi-monopole la position dominante d'un quotidien dans une localité ou une région où il détient pratiquement le monopole de l'information écrite, notamment sur le plan des affaires locales. », Bollinger, Ernst, *La presse suisse: structure et diversité*, op. cit., p. 63.

⁷¹ Évolution du tirage du *Nouvelliste* (sous ses diverses appellations): 8800 en 1960, 13'800 en 1961, 27'000 en 1969, 30'000 en 1972 et 40'000 en 1981 (Bollinger [1986], p. 122). Évolution du *WB*: passe de 5500 exemplaires à 8500 peu de temps après la fusion (Lugon, p. 123), et son tirage s'élève à 10'000 dans les années 1960, 12'340 au printemps 1970 (Imhof, p. 57) et 23'200 en 1985 (Bollinger [1986], p. 139).

⁷² Imhof, Josef Marie, *Die Bildung regionaler Pressemonopole untersucht an der Entwicklung im Kanton Wallis von 1900 – 1970*, Fribourg, Universitätsverlag, 1971

⁷³ Raymond, Vincent, *Fusions et concentrations dans la presse valaisanne*, op. cit., p. 126.

⁷⁴ « Poker ohne Pardon », *RA* 78, 23.01.1985, p. 8.

politique du canton, et si le journal se dit indépendant (c'est-à-dire orienté vers le succès commercial⁷⁵), son directeur est fréquemment surnommé le « sixième conseiller d'État » et insiste régulièrement sur l'orientation chrétienne et anti-marxiste de son quotidien. Pour sa part, le *WB*, en concurrence avec l'organe des chrétiens-sociaux du Haut-Valais, le *Walliser Volksfreund* (ci-après *WV*), emprunte également certains chemins qui contribueront à renforcer sa position. Dans les années 1960, les principales évolutions touchent l'équipe rédactionnelle, qui passe de deux à six rédacteurs, et la fréquence de parution puisque le *WB* devient quotidien en 1969. De plus, l'entreprise Mengis entre en 1970 sur le marché des annonces, en parvenant à évincer Publicitas, ce qui renforce sa détermination à faire du *WB* le principal journal du Haut. Les années 1970 se placent sous le signe des innovations techniques (et bien sûr toujours sous celui de la lutte contre le *WV*) et le premier *WB* imprimé sur une rotative paraît en juillet 1973, avant la quadrichromie en 1979. Propriété de l'Oberwalliser Presseverein (OPV), dominé par le CVP, mais donné à bail à l'imprimerie Mengis, le *WB* connaît un processus d'ouverture enclenché à la fin des années 1970 qui n'est pas sans créer des conflits avec l'OPV, où l'aile droite du CVP prend le pouvoir.⁷⁶ En effet, Mengis et la rédaction annoncent en 1981 la résiliation de leur contrat avec l'OPV, qu'ils accusent de vouloir (re)faire du *WB* l'organe des Noirs, et menacent de lancer un quotidien concurrent indépendant. Ce conflit se résout d'une part par un compromis dans le sous-titre du journal⁷⁷ et d'autre part par la signature d'une charte (WB-Charta) en 1982 entre l'OPV, l'imprimerie Mengis et la rédaction, charte placée sous le contrôle d'un conseil de presse composé de représentants des trois entités. A ce moment, le *WB* est ainsi parvenu à marginaliser le *WV*, qui n'a suivi ni les évolutions techniques ni celles touchant la rédaction, à évincer le patronage politique du CVPO et à s'assurer le monopole des annonces publicitaires. Si le *WB* oscille entre ouverture et fermeture suivant les contextes (électoraux notamment) et les interlocuteurs, il est considéré, y compris par le KO, comme l'un des journaux les plus ouverts de Suisse. Après la reprise par Mengis en 1985 de l'impression du *WV*, il semble selon l'interprétation de la *RA*, qu'ayant désormais mis sous sa coupe son concurrent, le *WB* soit toujours moins disposé à publier des informations critiques, s'alignant toujours davantage sur un consensus de droite.

Ainsi, les deux entreprises de presse principales, dominées par les figures d'André Luisier et Ferdinand Mengis, parviennent à établir entre 1960 et 1990 un monopole sur la presse quotidienne, chacun dans leur région linguistique respective. Une certaine concurrence avait néanmoins existé entre ces deux, puisqu'en 1970, le *NF* tente d'entrer dans le marché haut-valaisan en ouvrant une

⁷⁵ Toutefois, au vu de l'influence qu'exerce le journal et de sa posture réactionnaire combative, il est difficile de le classer dans la presse dite « neutre », surtout en partant du principe, douteux, que cette dernière l'est objectivement..

⁷⁶ « Pressekrieg », *RA* 52/53, 02.09.1981, p. 6.

⁷⁷ Jusqu'au 1.02.1965, le sous-titre était « Katholisch-Konservatives Volksblatt des Oberwallis », puis « Konservatives Volksblatt des Oberwallis », puis à partir de décembre 1969 « Konservative Tageszeitung des Oberwallis ». En juin 1971, le *WB* devient « Christlichdemokratische Tageszeitung des Oberwallis », avant, donc, de devenir un « Unabhängige Tageszeitung » avec la mention « Publikationsorgan der CVPO » en janvier 1982.

rubrique locale en allemand, sans grand succès en raison de la position confortable du *WB*. En 1975, Luisier reprend l'impression du *WV*, dont les Jaunes avaient refusé la fusion avec le *WB*, et signe avec celui-ci un accord sur le plan des informations locales et sportives. Mengis réagit en 1977 en assumant l'impression du *Journal du Valais*, quotidien lancé pour concurrencer le *NF* dans le Valais romand. Si les initiateurs du *JVS* doivent se tourner vers Mengis, c'est parce qu'il possède l'unique rotative offset du canton à l'exception de Luisier. Ce titre n'aura qu'une existence éphémère, alors même qu'il compte 8000 abonnés⁷⁸, puisqu'il cesse sa parution en 1978. La *RA* suppose dès ce moment qu'un accord tacite divisant le Valais médiatique en deux a été conclu entre Luisier et Mengis, notamment afin d'empêcher l'entrée d'une entreprise extérieure au canton sur le marché valaisan.⁷⁹

Pour sa part, le *WV* est lancé en 1920 en réaction au titre socialiste *Walliser Volkszeitung* fondé la même année, il devient l'organe du CSPO en 1951 au moment de la séparation officielle entre les Jaunes et les Noirs du Haut-Valais, et passe à la parution quotidienne à partir de 1969. S'il est le journal le plus lu avant 1960, il ne parvient ou ne veut pas suivre le rythme imprimé par le *WB* en matière d'innovations techniques, de développement de la rédaction et d'ouverture, maintenant sa position d'organe de parti. Après l'échéance du contrat avec l'imprimerie du *NF*, l'impression est assumée par l'éditeur du *Vaterland* lucernois, duquel il reprend les pages nationales et internationales. En 1985, le monopole de Mengis dans le Haut-Valais est pratiquement établi, puisqu'il reprend l'impression de l'organe chrétien-social qui n'est plus que bihebdomadaire – comme alternative au *WB*⁸⁰ – puis hebdomadaire à partir de 1987. En 1989, le coup de grâce est donné et le *WV* disparaît officiellement du paysage médiatique valaisan.⁸¹ Deux choses sont à retenir concernant le *WV* et notre objet d'analyse; la première est qu'il est de loin le journal le plus virulent à l'encontre de la *RA*, particulièrement sous le « règne » du rédacteur Heinrich Heinzmann (1965 – 1982). Ceci peut être interprété d'une part comme la réaction traditionnelle d'un organe politique à l'encontre d'un autre qui ne se situe pas dans le même spectre politique. D'autre part, le CSPO se targue de constituer l'unique opposition dans le Haut-Valais et se veut le parti de la défense des travailleurs, d'où la méfiance face à un concurrent politique, véhiculant qui plus est des thèses « athées », qui compte mener une politique d'opposition réelle et ainsi marcher sur ses platebandes. La seconde chose à retenir est qu'à partir de 1985, le *WV* se présente comme « Alternativzeitung », sans réellement expliquer ce qu'il faut entendre

⁷⁸ Bollinger, Ernst, *La presse suisse: Les faits et les opinions, op. cit.*, p. 123.

⁷⁹ « Zeitungsexperiment gescheitert ? », *RA* 28, 22 .06.1978, p. 12.

⁸⁰ L'explication donnée dans le *WV* ne manque pas de piquant: « Um ein zukünftiges Pressemonopol zu vermeiden, hat sich der Verlag Mengis mit der Stiftung des Walliser Volksfreundes geeinigt (...) den [*WV*] ab 1985 im Verlag Mengis als unabhängige Tageszeitung herauszugeben. » Cette décision devrait rendre possible « den "Volksfreund" als Alternativzeitung zu bewahren ». Ainsi, le *WV*, imprimé par Mengis, doit servir d'alternative au *WB*, imprimé par Mengis., auquel la diversité de la presse dans le Haut-Valais tient particulièrement à cœur... « Für eine gesunde Pressepolitik im Oberwallis », *WV* du 31.10.1984, p. 4.

⁸¹ Lugon, Antoine, *La presse écrite en Valais, op. cit.*, p. 121 – 122. Voir aussi *RA* 11 (p. 3 – 5), *RA* 63 (p. 8), *RA* 73 (p. 11), *RA* 78 (p. 5 – 9), *RA* 80, p. 16, *RA* 83 (p. 5), *RA* 87 (p. 3).

par là, et Mengis dira en 1988 que le *WV* « erfüllt (...) die Aufgabe einer Alternativzeitung ». ⁸² Si l'impression qu'il s'agit également de couper l'herbe sous le pied à la *RA* domine, celle-ci ne peut toutefois pas être étayée.

Outre les trois journaux présentés ici, mentionnons encore le *Confédéré* de Martigny et le *Peuple valaisan* édité à Sion, organes respectivement du PRD et des sections francophones du PS. Le premier est l'un des plus anciens titres valaisans (1861) et devient quotidien en octobre 1968, soit sept mois après la fusion *Nouvelliste-FAV*, grâce à une collaboration avec la *Nouvelle Revue de Lausanne* – il est donc imprimé hors-canton – afin de rivaliser avec le *NF*. Expérience qui se conclut par un échec, puisqu'il repasse à une fréquence de parution hebdomadaire en 1971, puis bihebdomadaire en 1972. ⁸³ Son tirage semble s'élever à un peu plus de 4000 dans les années 1970/1980 et il est surtout diffusé dans le district de Martigny. ⁸⁴ Le *Peuple Valaisan* quant à lui est fondé en 1953, il paraît une fois par semaine et connaît une situation difficile dans les années 1970, les déficits annuels s'élevant bon an mal an à Fr. 10'000.--. ⁸⁵ Son tirage hebdomadaire se situe autour des 2000 exemplaires. ⁸⁶ Ce titre tente lui aussi de s'adapter à la fusion *Nouvelliste-FAV* et il lance une nouvelle formule à partir de juin de la même année; augmentation du nombre de collaborateurs, effort sur la présentation du journal et accent plus prononcé sur les questions religieuses. ⁸⁷ Bourdieu a émis l'idée dans ses réflexions sur la télévision qu'un acteur en position dominante dans un champ peut modifier les structures de ce champ et ainsi imposer sa conception aux autres acteurs, ce que semblent illustrer les réactions du *FED* et du *PV* à la fusion donnant naissance au *NF*. ⁸⁸

En résumé, le paysage médiatique valaisan connaît de grands bouleversements à partir des années 1960, favorisant les deux quotidiens ayant d'une part les plus grandes capacités financières et qui d'autre part s'adaptent le mieux aux nouvelles structures médiatiques en Suisse qui mettent en avant les journaux dits « neutres » bénéficiant d'une pénétration importante dans leurs régions. Néanmoins, en dehors du *WB* qui parvient progressivement à s'émanciper de la tutelle du CVPO, les autres organes ne disposent que d'un faible degré d'autonomie par rapport au politique – que ce soit dans la direction stratégique ou éditoriale; le *NF* occupant une position quelque peu hybride, tiraillé entre les impératifs commerciaux et politiques. ⁸⁹ Par ailleurs, on remarque que les journaux valaisans

⁸² Mengis, Ferdinand, « Mit Elan ins neue Jahr », *WV* du 08.01.1988, p. 1.

⁸³ Lugon, Antoine, *La presse écrite en Valais*, op. cit., p. 92.

⁸⁴ Bollinger (1976, p. 73) mentionne 4200 et Bollinger (1986, p. 35) 4290.

⁸⁵ Francey, Martin, « Le Peuple Valaisan en faillite ? », *PV* du 19.09.1980, p. 1.

⁸⁶ « Le tirage avait légèrement baissé en 1978. Depuis (...) le tirage a à nouveau passé le cap des 2000 exemplaires », « Le " Peuple Valaisan " a besoin de nouveaux abonnés », *PV* du 21.09.1979, p. 3.

⁸⁷ Dussex, Albert, « Du nouveau au " Peuple Valaisan " », *PV* du 29.03.1968, p. 2.

⁸⁸ Bourdieu, Pierre, *Sur la télévision*, op. cit., p. 45 – 49.

⁸⁹ La participation du *NF* dans la production du *WV* peut ainsi être interprétée à la fois comme la recherche d'une expansion vers de nouveaux marchés et la volonté de participer à la diffusion d'idées très conservatrices. Heinzmann, rédacteur en chef du *WV*, est d'ailleurs chroniqueur régulier dans le *NF* au cours des années 1970, sous le pseudonyme de Victor. D'autre part, le *NF* publie régulièrement ses consignes de vote. Il faut attendre la fin des années 1980 et le début des

disposent autour de 1970 d'un rapport nombre d'abonnés/tirage très élevé, la majorité flirtant avec les 99%.⁹⁰ Le *WB*, qui comptait 12'170 abonnés en 1970, peut fêter son 20'000ème abonné en décembre 1983, avant que ce nombre s'élève à 24'405 en avril 1987.⁹¹ Signalons encore les tirages en 1986 d'autres titres mentionnés par Bollinger: *Journal du Haut-Lac* (Monthey, 5710 exemplaires) et *Journal de Sierre* (Sierre, 5240).⁹² Avec ces 5000 exemplaires et ses quasi 2000 abonnés (1986), la *RA* semble ainsi occuper une place non négligeable dans le panorama médiatique valaisan dans les années 1980, de même qu'une place atypique dans la mesure où le rapport nombre d'abonnés/tirage ne dépasse jamais les 50% entre 1979 et 1994. D'autre part, nous remarquons qu'aucun périodique de gauche ne paraît dans le Haut-Valais avant l'arrivée de la *RA* et que celle-ci est l'unique titre valaisan à renoncer entièrement aux revenus issus de la publicité.

3. Les médias alternatifs et leurs enjeux de recherche

3.1 Tentatives de définition

Dans ce chapitre, nous allons tenter d'aborder les enjeux existant autour de l'étude de médias alternatifs,⁹³ afin d'une part d'évaluer les différentes définitions que recèle cette expression et d'autre part, d'identifier un certain nombre d'aspects qui paraissent pertinents pour l'analyse d'un domaine volontiers négligé dans la recherche scientifique.⁹⁴ On trouve ainsi dans la littérature anglo-saxonne⁹⁵ un certain nombre de chercheurs en sciences des communications qui se sont penchés sur ces questions depuis les années 1980, et surtout à partir de la fin du XX^e siècle. Un champ de recherche, les « alternative media studies », s'est ainsi progressivement structuré en se situant aux frontières de plusieurs domaines scientifiques, tels que l'histoire, la sociologie des médias et des mouvements sociaux, et bien entendu des sciences des médias et des communications.⁹⁶ Les chercheurs engagés dans cette voie d'étude tentent de donner une légitimité scientifique et sociale à cette presse,⁹⁷ qui

années 1990 pour voir les liens entre le quotidien et le PDC se relâcher. Carrupt, Roland; Haefliger, Stéphane, « Analyse de la rhétorique politique du Nouvelliste (1980 – 1994): dépolitisation relative et stratégie de délégation », in Chappaz-Wirthner, Suzanne, *op. cit.*, p. 74.

⁹⁰ *NF* (26'298 abonnés): 92,3%; *WB* (12'170): 98,6%; *WV* (5276): 99,5%; *FED* (4652): 98,7%; *PV* (2060): 99%. Calcul réalisé à partir des chiffres cités dans Imhof, Josef Marie, *Die Bildung regionaler Pressemonopole*, *op. cit.*, p. 60.

⁹¹ Grichting, Aloïs, *op. cit.*, p. 344.

⁹² Bollinger, Ernst, *La presse suisse: Les faits et les opinions*, *op. cit.*, p. 35.

⁹³ Notons d'emblée que toute une série de dénominations, qui donnent un aperçu des problématiques posées par le choix du terme, sont utilisées pour qualifier les médias « out-of-mainstream »: « alternative, radical, citizens', community, participatory, free, autonomous, underground, independent, clandestine, pirate, ethnic, dissident, marginal, parallel », Ferron, Benjamin, « Alternative Media Global Project », in Downing, John (dir.), *Encyclopedia of Social Movement Media*, Londres, SAGE Publications, 2011, p. 26. Par souci de simplification, nous utiliserons le terme de média alternatif, notamment parce que les producteurs de la *RA* l'utilisent régulièrement.

⁹⁴ Ferron suppose que ces lacunes sont entre autres dues à l'inclination en sciences sociales pour les « objets légitimes ». Ferron, Benjamin, *La presse alternative locale en France*, *op. cit.*, p. 6.

⁹⁵ La recherche germanophone s'est également penchée sur ces questions, nous ne l'avons néanmoins pas utilisée.

⁹⁶ Ferron remarque qu'il ne faut pas « exagérer le degré de cohésion de cette " école ", marquée par une faible intégration de ses cadres théoriques et la grande variété de ses terrains d'enquête. », Ferron, Benjamin, *La presse alternative locale en France*, *op. cit.*, p. 6.

⁹⁷ Deux sites internet et deux encyclopédies illustrent ces efforts; a) Projet Global des Médias Alternatifs (<http://amgp.skampf.eur.org/fr/>); b) (<http://www.communicationforsocialchange.org/>); c) Gumucio-Dagron, Alfonso;

appelle certains critères de recherches spécifiques, même si ceux-ci se recoupent souvent avec ceux qui sont plébiscités pour l'étude de la presse conventionnelle. En effet, en Suisse, tant Clavien que Meier, pour ne citer qu'eux, appellent à élargir le spectre de l'étude historique de la presse, qui se cantonne trop souvent à une étude de contenu ou qui se limite à un seul titre, et déplorent un manque de synthèse, ainsi qu'une trop faible attention accordée aux autres disciplines des sciences sociales.⁹⁸

En revenant aux enjeux de définition, le premier constat est qu'il existe un flou autour des définitions, ce qu'indiquent déjà les différentes terminologies utilisées. Si Downing parle de *radical media* (puis *radical alternative media*), Atton préfère le terme de *alternative media* (qui paraît tout de même être l'expression la plus utilisée), tandis que Rodriguez opte pour celui de *citizens' media*. La diversité dans les appellations illustrent néanmoins les sensibilités différentes qui guident les préoccupations et les angles d'analyse de ces chercheurs. Si tous sont d'avis que ces médias se caractérisent par leur modes de fonctionnement empreints de démocratie interne, d'horizontalité de la prise de décision, de rotation des tâches et de non séparation des tâches intellectuelles et manuelles, leurs analyses divergent sur plusieurs points. En effet, Downing concentre ses recherches sur les structures d'organisation de ces médias – qu'il estime basés sur des politiques « préfiguratives »⁹⁹ – et leur relation avec les mouvements politiques/sociaux. Ainsi, par *radical media*, il se réfère à des médias, « generally small-scale and in many different forms, that express an alternative vision to hegemonic policies, priorities and perspectives »¹⁰⁰.

D'autre part, et ceci paraît intéressant pour notre objet, il affirme que les mouvements politiques et sociaux mûrissent à partir de la dialectique de l'oppression et de la communication latérale de la résistance, donnant l'impression que les médias alternatifs (ou du moins la communication alternative) précèdent l'émergence des mouvements. Il justifie ceci en déclarant que l'expérience de l'oppression constitue le socle de la résistance politique, laquelle ne peut être qu'éclatée s'il n'existe pas d'expression latérale de cette résistance, mettant ainsi en exergue la valeur proprement unificatrice et le potentiel d'action sur le réel des *radical media*. Allant jusqu'à accorder une plus grande portée à ces médias qu'aux syndicats, il estime que les médias autogérés sont capables d'être réactifs et de participer à la mise en circulation de débats prolongés. Ils forment ainsi non seulement, en référence aux travaux de Habermas, une sphère publique autonome, mais ils ont également pour

Tufte, Thomas (éd.), *Communication for Social Change Anthology: Historical and Contemporary Readings*, New York, CfSC Consortium, 2006; d) Downing, John (dir.), *Encyclopedia*, *op. cit.*

⁹⁸ Clavien, Alain, « Histoire de la presse en Suisse. Eléments d'un bilan », *op. cit.*, p. 240 – 248; Meier, Peter, « Die Lücken schliessen. Zum (Zu-)Stand der Schweizer Mediengeschichte. Eine synoptische Bestandesaufnahme », in *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte*, n° 60, 2010, p. 4 – 12.

⁹⁹ Par « prefigurative politics », il entend « the attempt to practice socialist principles in the present, not merely to imagine them for the future ». Downing, John, *Radical Media – The political experience of alternative communication*, New York, South End Press, 1984, p. 23.

¹⁰⁰ Downing, John (et al.), *Radical media – Rebellious Communication and Social Movements*, Thousand Oaks/Londres/New Dehli, SAGE Publications, 2001.p. V.

propriété intrinsèque d'étendre cette sphère, autrement dit, « to create a wider public realm in opposition to the hegemony of the existing order ».¹⁰¹ Downing parlera par la suite de « alternative public sphere », considérant que les pratiques médiatiques alternatives forment des pratiques sociales incorporées au sein de contextes sociaux, politiques, économiques et culturels particuliers.¹⁰² Pour Atton, ce concept constitue un modèle approprié pour contextualiser une théorie de la presse alternative, étant donné la relation qu'il qualifie de vitale entre cette presse et les mouvements qu'elle soutient et représente (voire suscite, donc), et de fait nombre de médias semblent inséparables de leur actualisation politique et sociale sous forme de mouvement.¹⁰³ Dans un ouvrage collectif consacré à l'histoire de la presse politique romande au XIX^e siècle, les auteurs s'efforcent de montrer le rôle joué par la presse dans l'émergence du débat et du discours politique. En effet, comme les journaux ont pour ambition d'exercer des effets sur le monde social, ils ne suffisent bientôt plus: « ces opinions, il faut les articuler, les mettre en ordre de bataille »¹⁰⁴, favorisant ainsi la création de partis politiques.

Atton propose néanmoins un point de vue différent, dans la mesure où il estime que le terme de *radical media* est trop restrictif, parce que focalisé sur les médias *politiques*, et que Downing accentue trop fortement le rôle des mouvements sociaux pour définir les principes de production de cette presse.¹⁰⁵ Plutôt que de proposer une définition explicite de ce que sont ou ne sont pas les *alternative media*,¹⁰⁶ il aborde ces médias comme un processus social, c'est-à-dire qu'il s'intéresse davantage aux conditions sociales et économiques de production, de distribution et de réception, afin de comprendre comment des individus ou des catégories sociales habituellement exclus des médias dominants, peuvent être « empowered » à travers l'implication directe dans la production médiatique alternative.¹⁰⁷ Dans sa conclusion, Atton reconnaît aux *alternative media* la capacité d'offrir quelque chose de plus qu'une interprétation du réel, par leur dimension participative et l'autodidaxie dont les conditions sont créées par l'organisation collective, de sorte qu'ils ont un impact sur les systèmes de pouvoir politiques et médiatiques. Grâce à ces médias, les désirs et les revendications de certains

¹⁰¹ Downing, John [1984], *Radical Media*, *op. cit.*, p. 355 – 360.

¹⁰² Downing, John, « The alternative public realm: the organization of the 1980s anti-nuclear press in West Germany and Britain », in *Media, Culture & Society*, vol. 10, 1988, p. 164 – 165.

¹⁰³ Atton, Chris, « A reassessment of the alternative press », in *Media, Culture & Society*, vol. 21, 1999, p. 55 – 56.

¹⁰⁴ Meuwly, Olivier (dir.), *Histoire de la presse politique en Suisse romande au XIX^e siècle*, Gollion, Infolio, 2011, p. 13.

¹⁰⁵ Atton, Chris, *Alternative Media*, Londres, SAGE Publications, 2002, p. 19 – 23.

¹⁰⁶ Néanmoins, il dit ceci: « I define alternative media as much by their capacity to generate non-standard, often infractory, methods of creation, production and distribution as I do by their content. Of course, the two can hardly be separated at times. », *Ibid.*, p 3 – 4.

D'autre part, il distingue trois significations du terme « alternatif » applicables à ces médias: (1) peut suggérer un choix entre deux ou plusieurs positions, mettant l'accent sur la multiplicité des formes des médias alternatifs; (2) peut indiquer la préférence pour des manières non-conventionnelles d'agir qui se traduit par la recherche de nouvelles normes; (3) cette approche se caractérise par l'impératif épistémologique de l'inévitabilité de la critique, dans la mesure où elle part d'une position politique explicite, ce qui implique un examen des idéologies, des pratiques et des normes du journalisme conventionnel. Atton, Chris, « Introduction », in Harcup, Tony, *Alternative Journalism, Alternative Voices*, Londres, Routledge, 2013, p. XII.

¹⁰⁷ Atton, Chris, *Alternative Media*, *op. cit.*, p. 18.

groupes sociaux peuvent trouver un espace de discussion et d'action sociale et politique au sein de la « alternative public sphere », dans la mesure où ces médias transgressent par leur pratique même les formes dominantes d'organisation. Il termine en rappelant les caractéristiques et les valeurs de ces pratiques médiatiques: « they centre on autonomy, solidarity and the development of reflexivity in the creative process of democratic media production. »¹⁰⁸ Il s'agit donc de tourner son attention vers la perspective des producteurs eux-mêmes et des relations qu'ils entretiennent entre eux, avec leur lectorat, avec la technologie ou encore avec leur(s) idéologie(s).

Rodriguez rejette quant à elle l'utilisation du terme *alternative media* parce qu'il se restreindrait à définir cette presse par ce qu'elle n'est pas, et propose la notion de *citizens' media*, mieux à même de définir ces médias comme éléments déclencheurs d'un processus de transformation sociale. Ainsi, l'enjeu qui se cache derrière l'utilisation de ce terme est de rediriger l'analyse, afin de sortir de la comparaison avec les médias dominants, en direction des processus culturels et sociaux provoqués lorsque des communautés locales s'approprient l'information et les technologies de communication. On retrouve l'idée présente chez Atton, selon laquelle « cette » presse aurait pour fonction de permettre aux catégories médiatiquement marginalisées de faire entendre leur voix.¹⁰⁹

Ainsi, si une définition précise du terme « média alternatif » est difficile à établir, il nous semble pertinent malgré ce qu'en dit Rodriguez parce qu'il permet d'embrasser tant le contenu que les structures d'organisation fondant les pratiques sociales, qui peuvent à la fois s'opposer aux normes dominantes et offrir d'autres modèles de fonctionnement. D'autre part cette utilisation semble se justifier dans la mesure où les producteurs de la *RA* l'utilisent régulièrement.

D'autre part, comme déjà noté, les choix de définitions semblent répondre également à un certain positionnement de leurs auteurs. Cardon et Granjon, remarquant que les chercheurs sont présents et jouent un rôle décisifs dans ce qu'ils nomment les « mobilisations informationnelles »¹¹⁰ – dans la mesure où chaque appellation « renvoie à des manières différentes d'interpréter [les] pratiques en regard de configurations sociales et intellectuelles particulières »¹¹¹ –, ont tenté de théoriser les deux

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 153 – 157.

¹⁰⁹ Rodriguez, Clemencia, « Citizens' Media », in Downing, John, *Encyclopedia, op. cit.*, p. 98 – 102.

Atton et Couldry remarquent que peu importe le terme utilisé – *radical*, *alternative* ou *citizens'* – la majorité des chercheurs impliqués dans ce domaine d'étude ne peut qu'acquiescer à l'argument de Rodriguez « that at stake in the whole range of alternative media practice is the issue of *citizenship* in some sense. » Ce faisant, il peut sembler que s'ils acceptent la critique adressée au syntagme *alternative media*, ils ne sont pas convaincu par le terme de Rodriguez, auquel ils donnent un caractère de généralisation. Atton, Chris; Couldry, Nick, « Introduction », in *Media, Culture & Society*, vol. 25, 2003, p. 580.

¹¹⁰ « Nous désignerons par le syntagme " mobilisations informationnelles " ou par le néologisme " médiactivisme " les mobilisations sociales progressistes qui orientent leur action collective vers la critique des médias dominants et/ou la mise en œuvre de dispositifs alternatifs de production d'information. », Cardon, Dominique; Granjon, Fabien, *Médiactivistes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013, p. 8.

¹¹¹ Cardon, Dominique; Granjon, Fabien, « Les mobilisations informationnelles dans le mouvement altermondialiste », Colloque « Les mobilisations altermondialistes » du 3 au 5 décembre 2003, Paris, p. 4.



critiques fondamentales qu'incarnent selon eux les médias alternatifs et leurs producteurs, qu'ils nomment « médiactivistes »; (1) la critique « contre-hégémonique » vise à démontrer les problèmes causés par la hiérarchisation des informations dignes d'être rapportées, la proximité entre acteurs publics/officiels et journalistes influents ou encore la marginalisation de certaines catégories sociales dans la production d'information. Cette critique plaide pour une reformulation de la structure de propriété de ces médias, notamment par l'affirmation de la puissance publique, ainsi qu'une prise de distance avec les logiques déterminées par l'audience, afin de soustraire la production d'information à l'emprise du marché capitaliste; (2) La critique « expressiviste » considère la production d'information comme instrument d'émancipation, notamment par l'organisation participative des médias alternatifs. Il s'agit également de nier la prétention de l'univers professionnel du journalisme de rendre compte *objectivement* du réel et d'affirmer la valeur de la subjectivité qui permet de multiplier les points de vue. Comme l'exprime le terme, ces médias ont pour fonction de faire émerger des voix autrement absentes du débat public en offrant des dispositifs de parole ouverts à celles et ceux qui en sont d'ordinaire privés.¹¹² Néanmoins, il semble que cette distinction soit davantage un postulat théorique, dans la mesure où ces critiques peuvent cohabiter, à l'instar de la *RA*, laquelle tout en offrant des possibilités d'expression à une catégorie auparavant plutôt absente des médias (la jeunesse) poursuit aussi des buts de transformation sociale.

Dans un article tentant de faire une synthèse des cadres théoriques utilisés par la recherche dans la définition des médias alternatifs et refusant à la fois les visions « dépréciatives » et « héroïques », Ferron identifie cinq approches différentes; (1) « en reflet inversé des médias dominants », qui ne permet pas de saisir les propriétés propres aux médias alternatifs, d'autant plus que comme le remarque Downing, « n'importe quoi, d'un certain point de vue, est alternatif à quelque chose d'autres »¹¹³; (2) « par définition de critères », qui prétend trouver un modèle « pur » de média alternatif, ce qui ne va pas sans poser de problèmes du point de vue de la définition de ces critères et Ferron cite Gumucio Dagron qui identifie trois mythes associés à cette approche, à savoir qu'ils sont « supposés être *petits, isolés et purs* »; (3) « taxinomiques et typologiques », qui consiste à les définir en les classifiant, dont l'intérêt est « de combiner une approche synchronique (...) à une approche diachronique »; (4) « généalogiques », qui cherche à identifier « les conditions de genèse et les processus de transformation de ces médias dans leur contexte », évitant ainsi « l'essentialisation » des médias alternatifs; (5) « systémiques/spontanéistes », s'agissant de savoir si les médias alternatifs sont un produit du « système médiatique » ou s'ils constituent des « créations spontanées » extérieures à ce système.¹¹⁴

¹¹² Cardon, Dominique; Granjon, Fabien, *Médiactivistes*, Presses de Sciences Po, Paris, 2013., p. 19 – 21.

¹¹³ Downing, John [2001], *Radical Media, op. cit.*, p. IX.

¹¹⁴ Ferron, Benjamin, « Les médias alternatifs : entre luttes de définition et luttes de (dé-)légitimation », p. 1 – 11.

3.1 Les pratiques médiatiques alternatives

Du point de vue de la pratique médiatique alternative, qui n'est pas explicitement abordée par tous les auteurs, les avis sont également divergents. Si pour Atton et Hamilton – qui s'emploient à démontrer l'historicisation du journalisme alternatif – « what alternative journalism is at any given moment depends entirely on what it is responding to » et n'est pas *nécessairement* politique,¹¹⁵ Forde¹¹⁶ tente au contraire d'identifier les quatre caractéristiques constantes du journalisme alternatif: (1) un attachement particulier aux marginalisés et à leur préoccupations; (2) une activité se situant en dehors des structures de pouvoir établies; (3) une activité dédiée à la fonction du journalisme dans la démocratie; (4) un statut « d'espèce en voie d'extinction », puisque l'histoire est sans cesse traversée par la disparition de titres dits alternatifs. Ces traits constants lui permettent de formuler sa thèse qui est que le journalisme alternatif contient toujours des prémisses politiques et que c'est suivant cette perspective qu'il doit être appréhendé.¹¹⁷ Elle distingue également trois facteurs dont dérivent les décisions des journalistes alternatifs quant aux nouvelles à rapporter: l'aspect local, l'activisme et la recherche du scoop.¹¹⁸

Harcup, dont la particularité est d'être passé d'un média alternatif à un média commercial, considère que la caractéristique principale du « journalisme alternatif » est justement de faire émerger des voix alternatives. Du fait de sa propre expérience, il s'intéresse particulièrement au « continuum » pouvant exister entre presses dominante et alternative, un processus de balancier allant de l'un à l'autre, que ce soit au niveau des personnes, des idées ou des pratiques. Pour son ouvrage, il a mené un certain nombre d'entretiens avec des journalistes¹¹⁹ ayant pour propriété de signer dans des journaux « mainstream » après être passé par la case média alternatif, lors desquels semblent émerger quatre différences principales: (1) un degré accru de polyvalence et/ou débrouillardise (domaine des

<https://www.academia.edu/8180690/>, consulté le 21.03.2017.

¹¹⁵ Ils retracent ainsi les origines des pratiques alternatives en remontant au défi que le « journalisme bourgeois », qui émerge avec l'apparition de la bourgeoisie comme classe sociale, a constitué par rapport au monopole royal et ecclésiastique sur la production du savoir et de l'information. A la faveur de ce déplacement d'une position dominée vers une position dominante, le « journalisme bourgeois » aurait engendré toute une série d'opposition, dont le « journalisme alternatif ». Atton, Chris; Hamilton, James F., *Alternative Journalism. Journalism Studies: Key Texts*, Thousand Oaks/Londres/New Dehli, SAGE Publications, 2008., p. 9 – 20.

¹¹⁶ Elle situe les racines du journalisme alternatif dans la « pauper press » anglaise du XIX^e siècle qu'elle lie ensuite avec la presse des mouvements socialistes et syndicalistes du tournant du XX^e siècle. Ce type de journalisme aurait ensuite disparu dans les années 1940/1950, avant de refleurir dans les décennies suivantes au moment où se multiplient les critiques adressées au conservatisme culturel, social et politique. Forde, Susan, *Challenging the news: the journalism of alternative and community media*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2011, 24 – 52.

¹¹⁷ *Ibid.*, p. 53 – 55.

¹¹⁸ Ces trois éléments semblent présents dans la pratique médiatique de la RA, qui se conçoit progressivement comme média d'information local qui tente d'avoir une influence sur cet espace en appelant son lectorat à se dresser contre des structures sociales vues comme réactionnaires et au service d'une petite élite. De plus, elle tente également de traiter des sujets « nouveaux » et de publier des scoops.

¹¹⁹ A la question des gens interrogés sur sa définition de média alternatif, ou sur leur « alignement » aux critères du journalisme alternatif, Harcup répond systématiquement que le fait qu'ils considèrent avoir été impliqué dans une publication alternative suffit à leur faire remplir les critères. Harcup, Tony, *Alternative Journalism, op. cit.*, p. 104. On constate ici d'une part le flou qui règne sur les questions de définition et, plus intéressant, que la représentation que se font ces personnes de leur activité est déterminante chez cet auteur pour saisir leur positionnement.

compétences); (2) une gamme différente de contacts (domaine des sources); (3) une relation différente avec les sources (domaine de l'éthique); et (4) des principes différents déterminant ce qui fait « a good story » (domaine des « news values »).¹²⁰ Le premier élément renvoie aux structures d'organisation, dans la mesure où on peut formuler l'hypothèse selon laquelle les modes de fonctionnement horizontaux et la rotation des tâches ont un effet direct sur les compétences des « médiactivistes ». Les trois autres renvoient davantage aux systèmes de représentation intériorisés par ces journalistes qui déterminent leur pratique. De plus, plusieurs journalistes affirment que leur activité au sein d'une publication alternative leur avait fourni d'autres types de sources qu'ils continuent à utiliser après leur entrée dans l'univers professionnel, ou encore que certains ont gardé des valeurs qu'ils avaient acquis avant de devenir des « professionnels », permettant à Harcup de conclure que les univers du journalisme professionnel et alternatif « [are] not entirely separate worlds ».¹²¹

Notons que la plupart des auteurs (Atton, Downing, Harcup, Rodriguez, Ferron) cite la « pédagogie des opprimés » théorisée par le pédagogue brésilien Paulo Freire. Celui-ci défend le modèle selon lequel l'éducation est libératrice si elle est basée sur une relation dialogique entre l'enseignant et l'apprenant, de sorte qu'au cours de ce processus – qui présuppose une relation de type horizontale où la domination du premier sur le second est amoindrie – ces deux figures cessent d'exister au profit de nouvelles; l'enseignant-apprenant et l'apprenant-enseignant. Ce dialogue est fondé dans la réalité et le langage quotidiens des apprenants et vise à critiquer les forces sociales oppressives qui les entourent sans reproduire ces structures de domination dans leurs pratiques sociales. Downing affirme ainsi que si Freire ne traite pas des médias, la possibilité de substituer « dialogic educator » par « radical media activist » permet de comprendre comment ce concept peut être fécond pour comprendre la nature de la relation entre producteurs et public.¹²²

3.3 *La presse alternative locale*

Franklin et Murphy consacrent un chapitre de leur ouvrage sur la presse locale anglaise à sa variante alternative, chapitre dans lequel ils notent la floraison de revues alternatives locales dans les années 1970. Pour eux, cette presse connaît deux préoccupations principales; (1) participer à la diffusion d'idées progressistes de gauche dont l'exposition serait sinon quasi nulle et (2) produire des nouvelles à caractère de révélation ignorées par la presse établie. Les titres auxquels ils s'intéressent sont en général détenus et dirigés collectivement, et peuvent emprunter deux stratégies différentes pour assurer leur reproduction; (1) se servir du lectorat comme véhicule publicitaire; (2) travail

¹²⁰ *Ibid.*, p. 108.

¹²¹ *Ibid.*, p. 112.

¹²² Downing, John [2001], *Radical Media, op. cit.*, p. 45 – 46.

bénévole/bon marché, le problème étant que la production de nouvelles à caractère de révélation/dénonciation est intensive en travail et susceptible d'engendrer d'autres coûts (procès en diffamation, frais de défense), marquant la tension entre recours à la publicité et volonté d'indépendance.¹²³ D'autre part, par son contenu, cette presse a pour vocation de briser deux types de silence; (1) celui imposé par le climat de secret entourant le gouvernement, la police et les acteurs économiques locaux et (2) celui créé par la presse locale conventionnelle qui néglige toute une série de sujets et de groupes sociaux, allant de la couverture des conflits professionnels du point de vue des travailleurs à des questions de société, telles que la représentation des minorités (de genre, de couleur, d'orientation sexuelle etc.).¹²⁴ Plutôt pessimistes quant à la presse alternative locale (dont le succès dépend surtout de l'enthousiasme d'acteurs prêts à travailler pour des profits économiques plus faibles qu'ailleurs) et guidés dans leur approche par le fait qu'elle est immergée dans un environnement capitaliste, leur thèse est que la tendance séculaire à l'œuvre n'offre que deux possibilités d'accomplissement; soit la disparition – destin le plus fréquent – soit la soumission aux exigences d'une entreprise qui doit prospérer économiquement.¹²⁵

Dans son étude sociologique sur la presse alternative locale en France, Ferron, qui introduit le concept de « déviance » forgé par Howard Becker pour expliquer cette presse, postule qu'elle est caractérisée par un certain nombre de mythes qui définissent son activité – mythes qu'il s'attache à mettre en lien avec ce qu'il nomme « l'intériorisation des conditions de production », dans le but d'analyser dans quelle mesure les buts symboliques que se fixent les « médiactivistes » sont ajustés suivant les conditions objectives de la production du journal et leurs évolutions.¹²⁶ Par ailleurs, il se penche sur les « systèmes de pouvoir locaux » puisqu'il fait l'hypothèse (1) que la presse locale conventionnelle participe à la légitimation de « l'ordre symbolique local »¹²⁷, fondé sur des relations de domination, et qui a pour fonction de stabiliser ces relations de pouvoir; et (2) que la presse alternative locale a pour caractéristique à la fois de déconstruire cet ordre symbolique, par la révélation d'histoires mettant en cause les principaux bénéficiaires et soutiens de cet ordre, et de redéfinir des espaces d'expression permettant cette déconstruction.¹²⁸ On voit bien ici quelle fonction est attribuée

¹²³ Franklin, Bob; Murphy, David, *What news? The Market, Politics and the Local Press*, Londres, Routledge, 1991, p. 106.

¹²⁴ *Ibid.*, p. 113 – 114.

¹²⁵ *Ibid.*, p. 130.

¹²⁶ Ce qui lui permet d'affirmer que « la définition de la ligne éditoriale (...) relève moins de systèmes de préférence préétablis que du processus incessant de confrontation des dispositions socialement acquises des agents aux structures sociales " extérieures ", cette confrontation pouvant modifier à son tour les hiérarchies à l'intérieur ou entre ces structures. » Ferron, Benjamin, *La presse alternative locale en France, op. cit.*, p. 72.

¹²⁷ Pour comprendre à la fois ce qu'il entend par là et la perspective de son travail: « Ce travail a pour objet les relations d'une catégorie particulière de médias alternatifs (...) avec les normes de pensée et de conduite qui structurent (...) les unités sociales et territoriales où ils se trouvent engagés, et que nous proposons d'appeler " systèmes de pouvoir locaux ". » Il définit le « local » comme espace à la fois géographique et social, structuré par les rapports de force qui y sont présents. Dans les deux cas, la frontière est floue. L'information locale est ainsi une « information sur le local » et le fait d'acteurs occupant des positions dans cet espace. *Ibid.*, p. 10 – 11.

¹²⁸ *Ibid.*, p. 117 – 118.

à cette presse, c'est-à-dire qu'elle ne cherche pas uniquement à avoir un impact médiatique sur l'espace local, mais qu'elle vise également à renverser les relations de pouvoir qui structurent cet espace, constituant ainsi un défi tant aux structures établies qu'à la mise en récit des dynamiques légitimant ces structures. Il montre en effet que la presse établie fonctionne comme instance qui vise à louer l'identité locale et les acteurs officiels locaux, d'où le défi direct que pose les médias alternatifs à ce qu'il appelle « l'image de marque » du territoire. Dans un article cité par Ferron, Le Bart et Dauvin affirment que la presse locale converge sur deux aspects; la « célébration de l'identité locale » et la « célébration des acteurs institués ». ¹²⁹ Dans un écrit ultérieur, Le Bart parlera de la « tyrannie de l'image de marque du territoire » ¹³⁰, qui permet de saisir à la fois un aspect de la pratique journalistique de la presse locale, les critiques adressées par les médias alternatifs à cette « image de marque » et aux porteurs de celle-ci et ainsi également la réaction de la presse conventionnelle aux atteintes portées par les médias alternatifs à cette image.

¹²⁹ Ferron, Benjamin, *La presse alternative locale en France, op. cit.*, p. 119.

¹³⁰ Le Bart, Christian, « Les politiques d'image. Entre marketing territorial et identité locale », in Balme, Richard; Faure, Alain; Mabileau, Albert (dir.), *Les nouvelles politiques locales. Dynamique de l'action publique*, Paris, Presses de Science Po, 1999, p. 417.

C. Premiers cris (1971 – 1975)

1. Remarques préliminaires

1.1 Reflex et « Briger Herbst » – Aux origines de la communication « jeune »

Si la RA constitue à proprement parler notre objet d'analyse, il peut être utile pour la suite de l'analyse d'en aborder rapidement les « précurseurs », bien que cette notion soit très discutable. En effet, plusieurs futurs producteurs de la RA¹³¹ ont soit participé à la création, soit collaboré à la revue du collège de Brigue, *Reflex*, fondée au début de l'année scolaire 1969/1970 et animée par des collégiens bénévoles, qui paraît six fois par an. Cette publication illustre « l'irruption d'une nouvelle catégorie sociale, aussi explosive qu'inattendue: la jeunesse! »¹³² – ou du moins d'une certaine jeunesse – qui se dote de ses propres dispositifs de prise de parole. En juin 1969, un premier pamphlet provocateur intitulé *Orgasmus*, à laquelle Frank Garbely et Karl Dellberg ont notamment collaboré, s'élevait déjà contre le cadre idéologique dominant qui étouffe selon ses auteurs la formation d'opinion critique dans le Haut-Valais, avant que la censure ne mette un terme à ce projet.¹³³ Le premier numéro de *Reflex* proclame ainsi que l'existence de cette revue est une nécessité – « Kritik, Anerkennung, Ablehnung, Information sind alles Dinge, die wir brauchen ».¹³⁴ *Reflex*, qui selon ses producteurs vit d'idéalisme et d'enthousiasme, se fixe comme objectif de constituer « eine anregende, informative und nicht zuletzt kritische Jugendzeitung » qui n'est pas uniquement destinée à quelques individus engagés, mais qui doit servir de « Gesprächsforum für alle Interessierten gleich welcher Richtung »¹³⁵. De manière caractéristique, *Reflex* – « als jugendzeitschrift, die nicht unbedingt als konservativ gelten möchte »¹³⁶ – opte pendant un temps pour l'écriture minuscule, utilisation répandue parmi les groupes de la Nouvelle Gauche. Cette publication, qui tente autant que faire se peut d'articuler ses numéros autour d'une thématique principale,¹³⁷ aborde ainsi toute une série de sujets, allant bien entendu de la question de l'éducation/formation à la politique (cantonale, mais aussi internationale), en passant par la place de la jeunesse dans la société et la problématique de l'autoroute, sans oublier la culture, la religion et les loisirs. La revue se propose de décrypter, dans la

¹³¹ Parmi les collaborateurs de la « première heure », on peut citer les noms de Frank Garbely, Peter Bodenmann (ces deux font partie du « Redaktionsstab » du premier numéro), Armin Theler, Salomon Biderbost, Odilo Noti, Barbara Weibel, Alain Wimmersberger, Anneliese Previdoli, Peter Volken et Martin Bodenmann. D'autres rejoindront la RA à un moment ultérieur (Peter Jossen, Andreas Weissen, Bernard Aufderreggen, Thomas Burgener, Thomas Hildbrand).

¹³² Praz, Anne-Françoise, *Lune en direct, manifs en basket: La Suisse de 1960 à 1969*, Prilly, Eiselé, 1999, p. 18.

¹³³ La première contribution, signée Garbely, commence comme suit: « Wir haben eine epochemachende Entdeckung gemacht. Die dürfen wir niemandem vorenthalten. Jeder Mensch kann eine eigene Meinung haben. Es gibt also viele Meinungen. Nicht alle können wahr sein. Wenn unsere Schulen, unsere Sonntagsprediger, die Lokalpresse weiterhin die Ansicht vertreten, es gebe nur eine Meinung, die allein wahrhaftige, richtige, machen sie sich verdächtig. », « Wau! Wau! Wau! Warum », in Garbely, Frank et al., *Orgasmus*, Brig, juin 1969, p. 1.

¹³⁴ Ritz, Stefan, « Liebe Leser », *Reflex*, n° 1, 1ère année, 1969, p. 2.

¹³⁵ Red., « Vorweg », *Reflex*, n° 3, 1ère année, 1969, p. 2.

¹³⁶ die redaktion, « editorial », *Reflex*, n° 4, 3ème année, 1972, p. 2.

¹³⁷ « Macht und Gewalt » (an 1, n° 5), « Diskrimination » (an 3, n° 3), « Jugend und Gesellschaft » (an 3, n° 4), « Spannungen und Unruhen in weltanschaulichen und religiösen Fragen » (an 3, n° 5) « Ausbildung » (an 3, n° 6), « Freizeit » (an 4, n° 1), « Schule, Ausland und Fremdarbeiterproblem » (an 5, n° 2)

mesure de ses moyens, les tendances et processus à l'œuvre tant dans l'ensemble du champ social qu'au sein de l'institution dont elle émane, le collège de Brigue. On y trouve également des discussions sur Martin Luther King, Pink Floyd, Hemingway, Bob Dylan, Brecht, Joan Baez, des articles critiques sur les multinationales ou la problématique des travailleurs étrangers ainsi que des prises de position sur la situation au Vietnam, au Chili, en Colombie ou au Bangladesh. On s'intéresse également à la situation de la presse, Peter Bodenmann signant un article critique contre la « Manipulation durch die Massenmedien ». ¹³⁸ Odilo Noti rédige quant à lui un papier critique sur le traitement par la presse haut-valaisanne de la campagne électorale de 1973, dans lequel il proteste notamment contre un éditorial du rédacteur en chef du *WB* « worin er die KO-Leute (...) als " maoistische Wirrköpfe " bezeichnete ». ¹³⁹ D'autre part, *Reflex* sert à diffuser certaines actions, à l'instar d'un concert organisé dans le cadre d'une action en faveur de la jeunesse du Bangladesh, voire à les encadrer, comme en témoigne une pétition adressée au Département de l'Instruction publique et signée par 335 élèves sur les 425 que comptent le collège, demandant notamment davantage de droit à la parole pour les élèves ainsi que l'assouplissement de la censure interne et de la surveillance par le corps enseignant du temps libre des élèves. ¹⁴⁰ A noter que Peter Bodenmann, Alain Wimmersberger et Armin Theler, tous futur koïstes, sont cités comme responsables de cette pétition par l'article en question.

Cette revue a également suscité des critiques dont témoigne une prise de position virulente publiée par Garbely dans le *WB* suite à une lettre de lecteur parue dans le *WV* qui traitait *Reflex* de « armseliger Wurstsalat ». ¹⁴¹ D'après la rédaction, le conseiller d'État Antoine Zufferey aurait indiqué dans un discours « dass Reflex Rektor Carlen schlaflose Nächte bereitet hat » ¹⁴². Si la direction du collège ne s'oppose pas de manière frontale à cette revue, il est n'est pas anodin qu'elle n'est jamais citée dans le compte-rendu annuel publié par le collège et que le terme de « Repression der Redaktoren » tombe au moins une fois dans les colonnes de la revue. ¹⁴³

Autre évènement significatif; l'organisation en octobre 1972 par certains militants du KO ¹⁴⁴ issus de la « Zürcher Gruppe » d'une manifestation sur trois jours consacrée à la « Kulturpolitik » (que traduit à notre avis de manière inadéquate le terme de « politique culturelle ») dans le Haut-Valais. Cette manifestation se composait de discussions publiques, lors desquelles étaient invités des écrivains du

¹³⁸ Bodenmann, Peter, « Meinungsbildung », *Reflex*, n° 6, 1ère année, 1970, p. 3.

¹³⁹ Noti, Odilo, « Die Oberwalliser Presse im Wahlkampf 1973 », *Reflex*, n° 4/5, 4ème année, 1973, p. 20 – 23.

¹⁴⁰ « Erläuterungen zur Petition an das Erziehungsdepartement », *Reflex*, n° 2, 2ème année, 1970, p. 4 – 6.

¹⁴¹ Garbely, Frank, « Ursula, altes Haus », *WB* du 21.03.1970, p. 5.

¹⁴² Redaktion, « Vorweg », *Reflex*, n° 2, 3ème année, 1971, p. 2.

¹⁴³ Die Redaktion, « Vorweg », *Reflex*, n° 1, 8ème année, 1976, p. 2.

¹⁴⁴ Salomon Biderbost, Frank Garbely, Guido Hischer, Elisabeth Joris, Lothar Schmid et Peter Seiler. Comme nous le verrons plus loin, les différents groupes ayant convergé pour former le KO (voire note 27) sont relativement autonomes les uns des autres au cours des premiers mois d'existence du KO.

Valais et d'ailleurs, de projection de films et de lectures de différents auteurs dans les écoles – manifestation précédée par la publication d'une brochure volumineuse intitulée *Briger Herbst – eine unbestellte Festschrift*. Partant du constat que ceux-là même qui se sentent investis de la mission de diffuser la culture parmi la population répètent inlassablement « unser volk ist dumm », ces militants s'élèvent d'une part contre la division de la société entre « lehrende » et « gehorchende », qui tend à réduire le spectre des idées « pensables » et à exclure tout système de représentation qui n'est pas *a priori* béni par les instances culturelles dominantes, telles que l'école, et, à travers elle, l'Église. D'autre part, ils pointent les contradictions d'un système de pensée qui se matérialise d'un côté sous la forme d'un régime politique présupposant la capacité du citoyen à prendre des décisions au sein d'une communauté politique et qui de l'autre dénie à ce citoyen la faculté de pouvoir digérer, assimiler, voire se réapproprier des idées ayant pris leur source dans un contexte extra-valaisan.¹⁴⁵ Ils partent du principe que la langue n'est pas un système de signes et de règles neutre, mais qu'elle est, en tant que vecteur de sens, en lien avec des normes de pensées relatives à une société donnée et qu'elle en reflète les systèmes de domination. La langue devient ainsi un critère de distinction entre « Sprachgewaltige » et « Spracharme » créant un rapport dépendance des seconds aux premiers, dans la mesure où ceux-là ne disposent pas des outils conceptuels pour comprendre le monde d'un point de vue différent – distinction au bénéfice des premiers, donc, qui aboutit à l'essentialisation de leur domination et contribue au rétrécissement de la diversité des opinions.¹⁴⁶ Leur thèse est ainsi que domine en Valais une censure qui ne dit pas son nom – « es lässt sich nachweisen, dass trotz Demokratie eine geistige Diktatur bestehen kann » – encadrée par l'Église catholique et réaffirmée sans cesse par l'idéologie conservatrice dominante, censure qui entrave tant l'autonomie des citoyens que leur volonté de remettre en question, de discuter les normes et valeurs de la société dans laquelle ils vivent; en bref, « Unsere Kulturpolitik hindert, was sie vorgibt zu fördern ». Si cette entreprise d'éducation politique et culturelle et de démythification de la parole dominante a eu un effet limité sur la population – on regrette au KO le manque d'information tant à l'interne qu'à l'externe – elle témoigne de la volonté d'une partie de la jeunesse de prendre le contrôle sur les codes de communication et de faire exploser le consensus idéologique régissant la conduite et les mentalités des individus. Ainsi, pour ces militants:

« Kulturpolitik bedeutet somit die Förderung des kulturellen Lernprozesses. Sie beinhaltet Erziehung zur geistigen Selbständigkeit und zur Mitbestimmung nicht bloss in Nebensachen ».¹⁴⁷

Notons encore que deux militants, Peter Bodenmann et Peter Volken, ont animé un stand de livres

¹⁴⁵ « " briger herbst " - kulturpolitik: oder die dummheit ist so eine sache », *WB* du 14.10.1972, p. 6.

¹⁴⁶ Garbely, Frank, « Kulturpolitik Werdegang eines Standpunktes », in *Briger Herbst – eine unbestellte Festschrift*, octobre 1972, p. I/1 à I/27.

¹⁴⁷ Briger Herbst, « Bevor Sie weiterlesen », *Ibid.*, p. A/1 – A/5.

critiques dans une librairie de Brigue entre décembre 1972 et mai 1973, avant d'être « chassés » sous des prétextes fallacieux, selon leur point de vue.¹⁴⁸

Si l'histoire de *Reflex* n'est certes pas à exagérer, on peut néanmoins estimer qu'elle a servi d'instance de formation pour les individus ayant participé à sa confection, tant du point de vue de la communication écrite, de l'habitude prise à exprimer sur papier idées, revendications et coups de gueule, que du point de vue de l'engagement, comme en témoigne la pétition. Ainsi, Odilo Noti et Martin Bodenmann, futurs koïstes, ont le privilège de voir leur article consacré à un projet pharaonique d'école privée dans la localité de Lax publié dans *Reflex*, être repris intégralement par le *WB*.¹⁴⁹ Certaines thématiques seront d'ailleurs reprises quelques années plus tard, à l'instar de la problématique de l'autoroute, à laquelle Andreas Weissen, futur membre du comité du Verein Rote Anneliese et de l'OGUV (Oberwalliser Gruppe für Umwelt und Verkehr, voir *infra*), s'oppose dès 1975. Il n'est ainsi pas anodin que dans l'entretien qu'il nous a accordé, Garbely – membre fondateur du KO et de la RA – cite *Reflex* lorsqu'il décrit ce qui pour lui a constitué le terreau fondateur pour la diffusion des idées progressistes dans le Haut-Valais. D'autre part, les revendications exprimées à l'occasion du « Briger Herbst » contiennent en germe certaines des préoccupations qui guideront le traitement médiatique de la RA.

1.2 Fondation du KO

Cette organisation naît le 23 décembre 1971 à Brigue suite à la convergence de différents groupes qui opéraient indépendamment les uns des autres (voir note 27), qui se consacraient à des questions spécifiques, et dont l'efficacité laissait à désirer, en particulier pour des raisons d'organisation, d'où la décision prise de se rassembler. Le KO, surtout présent dans le district de Brigue dont le nombre de membres actifs n'a jamais dépassé les 50,¹⁵⁰ est à l'origine conçu comme une institution chapeautant les différents groupes pré-existants – qui sont maintenus en vie – ce qui s'exprime par la constitution d'un comité, dans lequel chaque groupe a droit d'être représenté et dont les tâches se situent au niveau de l'information, de la coordination et de la représentation vis-à-vis de l'extérieur. S'ils sont relativement autonomes, pour les actions de plus grande envergure, chaque groupe fournit une partie du travail et la décision est prise d'utiliser le nom du KO lors de la publication d'articles ou de prises de positions dans la presse locale, quel que soit le groupe qui en prend l'initiative.¹⁵¹ L'assemblée

¹⁴⁸ INFO-Intern Nr. 6, 1973, p. 15 – 19, « Flower Pot ».

¹⁴⁹ « " Mammutprojekt " in Lax », *Reflex*, n° 4/5, 5ème année, 1974, p. 3 – 6; *WB* du 04.04.1974, p. 4.

¹⁵⁰ Dans les discussions, la volonté de former un parti de masse revient régulièrement, sans que cela ne soit jamais suivi d'effet. Comme facteurs explicatifs, on peut citer la faible densité démographique dans le Haut-Valais, l'anathème « athée » qui leur est rapidement décerné, la peur de la répression, la prégnance des structures sociales conservatrices, le peu de moyens investis dans le recrutement ou encore le sentiment que ce groupe, dont les relations personnelles étaient fortes, pouvait donner l'impression d'un club fermé.

¹⁵¹ Info-Intern Nr. 1, 05.02.1972, p. 2. Ainsi, dans les premières années du KO, il n'est pas rare de trouver des articles signés « KO-Lehrlingsgruppe » ou « Kritisches Oberwallis, Zürich » dans la presse.

générale est l'organe suprême du mouvement et elle se réunit deux fois par an pour rendre compte des actions menées et débattre de la suite. Kraft estime que le KO est caractérisé par sa constitution hétérogène, tant du point de vue de l'origine sociale que de la trajectoire professionnelle empruntée. Il constate que les militants sont issus tant des classes ouvrière, paysanne, que bourgeoise.¹⁵²p. 39. pour dire qu'il y a des différences entre Bodenmann et Garbely. Toutefois, à partir des noms extraits de la documentation et de recherches menées à l'aide des moteurs de recherche et de la presse en ligne, quelques indications, même si elles sont sujettes à caution, peuvent être extraites sur la tranche d'âge des militants et leur orientation professionnelle. Parmi les 25 militants dont les noms apparaissent dans les premières années dans la documentation interne, dans les fiches de la police ou comme rédacteur responsable de la *RA*, et qu'on retrouve cités chez plusieurs auteurs,¹⁵³ on trouve des personnes dont l'année de naissance se situe entre 1945 et 1955, et la moyenne d'âge s'élève à un peu moins de 21 ans à la fin de l'année 1971. D'autre part, la proportion des personnes fréquentant ou ayant fréquenté le collège de Brigue (18) est écrasante par rapport aux apprentis (3) et aux séminaristes (3).¹⁵⁴ Même si ces chiffres sont incomplets, ils témoignent de la jeunesse des futurs producteurs de la *RA* et de la surreprésentation des étudiants. Relevons qu'entre 1960 et 1975, le nombre de certificats de maturité délivrés par les collèges valaisans passe de 86 à 289, soit une augmentation de facteur 3,3.¹⁵⁵ Cette liste indique aussi la faible proportion des femmes, qui ne représentent que 20% des militants qui y figurent.

En raison de cette constitution hétérogène, notamment également déterminée par les intérêts particuliers des différents groupes, la recherche et la fixation de principes fondamentaux ont constitué tout au long de son histoire des difficultés quasi insurmontables – on ne peut pas parler de parti communiste¹⁵⁶ – si ce n'est que l'on était vaguement conscient de vouloir promouvoir un ordre social basé sur des principes socialistes. Par comparaison, la revue grisonne *Viva* revient dans son 50ème numéro sur son histoire et indique que la constitution hétérogène du collectif constituait au début un obstacle important à la fixation d'une ligne politique commune, le consensus se résumant à deux mots-clés: «Gegen den Arbeitsfrieden und die Sozialpartnerschaft; für eine kämpferische Arbeiterbewegung.»¹⁵⁷ df Par ailleurs, Skenderovic et Späti notent que les acteurs des mobilisations

¹⁵² Pour citer deux exemples opposés, Peter Bodenmann est issu d'une famille bourgeoise

¹⁵³ Rogenmoser, Roman, « *Üflehne und demaskiere* », *op. cit.*, p. 44; Grichting, Alois, *Das Oberwallis*, *op. cit.*, p. 217; Lugon, Antoine, *La presse écrite en Valais*, *op.cit.*, p. 100.

¹⁵⁴ Ces chiffres sont néanmoins à prendre avec des pincettes, puisqu'en l'absence de données plus précises, notamment d'un registre des militants, il n'a pas été possible d'obtenir des informations plus complètes. Voir Annexe 1.

¹⁵⁵ *Annuaire statistique de la Suisse*, publié par l'Office fédéral de la statistique, 1963 (p. 470) et 1976 (p. 474 – 475).

¹⁵⁶ Kraft montre ainsi que les membres s'intéressant aux questions d'idéologie et de principes théoriques ont toujours formé la minorité, la majorité n'y prêtant que peu d'attention. Il le justifie par le fait que les écrits théoriques publiés dans les INFO étaient le fait de membres individuels et n'ont jamais donné lieu à des répliques critiques par d'autres membres. En outre, les week-ends consacrés à la formation interne traitant de sujets théoriques semblent souvent s'être résumés à des débats entre quelques membres plus concernés, les autres faisant office de spectateurs. Kraft, Peter, *Das Kritische Oberwallis*, *op. cit.*, p. 41 – 46.

¹⁵⁷ « Editorial », *Viva*, n° 50, avril/mai 1981, p. 8.

de 1968 « sind erst noch von ihrem sozialen Hintergrund, aber auch in ihren Zielen und Aktivitäten sehr heterogen »¹⁵⁸.

Le KO est ainsi un mouvement faiblement homogène que ce soit sur le plan de l'origine sociale de ses militants ou des convictions idéologiques, et dont les débuts sont caractérisés par une certaine improvisation – dans la mesure où chaque groupe est relativement indépendant – et une indétermination des buts politiques et sociaux, à la fois à court terme et à long terme. Précisons tout de même que les différents membres se rejoignent dans leur vision de la société haut-valaisanne, qu'ils conçoivent comme une société dominée par la rigidité idéologique et par des structures patriarcales, fortement marquée par l'influence de l'Église catholique et le clientélisme politique, et dont les caractéristiques principales sont un conservatisme social dominant, une diversité des opinions quasi inexistante ou encore la confiscation par une élite de la vie politique. Cette vision est déterminée à la fois par les différents processus de socialisation qu'ont connus les membres en Valais, notamment par le collège « Spiritus Sanctus » à Brigue, le milieu familial et les organisations de loisir sous contrôle clérical, et par l'influence extérieure lors des événements de 1968, à Zurich en particulier, ou lorsque la trajectoire professionnelle envisagée implique de sortir du canton. Outre cette vision largement partagée au sein du KO, un autre facteur unificateur est constitué par la volonté commune de faire exploser ce cadre étouffant, de s'engager pour la modification des structures sociales afin de fonder un ordre social plus juste, de développer une alternative politique au clientélisme ambiant et de s'opposer aux partis existants (ainsi qu'aux organisations de jeunesse servant de relais à l'idéologie dominante), autrement dit de revitaliser la vie politique locale par une opposition dynamique et de faire œuvre d'éducation politique pour la population. Ainsi, il s'agit d'un mouvement orienté dès ses débuts sur des questions concrètes, car s'il ne perd pas de vue les objectifs lointains de transformation de la société, il compte inscrire son action dans le cadre des conditions existantes.¹⁵⁹ Pour Garbely, « le problème de base, c'est qu'on se sentait étouffé par cette cloche de l'Église » et si dans d'autres pays, la jeunesse était préoccupée par la guerre du Vietnam ou la remise en question du comportement de la génération précédente pendant la Seconde Guerre Mondiale, « pour nous, c'était l'Église ».¹⁶⁰ Bien que ces chiffres concernent les années 1950, la participation de 96% des catholiques à la messe dominicale dans le Haut-Valais est révélateur de la prégnance de l'Église catholique dans la région, même en comparaison avec le Bas-Valais (78,8%).¹⁶¹ Sur un plan

¹⁵⁸ Skenderovic, Damir; Späti, Christina, *Die 1968er-Jahre in der Schweiz*, op. cit., p. 7.

¹⁵⁹ Kraft, Peter, *Das Kritische Oberwallis*, op. cit., p. 39.

¹⁶⁰ Entretien mené le 15.12.2016 avec Frank Garbely. Pour la question de la place de la religion dans la société valaisanne, voir notamment Maret Ackermann, Elisabeth, *L'épisode de « Chabeuil » (des Pères coopérateurs du Christ-Roi) en Valais: 1945-1962: religion et politique dans la population valaisanne*, mémoire de licence, Université de Fribourg, Fribourg, 1989; Raboud, Isabelle, *Temps nouveaux, vents contraires: Ecône et le Valais*, Sierre, Monographic, 1992; Zanella, Pierre-Yves, *Katholische Jugend im Oberwallis 1900 – 1970*, Fribourg, Universitätsverlag, 2000.

¹⁶¹ Altermatt, Urs, *Le catholicisme au défi de la modernité: L'histoire sociale des catholiques suisses aux XIX^e et XX^e siècles*, Lausanne, Ed. Payot, 1994, p. 247.

plus personnel, Garbely cite également son engagement dans le cadre du référendum de l'École Polytechnique de Zurich de juin 1969, pour lequel il prend position pour le non dans un article du *WB* et participe à une discussion publique organisée à l'Hôtel Couronne à Brigue, en présence notamment de deux conseillers nationaux, d'un conseiller aux États, du conseiller d'État von Roten et du recteur du collège de Brigue, Carlen.¹⁶²

D'autre part, Garbely se souvient qu'ils étaient une vingtaine d'étudiants haut-valaisans à Zurich à se réunir une fois par semaine pour discuter de la politique en Valais (lecture de journaux, suivi des débats au Grand Conseil). Selon lui, chaque étudiant tentait de lier réflexion politique et travaux universitaires, afin de développer des analyses socio-politiques documentées qui puissent être utiles à l'activité politique.¹⁶³ Pour sa part, il déclare avoir beaucoup appris au cours de ses études de « Publizistik », où étaient discutées les méthodes et techniques de propagande, la manière d'utiliser la langue ou encore comment rendre un journal efficace.¹⁶⁴

1.3 Les structures d'organisation

Avec la participation aux élections cantonales de mars 1973, par des candidatures dans les districts de Conches et de Brigue, et surtout l'élection de Stefan Niklaus comme député-suppléant, les événements internes se précipitent. En effet, on se demande d'une part comment envisager les relations avec les sections socialistes du Haut-Valais, dont l'activité reprend progressivement, et surtout, des voix s'élèvent pour réclamer une organisation plus rigoureuse. Un membre publie ainsi dans l'INFO sa proposition en vue de l'AG du 20 avril 1973 où il précise les compétences de l'assemblée générale et du comité, tandis qu'est réaffirmé le rôle des groupes de travail comme composantes principales du KO.¹⁶⁵ Lors de cette assemblée générale, on décide de fonder une organisation corporative, et non un parti, et d'élire d'un comité directeur provisoire, constitué de cinq membres, tous masculins à ce moment, représentant chaque groupe (désormais au nombre de trois).¹⁶⁶ La fixation des structures d'organisation se précise encore à l'AG suivante, le 1er décembre 1973, lors de laquelle sont votés les statuts du KO, qui définissent les buts, la participation ainsi que les différents organes qui composent le groupe.¹⁶⁷ L'assemblée plénière (*Vollversammlung*, VV) est

¹⁶² Garbely, Frank, « Walliser Kampagne für ETH-Referendum », *WB* du 17.04.1969, p. 3; Volken, Marco, « Podiumsreferate », *WB* du 19.05.1969, p. 3.

¹⁶³ Garbely a réalisé un séminaire sur l'histoire de la presse dans le Haut-Valais, Elisabeth Joris a étudié les ouvriers-paysans et Bodenmann aurait eu pour projet de rédiger sa thèse de doctorat sur la question de l'énergie en Valais.

¹⁶⁴ Entretien mené le 15.12.2016 avec Frank Garbely.

¹⁶⁵ INFO-Intern Nr. 4, 1973, p. 11, « Vorschlag für eine straffere Organisationsform ».

¹⁶⁶ INFO-Intern Nr. 5, 1973, p. 2 – 4, « Protokoll der GV vom 20.04.1973 ».

¹⁶⁷ Le KO se conçoit comme un mouvement qui représente les intérêts de la population laborieuse et étudiante, tandis que ses objectifs sont empreints à la fois des conditions locales (sensibiliser la population aux problèmes sociaux et participer activement à la vie politique) et des traits qui s'inscrivent dans la rhétorique de lutte sociale des années 1968 (l'engagement en faveur de la paix et de la démocratie, et contre le capital, ainsi que des liens d'amitié et de solidarité avec les mouvements de libération nationale du Tiers Monde et les mouvements ouvriers socialistes). Peut devenir membre, celui ou celle qui accepte les statuts du KO et qui règle la cotisation fixée par l'AG.

l'organe suprême qui prend toutes les décisions et qui décide du programme d'action et de sa réalisation, de même qu'elle élit le comité directeur et approuve les finances (art. 3.1). Pour sa part, le comité n'a que des fonctions juridiques de représentation du KO à l'extérieur et son activité est surtout de nature administrative. Néanmoins, s'il n'est plus possible de convoquer une VV, le comité assume les prérogatives de celle-ci, en informant les membres dans les plus brefs délais. Les groupes de travail, qui constituaient le préhistoire du KO, semblent absents,¹⁶⁸ puisqu'il est dorénavant uniquement stipulé que pour certains domaines d'intérêts et certaines actions est donnée la possibilité de former des groupes (art. 3.4).¹⁶⁹ L'article 4 traite des finances qui se composent des contributions des membres (fixées à Fr. 20.-- par membre, qui grimperont à Fr. 30.-- lors de l'assemblée générale du 23 novembre 1974), de dons volontaires et des entrées potentielles lors d'actions menées. En ce qui concerne les publications, on précise qu'il s'agit d'une part de l'INFO-Intern, qui est en quelque sorte institutionnalisé, et d'autre part de prises de position et articles publiés dans des tracts, des brochures et dans la presse.¹⁷⁰

Ainsi sont élargies les compétences du comité directeur, si l'on pense qu'il avait à l'origine pour fonction de constituer une instance de coordination et de transmettre les informations entre les différents groupes. En effet, il est responsable de l'organisation des assemblées, il peut même convoquer une assemblée extraordinaire s'il l'estime nécessaire et il représente le KO à l'extérieur (notamment dans les relations avec les socialistes).¹⁷¹ S'il n'a pas la compétence de prendre des décisions concernant le KO, il peut se substituer à la VV sous certaines conditions. D'autre part, le second constat est que les groupes de travail, dont la convergence avait permis la fondation du KO et qui étaient considérés comme les institutions principales du mouvement, sont totalement absents des statuts.

Le KO, tel qu'il se construit au cours des premières années, met ainsi l'accent sur le caractère démocratique de son fonctionnement, accordant toutes les prérogatives à l'assemblée plénière, où tous

¹⁶⁸ Une première indication de leur perte de substance est constituée par la décision du comité que stipule que les profits financiers tirés de l'action de certains groupes – l'organisation de discussions publiques au printemps 1972 sur l'armée et la situation des apprentis a permis de réaliser un petit bénéfice – seront versés dans la caisse du KO, qui a aussi pour fonction de couvrir les déficits éventuels. Ainsi, les groupes s'étaient en 1972 déjà faits « dépossédés » de leur indépendance financière au profit de l'institution centrale. INFO-Intern Nr. 2, printemps 1972, p. 3, Bodenmann, Peter, « Die Frage der Moneten ».

¹⁶⁹ Se forment ainsi la « Justizgruppe » qui se réunit dès janvier 1973 et qui s'intéresse au régime pénitencier en Valais; la « Konzeptgruppe » en automne 1974 qui se penche sur les questions de l'orientation politique du KO et des principes d'organisation; la « Gewerkschaftsgruppe » en mars 1975 qui traite des syndicats.

¹⁷⁰ INFO-Intern Nr. 8, 20.12.1973, p. 4 – 6, « Statuten des Kritischen Oberwallis », adoptés à l'AG du 01.12.1973.

¹⁷¹ Suite à l'élection de Stefan Niklaus comme député-suppléant, le KO et les sections socialistes de Brigue et de Naters créent une commission parlementaire, afin de discuter de la marche à suivre au parlement. Refusant une attitude passive, les députés doivent se servir du parlement pour diffuser les idées socialistes, montrer les mécanismes de la politique bourgeoise, obliger par leurs interventions les partis bourgeois à prendre position afin de montrer où ils se situent politiquement, et transmettre aux travailleurs des informations qui leur étaient dissimulées jusque là. On a ici une autre explicitation des buts et des principes qui caractérisent le KO. INFO-Intern Nr. 7, 20.11.1973, p. 9 – 10, « Parlamentarische Kommission SP/KO des Bezirkes Brig ».

les militants disposent des mêmes droits et devoirs. D'autre part, ces premières années se caractérisent par des actions variées, menées par divers groupes du KO. Outre le « Briger Herbst » (*Zürcher Gruppe*) déjà mentionné, citons des discussions publiques organisées sur les thématiques des objecteurs de conscience (mars 1972, *Berner Gruppe*) et de la formation professionnelle (avril 1972, *Lehrlingsgruppe*) – discussions placées sous la surveillance discrète de la police – la constitution à Brigue d'un centre de consultation pour les drogues (*Kollegiumsgruppe*, été 1972),¹⁷² ou encore l'engagement pour une refonte du système pénitentiaire qui culmine dans la publication en automne 1973 d'une brochure intitulée *Strafvollzug*, tirée à 500 exemplaires et éditée une deuxième fois, qui a passablement contribué à la résonance du KO en dehors des frontières cantonales,¹⁷³ et même nationales, puisque les archives ont gardé la trace d'un courrier envoyé par un haut fonctionnaire du ministère de la justice autrichien, remerciant le KO de lui avoir transmis cette brochure.¹⁷⁴ Kraft en conclut que jusqu'en mars 1973 et aux élections cantonales, chaque groupe travaille de manière plutôt autonome et poursuit ses propres actions.¹⁷⁵

1.4 Les différentes stratégies communicationnelles du KO

Pour tenter d'atteindre ses objectifs, le KO va ainsi expérimenter diverses méthodes de communication. Suivant Kraft qui attribue certains traits de son fonctionnement à son caractère de NMS, le groupe est caractérisé à ses débuts par un mélange entre actions conventionnelles et non conventionnelles,¹⁷⁶ ce qui se répercute sur sa politique d'information. Ainsi, avant la création de la RA, les membres n'ont pas seulement recours à la possibilité offerte par la presse locale de publier des prises de positions. De fait, ils organisent à plusieurs reprises des discussions publiques sur des sujets spécifiques, montent des stands d'information, distribuent des tracts, collent des affiches, publient des brochures thématiques,¹⁷⁷ organisent des projections de films, publient des journaux à l'occasion d'élections ou de votations, ou encore expriment leurs opinions et leurs revendications sous forme de théâtre de rue. Sur un plan plus symbolique, le KO participe également dès 1974 à la renaissance du Premier Mai à Brigue, en collaboration avec les sections socialistes du Haut-Valais et les syndicats, il co-organise en septembre 1974 un festival politico-musical à Sapinhaus, au-dessus de Saxon, dont le

¹⁷² INFO-Intern Nr. 4, 1973, p. 4 - , « Ein arbeitsreiches Jahr ».

¹⁷³ Pour la presse romande, voir *24 Heures*, 22.10.1973, p. 9; *TLM*, 25.10.1973, p. 13; *DP*, 22.11.1973, p. 7.

¹⁷⁴ Il termine par « Ich habe grossen Respekt vor der Arbeit der Jugendgruppe " Kritisches Oberwallis " und wünsche ihr in Zukunft viel Erfolg. », INFO-Intern Nr. 11, 14.06.1974, p. 9, Lettre du 28.05.1974, du Ministerialrat Dr. Viktor Pickl à Lothar Schmid.

¹⁷⁵ Kraft, Peter, *Das Kritische Oberwallis*, op. cit., p. 51.

¹⁷⁶ Remarquons que Gaxie propose une autre interprétation en rapport avec le binôme action conventionnelle/non conventionnelle: « Plus une organisation politique repose sur des unités de base de taille réduite, plus l'intégration, donc les gratifications sont fortes et peuvent rétribuer le zèle de leurs adhérents. On comprend alors que les partis reposant sur des organisations locales de faible dimension se caractérisent par un militantisme plus soutenu et par une gamme d'activités plus diversifiées ne se limitant pas aux seules activités électorales. », Gaxie, Daniel, « Économie des partis et rétributions du militantisme », in *Revue française de science politique*, 27^e année, n° 1, 1977, p. 139.

¹⁷⁷ Notamment *Der Militärdienstverweigerer – Verräter oder Mahner ?*, texte de 12 pages rédigé dans le cadre des discussions sur l'armée; le *Briger Herbst* déjà cité; la brochure de 90 pages *Strafvollzug im Wallis*.

but est de constituer « un tremplin pour la liberté d'expression et d'information »¹⁷⁸, de même que dans le cadre de la révision de la loi fiscale, il « lève la Matze »¹⁷⁹ et la mène de Brigue à Sion, devant la salle du Grand Conseil, dans le but d'appeler la population à s'opposer à une loi selon lui faite par et pour les classes privilégiées. Avec l'élection de Stefan Niklaus comme député-suppléant, le KO obtient également la possibilité de diffuser ses points de vue dans un cadre différent et potentiellement plus large, tout en bénéficiant d'un certain regard sur le travail parlementaire. Le KO envisage cette présence au parlement comme la possibilité (1) de s'en servir comme tribune pour l'exposition des principes politiques socialistes; (2) d'informer la population sur la cuisine interne du Grand Conseil et (3) de pousser les députés bourgeois à des prises de position qui ne laisseraient aucun doute sur leurs orientations politiques, c'est-à-dire dans la vision koïste, de montrer que leur activité se fait au détriment des travailleurs du Haut-Valais.¹⁸⁰ *Viva*, qui se lance dans les élections cantonales en 1979, ne dit pas autre chose, puisqu'il s'agit de profiter de la campagne pour offrir une visibilité à des propositions concrètes et de forcer les partis bourgeois à la confrontation, tandis qu'une présence au parlement permettrait « [die] Machenschaften und Interessenpolitik bürgerlicher Parteien zu entlarven. »¹⁸¹

Bien entendu, ces stratégies se combinent bien souvent dans le cadre d'une action qui intègre ces différents modes d'expression. Ce mélange des genres semblent constituer l'un des objectifs des revues alternatives, *Alternative* affirmant que « die zeitung sollte vermehrt mit konkreter politischer aktion verbunden werden. »¹⁸² Un exemple éloquent à ce sujet est la campagne menée par le KO dans le cadre de l'initiative populaire visant à interdire l'exportation d'armement de septembre 1972, pour laquelle il est le seul groupe politique du Haut-Valais à appeler à voter oui. Pour faire entendre son point de vue, le KO distribue 7000 tracts, 4000 journaux de propagande, plus de 1300 affiches et 1000 autocollants. De plus, il monte des stands d'information à la Bahnhofstrasse de Brigue, ainsi que devant les églises de Brigue et Viège et organise des discussions d'information dans ces deux bourgs, sans oublier la publication d'articles et de lettres de lecteurs dans la presse locale.¹⁸³ Un autre exemple de ce mélange des genres est constitué par la révision de la loi fiscale cantonale, dont les débats débutent à la session d'automne 1974 du Grand Conseil. Jugeant cette question politiquement importante et dotée d'un potentiel de mobilisation élevé, le KO décide de lancer une campagne de

¹⁷⁸ Cité in Praz, Anne-Françoise, *De Katmandou à Kaiseraugst: La Suisse de 1970 à 1979*, Prilly, Eiselé, 1997, p. 168.

¹⁷⁹ Objet symbolique que les Valaisans utilisent aux XV^e et XVI^e siècles lors de soulèvements. Sorte de figure humaine taillée dans le bois, elle était baladée de village en village, où un orateur appelait à s'opposer à l'autorité jugée despotique. Les habitants étaient invités à planter un clou dans le bois, afin de témoigner de leur soutien. En utilisant ce symbole, le KO cherche à la fois à montrer son caractère combatif et ses racines valaisannes. Fibicher, Arthur, « Mazze », in *Dictionnaire historique de la Suisse*.

¹⁸⁰ INFO-Intern Nr. 7, 20.11.1973, p. 9, « Parlamentarische Kommission SP/KO des Bezirkes Brig ».

¹⁸¹ « Viva-Kandidatur für den Grosse Rat », *Viva*, n° 39, novembre/décembre 1978, p. 3.

¹⁸² « 3 Jahre Alternative », *Alternative*, n° 18, p. 24.

¹⁸³ Zumthurm, Martin, *Eingeschränkte Kommunikationsmöglichkeiten für Kleinstparteien*, op. cit., p. 60. Zumthurm cite ici un INFO que nous n'avons pas pu retrouver, probablement le Nr. 3.

grande envergure, qui comprend la mise en scène d'un théâtre de rue (qu'on estime plus efficace que des exposés érudits) rédigé par quelques membres, la distribution de tracts, la production d'une *RA* (n° 6), des interventions au Grand Conseil par l'intermédiaire de Stefan Niklaus (pas moins de 37 propositions de modification, toutes balayées à une forte majorité), l'organisation de discussions avec la population et enfin la « levée de la Matze » (lors des sessions d'automne 1975 et du printemps 1976).¹⁸⁴ Cette action a requis des investissements importants en ressources personnelles, que ce soit pour la distribution des tracts/journaux ou la représentation théâtrale,¹⁸⁵ mais également surtout en raison de la préparation théorique que nécessitait le traitement d'une question relativement technique. On constate également que la *RA* est utilisée comme moyen de communication parmi d'autres instruments, et qu'elle est subordonnée à un objectif qui la dépasse en tant que support de contenus médiatiques, c'est-à-dire l'engagement pour une loi fiscale plus juste. Ce n'est que progressivement que la *RA* va s'affirmer comme instrument de communication favori du KO, d'une part en raison de l'évolution du groupe qui, comme le montre Kraft, s'éloigne progressivement des actions non conventionnelles, caractéristiques des NMS, pour se concentrer sur des actions plus conventionnelles, telles qu'elles se pratiquent dans les partis politiques et où l'organe partisan joue un rôle fondamental. D'autre part, l'implantation toujours plus réussie du journal explique également qu'il prenne une place toujours plus importante dans l'organisation.

2. Formes et contenus des premiers numéros

La première *RA* naît sous le choc provoqué par l'annonce soudaine le 5 novembre 1973 de la fusion entre Alusuisse Chippis et Lonza Viège. Entièrement dédié à ce sujet, ce premier numéro (ou numéro zéro) se propose de démontrer le contexte et les effets possibles de cette fusion, considérant que cette question est d'importance fondamentale pour le Haut-Valais, dans la mesure où 6000 travailleurs n'auront plus qu'un seul patron.¹⁸⁶ Avec douze pages au format A4, entièrement en noir et blanc et avec des polices d'écriture différentes, ce premier numéro se présente comme un agrégat de différents textes, dont la longueur varie entre quelques lignes et une page entière, accompagnés de dessins.¹⁸⁷ Les premiers articles traitent de la concentration économique en Suisse – afin de replacer cette fusion dans un contexte plus large, dans une perspective théorique et historique – dans lesquels les rédacteurs cherchent à montrer que les actionnaires n'investissent pas en Valais par amour du

¹⁸⁴ INFO-Intern Nr. 20,11.08.1975, p. 1 – 3, « Vom AHV – Referendum zur Steueraktion ».

¹⁸⁵ Le KO a eu beaucoup de peine à réunir suffisamment de personnes, certains craignaient de trop s'exposer, ce qui témoigne du climat qui entoure le KO. De même, le KO a tenté de présenter sa pièce dans le cadre de l'OGA (l'exposition annuelle traditionnelle des entreprises du Haut-Valais, « Oberwalliser Gewerbeausstellung »), mais il en a été empêché d'abord par un membre du comité d'organisation, puis par la police, dont l'intervention a donné lieu à des dégâts matériels. INFO-Intern Nr. 21, p. 12 – 13, « Protokoll der Vollversammlung vom 13.9.75 ».

¹⁸⁶ « Vorwort », *Die Rote Anneliese*, automne 1973, p. 1.

¹⁸⁷ Dont celui représentant les partis politiques CVPO et CSPO sous formes de deux œufs intimement liés, image reprise fréquemment par la suite avec la description « Ein Ei wie das andere », afin de montrer la non-concurrence entre les deux partis. A Nidwald, *Steibock* parle pour sa part du CLE – « Christlich-Liberale Einheitspartei ».

prochain, mais suivant des intérêts bien précis qui n'ont rien en commun avec le quotidien de la grande majorité des Haut-Valaisans. L'analyse du grand capital suisse et de ses articulations avec la bourgeoisie locale – ainsi que de la position qu'occupe le travailleur dans cette relation – et des questions du monopole énergétique par les grandes entreprises donnent un caractère austère et théorique à la publication, dont la lecture ne devait pas être des plus aisées pour les individus n'étant que peu familiers de ces questions.¹⁸⁸ Néanmoins, l'article intitulé « Was tun ? » appelle à l'action. En effet, constatant d'une part que le Valais et ses habitants sont toujours plus dépendants de décisions prises par des individus et des institutions extérieurs au canton et à ses préoccupations, et d'autre part que la défense des intérêts des travailleurs doit être de leur fait, les rédacteurs affirment de manière lapidaire qu'il n'y a qu'un remède à cet état de fait: « Zusammenstehen, sich organisieren »¹⁸⁹. C'est ainsi qu'ils invitent les lecteurs à participer à une discussion publique sur la question de la fusion, afin d'évaluer la nouvelle situation, de clarifier les conséquences pour les travailleurs et de réfléchir aux mesures nécessaires. Enfin, la dernière page attaque les représentants politiques valaisans, afin de montrer leur inféodation à la grande industrie, leur incapacité systémique à agir dans l'intérêt des citoyens valaisans et leurs liens malsains avec les deux entreprises en question.¹⁹⁰ La première page quant à elle est constituée d'un en-tête avec le titre « DIE ROTE ANNELIESE » où la thématique traitée – « Fusion Alusuisse Lonza » – est clairement indiquée, d'un éditorial, d'une table des matières et d'un dessin représentant une main qui passe une alliance au doigt d'une autre main surmonté d'une citation de Karl Dellberg, qui rédige également un article sur les évolutions économiques récentes du Valais, et d'une autre du Dr. Engi, président du CA de la Lonza.

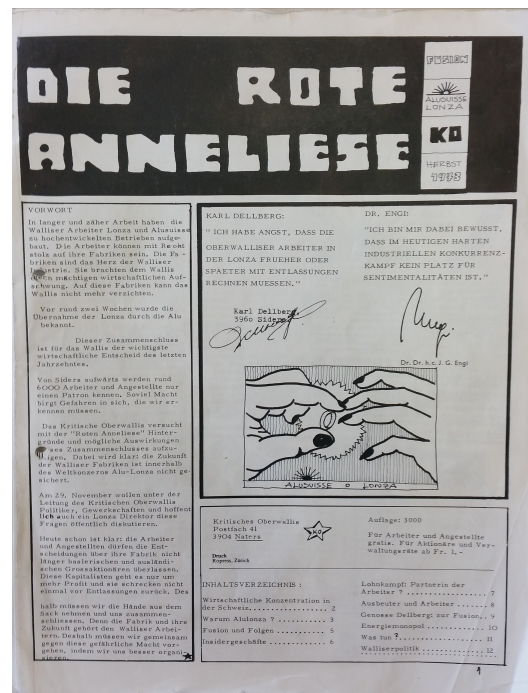


Illustration 1: Die Rote Anneliese, n° 1, automne 1973, format A4.

Au sujet de ce premier numéro, nous pouvons déjà noter plusieurs choses, dont en premier lieu le fait que cette publication n'est pas le résultat d'une décision mûrement réfléchie et approuvée par l'assemblée plénière du KO. En effet, elle est le fait de certains membres étudiant à Zurich qui, selon

¹⁸⁸ Ils tentent par exemple d'appliquer la théorie de la valeur ajoutée de Marx pour expliquer les raisons de la fusion.

¹⁸⁹ « Was tun ? », RA, automne 1973, p. 11.

¹⁹⁰ Ils indiquent ainsi que les anciens conseillers d'État Marcel Gross et Ernest von Roten sont membres des conseils d'administration respectivement d'Alusuisse et de la Lonza. Le KO s'était déjà intéressé à von Roten entre 1972 et 1973, contre qui il avait porté plainte devant le Tribunal Fédéral pour incompatibilité des mandats de conseillers d'État et d'administrateur, puisque ce dernier avait été élu au CA de la Lonza quelques mois avant son retrait du gouvernement valaisan. Voir INFO-Intern Nr. 4, Nr. 5 et Nr. 6.

les témoignages qu'a recueillis Kraft, ont rédigé et assemblé les articles en une nuit, et c'est à une heure tardive qu'ils ont opté pour le nom « Rote Anneliese », jeu de mots forgé à partir du terme « rote Analyse ».¹⁹¹ De fait, la publication de cette revue, qui n'est pas numérotée et ne semble donc pas se concevoir a priori comme un projet destiné à être développé – il n'y a pas de présentation du journal, ni des buts poursuivis – s'apparente à un coup de force d'une minorité de militants, ce qui est critiqué d'un côté en externe par la section socialiste de Viège et de l'autre en interne par l'un des membres, qui dans le cadre d'un constat plus général du manque de discussion sur les actions du KO, estime que cette publication a été faite de manière précipitée.¹⁹² Toutefois, les protocoles des assemblées ne permettent pas de voir si cette question a donné lieu à des polémiques ou non, la seule réponse donnée par un membre indique qu'il s'agissait d'une action effectuée par un groupe du KO qui a travaillé dans l'urgence et qui n'a pas pu tout prévoir.¹⁹³ Une fois la rédaction et l'assemblage terminés, la maquette est imprimée en 3000 exemplaires par ropress – dont le slogan est « Arbeit statt Kapital » – à Zurich, laquelle sera l'imprimerie mandatée par le KO pour les 23 premiers numéros jusqu'à la fin de l'année 1977. Après le transport en train, la première RA est distribuée au moment du changement d'équipe devant les usines de la Lonza et d'Alusuisse. Selon Kraft, c'est à ce moment que les membres restants du KO ont pris connaissance de l'action en cours. En ce qui concerne le financement, Kraft indique que les membres avec qui il s'est entretenu supposent que l'argent mis à disposition provenait du père de Peter Bodenmann, Hermann, conseiller aux États démocrate-chrétien opposé à la fusion. Reste que les archives ne contiennent pas d'informations concernant l'argent investi pour cette action.¹⁹⁴

Garbely confirme que l'idée de base n'était pas de faire un journal, mais de confectionner un « dossier », ce que véhicule aussi le jeu de mot autour de « Anneliese/Analyse », l'objectif étant d'ouvrir le débat – d'« ouvrir les fenêtres en quelque sorte pour que les idées entrent » – et de lutter contre la mainmise des conservateurs sur la transmission d'information. Il se souvient que les premiers numéros se faisaient le week-end à Zurich dans des appartements d'étudiants, où devait régner une certaine atmosphère de convivialité entre ceux qui composaient les textes, ceux qui les corrigeaient, ceux qui s'occupaient de la préparation de la mise en page et de l'assemblage des textes.¹⁹⁵ De là à imaginer que si l'annonce de la fusion n'avait pas été aussi soudaine et que les koïstes impliqués n'avaient pas été travaillés par un sentiment d'urgence, une brochure plus élaborée et plus volumineuse – à l'instar de celles citées en note 177 – aurait potentiellement pu voir le jour en lieu et place de ce numéro zéro, il n'y a qu'un pas – renforçant encore le sentiment de création

¹⁹¹ Kraft, Peter, *Das Kritische Oberwallis*, op. cit., p. 71.

¹⁹² INFO-Intern Nr. 11, 20.04.1974, p. 7, « Protokoll der GV vom 30. März 1974 ».

¹⁹³ INFO-Intern Nr. 8, 20.12.1973, p. 1, « GV-Protokoll 1. Dezember 73 im Angleterre, Brig ».

¹⁹⁴ Kraft, Peter, *Das Kritische Oberwallis*, op. cit., p. 71.

¹⁹⁵ Entretien mené le 15.12.2016 avec Frank Garbely.

« accidentelle ». ¹⁹⁶ Ceci est tout de même immédiatement à nuancer d'une part à la lumière du contexte de l'époque qui a vu émerger une quantité très importante de feuilles diverses en Suisse et ailleurs, et d'autre part, par le fait que les diverses publications du KO et lettres de lecteurs dans la presse quotidienne contiennent en elles les germes de ce que deviendra la *RA*. Par ailleurs, le *WB* ayant refusé de publier une résolution du KO et de la section briguoise du Parti socialiste en rapport avec la rémunération des laborantins de la Lonza – seuls des communiqués de presse sont autorisés par le rédacteur en chef – on réfléchit à d'autres formes de communication; « Flugblätter, Anschläge, evtl. Kleinzeitung vierteljährlich oder in anderer Form ». ¹⁹⁷ Cette vision de « dossier » est néanmoins également accentuée par le titre choisi – il s'agit de proposer une analyse – ainsi que par les nombreuses commandes dont font l'objet, après leur publication, les premiers numéros. Autre élément significatif; il faut attendre la *RA* 3 pour qu'apparaisse le mot « Zeitung ».

Ce premier numéro est caractérisé par certains éléments qui vont conditionner le futur développement de la *RA*. D'une part, la distribution dans la rue va continuer à se faire pendant longtemps, ¹⁹⁸ ce qui a pour effet à la fois la proximité avec certains lecteurs et la perte d'anonymat pour les membres qui participent à cette distribution. D'autre part, l'accent est résolument mis d'un côté sur l'indignation qu'on cherche à créer chez les lecteurs, en traitant de problématiques qui les touchent directement et en pointant du doigt les responsables de la situation présente, et de l'autre, sur la révélation d'abus de pouvoir et de position par les responsables politiques et économiques. En effet, à ses débuts et jusqu'à aujourd'hui, la *RA* prend la posture d'un journalisme d'accusation et de révélation qui se propose de surveiller l'activité des classes dirigeantes, tout comme la présence au Grand Conseil avait aussi pour but de surveiller l'activité parlementaire. Un autre trait significatif est constitué par le fait que cette première *RA* est articulée autour d'un sujet central, forme que reprendront les numéros suivants, avant de faire place à des numéros abordant plusieurs sujets différents. De même, le titre de la publication indique déjà dans quelle perspective se place le KO, puisque s'il s'agit d'analyser les conditions politiques, économiques et sociales du (Haut-)Valais, c'est dans une perspective particulière, suivant des principes « rouges », couleur assimilée à socialiste dans le Haut-Valais, ce qui est renforcé par le fait que Karl Dellberg prend la parole pour donner son avis sur la question de la fusion. Enfin, l'impression générale d'improvisation est encore renforcée par la correction à la main de certaines erreurs d'orthographe.

¹⁹⁶ Garbely ne dit d'ailleurs pas autre chose: « c'était presque un accident de lancer le journal ». Entretien mené le 15.12.2016 avec Frank Garbely.

¹⁹⁷ INFO-Intern Nr. 7, p. 9 – 10, « Parlamentarische Kommission SP/KO des Bezirkes Brig ».

¹⁹⁸ Les critiques concernant la participation à la vente dans la rue reviennent de manière récurrente dans les archives du KO. S'il n'est pas permis de dire quand a été prise la décision de renoncer à cette méthode de distribution, le détail de comptabilité de l'année 1985 mentionne encore une entrée de Fr. 416.-- pour la vente dans la rue. Pour comparer, signalons que les entrées du journal s'élèvent en 1985 à Fr. 67'834.80. Archives RA, Kassaberichte per 31.12.1985, compte « Kioskverkäufe ».

Les numéros suivants se situent dans la même veine, avec une, voire deux thématiques centrales, où on retrouve cet aspect de « dossier » mentionné par Garbely.¹⁹⁹ Ces publications font en général partie d'une action plus large, puisqu'à l'occasion de la publication de la RA 2,²⁰⁰ le KO propose en page 12 un formulaire de pétition appelant à bloquer la constructions d'installations militaires dans le Haut-Valais, de même qu'il participe à une émission télévisée consacrée à la situation de l'armée dans la vallée de Conches et qu'il organise une conférence de presse à Sion. Ce numéro est signé par Karl Dellberg (qui signera aussi la RA 11), âgé de 88 ans, qui sert de prête-nom pour le KO, étant donné que l'on redoute des poursuites judiciaires de la part du Département militaire fédéral (DMF) pour la publication d'informations militaires confidentielles, schéma et photos à l'appui.²⁰¹ Si l'origine de ces informations nous est inconnue, il n'en demeure pas moins que ces informateurs attribuaient suffisamment de crédibilité et de force de percussion au KO pour les lui transmettre. A propos de ce numéro, notons que l'image en page une fait figurer un Valais survolé par des avions militaires et que domine une créature hybride représentant un homme mi-soldat (avec casquette d'officier et revolver à la main) et mi-capitaliste (tenant une bourse d'argent dans la main et coiffé d'un haut de forme sur lequel figure le signe du dollar américain) – illustrant la collusion entre le DMF et les milieux économiques locaux. Ce numéro montre également la posture de confrontation adoptée par la revue, comme en témoignent des slogans comme « Kampf der bürgerlichen Armee », « Kampf dem Kapital + seinen politischen Marionetten! » ou l'appel incitant à « der Offensive des EMD seine Gegenoffensive der Bevölkerung entgegenzustellen »,²⁰² l'objectif étant de résister collectivement aux abus de l'armée. Le titre de la RA



Illustration 2: Die Rote Anneliese, n° 2, Pâques 1974, format A4.

¹⁹⁹ Sur la question des achats de terrain par l'armée dans le Haut-Valais et particulièrement dans la vallée de Conches à des fins de développement d'installations militaires (RA 2, Pâques 1974, RA 4, Pâques 1975), les caisses-maladie en vue de la votation fédérale du 8 décembre 1974 (RA 3, automne 1974), les licenciements (RA 4, RA 8, décembre 1975), les impôts (RA 6, automne 1975) et les élections fédérales de 1975 (RA 7, automne 1975).

²⁰⁰ Qui coïncide avec la parution le 10.04.1974 de deux articles, dans le WB et le WV, intitulés « Was will das EMD im Oberwallis ? », dont le KO est vraisemblablement l'auteur, même s'il n'y pas de signature. L'objectif de ce numéro est de montrer à la population, « wie systematisch das EMD seine Ziele verfolgt », la conclusion étant que « einer der grössten Wühler und Störefriede im Oberwallis ist das Militär », « Vorwort », RA 2, Pâques 1974, p. 2.

²⁰¹ Et Dellberg sera d'ailleurs arrêté chez lui le 5 février 1975, avant que le DMF ne renonce aux poursuites le 25 juillet en indiquant que Dellberg ne voulait pas trahir des secrets militaires, mais agir dans l'intérêt de sa région. La RA 6 publie une interview de Dellberg où celui-ci explique pourquoi il a pris la responsabilité du numéro et laisse entendre qu'il ne croit pas aux justifications données par le DMF et pense plutôt à son âge avancé pour expliquer l'abandon des poursuites. « Interview mit dem Löwen von Sidlers », RA 6, automne 1975, p. 9.

²⁰² « 10 Ratschläge », RA 2, Pâques 1974, p. 15.

2 est légèrement modifié par rapport au numéro précédent, une petite étoile s'étant glissée entre « Rote » et « Anneliese ».

Le numéro 3, unique numéro à être composé en collaboration avec les sections socialistes de Brigue et Naters, se distingue des deux précédents dans sa forme, puisqu'il se présente en format A3, forme définitivement adoptée à partir de la RA 6. On constate aussi l'apparition de la rubrique « Wussten Sie schon... » en première page, qui a pour vocation de transmettre de courtes informations percutantes à la fois sur le KO et sur la thématique traitée dans le numéro. La RA 3, consacrée à la votation populaire sur les caisses maladie du 8 décembre 1974, est la première à donner le mot d'ordre du KO pour une votation. La RA 4/5 introduit la reproduction d'extraits d'assertions de certaines personnalités, afin de montrer soit qu'il s'agit de mensonges ou de dissimulation de la vérité, soit que ces personnes se compromettent par leurs liens objectifs avec l'institution attaquée (dans ce cas, le DMF). Ce numéro comporte en première page la photo d'un poing levé, que l'on retrouve sous forme de dessin – où l'autre extrémité du bras est représentée par une plume (symbolisant l'aspect combatif et la relation entre communication et activisme politique) – dans les numéros suivants à côté de l'éditorial, jusqu'à la RA 8, disparaissant ensuite. Il semble que cette illustration soit une reprise directe de la revue grisonne *Viva*, puisque celle-ci l'utilise dès son n° 13 (avril 1974) puis régulièrement jusqu'au n° 50 (avril/mai 1981). La RA 7 est la première à traiter différents sujets; outre les élections au Conseil national (avec la critique de la politique menée par les parlementaires Noirs et Jaunes aux Chambres fédérales), elle propose une interview de Dellberg²⁰³ sur l'AVS, des commentaires par rapport à la session du Grand Conseil, ainsi que des nouvelles des entreprises (*Betriebsnachrichten*) et un article sur l'initiative « pour l'introduction de la semaine à 40 heures ». Ce numéro est également le premier à répondre aux critiques de la presse locale (dans ce cas le *WV*) et il est caractérisé par le lancement d'une campagne pour une administration saine (*saubere Verwaltung*), qui débute par des questions entourant le bureau d'ingénieur du conseiller d'État Antoine Zufferey, et qui verra notamment le KO déposer plainte en décembre 1975 contre le conseiller d'État Wolfgang Loretan (1965 – 1977) pour incompatibilité des mandats de membre du gouvernement et d'administrateur d'une entreprise privée,



Illustration 3: Die Rote Anneliese, n° 6, automne 1975, format A3.

²⁰³ Dellberg est interviewé dans les RA 6 (au sujet de son interrogatoire suite au conflit avec le DMF provoqué par la RA 2), 7, 9 (sur la situation du travail en Suisse) et 15 (sur l'initiative des POCH pour la semaine à 40 heures).

interdit par la constitution cantonale.²⁰⁴ Par comparaison, *Alternative* et *Viva* s'émeuvent également de la présence de titulaires de mandats politiques dans des CA et appellent à mettre en place des mécanismes de régulation de ces pratiques.²⁰⁵

Avec cette campagne, le KO cherche à jouer sur le mécontentement supposé de la population vis-à-vis des pratiques de certains responsables politiques qui abusent de leurs fonctions à la fois pour offrir des gratifications ou des passe-droits à leurs clients du monde économique, et pour punir ceux qui ont le malheur de s'opposer au gouvernement. Le KO offre ainsi une plateforme à la population pour la révélation de scandales, précisant que pour pouvoir mener ce combat, il compte sur la bonne volonté d'informateurs auxquels est garanti l'anonymat. Le KO joue aussi sur sa réputation, en mentionnant le fait que la *RA 2*, qui avait révélé des projets militaires confidentiels, a prouvé sa discrétion vis-à-vis de ses sources.²⁰⁶ D'ailleurs, le KO précise dans le *WB* que « seit der Veröffentlichung der " Roten Anneliese " erhielt das KO weitere Hinweise über Bodenkäufe und Ausbaupläne des EMD [DMF]. »²⁰⁷ Ainsi, le journal cherche rapidement à servir d'instrument pour la transmission d'informations qui ne trouveraient pas d'écho ailleurs, de même qu'il cherche à intégrer davantage les lecteurs en leur demandant des informations.²⁰⁸ Appel qui semble avoir été suivi, puisque dans le numéro suivant (*RA 8*), l'éditorial indique que depuis le lancement de la campagne, le KO a reçu de nombreuses indications intéressantes de la part de la population.²⁰⁹ Par comparaison, le n° 5 de *Viva* affirme que jusqu'à ce numéro, tous les articles publiés se basaient sur des informations issues du lectorat.²¹⁰ Cette action du KO illustre bien sa manière de politiser, puisque celui-ci ne craint pas de s'attaquer de front aux plus hautes autorités politiques du canton en déposant plainte contre eux. D'autre part, la *RA* reproduit les interpellations déposées au Grand Conseil par le député-suppléant Niklaus sur différents soupçons de scandales. Cette action illustre les propos de Furrer, pour qui l'un des facteurs décisifs dans le succès des nouvelles formations politiques en Suisse central est à chercher du côté de leur volonté à moraliser la vie politique, à s'engager contre la corruption et en

²⁰⁴ Cette campagne, qui se concentre sur la présence de conseillers d'État dans des CA, se poursuit dans les *RA 8* (p. 2, qui annonce des démarches judiciaires si le non-respect de la constitution se poursuit), *9* (p. 3) et *10* (p. 8), avec reproduction des documents prouvant ses dires, tandis que la *RA 13* (p. 12) peut fièrement annoncer le retrait des conseillers d'État Antoine Zufferey et Franz Steiner des CA de deux entreprises, tout en affirmant que ce n'est qu'une question de temps avant que Wolfgang Loretan ne doive aussi se retirer, ce qui sera finalement le cas, selon la *RA 15* (p. 3) de décembre 1976. Cette action s'est ainsi étendue sur plus d'une année, et outre les articles dans la *RA*, elle se composait aussi de lettres de lecteurs dans le *Walliser Bote* et d'une plainte au Tribunal Fédéral. Pour les détails de cette action, Rogenmoser, Roman, « *Üflehne und demaskiere* », *op. cit.*, p. 61 – 83.

²⁰⁵ « der regierungsrat spricht sich in eigener sache frei », *Alternative*, n° 23, janvier/février 1977, p. 12; « " Dividende " et impera », *Viva*, n° 1, 1972 [sans plus de précisions], p. 16 – 17.

²⁰⁶ En effet, lors de son interrogatoire par les autorités, Dellberg refuse de livrer les noms des collaborateurs du journal ainsi que ceux des informateurs. L'article en question est illustré par une photo de Dellberg qui tient hilare la *RA 2* incriminée dans ses mains.

²⁰⁷ KO, « Verschlossene Türen und geheime Ausbaupläne », *WB* du 18.04.1974, p. 3.

²⁰⁸ « Für eine saubere Verwaltung », *RA 7*, automne 1975, p. 12.

²⁰⁹ « Vorwort », *RA 8*, décembre 1975, p. 1.

²¹⁰ « VIVA- Leser macht VIVA ! », *Viva*, n° 5, 1972, p. 18.

faveur d'une politique plus ouverte et plus honnête.²¹¹

La forme de « dossier » de ces premiers numéros n'est pas vraiment propice à la tenue d'une statistique thématique. En prenant l'année 1975 seulement, qui commence à sortir du schéma « mono-thématique », on peut tout de même faire le constat que pratiquement 60% des articles entrent dans les catégories « Luttés » (32,4%) et « Clientélisme »²¹² (25,7%), suivi à distance par « Armée » (10,8%), « Économie » (9,5%), tandis que d'autres thèmes, comme « Énergie », « Élections », « Culture », « Femmes », « Presse », « Organisation » sont pratiquement insignifiant ou carrément inexistant (« Environnement », « Jeunes », « Transport »).²¹³ Même si elle est à prendre avec des pincettes, cette statistique nous permet de confirmer l'impression générale qui est que la *RA* est à ses débuts surtout orientée d'une part vers les questions de luttes sociales et leur médiatisation, et d'autre part vers la révélation des pratiques suspectes, voire illégales, des dominants.

Un autre élément central est la langue utilisée par les rédacteurs de la *RA*, qui se veut combative, polémique et proche du peuple.²¹⁴ L'objectif de cette perspective est de se placer dans une posture de confrontation, afin de démontrer qui défend quels intérêts, de monter en épingle les contradictions de la politique des deux partis chrétiens qui jouent la concurrence lors des élections, mais dont la politique se ressemble comme deux gouttes d'eau, et de faire en sorte que les informations et les positions transmises soient accessibles au plus grand nombre. Pour illustrer le contenu, les rédacteurs créent leurs propres tableaux explicatifs (ou se servent ailleurs), ils utilisent des caricatures et surtout des documents²¹⁵ censés prouver leurs assertions. D'autre part, les premiers numéros témoignent d'une certaine inclination pour la symbolique des mouvements ouvriers dont témoignent l'utilisation de poings levés, de l'étoile (où la branche supérieure prend la forme du Cervin) ou encore une occurrence de la faucille et du marteau. Néanmoins ces références disparaîtront rapidement par la suite. Enfin, le logo du groupe, formé de l'inscription KO et d'une étoile surmontées d'une Matze dont les cheveux sont figurés par des poings levés, apparaît à côté du titre de la revue à partir de la *RA* 9 de

²¹¹ Furrer, Markus, *Die neue Opposition in der Urschweiz*, op. cit., p. 496.

²¹² Remarquons que cette catégorie a un certain caractère « fourre-tout », d'une part parce que des articles dénonçant des pratiques suspectes se prêtent mieux au remplissage des espaces manquants et qu'ils requièrent moins d'investissement personnel pour la recherche, et d'autre part qu'ils couvrent un grand éventail de domaines.

²¹³ Voir Annexe 2.

²¹⁴ Outre des termes polémiques (*Volksfeind*, *Entlassungen* avec utilisation du symbole de la SS, *Kuhhandel*, au sujet du tournus CVPO-CSPO pour le siège de conseiller aux États), on y rencontre des slogans qui seront souvent repris par la suite (*Die fetten Honorare der Herren Notare*, *Wenn Grossverdiener Volksvertreter spielen, zahlt das Volk die Zeche*, *Ein Ei wie das andere*). Certaines formulations semblent davantage tirées d'un jargon de gauche, telles que *Kampf dem Kapital + seinen politischen Marionetten!* ou *Arbeiter gemeinsam sind stark* (*RA* 4/5, p. 14, accompagné d'un poing levé avec le signe de la faucille et du marteau) ou encore *Kampf der bürgerlichen Klassenarmee* (*RA* 2, p. 6, illustré par un poing levé qui transperce un casque militaire). Cette rhétorique « gauchiste » aura tendance à se faire plus discrète au fil des numéros, signe peut-être d'un recentrage tactique au vu du manque d'enracinement de la vulgate marxiste dans le Haut-Valais, cette phraséologie ayant d'autre part été critiquée en interne.

²¹⁵ Ainsi la *RA* 6 reproduit une lettre envoyée par le DMF à Karl Dellberg au sujet des révélations concernant les installations militaires de la *RA* 2. Le n° 8 présente un extrait du registre du commerce qui montre que le conseiller d'État Wolfgang Loretan est membre d'un conseil d'administration.

février 1976 pour ne disparaître qu'au moment de la séparation entre KO et RA lors du numéro 56/57 du 4 mars 1982.

Si nous avons indiqué qu'on ne pouvait pas parler de parti communiste à propos du KO, il faut tout de même remarquer que certains militants, notamment ceux ayant étudié dans les universités, ont un penchant relativement prononcé pour les analyses marxistes, comme en témoigne justement le recours à la symbolique des partis ouvriers. Frank Garbely se souvient avoir travaillé aux premières éditions « comme des petits élèves du marxisme », où il s'agissait notamment d'étudier les conditions socio-économiques du Haut-Valais d'un point de vue marxiste. Il en voit les origines dans la multitude de groupes qui existaient alors dans les universités suisses et qui discutaient ensemble les livres de théorie de Marx, aspect qui est par la suite devenu moins déterminant, à la fois dans les colonnes du journal et dans les outils d'analyses des membres.²¹⁶ Dans un article consacré au trentième anniversaire de la RA, Garbely écrit d'ailleurs:

« Die ersten RA-Macher waren durchwegs gutgeschulte Marxisten. Doch ihr Zeitungskonzept war von Anfang an mehr zeitgeistig denn marxistisch. Das hatte wohl damit zu tun, dass die damaligen Zeitungen und Schriften der Extremen Linken auf Walliser Verhältnisse nicht übertragbar waren. Zum Glück. Diese nämlich strotzten vor sterilen Debatten über imperialistische Widersprüche und die Hegemonie der Bourgeoisie, über Monopolkapitalismus und Klassenkampf. »²¹⁷

3. Questions d'organisation

En ce qui concerne la distribution, elle continue à se faire dans la rue et dans les cafés, précédée de la distribution de tracts devant les usines, au moment du changement d'équipe le matin, lesquels annoncent la parution du journal dans les jours suivants et précisent déjà les sujets qui y seront traités.

²¹⁸ En raison des plaintes récurrentes concernant le manque de participation à cette distribution, l'assemblée plénière décide de rendre la vente de journaux obligatoire pour tous les militants (à 22 voix contre 3).²¹⁹ Pour la RA 4/5, environ 1000 exemplaires ont été distribués en l'espace de trois-quatre jours²²⁰ et les archives mentionnent le fait qu'elle a été vendue dans des kiosques de Brigue, de Münster et de Reckingen,²²¹ alors que le tract annonçant la RA 6 indique que le journal est à acheter

²¹⁶ Entretien mené le 15.12.2016 avec Frank Garbely.

²¹⁷ Garbely, Frank, « Das Erfolgsrezept heisst investigativer Journalismus », RA 179, octobre 2003, p. 14.

²¹⁸ Le dernier tract à notre disposition est celui de la RA 46 d'octobre 1980. Un document interne précise que chaque RA devrait être accompagnée d'un tract indiquant la ligne et le contenu du numéro. Car on estime que « diese Agitation ist wichtig – und wie die Wahlergebnisse zeigen – vermutlich auch nicht ganz erfolglos. » On voit bien ici qu'activisme politique et transmission d'informations sont étroitement liés. INFO-Intern 1/76, p. 25, « Anmerkungen zur Arbeit des Kritischen Oberwallis zuhanden des Vorstandes ».

²¹⁹ INFO-Intern Nr. 21, p. 5, « Protokoll Vollversammlung vom 21. Juni 1975 ». Il est également stipulé que chaque membre doit vendre au moins 10 exemplaires.

²²⁰ INFO-Intern Nr. 18, p. 5, « Die Oberwalliser Presse und die Rote Anneliese ».

²²¹ INFO-intern Nr. 21, p. 2, « Protokoll der VV vom 21. Juni 1975 ». Garbely se souvient que le kiosque de Reckingen était tenu par une femme de Sierre dont le père était membre du PS, ce qui explique sa disposition à accepter la RA. Entretien mené le 15.12.2016 avec Frank Garbely.

dans la rue ou dans un kiosque, signe qu'il commence à être perçu comme un produit médiatique, à la fois par ses concepteurs et par le public. Toutefois, lors d'une réunion de la « Gewerkschaftsgruppe », il est précisé que comme les kiosques sont en mains CVP, il n'est pas possible de vendre la *RA*, mais sans davantage de précisions,²²² censure qui peut également être interprétée comme indiquant que le KO et son journal bénéficient déjà d'une certaine popularité, perçue comme dangereuse par certains, dans le Haut-Valais. Un regard au-delà des frontières haut-valaisannes permet de constater que la question de l'accès aux kiosques se pose également pour d'autres revues critiques alpines. En effet, si *Steibock* (NW) est disponible dans sept kiosques du demi-canton dès le n° 2 (déc. 1974, p. 2), *Alternative* (UR) renonce à ses débuts à une telle distribution en raison des coûts engendrés et se contente de points de vente dans certains petits commerces (coiffeur, boulangerie, librairie), et ce n'est qu'à l'occasion du n° 17 (jan/fév 1976, p. 2) qu'est annoncée la présence de la revue dans onze kiosques du canton. Pour sa part, l'*Oberländer Holzwurm*, après une tentative de passer à l'impression offset auprès de ropress, doit revenir à une forme plus archaïque, dans la mesure où la Kiosk AG ayant refusé de vendre ses exemplaires, les entrées ne permettent pas de financer une impression offset.²²³ A ce titre, il est remarquable que les trois revues en question mentionnent les lieux où elles sont disponibles, ce que la *RA* ne fait à aucun moment, les tracts se contentant de porter la mention « im Kiosk erhältlich » sans davantage de précisions. On peut regretter l'absence d'une liste des kiosques desservis qui aurait permis un regard sur la diffusion géographique de la *RA*.

Le tâtonnement du KO dans ces premières années se voit d'une part dans la variation du tirage, du prix, ainsi que du nombre de pages²²⁴ et d'autre part, dans la fréquence très aléatoire de parution.²²⁵ Le journal est en effet conçu comme un instrument que l'on mobilise en fonction des intérêts des membres du KO et de l'actualité politique et économique. Le n° 2 est une bonne illustration du caractère « événementiel » de la *RA*, puisque si elle paraît à Pâques 1974 (14 avril), les premières discussions remontent au minimum à la séance du comité du 13 janvier, sans qu'il soit déjà question de publier un numéro, puisqu'on on parle de s'adresser au conseil de district, d'aborder cette thématique dans la presse locale, de lancer une récolte de signature et d'établir une documentation sur la présence militaire dans le Haut-Valais.²²⁶ Cette dimension se retrouve aussi dans un courrier envoyé en été 1974 par le KO à la rédaction de la revue *Direkt* – qui proposait un échange d'abonnements entre les deux revues – qui signale à celle-ci qu'elle se trompe au sujet de la *RA*; cette

²²² Archives ES, Classeur « KO Div. 1972 - 1977 », « Sitzung der Gewerkschaftsgruppe vom 23. nov 75 ».

²²³ « Editorial », *Oberländer Holzwurm*, n° 8, mai 1978, p. 2.

²²⁴ La *RA* 3 (4 pages) est tirée à 7000 exemplaires et est distribuée gratuitement, la *RA* 4/5 (16 pages) est tirée à 2000 exemplaires et n'affiche pas de prix, tandis que les *RA* 6 et 7 (10 pages) voient leur tirage augmenté à 2500 et sont vendues au prix de Fr. 1.--, qui sera le prix fixé pour les numéros suivants jusqu'au n° 26 d'avril 1978 (exceptions faites de la *RA* 8, imprimée 5000 fois et distribuée gratuitement et du numéro double 21/22 vendu à Fr. 2.--).

²²⁵ Si le KO ne publie que 2 éditions en 1974, et 4 en 1975, ce ne sont pas moins de 7 numéros qui paraissent en 1976.

²²⁶ INFO-Intern Nr. 9, janv. 1974, p. 5, « Arbeitsprotokoll der KO-Vorstandssitzung vom 13. Jan. 1974 »

lettre affirme que le KO n'édite pas de revue paraissant régulièrement, mais qu'il travaille « in Arbeitsgruppen an einem politischen oder kulturellen Problemkreis und [wir] versuchen dann unsere Ideen an die Oeffentlichkeit zu bringen ». En dessous du texte de la lettre figure la liste des « Bisherige Publikationen des KO » où les *RA* 1 et 2 sont citées parmi les brochures *Briger Herbst* et *Strafvollzug*, de sorte que la *RA* ne se distingue pas encore des autres publications du KO, ou du moins qu'elle n'a pas encore le monopole parmi ses moyens d'expression.²²⁷

Pour la *RA* 3, d'autre part, les protocoles mentionnent l'engouement de certains membres qui s'engagent à former un groupe pour traiter la question des caisses maladies, sans davantage de détail, si ce n'est que c'est au groupe en question de décider sur la manière de porter ce sujet dans l'opinion publique.²²⁸ Le constat est ainsi que la parution coïncide avec l'intérêt précis du KO,²²⁹ ou du moins de certains de ses militants, et que les articles rédigés ne sont pas nécessairement soumis à l'approbation de l'assemblée plénière. Les choses ne semblent toutefois pas aussi claires, puisque lors de l'assemblée plénière du 22 septembre 1975, les membres ont à se prononcer sur la publication d'un tract ou d'une *RA* (n° 7), la deuxième solution étant acceptée par onze voix contre sept.²³⁰ D'autre part, l'AG donne la compétence à la « Gewerkschaftsgruppe » de publier un tract sur les licenciements dans une entreprise haut-valaisanne, mais comme les sujets à traiter dépassaient le cadre d'un tract, ce groupe a pris la décision de publier une *RA* (n° 8), après avoir obtenu l'accord de deux membres du comité. Il est ajouté que cette manière de procéder n'est pas conforme aux statuts, même si une clause donnait l'autorisation au comité de prendre la décision.²³¹ Malheureusement, les archives ne contiennent pas d'informations sur les rédacteurs des articles qui ne sont jamais signés. Néanmoins, le fait que les 17 premiers numéros mentionnent 16 noms différents de rédacteurs responsables indique une certaine rotation des tâches.

Dans une contribution à un ouvrage collectif sur le socialisme en Suisse, Niklaus indique qu'après le premier numéro, la *RA* paraissait spontanément lorsque surgissaient des événements dont les conséquences étaient importantes pour la population laborieuse, afin de transmettre des informations alternatives (« der Bevölkerung sozusagen die Augen öffnen » – ce qui fait écho avec l'idée d'ouvrir les débats) et ainsi briser le monopole médiatique des partis C. En outre, il explique ce qu'il entend par « volksnahe Politik », c'est-à-dire une politique orientée vers les questions concrètes du quotidien, accessibles à tout un chacun, teintée d'un langage familier et fleuri, afin de montrer les contradictions

²²⁷ Archives SPO, Classeur « KO Bestellung, Briefwechsel 73-76 », Lettre du 08.07.1974, de P.E à la rédaction *Direkt*.

²²⁸ INFO-Intern Nr. 14, p. 4, « Vorstandsprotokolle », réunion du 06.08.1974.

²²⁹ Ainsi les *RA* 4/5, 6, 7 et 8 coïncident respectivement avec l'annonce de la fermeture des usines Bally, la révision de la loi fiscale, les élections au Conseil national et les licenciements dans des entreprises d'électricité.

²³⁰ INFO-Intern Nr. 21, p. 9, « Protokoll der VV vom 27.9.75 ».

²³¹ Outre la taille du tract, les raisons énoncées sont les suivantes: (1) le débordement de certains articles par rapport à la question syndicale, (2) le fait que la *RA* est connue et doit le devenir toujours davantage, (3) l'importance de fournir quelque chose de solide aux abonnés. Archives ES, Classeur « KO Div. I 73 - 77 », Lettre du 17.12.1975, de Peter Bodenmann aux membres du KO.

des partis bourgeois qui défendent les intérêts des travailleurs et des régions de montagne uniquement quand ces intérêts coïncident avec ceux de la bourgeoisie locale.²³² Peter Bodenmann confirme cette conception du journal-événement dans *Le Matin*, indiquant qu'« au début, nous ne sortions que lorsque l'actualité l'exigeait ».²³³ D'ailleurs, il semble que les lecteurs réguliers de la *RA* réclament souvent la date de sortie du prochain numéro, ce à quoi le KO ne peut pas répondre, tout en estimant qu'il s'agit de bonnes stimulations pour le travail à venir.²³⁴ Cette élément spontané²³⁵ s'illustre également par le côté humoristique, voire de divertissement que le KO donne à sa publication, notamment à travers toute une série de petits dessins amusants et irrévérencieux²³⁶ (les photos sont extrêmement rares et lorsqu'on en trouve, ce sont souvent des photos de passeports de qualité douteuse de différentes personnalités).

Néanmoins, les choses semblent se modifier progressivement, notamment avec l'introduction sur décision de l'assemblée plénière de l'abonnement à partir de la *RA* 7, dont le prix est fixé à Fr. 10.-- (Fr. 20.-- pour l'abonnement de soutien)²³⁷ ce qui montre qu'à ce moment de son histoire, le KO commence à avoir une conscience plus aigüe du rôle de la *RA* dans son répertoire d'actions, ainsi que de son propre rôle comme plateforme visant à rassembler les critiques et surveiller les élites du canton, ainsi qu'à proposer des informations ou des points de vue qui ne sont pas traités ailleurs. De plus, l'abonnement implique une responsabilité de l'éditeur vis-à-vis des abonnés, c'est-à-dire qu'on ne peut plus, au risque de perdre la fidélité des lecteurs, se contenter de produire une *RA* selon l'envie ou la motivation. Ainsi, ce qui était une *exigence* de production, à savoir que la publication d'un numéro est déterminée par l'actualité et la volonté d'éclairer la population sur ces sujets, peut devenir une *circonstance* de production, dans la mesure où l'abonnement représente un transfert objectif de bien économique et sert au financement des numéros que le groupe s'engage à publier auprès de ses abonnés. Il est intéressant de noter que l'abonnement semblait être attendu ou réclamé par les lecteurs,²³⁸ le nombre d'abonnements souscrits s'élevant d'ailleurs rapidement à une centaine.²³⁹ Un document daté de fin mai 1976 indique que pas moins de 391 abonnements ont déjà été commandés, dont la plus grande partie viennent des districts de Brigue et de Viège, où les trois localités les plus

²³² Niklaus, Stefan, « Volksnahe Politik in einer Bergregion », in Haldimann, Urs, *Sozialismus in der Schweiz*, Bâle, Lenos, 1979, p. 151.

²³³ Maret, Catherine, « Leveur de lièvres », *Le Matin*, 16.02.1988, p. 7.

²³⁴ INFO-Intern Nr. 24, p. 6, « Wann kommt die nächste Rote Anneliese ? ».

²³⁵ Un indice constitue également l'appel aux membres de l'INFO Nr. 22 d'amener toutes les éditions en leur possession à l'assemblée plénière. En effet, « da früher der Verkauf der Roten A. nicht so straff war, weiss niemand genau, wieviele Restbestände noch vorhanden sind. Da es aber immer wieder Nachbestellungen gibt, sollte man wissen, wieviele Zeitungen wir noch haben. », INFO-Intern Nr. 22, p. 1.

²³⁶ Dont certains ont un caractère volontairement choquant, à l'image de l'appel à lire la *RA* dans le n° 6 qui est illustré par la reproduction de deux fesses, chacune représentant un parti C, déféquant la réforme fiscale.

²³⁷ INFO-Intern Nr. 21, p. 10, « Protokoll der VV vom 27.9.75 ».

²³⁸ « Viele Leute haben uns immer wieder die Frage gestellt, ob man die Rote Anneliese nicht auch abonnieren könnte. Bis heute war dies leider nicht möglich. Das Kritische Oberwallis möchte diesen Mangel beheben. ». Coupon d'abonnement présent dans la *RA* 7, automne 1975.

²³⁹ INFO-Intern Nr. 24, p. 1. Non-daté, mais avant le 25 octobre 1975.

importantes forment le plus grand pourcentage. On remarque également d'une part que les vallées latérales sont peu représentées dans cette statistique, et qu'il y a d'autre part un nombre relativement important d'abonnés dans la « Ausserschweiz », probablement destinés à des étudiants valaisans ainsi qu'à des militants d'autres organisations.²⁴⁰

La *RA* est financée avec la caisse du groupe, c'est-à-dire par les cotisations des membres. Si la question de la publicité ne se pose pas à proprement parler (on ne parle pas encore de journal indépendant, par opposition aux deux quotidiens haut-valaisans), l'assemblée plénière du 27 septembre 1975 décide que les annonces d'autres organisations de gauche ne paraîtront pas dans la *RA*, mais dans l'INFO destiné aux militants. La comptabilité du KO permet de se rendre compte de la place importante qu'occupe dès 1975 la *RA* dans le budget du groupe, constituant 65% à la fois des entrées et des dépenses.²⁴¹ En outre, si l'on ne prend que les dépenses et les entrées liées à la *RA*, il en résulte un bénéfice de Fr. 189.--, ce qui démontre que le journal est capable de se financer lui-même (ce qui s'explique également par l'absence de coûts de rédaction et d'acheminement, donc par une sorte d'auto-exploitation).²⁴² On peut ainsi déduire que l'affirmation du rôle central de la *RA* dans le KO ne trouve pas uniquement son origine dans les objectifs politiques et sociaux de l'organisation (autrement dit ses schémas de représentation), mais qu'elle s'impose d'elle-même en quelque sorte, tant par son caractère d'entreprise viable financièrement que par son implantation dans le paysage médiatique haut-valaisan, puisque la *RA* 8 est publiée à 5000 exemplaires, ce qui sera ensuite la moyenne, dans une région peuplée de moins de 70'000 habitants.²⁴³

Pour conclure cette partie, nous pouvons rapidement rappeler les caractéristiques principales des premières *RA* à savoir un journal avec une thématique centrale qui paraît sporadiquement, selon les préférences des membres, en noir et blanc, dont le nombre de pages varie et qui est soit distribué gratuitement, soit vendu au prix de Fr. 1.--. Les recherches et la rédaction des articles sont effectuées par les militants, de même que l'assemblage, le transport de la maquette à Zurich et le rapatriement des exemplaires après impression. Si chaque édition mentionne un ou plusieurs rédacteurs responsables (*verantwortlicher Redaktor*), les articles ne sont jamais signés, ou alors par la mention

²⁴⁰ Répartition par districts: Brigue (38,89%), Viège (19,44%), Rarogne occ. (8,06%), Loèche (7,78%), Conches (3,61%), Rarogne or. (1,39%), Valais romand (5,56%), Ausserschweiz (14,72%, Zurich, Bâle, Berne, Fribourg et Genève) et RFA (0,56%, 2 abonnements). Les localités de Brigue, Naters et Viège sont les plus représentées, avec respectivement 82, 50 et 32 abonnements. Archives SPO, Classeur « 20.08.76 », « Abonnement RA ».

²⁴¹ Ce qui n'est pas étonnant en soi, puisque la publication d'une revue demande effectivement des investissements financiers relativement importants.

²⁴² Les coûts d'impression et de mise en page sont respectivement de Fr. 3948.-- et de Fr. 1397.-- (sur un total de dépenses de Fr. 8200.10), tandis que la produit des ventes s'élève à Fr. 4754.-- et celui des abonnements à Fr. 780.-- (sur un total d'entrées de Fr. 8456.15). Avec un montant de Fr. 2026.50, les contributions des membres n'atteignent pas la moitié du montant du produit des ventes. INFO-Intern 1/76, p. 10, « Finanzen », 22.01.1976.

²⁴³ Le recensement fédéral de 1980 donne le nombre de 65'273 habitants dans les districts haut-valaisans. Si l'on soustrait les jeunes de moins de 15 ans, on atteint le chiffre de 49'139. Statistique tirée du site de l'OFS, « Résultats du Recensement de 1980 », fichier consacré au Valais, www.bfs.admin.ch, consulté le 04.10.2016.

« KO ». Employant un ton à la fois combattif et humoristique, que l'on veut proche de la langue du peuple, et mettant l'accent sur le local, la *RA* se pose comme instrument de communication qui veut d'une part éclairer, voire éduquer, ses lecteurs sur les problèmes politiques, économiques et sociaux du Haut-Valais, et d'autre part chercher la confrontation avec les partis C et leurs relais dans la presse locale.²⁴⁴ Un courrier du KO indique que la *RA* paraît également si le groupe estime qu'un sujet n'a été traité que d'un point de vue de droite dans la presse locale.²⁴⁵ Le journal se situe ainsi davantage dans le pôle de la critique « contre-hégémonique », puisqu'il veut d'une part défier les médias dominants qui se contentent de servir de relais du pouvoir (*Hofberichterstattung*), donc analyser les sujets dans une perspective radicalement différente, et d'autre part, porter à la connaissance du public des sujets qui le concernent directement et qui ne se trouvent abordés nulle part ailleurs.

4. Réception des premiers numéros

4.1 La critique interne

A partir de la *RA* 4/5, l'assemblée plénière commence à discuter de la dernière édition parue, afin de procéder à une sorte de débriefing. Cette critique touche d'une part à l'organisation de la publication de ce numéro et d'autre part à son contenu et à son aspect formel. Ainsi, les koïstes de Brigue déclarent avoir été surpris de s'être trouvés devant le fait accompli, sans avoir pu intervenir dans le processus de création. Le comité se sent ignoré et rappelle une décision de l'assemblée précédente qui stipulait que tout ce qui est destiné à être publié doit d'abord être soumis au comité. Afin que cette situation ne se représente plus, deux propositions sont présentées à l'assemblée, la première stipulant que chaque édition doit être soumise à l'assemblée plénière, la deuxième proposant de définir un statut pour les membres intéressés à la production d'une *RA*; une grande majorité se prononce pour cette dernière. Ce statut définit les entités pouvant peut prendre l'initiative pour la création d'un numéro (comité, groupes, membres individuels) et précise que la VV a le dernier mot sur la publication.

Au sujet du contenu, est critiquée la dimension radicale du vocabulaire et de la symbolique utilisés (*Wort- und Zeichenradikalismus*). On considère que la formulation laisse à désirer et que le choix des mots (par exemple « Volksfeinde ») fait référence à des systèmes de représentation qui ne sont pas partagés par la population. On critique l'utilisation du symbole de la SS (pour le mot « Entlassungen »), ainsi que celui de la faucille et du marteau, et il est précisé qu'il vaut mieux argumenter avec objectivité (*sachlich*) plutôt que de viser des réactions de type émotionnel. En effet, le danger est que ce genre de symboles se retourne contre le KO, dans la mesure où ils constituent des

²⁴⁴ Dans une réponse au groupe éditant la revue *Alternative – die andere Urner Zeitung* qui demande au KO comment il conçoit la mission de son journal, la réponse est : « Aufklärung der Bevölkerung über Abstimmungen oder Probleme regionaler und schweizerischer Natur », Archives SPO, Classeur « KO Bestellung, Briefwechsel 73 – 76 », Lettre du 14.07.1975, du KO à *Alternative*.

²⁴⁵ Archives SPO, Classeur « KO Bestellung, Briefwechsel 73 – 76 », Lettre du 24.07.1975, du KO à R.S.

munitions pour ses adversaires, et qu'ils ont un effet contre-productif en poussant au sectarisme au lieu de permettre une diffusion plus large des positions du KO. Dans leur réponse, les producteurs de la RA 4/5 déclarent que la dimension radicale a été intégrée intentionnellement.²⁴⁶ S'ils reconnaissent avoir agi de manière un peu irréfléchie, ils estiment que l'objectivité va de pair avec l'émotionnel, ce qui justifie le recours à ces symboles, dans la mesure où les adversaires ont également les leurs, à l'instar de la croix chrétienne. En se contentant de reprendre la symbolique conservatrice, on ne peut pas prétendre viser des transformations dans la société, car l'on ne fait que participer à la reproduction des structures établies. La question qui se pose donc pour ces militants n'est pas celle consistant à déterminer s'il faut ou non introduire de nouveaux symboles, mais comment les introduire en réaction à la symbolique conservatrice. Ainsi, ils reconnaissent qu'il eût été préférable d'expliquer l'utilisation de tel ou tel symbole,²⁴⁷ afin que les lecteurs soient conscients des représentations qu'ils impliquent, affirmant que si les symboles sont bien compris et placés de manière judicieuse, ils rendent meilleure la compréhension de la question traitée.²⁴⁸ Suite à cet échange, l'assemblée plénière décide que la ligne du journal doit d'abord être discutée en interne avant qu'il ne soit publié, afin que la revue soit appréhendée comme la ligne politique du KO.²⁴⁹ Lors de l'assemblée plénière du 25 octobre 1975, la question de la participation à la distribution revient sur le tapis, un membre critiquant le fait que malgré la décision prise par l'assemblée générale, beaucoup de membres ne se sont pas présentés lors de la vente du journal. Finalement, on décide qu'en l'espace de trois numéros, chaque membre doit vendre un certain nombre d'exemplaires, dont la hauteur sera fixé à 80 par les statuts du KO.²⁵⁰ Lors d'une séance de la « Gewerkschaftgruppe », on estime qu'il faudrait éviter que le nom du rédacteur responsable change à chaque numéro, le risque étant qu'avec le temps, tous les noms des membres soient connus.²⁵¹

Ces critiques nous permettent de constater plusieurs choses; (1) le caractère improvisé des premières RA n'est pas épargné par la critique, surtout de la part des militants qui n'ont pas été impliqués dans le processus de production, ce qui a pour résultat une certaine disciplinarisation du groupe, par la fixation de principes à respecter dans le processus de création d'un numéro, dont l'aspect principal est constitué par le fait que toute publication doit être soumise à approbation; (2) le fait même qu'on codifie ces questions montrent que la conscience de détenir un produit important entre les mains, qui

²⁴⁶ En s'appuyant sur l'autorité symbolique de Dellberg, qui affirmait selon eux que l'utilisation de la faucille et du marteau se légitime tout à fait puisque le Valais compte beaucoup d'ouvriers et de paysans.

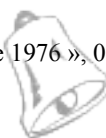
²⁴⁷ Pour le poing levé, on pense qu'il eût été judicieux d'expliquer qu'un poing brandi est plus efficace qu'un poing serré dans la poche.

²⁴⁸ Pour illustrer ce point, ils prennent l'exemple des deux œufs CVPO/CSPO (« ein Ei gleicht dem andern ») qui, lorsqu'il est utilisé, parle à tout le monde, ce qui a pour effet que rédacteurs et lecteurs se situent dans un même système de représentation.

²⁴⁹ INFO-Intern Nr. 18, « Protokoll der Vollversammlung am 30. März 75 », p. 15 – 17.

²⁵⁰ Archives ES, « Statuten des Kritischen Oberwallis », 26.06.1976.

²⁵¹ Archives ES, Classeur « KO Div. 173 - 77 », « Protokoll der 1. Sitzung der Gew.-Gruppe 1976 », 03.01.1976.



ne doit pas être utilisé à la légère, émerge progressivement dans les rangs du KO; (3) la discussion sur le radicalisme symbolique illustre les divergences qui existent au sujet des méthodes à appliquer pour obtenir le maximum d'impact, dans la mesure où s'affrontent une position plutôt défensive (ne pas donner des armes de contre-attaque aux adversaires) et une position résolument offensive qui consiste à affirmer clairement de quel héritage symbolique se revendiquent le KO et sa politique.

4.2 La critique externe

4.2.1 Les réactions du lectorat

Les protocoles²⁵² des diverses assemblées contiennent plusieurs informations concernant la réception de la *RA* par les lecteurs qui ont pu être recueillies par la vente dans la rue et la proximité qu'elle implique avec le public. En procédant à ces enquêtes, et surtout, en les discutant lors des assemblées, on constate que le KO accorde une place importante à la manière dont son organe est perçu, puisque ceci lui permet d'évaluer quels sujets et quels styles trouvent un écho favorable. De ces quelques retours de la part du lectorat, il semble, outre sa popularité grandissante,²⁵³ que la *RA* constitue un objet relativement clivant, dans la mesure où elle est plutôt appréciée par les ouvriers et les employés, mais méprisée par les entrepreneurs et les politiciens, de même que le sont certains de ces procédés journalistiques (certains la trouvent polémique²⁵⁴ mais acceptable, d'autres s'indignent des attaques personnelles²⁵⁵). Chez ceux qui ne l'apprécient guère, il est significatif qu'on qualifie les membres du KO de boursiers (*Stipendienempfänger*) – qui semble être utilisé comme synonyme d'assistés ou profiteurs – ce qui marque tant la présence importante des étudiants que la jeunesse des militants du KO. Il est également accordé une place non négligeable aux suggestions des lecteurs,²⁵⁶ ce qui témoigne de la volonté de proposer un instrument de communication qui soit proche des gens ordinaires afin de les éclairer sur les enjeux politiques, économiques, culturels et sociaux du Haut-Valais. Il semble également que revient à plusieurs reprises le reproche que le KO ne se fait jamais entendre en dehors du journal et qu'il ne propose rien de concret. Au sujet de la *RA* 8, il est relevé que les kiosques de Viège l'acceptent sans autres, et qu'elle a connu un écho positif parmi les ouvriers d'une entreprise d'électricité, le patron voulant même prendre contact avec le KO pour s'expliquer.

²⁵² La *RA* 6 a donné lieu à une enquête des réactions du lectorat, tandis que la discussion qui suit la publication de la *RA* 7 indique les témoignages recueillis lors de la vente du journal.

²⁵³ Pour la *RA* 6, l'enquêteur indique que la *RA* est déjà relativement bien connue, puisque soit on l'achète, soit on ne la veut pas. Il remarque également que le KO est soumis à une pression croissante, le conseiller d'État Zufferey critiquant le KO dans les rangs du corps enseignant. INFO-Intern Nr. 21, p. 15, « Protokoll der Vollversammlung vom 13.9.75 ».

²⁵⁴ Ainsi l'image du postérieur CVP/CSP suscite à la fois des réactions hostiles et positives. Le choix du vocabulaire est également diversement apprécié.

²⁵⁵ La *RA* 8 précise que le KO ne se gêne pas de citer des noms lorsqu'il s'agit de s'engager pour une administration saine et que ces attaques ne visent pas directement les individus en question, mais qu'elles cherchent à montrer les abus du système politique, suivant en cela les recommandations de Marx. « Wir nennen nur dort Namen, wo es gilt, politische Missstände aufdecken. Was für Unterhosen einer trägt, lässt uns kalt. », « Dicke Post aus Sitten », *RA* 8, décembre 1975, p. 2.

²⁵⁶ Ainsi certains réclament une fréquence de parution plus régulière, tandis que d'autres s'étonnent de la non-participation du KO aux élections fédérales d'automne 1975.

Enfin, il est intéressant de noter que de nombreuses voix, qui résonnent avec les échos reçus lors des ventes de toutes les *RA* antérieures, mettent en garde le KO contre les conséquences de son journalisme d'accusation (*jetzt packen sie euch*).²⁵⁷ A travers ces mises en garde, il peut sembler qu'il existe une sorte de curiosité parmi les lecteurs qui se demandent quand arrivera le moment où le KO subira le retour du bâton de la part de ceux qu'il attaque dans son journal.

Si l'un des objectifs est d'intégrer davantage les lecteurs, une lettre du KO de juillet 1975 indique que les lecteurs, s'ils ne sont pas membres du KO, n'ont pas d'influence sur le journal, ce qui tient à la fois à la fréquence irrégulière de parution et au fonctionnement de la *RA*, qui paraît suivant l'élan donné par un ou plusieurs membres et qui est également tributaire de l'activité des différents groupes de travail.²⁵⁸ Toutefois certains lecteurs prennent l'initiative d'écrire au KO pour proposer leurs services, à l'instar d'un sympathisant qui transmet des informations au KO au sujet de pratiques sulfureuses à Naters,²⁵⁹ tandis qu'une Bernoise étudiant le journalisme propose ses services au KO.²⁶⁰ Mais la *RA* et le KO n'ont pas que des sympathisants comme l'illustre une lettre signée « eure gelbe Anneliese », dont l'auteur déclare avoir bien rigolé en lisant un journal rédigé par des fils à papa (*Herrensöhnchen*) disant s'engager pour les travailleurs et le socialisme. Il félicite le KO d'avoir été à bonne école à Zurich et d'appliquer les recettes éprouvées du communisme, à savoir toujours avoir raison, raconter le plus d'imbécilités possibles et se complaire dans le mensonge.²⁶¹ N'empêche que nous pouvons suivre Kraft lorsqu'il affirme que les sympathisants qui écrivent au KO ne le considèrent pas seulement comme représentant des couches sociales inférieures (dans une certaine mesure, bien entendu), mais qu'ils s'attendent à ce que leur lettre soit suivie d'effet.²⁶² En outre, il estime que pour certains sympathisants, le KO faisait figure de groupe élitaire et fascinant à la fois, ce qu'il attribue au style d'opposition radicalement nouveau, au fait que le KO paraisse très bien informé ainsi qu'à la grande confiance en soi manifestée par le groupe. Il en conclut que l'activité du KO a accompagné le mouvement de prise de conscience croissante d'une partie de la population vis-à-vis des autorités et des normes établies, de sorte que le KO est appréhendé comme instance auprès de laquelle exprimer ses préoccupations et son indignation, et qu'il était considéré comme pouvant potentiellement avoir

²⁵⁷ Classeur « KO DIV. I 73 - 77 », « Protokoll der 1. Sitzung der Gew.-Gruppe 1976 », 03.01.1976.

²⁵⁸ Archives SPO, Classeur « KO Bestellung, Briefwechsel 73 – 76 », Lettre du 14.07.1975, du KO à *Alternative*.

²⁵⁹ Archives SPO, Classeur « KO Bestellung, Briefwechsel 73 – 76 », Lettre du 01.08.1975, d'un sympathisant au KO.

²⁶⁰ Archives SPO, Classeur « 20.08.76 », Lettre du 17.07.1976, de R. B. au KO.

²⁶¹ On constate d'une part que le KO est assimilé au communisme, lui-même assimilé à l'athéisme, accusation lourde dans le Haut-Valais des années 1970. D'autre part, le correspondant estime que le KO a subi une influence extérieure (Zurich), ce qui tend à nourrir l'argument que le Valais serait préservé du mal communiste s'il n'était pas contaminé par l'extérieur. Archives SPO, Classeur « KO Bestellung, Briefwechsel 73 – 76 », Lettre du 08.02.1976, de « eure gelbe Anneliese » au KO.

²⁶² Ainsi, un père de famille écrit au KO, suite à l'annonce de la *RA* 13 concernant la parution prochaine d'un article sur la hausse des primes d'assurances maladies, pour décrire sa situation. Son histoire est ensuite utilisée dans le cadre de la *RA* 14 à titre d'exemplification, ce qui n'a certainement pas laissé l'informateur indifférent. On voit comment la *RA* est utilisée par la population comme plateforme permettant de donner une visibilité à ses préoccupations. « Familienvater zahlt 3000 Franken für Krankenkasse », *RA* 14, 21.10.1976, p. 7.

une influence sur le monde social.²⁶³

4.2.2 Les réactions des autorités et de la presse

Kraft estime qu'avec l'apparition du KO, et sa présence au Grand Conseil, l'époque de la tolérance tacite de toute une série d'irrégularités et d'abus est révolue, sans que ce soit nécessairement uniquement de son fait.²⁶⁴ En effet les élites politiques et le gouvernement sont désormais confrontés à une force, certes marginale mais bruyante et active, qui a clairement pour objectif de démasquer ces abus. Toutefois, les débuts de Niklaus au parlement cantonal sont caractérisés par le peu d'attention qui lui est accordée, ses interventions restant souvent sans réponse de la part des autorités. Ce n'est qu'à partir de l'ouverture des débats sur la loi fiscale, lors desquels Niklaus a proposé pas moins de 37 modifications, que le KO devient un objet d'attention, notamment par le style de confrontation dans lequel se place Niklaus lorsqu'il prend la parole.²⁶⁵ De plus, avec la campagne pour une administration saine lancée dans la *RA 7* qui dénonçait les liens entre le Conseil d'État et l'économie privée, les membres du gouvernement, d'autant plus ceux qui sont incriminés, ne peuvent plus ignorer le KO, et réfléchissent même à des poursuites judiciaires.

En effet, les conseillers d'État Steiner et Zufferey publient par la suite des démentis et des justifications dans la presse conventionnelle.²⁶⁶ A propos de la réponse de Zufferey, il est intéressant de voir, d'une part, que les juristes qu'il a consulté sont d'avis que la forme choisie par le journal « sei dermassen geschickt, dass eine Strafklage nur mit geringen Chancen zu einem positiven Ergebnis führen würde. », témoignant des précautions de la revue. D'autre part, sa réaction faisant suite à la publication de ces informations par Luzius Theler dans le *WB*²⁶⁷, il déclare n'avoir pas prêté attention à ces accusations tant qu'elles émanaient du KO et qu'aucun journal sérieux ne les relayait. A ce sujet, nous pouvons relever les idées émises par Cyril Lemieux. Reprenant les analyses d'Élisabeth Claverie sur les concepts « scandale » et « affaire » qui mettent au centre le caractère continu qui caractérise leur relation,²⁶⁸ il y ajoute le concept de « comméragé », qui « se laisse analyser comme la séquence d'ouverture d'un scandale » et sa forme archaïque, même s'il ne débouche pas nécessairement sur un scandale. Le comméragé constitue ainsi une forme d'accusation qui reconnaît le non-respect de normes en vigueur dans l'espace social, mais sans toutefois appeler au châtement de la personne visée,

²⁶³ Kraft, Peter, *Das Kritische Oberwallis*, op. cit., p. 128 – 129.

²⁶⁴ *Ibid.*, p. 68.

²⁶⁵ A l'instar de nombreux groupes issus du mouvement ouvrier ou de la Nouvelle Gauche, le KO ne croit pas à l'efficacité du parlementarisme, et l'utilise comme tribune, comme déjà évoqué.

²⁶⁶ Zufferey, Antoine, « Staatsrat Zufferey schreibt uns », *WB* du 28.01.1976, p. 3; Steiner, Franz, « Staatsrat Steiner antwortet in Sachen Macro Moll AG », *WB* du 29.01.1976, p. 9.

²⁶⁷ Theler, Luzius, « Chrüt und Chabis », *WB* du 16.01.1976, p. 4.

²⁶⁸ Schématiquement, un scandale a pour caractéristique l'unanimité des jugements concernant la culpabilité de l'accusé, alors que l'affaire, « c'est un scandale, mais un scandale qui, soudain, se renverse, l'accusateur faisant à son tour l'objet d'une accusation de la part de l'accusé ou de ses alliés », de sorte que les jugements se divisent en deux camps, signe d'une division sociale. Lemieux, Cyril, « L'accusation tolérante. Remarques sur les rapports entre comméragé, scandale et affaire », in Boltanski Luc et al. (dir.), *Affaires, scandales et grandes causes. De Socrate à Pinochet*, Paris, Éditions Stock, 2007, p. 367 – 368.

de sorte que si cette transgression n'est pas acceptée, elle est au moins tolérée.²⁶⁹ Ainsi, dans la réponse de Zufferey, tout se passe comme si ces soupçons n'étaient pas de nature à l'émouvoir tant qu'ils restaient cantonnés au sein d'une frange marginale, ou considérée comme telle, de la population, tant qu'ils restaient perçus comme des commérages – et ce n'est qu'à partir du moment où ces informations ont été relayées dans la presse conventionnelle, donc par une instance considérée comme légitime, qu'intervient la dénégation des reproches formulés.

En outre, le KO relève en interne qu'il est souvent mis en relation avec des gens dangereux, qu'un enseignant aurait raconté à ses élèves que le KO percevait de l'argent de Moscou, tandis que d'autres affirment la présence de koïstes dans des cours de formation politique en France²⁷⁰ et que le juge cantonal Burgener les accuse d'être soumis à Moscou.²⁷¹ Comme nous l'avons brièvement esquissé, le KO est placé sous surveillance policière lors des discussions organisées à propos des objecteurs de conscience (mars 1972), puis de la formation professionnelle.²⁷² Une autre fiche tente de décrire le KO, ainsi que ses membres, ses actions et son fonctionnement, d'où il ressort que le KO est un groupe politique orienté vers l'extrême-gauche avec des idées néomarxistes.²⁷³ De même qu'est signalée la levée de la Matze – lors de laquelle l'informateur est obligé de constater qu'après le retrait de celle-ci, certains militants suivent les débats au Grand Conseil de manière « ruhig und diszipliniert » – et la parution de la *RA 2* « journal apériodique connu de nos services (...) Ce canard est agressif et ses sujets préférés sont basés sur l'injustice sociale, la corruption, la répression des libertés individuelles et la complicité entre le monde politique et de l'argent. »²⁷⁴

En ce qui concerne la presse valaisanne, les réactions sont tout aussi virulentes, particulièrement en ce qui concerne l'organe des Jaunes, le *Walliser Volksfreund*. Néanmoins, malgré des accents anticomunistes primaires, le traitement médiatique est assez subtil, puisque d'une part on se demande qui est derrière le KO, en le présentant comme une nébuleuse dont personne ne sait réellement qui sont les membres, quels sont ses buts et d'où vient l'impulsion, le rendant ainsi à la fois mystérieux et inquiétant, et d'autre part, on s'emploie, à l'exception du rédacteur de la partie locale du *WB* Luzius Theler,²⁷⁵ à dénigrer quasi systématiquement toutes les actions ou prises de position du KO. Le KO est assimilé pêle-mêle au communisme, au marxisme-léninisme, aux POCH et à

²⁶⁹ *Ibid.*, p. 370.

²⁷⁰ INFO-Intern Nr. 19, 07.06.1975, p. 10, « Staatsfeinde – oder Gruppenbild mit Baader-Meinhof ».

²⁷¹ Burgener, Paul-Eugène, « Zur religiösen Krise unserer Tage », *WB* du 26.01.1974, p. 3.

²⁷² Archives fédérales, Fiche « Kritisches Oberwallis », 31/599, entrée du 05.04.1972, Réf. Gsp 79/72 et du 27.10.1973, Réf. 500/Pf/73.

²⁷³ Archives fédérales, Fiche « Kritisches Oberwallis », 31/599, entrée du 25.04.1974, Réf. Kdo. VS 958/74.

²⁷⁴ Archives fédérales, Fiche « Kritisches Oberwallis », 31/599, date inconnue, Réf. 1641; Gsp. 398/74; 29.03.1976, Réf. Gsp. 28/76; 05.04.1976, Réf. 62/Dt/76.

²⁷⁵ Ce rédacteur anime une rubrique critique dans le *WB*, intitulée « Chrüt und Chabis », et il est l'un des seuls à mentionner la *RA* et le KO sans jugements *a priori* négatifs. D'autre part, il est le frère de deux militants du KO, Käthy et Armin Theler.

l'extrême-gauche, et il n'est pas rare que ses membres soient traités de fascistes de gauche²⁷⁶ ou sommés de se rendre dans les pays du bloc soviétique, tandis que Niklaus est accusé de confondre le Grand Conseil avec un club de débat marxiste-léniniste.²⁷⁷ De même, le KO, à l'instar des revues alpines *Viva* et *Alternative* notamment, est régulièrement rapproché de la RDA, des brigades rouges, de la Rote Armee Fraktion, notamment par le rédacteur en chef du *WB*, ou encore de l'OLP, c'est-à-dire qu'on laisse entendre que s'il n'est pas encore passé à l'acte terroriste, il en porte du moins les germes dans son discours et dans ses actions.²⁷⁸ La jeunesse des membres du KO, ainsi que leur statut de boursiers ou de fils à papa sont fréquemment mis en exergue, d'une part pour montrer qu'ils ont beau jeu de dénoncer le système, alors qu'ils en sont les plus grands profiteurs, et d'autre part, pour laisser entendre qu'une fois jeunesse passée, ils reviendront dans le droit chemin. Car le fait est qu'on ne comprend pas comment cette jeunesse a pu être pervertie à ce point, si ce n'est qu'elle a été soumise à l'influence de l'extérieur, et notamment de Berne et Zurich, véritables foyers d'expansion pour les drogues et les « idées nouvelles ».²⁷⁹ Pour Heinrich Heinzmann, rédacteur en chef du *WV* et chroniqueur au *NF* sous le pseudonyme de Victor – qui saluait à l'occasion de la publication de la brochure *Strafvollzug* en octobre 1973 l'engagement de cette jeunesse, tout en rejetant les « marxistischen und sexuellen Theorien » du KO²⁸⁰ – l'affaire est entendue; pour le KO, tout va mal en Valais et l'unique solution proposée est la destruction du système établi, autrement dit, il n'est rien de moins qu'un « Staatszerstörer », anathème fréquent en Suisse à ce moment.²⁸¹ Si en mai 1975, le KO estime qu'on ne peut pas parler d'interdiction de publier dans la presse haut-valaisanne,²⁸² Heinrich Heinzmann annonce en septembre 1975 que le *WV* ne publiera plus rien sur le KO afin de ne pas contribuer à l'abrutissement de la population²⁸³ – censure de fait qui a des effets sur la stratégie

²⁷⁶ Ainsi le *WB* du 29.05.1974, en relevant que de nombreux jeunes s'étaient enthousiasmés à propos du nazisme, qui était parvenu à dissimuler ses côtés inhumains, estime qu'aujourd'hui, seule la couleur a changé. Quant au *WV* du 18.04.1974, il parle du « linksfaschistischen Saft » que propose le KO.

²⁷⁷ « Wussten Sie... », *WV* du 13.10.1975, p. 2.

²⁷⁸ Alors que le *WV* publie parfois de petits encarts non signés mettant sur le même plan RDA et KO, le rédacteur en chef du *WB*, Alexandre Chastonay, dans un éditorial opportunément intitulé « Staatsfeind Nummer eins » et commentant le procès Baader-Meinhof en RFA, appelle à la vigilance face au KO. Ch, [Chastonay, Alexandre] « Staatsfeind Nummer eins », *WB* du 23.05.1975, p. 1.

²⁷⁹ Un correspondant anonyme du *WV* met ainsi le KO en lien avec un cambriolage dans le Haut-Valais et se demande qui est en train d'infiltrer la jeunesse valaisanne et de la mener à la déraison. La réponse est lapidaire: « Die Gefahr kommt von aussen. », « Schlimme Zeichen », *WV* du 20.05.1974, p. 2.

²⁸⁰ Heinzmann, Heinrich, « Der Strafvollzug », *WV* du 23.10.1973, p. 1 – 2.

²⁸¹ Heinzmann, Heinrich, « Allzu kritisch », *WV* du 12.09.1975, p. 1. Pour *Alternative*, le traitement n'est pas différent: « die grundhaltung ist eindeutig gegen unsere gesellschaftsordnung gerichtet: möglichst alles kaputt machen und umkrepeln », Dahinden, Hanseiri dans la *Luzerner Neuste Nachrichten* du 01.10.1976, cité in « presse-stimmen », *Alternative*, n° 30, avril/mai 1978, p. 23.

²⁸² Le KO relève qu'en règle générale, la presse du Haut-Valais publie ses prises de position en intégralité. Au début, Heinzmann se serait même plaint de la préférence du KO pour le *W*. Si on ne peut pas parler de « Schreibverbot », il est néanmoins nécessaire de procéder à l'autocensure, dans la mesure où Chastonay du *WB* leur a précisé qu'il ne publierait aucun article contenant des attaques personnelles contre des autorités ou lorsque sont défendus des points de vue qui s'écartent par trop de la vision du monde chrétienne. INFO-Intern Nr. 18, 03.05.1975, p. 5, « Die Oberwalliser Presse und die Rote Anneliese ».

²⁸³ Heinzmann, Heinrich, « Allzu kritisch », *WV* du 12.09.1975, p. 1. La mauvaise disposition de Heinzmann était déjà perceptible au printemps 1974, puisque le KO se plaint que « Der Walliser Volksfreund hat einen Schreibstopp über die Aktion des Kritischen Oberwallis verfügt ». KO, « Verschlussene Türen und geheime Ausbaupläne », *WB* du 18.04.1974,

communicationnelle du KO qui voit l'un des organes de presse du Haut-Valais lui fermer la porte.²⁸⁴ A la suite de quoi, le KO publie un article dans la *RA* pour dénoncer le traitement que lui inflige le *WV*, et Heinrich Heinzmann en particulier, notamment au sujet de la révision de la loi fiscale.²⁸⁵ En outre, le *WV* cite à plusieurs reprises des extraits de l'INFO²⁸⁶ sortis de leur contexte pour mettre en évidence la dangerosité des thèses du KO, qui veut détruire les institutions établies (école, Église, famille, armée), qui est piloté de l'extérieur et qui soutient l'avortement, autrement dit le meurtre d'enfants innocents.²⁸⁷

Pour ce qui est de la *RA*, il est à remarquer que le premier numéro n'a pas été mentionné dans la presse valaisanne, tout comme les n° 3 et 4/5, au contraire de la *RA* 2 (consacrée à l'armée) qui a provoqué passablement de remous en Valais. Si le *WB* estime que ce ne sont pas des questions nouvelles et qu'en procédant ainsi, le KO ne fait qu'enfoncer des portes ouvertes,²⁸⁸ le *WV* traite la *RA* de « Hetzschrift übelster Art »²⁸⁹ et rend le KO responsable de l'affaiblissement de la défense du pays. Dans la presse, l'accent est mis sur l'importance de l'armée pour le peuple valaisan, et si le KO est parfois crédité d'avoir permis à la discussion de se décanter, on considère que ses revendications sont au mieux déraisonnables, au pire guidées par des principes machiavéliques, dans la mesure où l'engagement pour la sauvegarde de la propriété foncière est jugé positivement par la population valaisanne.²⁹⁰ Dans toute cette histoire, la presse valaisanne s'aligne sur le discours des autorités, que ce soit le gouvernement valaisan ou le DMF, le *WB* publiant par exemple un éditorial signé Paul Biderbost (président de la commune de Naters et député CVP au Grand Conseil),²⁹¹ tandis que le *WV* s'entretient avec un ancien commandant de l'armée pour montrer que les diatribes du KO n'ont eu aucune influence sur le règlement de la question.²⁹² D'autre part, dès le printemps 1974, le *WV* attribue aux koïstes le surnom, fréquemment repris par la suite, de « junge, zornige Männer ».²⁹³

Si la presse conventionnelle n'a pas mentionné la *RA* 1, elle n'a évidemment pas manqué d'aborder le

p. 3.

²⁸⁴ A une demande écrite du KO, Heinrich Heinzmann précise qu'il ne rendra plus compte des interventions de Niklaus (« weil diese Stellungnahmen, auch wenn sie berechtigt sind, jedesmal den Klassenkampf heraufbeschwören »). Rappelons qu'à partir de fin 1975, le *WV* est imprimé sur les presses du *NF*. Archives SPO, Classeur « KO Bestellung, Briefwechsel 73 – 76 », Lettre non datée, de Heinrich Heinzmann (*WV*) au KO.

²⁸⁵ « Die Lügenpresse », *RA* 7, automne 1975, p. 7.

²⁸⁶ Ce qui aura notamment pour conséquence que l'INFO évitera à l'avenir de publier des noms de membres. INFO-Intern 3/76, p. 5, « Protokoll der Vollversammlung vom 21.3.76 ».

²⁸⁷ Respectivement: « Was will das KO im Oberwallis ? », *WV* du 18.04.1974, p. 2; « Wer was wo ? », *WV* du 03.07.1974, p. 2; « KO-Information », *WV* du 15.10.1974, p. 3.

²⁸⁸ Chastonay, Alexandre, « Offene Türen », *WB* du 11.04.1974, p. 1.

²⁸⁹ « Was will das KO im Oberwallis ? », *WV* du 18.04.1974, p. 2.

²⁹⁰ Ainsi le *WV* s'étonne que des marxistes se soucient de la propriété foncière et en conclut que le KO est composé de menteurs et de dissimulateurs. « Verleugnet », *WV* du 17.04.1974, p. 2.

²⁹¹ Biderbost, Paul, « Unsere Armee im Schussfeld ? », *WB* du 24.04.1974, p. 1.

²⁹² « Das EMD und das Oberwallis », *WV* du 07.06.1974, p. 3.

²⁹³ Expression tirée de *Die zornigen jungen Männer*, film sorti en 1960 et qui raconte l'histoire de trois jeunes hommes qui se heurtent aux normes sociales de la République fédérale d'Allemagne. « Verleugnet », *WV* du 17.04.1974, p. 2.

sujet de la fusion Alusuisse/Lonza. La manière dont est traité cette affaire dans le *NF*, par exemple, est symptomatique de l'asymétrie qui existe entre journaux établis et alternatifs dans la question du traitement médiatique.²⁹⁴ En effet, comme nous l'avons vu à ce sujet, le KO se place dans une perspective combative, déterminée par le soutien aux travailleurs et la lutte contre la puissance du capital. Pour le *NF*, au contraire, il s'agit d'un « mariage de raison », qui était « inévitable » et qui s'explique par « l'évolution du commerce mondial »²⁹⁵. Et si l'on trouvera toujours des râleurs, il faut bien comprendre que « la concentration demeure cependant la seule solution possible »²⁹⁶. Les réactions de la classe politique, mobilisée comme autorité par le *NF*, sont certes contrastées, puisqu'on cite les craintes de Hermann Bodenmann, conseiller aux États CVP, mais la prééminence est donnée aux voix pro-fusion, comme Guy Genoud, président du Conseil d'État, pour qui la fusion est « un mieux pour tous », ou Hans Wyer, conseiller national CSP, qui estime qu'il s'agit d'une « journée historique sur le plan économique valaisan »²⁹⁷, tandis que la direction de la Lonza a accepté un « dialogue à cœur ouvert », reconnaissant un « manquement » dans l'information et promettant qu'on ne l'y reprendra plus.²⁹⁸ Un autre exemple de cette asymétrie, ainsi que de l'alignement de la presse conventionnelle sur les positions des dominants et qui à la fois justifie et provoque la critique « contre-hégémonique » de la *RA*, se perçoit dans la réaction du *WV* à un article de la *RA* 7 qui soutient que la Lonza va procéder à des réductions d'effectifs et de temps de travail (*Kurzarbeit*), se basant sur les déclarations de « viele Lonzaarbeiter ».²⁹⁹ Le *WV* traite cette question, qui est une information exclusive, de deux manières; d'une part, en publiant une interview du directeur adjoint de la Lonza et du chef du personnel, le quotidien mobilise des acteurs en position d'autorité proches des fonctions dirigeantes, donnant ainsi la possibilité à ces acteurs de se justifier tout en décrivant les positions de la *RA*.³⁰⁰ D'autre part, le commentaire du journaliste cherche à montrer – tout en doutant du nombre de ces « viele Lonzaarbeiter » et en laissant entendre que l'objectif est purement de nature politique – que le travail du KO est contre-productif et néfaste pour l'industrie, et donc les emplois valaisans, de sorte qu'en publiant des informations de ce type, la *RA* ne fait qu'ajouter de l'insécurité

²⁹⁴ La question est différente dans les quotidiens haut-valaisans, dans la mesure où on perçoit rapidement que davantage qu'une fusion, cette concentration s'apparente à l'absorption par Alusuisse de la Lonza, créant une sorte de clivage entre les deux parties du canton. Ainsi Roman Weissen, secrétaire du CMV publie dans le *WV* un article intitulé « Lonza/Alusuisse und der betrogene Walliser Fabrikarbeiter » (07.11.1973), qu'il conclut en disant que cette affaire s'apparente à un « Watergate auf Schweizerart ».

²⁹⁵ « Alusuisse-Lonza mariage de raison », *NF* du 06.11.1973, p.1.

²⁹⁶ F.C., « Alusuisse-Lonza: Les motifs de l'union », *NF* du 14.11.1973, p. 1 et 34.

²⁹⁷ « Premières réactions », *NF* du 06.11.1973, p. 1 et 7.

²⁹⁸ It., « Dialogue à cœur ouvert avec la direction des usines Lonza-Un mariage prometteur », *NF* du 14.11.1973, p. 37.

²⁹⁹ « Betriebsnachrichten », *RA* 7, automne 1975, p. 7.

³⁰⁰ L'article est illustré par la photo de ces deux personnalités, avec la mention « Unsere beiden Interviewpartner », le mot de « Partner » n'impliquant pas une relation de confrontation, mais au contraire de collaboration. En outre, le titre donné à l'interview est significatif par ce qu'il implique, notamment avec la mise entre guillemets du terme « Arbeitervetreter », référence ironique au KO. D'ailleurs, on remarque également que le directeur adjoint a davantage droit à la parole que le chef du personnel (6 réponses pour le premier, 2 pour le second). Werz-Lengen, Hans, « Wenn "Arbeitervetreter" Arbeiter verunsichern », *WV* du 23.10.1975, p. 9.

pour les travailleurs, déjà suffisamment mis sous pression par la conjoncture économique. Enfin, le fait que le *WV* n'offre pas la possibilité aux travailleurs, pourtant les premiers concernés, de s'exprimer est également révélateur des sentiments qu'il tente d'éveiller chez ces lecteurs; la confiance dans la bonne gestion du patronat et l'indignation face aux pratiques de la *RA*.³⁰¹ Remarquons que cet article, qui occupe une page entière, paraît dans l'édition du jeudi qui va à tous les ménages haut-valaisans, ce qui montre que le *WV* estime que cette question est importante pour la population entière, mais qui pourrait aussi être interprété comme la volonté de contrer une information de la *RA*, d'exposer les arguments des dirigeants de la Lonza et de saper le travail du KO au-delà du cercle de ses lecteurs habituels.³⁰² Quant à la presse extra-cantonale romande, elle signale l'existence du KO dès février 1973 à propos des élections cantonales (*TLM, 24 Heures*), avant de rendre compte de la brochure *Strafvollzug* (*TLM, 24 Heures, DP, L'Express*).

A travers les quelques éléments présentés ici, le constat est que le rejet de la *RA* par la presse conventionnelle n'est pas uniquement dû à la diffusion d'idées de gauche, rejet teinté d'« anticommunisme de valeurs »³⁰³, mais qu'il relève également du refus de l'organe koïste de céder à la « tyrannie de l'image de marque du territoire » que la *RA* s'emploie au contraire à combattre par sa volonté de déconstruire certains mythes associés à l'identité valaisanne. De ce point de vue, il n'est pas anodin que certains commentateurs attribuent cette soi-disant décadence de la jeunesse locale à l'influence des contextes extra-cantonaux. A propos de *Steibock* et *Bockshorn*, Furrer écrit que ces revues posaient les « erste Akzente einer Opposition, die immer wieder betonte, dass die Innerschweiz keine heile Welt mehr darstelle »³⁰⁴ D'autre part, la violence du *WV* s'explique également par la perte du statut de parti d'opposition unique dans le Haut-Valais par le CSPO au moment de l'affirmation du KO.³⁰⁵ Notons toutefois que parmi les différents groupes alternatifs des régions de montagne, le KO, comme nous le verrons ci-après, semble être celui qui entretient les meilleures relations avec la presse locale.

5. Bilan intermédiaire

5.1 La RA

Ainsi, nous pouvons relever en conclusion de cette partie que la *RA* est très rapidement perçue comme un élément, certes marginal mais néanmoins présent, du paysage médiatique haut-valaisan.

³⁰¹ Werz-Lengen, Hans, « Ein BärenDienst », *WV* du 23.10.1975, p. 9.

³⁰² Le KO répond à cet article dans le *WB* (ce qui montre à la fois la disposition du *WB* à publier des prises de position du KO et les limites de la *RA* induites par son concept de parution) où il estime qu'aucune des informations publiées dans la *RA* n'a été contredite, tout en mettant en évidence la complaisance du journaliste envers ses deux partenaires d'entretien. KO, « Vogel-Strauss-Politik », *WB* du 25.10.1975, p. 5.

³⁰³ Fayet, Jean-François, « L'anticommunisme est-il vraiment un sujet d'histoire ? L'exemple suisse », in Caillat, Michel et al., *Histoire(s) de l'anticommunisme en Suisse*, Zurich, Chronos, 2009, p. 16.

³⁰⁴ Furrer, Markus, *Die neue Opposition in der Urschweiz*, op. cit., p. 249.

³⁰⁵ Locher, Beat, *Der Staatsratsproporz im Kanton Wallis*, op. cit., p. 57.

Trois dimensions principales peuvent en témoigner. La première est liée au processus interne du KO et à son répertoire d'actions politiques. En effet, ce qui était à l'origine une création improvisée, bricolée sous forme de dossier dans l'urgence et destinée à ouvrir les débats occupe progressivement une place centrale dans l'activité du KO, au détriment des autres formes d'action communicationnelles – ce qui se perçoit d'une part dans la place prépondérante de la *RA* dans les finances de l'organisation et d'autre part, dans le processus de critique interne qui pousse à davantage de codification et d'organisation. Le deuxième facteur est constitué par les réactions jugées positives du lectorat, notamment traduites par l'augmentation du tirage, qui témoignent dans la vision du KO à la fois de la justesse des positions exprimées, du besoin existant dans la population pour une information alternative et du succès de la forme de communication choisie. Enfin, le dernier aspect est constitué par la réception de ses « concurrents » de son produit de presse, qui oscille entre déni et rejet, mais également par l'évolution du paysage médiatique. En effet, avec le « Schreibverbot » imposé par le *WV*, donc par le CSPO, et son rédacteur Heinzmann au KO, et la disposition fluctuante du *WB* à publier des prises de position koïstes, l'importance d'un organe dédié à la diffusion d'informations et d'idées critiques se fait sentir avec toujours plus d'acuité. En outre, la reprise en main partielle en décembre 1975 du *WV* par le *NF* de Luisier, qualifié d'ennemi du peuple et d'extrémiste de droite par la *RA* 8,³⁰⁶ exprime pour les membres du KO la droitisation toujours plus poussée des chrétiens-sociaux du Haut-Valais, et donc la nécessité d'offrir une alternative à la fois politique et médiatique. À côté de la *RA*, l'une des techniques utilisées pour contrer le manque d'écho du KO dans la presse locale consistait à l'occasion de conférences de presses à faire appel à la presse extra-cantonale – toujours prompte selon Garbely à faire ses choux gras des « affaires » valaisannes – dont les compte-rendus provoquaient ensuite un tollé dans le Vieux Pays.³⁰⁷ On voit ainsi comment un groupe marginalisé par les instruments de communication traditionnels se montre inventif lorsqu'il s'agit de diffuser ses opinions. D'autre part, s'il est évident que la création de la *RA* répond à la fois à l'aspect unilatéral de la presse quotidienne et à la contradiction du paysage politique haut-valaisan – qui est caractérisé par l'existence de deux partis politiques apparemment concurrents mais en réalité intégrés dans des dynamiques d'accaparement du pouvoir – et si nous pouvons suivre Zumthurm lorsqu'il dit que la disposition variable de la presse bourgeoise à l'égard du KO a donné naissance à la *RA*,³⁰⁸ il nous semble que l'histoire de cette création « accidentelle », ainsi que le caractère « mono-thématique » et « actionniste » des premières éditions indiquent que la *RA* n'est pas *uniquement* à reconduire à l'opposition stricte à cette presse bourgeoise, mais qu'elle constitue un projet plus large

³⁰⁶ « Vorwort », *RA* 8, décembre 1975, p. 1.

³⁰⁷ Pour le membre en question, « c'était la seule manière de se faire connaître parce qu'eux ils racontaient des salades sur nous », à l'instar de la rumeur selon laquelle le KO serait financé par Moscou. Entretien mené le 15.12.2016 avec Frank Garbely.

³⁰⁸ Zumthurm, Martin, *Eingeschränkte Kommunikationsmöglichkeiten für Kleinstparteien*, op. cit., p. 39.

de déconstruction politique, culturelle et médiatique qu'avait en quelque sorte annoncé le « Briger Herbst ».

Les trois dimensions relevées sont également résumées dans un texte de Peter Bodenmann publié début 1976 dans l'INFO, où il appelle d'une part à une organisation plus rigoureuse du KO par une centralisation plus poussée, afin notamment de pouvoir vérifier l'application des décisions des assemblées. D'autre part, le renforcement de l'organisation doit aller de pair avec une plus grande régularité du travail politique, également en ce qui concerne la parution de la *RA*, Bodenmann rappelant le caractère spontané des éditions publiées jusqu'à présent. En effet, au vu du volume important des ventes et des réactions positives, il souligne la nécessité d'améliorer la qualité de la *RA* et d'augmenter sa fréquence de parution, d'autant plus qu'il estime que le Haut-Valais se dirige tout droit vers une situation de monopole médiatique (par Mengis du *WB* ou par Luisier).³⁰⁹ Cette articulation entre facteurs internes et externes s'illustre enfin également par le fait que la *RA* est l'unique organe de l'opposition dans la partie germanophone du canton, de sorte que ses producteurs ne sauraient oublier que la revue doit s'adapter aux préoccupations et aux expériences des travailleurs, afin que la lecture ne présente pas de difficultés majeures, s'ils veulent en accroître la diffusion.³¹⁰ Avec la décision prise par l'assemblée plénière du 16 avril 1976 d'accepter cette requête de Bodenmann pour une organisation plus rigoureuse, ainsi que le début des discussions au sujet de l'instauration d'un poste de secrétaire rémunéré, le KO remet en question le fonctionnement spontané et quelque peu improvisé des premières années, et commence à emprunter la voie vers une forme plus classique et plus organisée d'organisation politique.³¹¹ Comme nous le verrons, dans ce processus qui s'étend jusqu'à la fin de l'année 1976 et au-delà, la *RA* joue un rôle déterminant, comme l'illustrent en septembre 1978 les propos de Niklaus dans une interview pour le journal *Vorwärts*:

« In dieser [ersten] Phase haben wir nicht immer den richtigen Ton getroffen; wir haben manchmal über die Köpfe der Bevölkerung hinweg politisiert. Alle diese Aktivitäten gingen stark von unseren eigenen Interessen aus, nicht so sehr von den Bedürfnissen der Bevölkerung. *Unsere ganze Tätigkeit hat sich dann verändert, als wir mit der Zeitung der "Roten Annelieses", angefangen haben. Wir haben damals versucht nicht mehr nur nach persönlichen Interessen zu politisieren, sondern von den Bedürfnissen der Bevölkerung auszugehen; wir sind in die Tagespolitik eingestiegen.* »³¹²

5.2 Les revues alternatives alpines: Éléments de comparaison

Ce petit bilan intermédiaire est également l'occasion d'observer rapidement et schématiquement les

³⁰⁹ La *RA* 9 utilise d'ailleurs ce fait comme argument de vente (qu'il ne faut pas entendre au sens strictement économique) en indiquant avec une certaine ironie « dass wir die Rote Anneliese unter keinen Umständen an André Luisier verkaufen werden. », « Wussten Sie schon... », *RA* 9, décembre 1976, p. 1.

³¹⁰ INFO-Intern 1/76, p. 19 – 25, « Bemerkungen zur Arbeit des Kritischen Oberwallis ».

³¹¹ INFO-Intern 4/76, p. 2 – 4, « Protokoll der Vollversammlung vom 16.04.76, Rest. Suisse ».

³¹² Haldimann, Urs, « Kritisches Oberwallis », *Vorwärts* du 28.09.1978, p. 12. Italiques par l'auteur du présent travail.



différences et les similitudes existant entre les différentes revues alpines qui émergent toutes entre 1972 et 1976; il s'agit d'*Alternative* (UR), à l'origine porté par la rédaction puis par une association de soutien dès 1977 et dont le n° 1 paraît en mars 1973; de *Steibock* (NW), édité par le parti social-démocrate de Nidwald mais qui dispose d'un statut autonome et qui naît en septembre 1974; de la *Glarner Zeitung* (GL, ci-après *GZ*), fondée en septembre 1974 et éditée par le Verein GZ; de *Oberländer Holzwurm* (Oberland bernois, ci-après *OH*) dont le n° 1 sort à l'occasion du Premier Mai 1976 et qui s'arrête déjà en décembre 1979 après onze éditions; et *Viva* – dont les débuts sont caractérisés par un mélange linguistique, puisqu'y figurent des articles en allemand, en italien et en romanche – qui est lancé en 1972 par le VIVA-Kollektiv.

Le premier aspect remarquable est que les six revues considérées s'inscrivent, à l'exception de *OH* et de *Viva*, dans des régions alpines relativement peu peuplées – le Haut-Valais comptant d'ailleurs plus d'habitants que Glaris, Nidwald et Uri – dont les centres (autour desquelles gravitent ces revues) ne dépassent guère les 8000 habitants et ont un statut de bourg secondaire par rapport aux grandes villes du Plateau, surtout en ce qui concerne les cantons de Suisse centrale. De plus, ces régions sont caractérisées par une domination des partis bourgeois et une influence faible, voire inexistante de l'opposition de gauche.³¹³ A l'exception du canton de Glaris, les partis de gauche des cantons considérés sont tous crédités de moins de 10% aux élections cantonales; seul Uri compte un conseiller d'État socialiste à partir de 1972 (en n'ayant toutefois que cinq députés sur 64 au parlement). Le Haut-Valais, Uri et Nidwald connaissent même une situation de majorité absolue en faveur des partis conservateurs.³¹⁴ D'autre part, ces régions semblent connaître des situations de quasi-monopole en matière de journaux,³¹⁵ ce qui constitue également un facteur explicatif pour l'émergence de publications alternatives.

En effet, si toutes ces revues trouvent leur origine dans un élément précis et particulier,³¹⁶ *Alternative*,

³¹³ A Glaris, les sociaux-démocrates se situent autour des 20% de la représentation politique au parlement au début des années 1970, pourcentage qui s'élève à 7,81% à Uri (1972) et 6,67% dans les Grisons (1973). En 1973, la gauche haut-valaisanne compte deux sièges au Grand Conseil (sur les 41 qui reviennent au Haut-Valais), alors qu'aux élections de Nidwald de 1974, les sociaux-démocrates perdent leur unique siège.

³¹⁴ En 1973, les partis C haut-valaisans totalisent plus de 95% des voix; le CVP uranais occupe en 1972 42 des 64 sièges du Landrat (65%); à Nidwald (1974), le CVP dispose de 42 sièges sur 60 (70%). A Uri et à Nidwald, la majorité absolue du CVP se maintient jusqu'en 2000, respectivement 2002. Dans le cas haut-valaisan, les partis C ont en 2017 encore raflé plus du 2/3 des sièges haut-valaisans au Grand Conseil (23 sur 34). Les différentes données sur les parlements cantonaux sont tirées des diverses éditions de Gilg, Peter; Gruner, Erich (dir.), *Année politique suisse*, Publications de l'Association suisse de science politique, Berne, [1970 – 2002].

³¹⁵ Uri, qui n'a pas de quotidien, dispose de deux hebdomadaires (*Urner Wochenblatt*, conservateur, et *Gotthard-Post*, libéral), de même que sont diffusés trois quotidiens lucernois, tandis que Glaris a les *Glarner Nachrichten* (unique quotidien) et Nidwald le *Nidwaldner Volksblatt*, hebdomadaire conservateur, mais pas de quotidien.

³¹⁶ Nous l'avons vu, l'élément moteur de la création de la *RA* a été l'annonce soudaine de la fusion Alusuisse/Lonza. A Uri, les impulsions fondatrices trouvent leur origine dans la ressemblance trop forte entre les deux hebdomadaires uranais, liés aux deux grands partis politiques, dans l'absence de moyen d'expression pour l'opposition (n° 1, p. 1), ainsi que dans les refus répétés de la presse conventionnelle de publier des lettres de lecteurs critiques (n° 18, p. 24). *Steibock* réagit à la perte de l'unique siège social-démocrate et veut constituer une étincelle pour des initiatives citoyennes. Le n° 1 de la *GZ* se place sous le signe de l'initiative dite contre l'emprise étrangère, alors que le premier numéro d'*OH* paraît à l'occasion de l'initiative pour la semaine à 40 heures.

Steibock et la *GZ* expriment dès leur premier numéro la volonté de briser le monopole bourgeois sur l'information, de relater des faits, des expériences, des nouvelles qui sont ailleurs passés sous silence, alors que *Viva* veut constituer « ein klares "Kontrasprogramm" zu den bestehenden Informationsträgern » et se conçoit comme « Kampforgan »³¹⁷ – objectifs pas immédiatement présent dans le cas de la *RA* qui ambitionnait « d'ouvrir le débat » et dont on peut dire qu'elle est *devenue* une revue. En effet, en parlant de premier numéro, il est remarquable que la *RA* soit la seule de ces revues alpines à ne pas connaître de n° 1, à ne pas se penser *a priori* comme un produit médiatique destiné à s'établir dans la durée – toutes les autres revues exposant leur projet dans les grandes lignes dès leur création.³¹⁸ *Alternative* ose même promettre dans son premier numéro: « Wir versichern Ihnen: DIE NAECHSTE NUMMER KOMMT BESTIMMT ». Même s'il existe, dans la multitude des petites feuilles lancées au tournant des années 1960/1970, probablement des exemples de revue n'ayant pas dépassé une première édition, une telle promesse implique l'existence d'une réflexion et de débats en amont du premier numéro, au moins en ce qui concerne les conditions d'existence minimums d'une reproduction. A Nidwald, où tous les membres du SPN (Sozialdemokratische Partei Nidwalden) ne sont pas convaincus du bien-fondé d'un tel projet, les discussions ont montré que les finances constituaient le frein principal, et ce n'est que par un « Glücksfall » – la récupération à bon prix de machines qui appartenaient à une ancienne imprimerie – que le projet a pu être lancé.³¹⁹ Comme évoqué, ces discussions préparatoires n'ont pas eu lieu dans le cas de la *RA*, le caractère de coup de force ayant même été critiqué en interne.

Les rythmes de parution sont également plus soutenus dans les autres revues alpines qu'en ce qui concerne la *RA*; *Alternative* et *OH* publient cinq éditions en moins d'un an, tandis que la *GZ* et *Steibock* poussent ce chiffre à six et *Viva* à sept, alors qu'il faut attendre deux ans pour que paraisse la *RA* 6. D'ailleurs, *Steibock* annonce dès le n° 1 que la revue paraîtra tous les deux mois, imité par *Alternative* et la *GZ*, à partir des n° 5 et 4 – promesse que ces journaux tiennent dans une large mesure – créant une sorte de « routine de parution ». Ainsi, un des aspects fondamentaux caractérisant les premiers numéros de la *RA* – à savoir qu'elle paraît selon les envies du KO et les impulsions données par ses groupes de travail – ne se retrouve pas dans les autres revues, lesquelles se soumettent elles-mêmes à des contraintes – contraintes provoquées précisément par leur ambition de produire un journal à même de s'établir dans le champ médiatique local. Seul *OH* se rapproche du modèle spontané de la *RA*, mais comme cette revue également se « pense » comme un journal, elle

³¹⁷ « Nichts sehen, nichts hören, nichts sagen », *Viva*, n° 1, 1972 [sans plus de précision], p. 3.

³¹⁸ *Steibock*, *Viva* et la *GZ* sont ainsi disponibles en abonnement dès leur premier numéro. Pour *Alternative*, il faut attendre le n° 5 (janvier 1974, soit neuf mois après la création de la revue), alors que le n° 4 (février 1977, soit neuf mois après sa naissance) de l'*OH* annonce avoir 50 abonnés. Nous avons vu que la souscription à l'abonnement de la *RA* apparaît avec la *RA* 7, qui paraît en automne 1975, soit deux ans après le n° 0.

³¹⁹ « Nationalratskandidaten: Hansruedi Henser », *Steibock*, n° 31, octobre 1979, p. 10 – 11.

prend le parti d'expliquer à ses lecteurs la raison de la parution retardée du n° 3.³²⁰

Il a été relevé que les premières *RA* avaient un caractère de dossier thématique articulé autour d'une thématique principale – en quoi elle se rapproche de *Alternative* (dont les dix premiers numéros tournent autour d'un « Hauptthema »), de la *GZ* (au moins jusqu'au n° 5), et de l'*OH*. En ce qui concerne leur ancrage territorial, ces revues mettent l'accent sur le local, ce qui est révélé soit dans le titre (*Glarner Zeitung*, *Oberländer Holzwurm*), soit dans le sous-titre (« die andre erner zeitung », « politisch-kulturelles Magazin für den Kanton Nidwalden »). Quant à l'ancrage politique, seule la revue haut-valaisanne, par le jeu de mot et le choix de la couleur autour de « Rote Anneliese/Analyse », désigne explicitement dans son titre le camp politique auquel elle compte appartenir, alors que dans les autres revues, cette affiliation est plutôt diffuse, dans la mesure où les termes clivant de « links, Sozialismus » ne sont pas immédiatement présents (*Steibock*, bien qu'édité par le sociaux-démocrates, affirmant vouloir être « ein offenes Blatt »).

Sur le plan de l'apparence, il existe de nombreux points communs entre la *RA*, *Alternative*, *GZ* et *OH* qui apparaissent comme des créations bricolées avec peu de moyens, proposant un agrégat de textes, où les images et la couleur sont absentes, aux polices d'écritures variées et marquées par une faible attention donnée à la mise en page (excepté la *GZ* où les articles sont plus ou moins clairement délimités). Seuls *Steibock* et *Viva* contiennent des images d'une certaine qualité et offrent dès leur premier numéro l'apparence d'un magazine répondant à certains critères formels des organes de presse dominants (page de titre, éditorial, table des matières, délimitation marquée des articles, police standardisée etc.). *Viva* (n° 1 – 19) s'ouvre et se ferme systématiquement sur un mélange entre images et textes, sur fond imprimé en couleur rouge. Cette image plus professionnelle se constate aussi dans la pagination, puisque *Steibock* oscille moins fréquemment que les autres revues dans le nombre de pages que compte chaque numéro. *Steibock* et *Viva* fixent « réellement » un prix pour leur n° 1 (Fr. 1.50), alors que le n° 0 de la *RA* est distribué gratuitement aux travailleurs et aux employés, mais facturé Fr. 1.-- aux actionnaires et aux administrateurs, que *OH* signale une collecte de Fr. 1.--, qu'*Alternative* vend son n° 1 « zum alten inflationspreis von 80 rappen » et que la *GZ* ne fait pas figurer de prix. Il est également remarquable que ces revues sont toutes imprimées chez ropress à Zurich, à l'exception de l'*OH*, où l'impression est le fait de la rédaction elle-même.

Les formes d'organisation divergent quant à elles et si *Steibock* est, à l'instar de la *RA*, édité par un groupe politique (SPN), les autres revues sont portées par la rédaction elle-même, voire progressivement par des associations de soutien dont le but est de permettre le financement de la publication. La *RA* peut néanmoins être considérée comme le seul organe partisan, puisqu'il est

³²⁰ « Lieber Leser », *OH*, n° 3, décembre 1976, p. 5.

accordé une grande autonomie à *Steibock* par rapport au parti, dont les relations sont définies dans un statut qui accorde une certaine autonomie à la rédaction par rapport au parti.³²¹ Si la *GZ* et *OH* ne sont pas expressément liés à des groupes politiques partisans, *Alternative* occupe un statut quelque peu hybride, dans la mesure où le n° 5 annonce une réorientation de la revue, qui ambitionne d'être également active dans le domaine de la politique, par des actions concrètes,³²² alors que le VIVA-Kollektiv est composé à ses débuts de certains militants actifs du Parti socialiste.

On retrouve également chez certaines revues une disposition explicite à défier les normes dominantes de la pratique journalistique. Ainsi l'*OH* affirme dès la première phrase de son premier numéro que « diese Zeitung ist nicht objektiv » – attaquant de front l'une des caractéristiques les plus prégnantes de l'éthique journalistique, à la fois comme technique d'écriture et comme crédo professionnel – mais qu'il prend au contraire parti pour les laissés-pour-compte, ceux qui sont les plus touchés par la crise économique. *Alternative* ne dit pas autre chose et considère toute information alternative comme partisane, l'objectif étant de proposer une présentation des faits d'un autre point de vue que la presse bourgeoise.³²³ Atton et Hamilton estiment que les médias alternatifs sont caractérisés par leur nature explicitement partisane qui les mène à proclamer haut et fort leurs partis pris et leur subjectivité, n'ayant au contraire que peu d'intérêt pour le « balanced reporting ». En effet, selon ces deux auteurs, l'argument moral dominant d'une telle position répond à la volonté des médias alternatifs d'une part de contrer une présentation des événements par la presse conventionnelle perçue comme étant intrinsèquement déjà biaisée, et d'autre part d'inverser « la hiérarchie des accès », c'est-à-dire offrir davantage la parole ou le regard aux dominés qu'aux classes dominantes.³²⁴

L'une des préoccupations de ces revues alternatives n'est pas seulement de défier le traitement médiatique de la presse conventionnelle, mais d'en refuser également les principes d'organisation. Au niveau de l'organisation, toutes les revues mettent l'accent sur des principes démocratiques et antihiérarchiques – on se conçoit comme « collectif de rédaction » à l'instar du VIVA-Kollektiv, et les articles ne sont pas signés individuellement – et sur la non séparation entre tâches manuelles et intellectuelles. Un rapide calcul montre que la taille moyenne de ces collectifs de rédaction se situe entre sept (*Alternative*, *GZ*), douze (*Steibock*) et 21 (*Viva*) collaborateurs, chiffre que nous ne pouvons pas obtenir pour la *RA*, puisque seul le responsable d'un numéro figure sur l'Impressum.³²⁵ On retrouve ainsi chez toutes ces revues l'idée de fonctionnement démocratique horizontale (*basisdemokratisch*) dimension qui constitue ce que Downing appelle des « prefigurative politics »,

³²¹ « steibock intern », *Steibock*, n° 12, août 1976, p. 15.

³²² « Alternative 74 », *Alternative*, n° 5, 31.01.1974, p. 2.

³²³ « Alternative 74 », *Alternative*, n° 5, 31.01.1974, p. 2.

³²⁴ Atton, Chris; Hamilton, James F., *Alternative Journalism, op. cit.*, p. 86.

³²⁵ Les archives ne contiennent pas non plus d'informations sur le nombre de collaborateurs à la *RA*, à l'exception du n° 14 où neuf militants sont désignés pour le traitement des thématiques définies.

par quoi il entend la tentative d'appliquer des principes socialistes dans le présent, et non simplement les imaginer pour le futur.³²⁶ De ce point de vue, il n'est pas étonnant que toutes ces revues ne visent pas le profit et refusent toute publicité, afin de ne pas tomber sous la coupe des annonceurs et se trouver sous la même dépendance que la presse conventionnelle.

Sur le plan des thématiques, les premiers numéros de ces diverses revues se situent tous plus ou moins dans le même registre, à savoir un intérêt prononcé pour la situation locale, un regard particulier sur les institutions politiques – et notamment leurs dysfonctionnements – et les conditions socio-économiques de leur territoire, ainsi qu'une inclination pour les votations fédérales du début des années 1970 – même si la *RA* accorde moins d'espace que les autres aux thématiques culturelles, restant plutôt focalisée sur des aspects politiques, économiques et sociaux. Néanmoins, au contraire des revues de Suisse centrale qui se caractérisent par une attention prononcée pour les questions environnementales, la *RA* ne leur consacre aucun article à ses débuts.

Les public-cibles de ces organes de presse se recoupent plus ou moins, la *RA* cherchant à atteindre les employés, les ouvriers et la jeunesse, tandis qu'*Alternative* s'adresse à « alle denkenden erner » (n° 1) et vise la tranche d'âge des 15-30 ans, en prenant parti pour les « arbeiter, schüler, lehrlinge und subkulturelle randgruppen »³²⁷. D'autre part, alors que la *RA* n'offrait que des possibilités limitées à son lectorat d'exercer une influence sur le journal, les autres revues ambitionnent d'associer leurs lecteurs plus directement à la production, l'un des objectifs communs à ces différents groupes étant de participer à la déconstruction de certains mythes façonnant les normes sociales en vigueur – de les pousser à collaborer à une entreprise d'« Aufklärung ».³²⁸ Pour sa part, *Alternative* affirme dès son premier numéro que la rédaction n'a pas pour objectif de confectionner elle-même la totalité de la revue et ainsi d'ennuyer le lecteur, mais qu'il s'agit de laisser parler la minorité forcée au silence, pendant que *OH* et la *GZ* attribuent aux lecteurs la responsabilité de l'avenir du journal, non seulement sur l'aspect financier, mais aussi sur le plan des indications, la revue bernoise s'adressant directement à son lecteur: « Nimm die Faust aus dem Sack und greife zum Kugelschreiber. » (n° 1). Constatant que la collaboration avec les lecteurs ne fonctionne pas, le n° 3 de cette revue invite tous les intéressés à se rendre à Interlaken pour discuter de la suite du journal, car « diese Zeitung braucht keine Leser-Konsumenten, sondern aktive Mitarbeiter »³²⁹ – invitation que lance également la *GZ* qui se met à disposition de son lectorat pour répondre aux questions « über Arbeitsweise, Informationsauswahl, einzelne Artikel usw. »³³⁰.

³²⁶ Downing, John, *Radical Media*, op. cit., p. 23.

³²⁷ « Alternative 74 », *Alternative*, n° 5, 31.01.1974, p. 2.

³²⁸ Parmi ses objectifs pour 1978, *Steibock* mentionne explicitement la « Verstärkung des Beitrages zur kritischen Aufklärung der Bevölkerung », « Editorial », *Steibock*, n° 27, février 1979, p. 3.

³²⁹ « Lieber Leser », *OH*, n° 3, décembre 1976, p. 2.

³³⁰ « Zu dieser Nummer », *GZ*, n° 6, août/septembre 1975, p. 1.

A la différence de la *RA*, ces revues tentent aussi de faire participer les lecteurs à la distribution, qui constitue un problème récurrent, *OH* offrant même un exemplaire gratuit pour trois vendus, tandis que la rédaction d'*Alternative* en appelle à son lectorat pour l'aider à dénicher des locaux pouvant servir à la confection du journal.³³¹ En dehors du caractère spécifique de la genèse de la *RA* et de son statut d'organe partisan, on peut estimer que c'est également le fonctionnement du KO, divisé en groupes de travail au cours des premières années, qui ne permet pas d'inclure les lecteurs (même s'ils peuvent devenir membre du KO à tout moment) dans la production effective de la revue. Il n'est d'ailleurs pas étonnant qu'il faille attendre la *RA* 41, moment où la *RA* commence à « s'ouvrir », pour que soit publiées des lettres de lecteurs donnant leur avis sur le journal, alors que les autres revues alpines se montrent bien plus précoces.³³² En même temps, on constate que ces « autres » revues s'adressent dès leurs débuts régulièrement, voire systématiquement, en majorité sous forme d'éditorial, à leur lectorat, que ce soit pour l'informer sur le fonctionnement et le contenu de la revue, le tenir au courant des changements stratégiques ou attirer son attention sur les difficultés rencontrées (finances, répression, accès aux sources) – *Viva* proposant en plus de l'éditorial dès le n° 2 une rubrique intitulée « Leser schreiben VIVA – VIVA antwortet ». Dans le cas de la *RA*, il faut attendre le n° 17 pour que soit publiée la comptabilité du KO et le n° 26 pour que figure un éditorial consacré aux évolutions de la revue.

Sur le plan de la réception par leurs « concurrents », il semble qu'*Alternative* connaisse le même processus que la *RA*, dans la mesure où la presse conventionnelle, si elle ne pousse pas des hurlements de joie, se montre aux débuts plutôt bienveillante,³³³ avant de rapidement dénier toute légitimité et tout apport constructif à ces revues alternatives, et de régulièrement passer sous silence leurs révélations. Si à l'occasion de la parution du n° 1, le *Urner Wochenblatt* souhaitait plein succès à *Alternative*, estimant que la démocratie se nourrit de la discussion, le ton change à l'occasion du n° 4 dans la mesure où il s'agit de rester vigilant, « weil sich dieses " Nest " als kleine, unfriedliche Armee entpuppt. Und dafür wäre es um unsere (grössenteils noch) gesunde Urnerjugend schade! »³³⁴ L'éditorial du n° 18 de *Viva* indique qu'après trois ans de silence total de la part de la presse bourgeoise, voilà que la lutte contre la revue alternative commence, se plaçant sous le signe d'une distinction entre une opposition souhaitable, avec laquelle il est possible de discuter, et les véritables extrémistes qui provoquent la violence.

En ce qui concerne la diffusion, ces revues débutent avec un tirage relativement faible, à l'exception

³³¹ « Lieber Leser », *OH*, n° 3, décembre 1976, p. 2.; « NOCH IMMER SUCHEN WIR EIN BUERO », *Alternative*, n° 10, décembre 1974, p. 2.

³³² *Steibock* et *viva* en publient dès le n° 2, *Alternative* lors du n° 3 et la *GZ* à l'occasion du n° 4.

³³³ Rappelons que Heinzmann louait le travail fourni par les koïstes à l'occasion de la brochure *Strafvollzug* (23.10.1973, p. 1 – 2).

³³⁴ Zurfluh, Kurt, *Urner Wochenblatt* du 19.12.1973, cité in « 3 Jahre Alternative », *Alternative*, n° 18, mars/avril 1976, p. 24.

de la *GZ* dont le premier numéro est tiré à 5000 exemplaires. *Alternative* tire entre 200 et 600 copies entre 1973 et 1975 (n° 1 – 16),³³⁵ alors que *Steibock* débute avec 300 exemplaires,³³⁶ tandis que la *RA* oscille pour sa part entre 2000 (n° 4/5) – qui est également le tirage de *Viva* – et 7000 (n° 8, coproduit par sociaux-démocrates et KO et distribué gratuitement). Sur le plan des abonnés, *Alternative* en compte 337 en septembre 1976 (n° 21), *OH 50* en février 1977 (n° 4), *Steibock* 292 en juin 1977 (n° 17), tandis que la *RA* atteint le chiffre d'au moins 400 en mars 1976 (n° 10, soit moins de trois numéros après la création de l'abonnement). Ces quelques chiffres montrent que la *RA* s'établit dès ses débuts comme l'une des revues alternatives alpines qui disposent du cercle de lecteurs le plus élargi.

Ainsi, il apparaît que la *RA*, si elle partage nombre de traits communs avec ses homologues confédérées, se distingue sur certains points, dont le moins important n'est pas celui que lui confère son statut de création spontanée et son caractère toujours plus prononcé d'organe partisan. En effet, le fait qu'elle soit la revue la plus intégrée dans une institution qui la dépasse (le KO) et la moins autonome, la libère de certaines contraintes par rapport aux autres revues (fréquence de parution régulière, difficulté de traiter un sujet à fond, participation du lectorat) et lui offre certains avantages, tels qu'une organisation,³³⁷ aussi modeste soit-elle, qui prend en charge l'édition et la distribution du journal, ou encore la possibilité (ou la nécessité ?) de distribuer des numéros gratuits, afin de toucher un public plus large. Sa forme de « dossier » explique ainsi qu'elle ne met pas l'accent sur l'importance de la collaboration du lectorat – la *GZ* affirmant par exemple explicitement que la collaboration jugée trop faible des lecteurs est l'une des raisons qui ont mené à la décision de mettre un terme à l'existence de la revue.³³⁸ D'autre part, nous pouvons encore noter que les relations entre ces différentes revues alpines, si on sait qu'elles existent, ne donnent pas lieu à de grandes réalisations. A l'exception d'un séminaire tenu à Salecina dans les Grisons au printemps 1975 sous le signe de la relation entre capitalisme et régions de montagne, auquel ont participé le KO, le VIVA-Kollektiv et la rédaction d'*Alternative*, les contacts se résument à quelques échanges de courrier, comme en témoigne une lettre de juillet 1975 d'*Alternative* « an einige linke regionalblätter » dont l'objet est de récolter des informations sur le fonctionnement et l'organisation de ses homologues, et qui contient le désir de mettre en place une collaboration, sous forme de d'agence de presse socialiste (qui ne verra jamais le jour).³³⁹ Il est néanmoins remarqué lors de ce congrès que les groupes grisons, uranais et haut-valaisan

³³⁵ Furrer, Markus, *Die neue Opposition in der Urschweiz*, op. cit., p. 102.

³³⁶ *Ibid.*, p. 229.

³³⁷ Par comparaison, les cinq rédacteurs d'*Alternative* ont dû combler de leur poche le déficit de Fr. 4000.-- occasionné par les trois premières années d'existence. « 3 Jahre Alternative », *Alternative*, n° 18, mars/avril 1976, p. 24.

³³⁸ « Sympathie allein genügt nicht – ohne Arbeiter keine Arbeiterzeitung », *GZ*, n° 23, janvier 1979, p. 1.

³³⁹ Archives SPO, Classeur « KO Bestellung, Briefwechsel 73-76 », Lettre du 11.07.1975, de *Alternative*.

« weisen eine äusserst starke Ähnlichkeit auf, sowohl in ihrem politischen Werdegang als auch in ihren Zukunftsabsichten. Alle begannen ihre Arbeit über Fragen der Bildungspolitik, befassten darauf mit Lehrlingsfragen, mit Jugendproblemen (Jugendhäuser), alle beschäftigte die einseitige Lokalpresse und schliesslich wandten sich diese Gruppen der ökonomischen Unterentwicklung ihrer Gebiete zu. Als Perspektive arbeiten alle auf eine Partei als Organisationsform hin. (...) Schlechte Erfahrungen mit der Lokalpresse und ein allseits gleichermaßen starkes Bedürfnis nach Alternativinformationen bewog die meisten Gruppen eigene Zeitungen und Publikationen zu veröffentlichen. Das KO unterhielt dabei die besten Beziehungen zu der Presse. Im Gegensatz zu dem viva-Kollektiv, das in der Presse nicht einmal kommentierend erwähnt wurde, geschweige denn Artikel veröffentlichen konnte, fanden wir Walliser immer wieder Schreibplatz in den Lokalblättern. »³⁴⁰

Cet extrait illustre ainsi les développements similaires qu'ont connues ces organisations tout en nous permettant de replacer notre objet d'analyse dans un contexte plus large, et on constate que la relation à la presse locale et à la communication occupe une place prépondérante dans leurs choix et leurs orientations. Ce congrès clôt d'ailleurs sur la reconnaissance que « es fand eine Einigung der organisierten Linken im Berggebiet statt » et que ce type de rencontre peut se révéler extrêmement fructueux dans la mesure où dans un espace de temps réduit, on peut échanger un grand nombre d'informations. Toutefois, rien de concret n'émergera par la suite.

S'il existe certains transferts³⁴¹ entre ces revues, on ne constate pas de collaboration sur le plan des articles. Pourtant, à l'occasion d'une rencontre entre le collectif Viva et le KO lors de la Pentecôte 1974, l'idée avait été émise de produire une fois par an un journal commun, en offrant la possibilité à d'autres groupes des régions de montagne (Alternative Uri est cité) de s'exprimer; projet sans lendemains concrets.³⁴² L'impression est ainsi que ces différentes revues/organisations fonctionnent de manière plutôt cloisonnées, ce qui s'explique dans une large mesure par des agendas politiques très probablement divergents et par l'intérêt prononcé qu'elles ont pour leurs situations locales respectives – Furrer affirme à propos de la nouvelle opposition de Suisse centrale que « diese neuen Gruppen [waren] mit ihrer Umgebung verwurzelt »³⁴³ – mais sans doute également en partie par des difficultés dans les moyens de communication.³⁴⁴ Par contre, par le principe de l'échange d'abonnement entre ces différentes revues, on peut estimer que celles-ci se « lisent » mutuellement.

³⁴⁰ INFO-Intern Nr. 19, p. 4 – 7, « Die Linke im Berggebiet bespricht die Lage der Nation ».

³⁴¹ Les dessins d'Ernst Mattiello sont repris tant par la RA que par *Alternative*, *Steibock* et *viva*. Autre exemple, Franz Mäder, cofondateur de l'*OH*, figure parmi les collaborateurs du n° 14 de *Steibock*. Enfin, le poing levé prolongé par une plume qui accompagne les éditoriaux des RA 6 et 8 semble être directement repris de *viva* (n° 13, 1974).

³⁴² INFO-Intern Nr. 12, p. 5 – 6, « VIVA-KO ».

³⁴³ Furrer, Markus, *Die neue Opposition in der Urschweiz*, op. cit., p. 495.

³⁴⁴ Ainsi, pratiquement un an s'écoule entre la prise de contact du PSA (Partito Socialista Autonomo, TI) en été 1976 et la rencontre entre KO et PSA qui a lieu à Domodossola (donc ni en Valais, ni au Tessin) en avril 1977, alors que le protocole de celle-ci ne sera pas publié avant l'été 1977 et l'INFO 5/77. Il semble donc que la distance géographique (à laquelle il faut ajouter les différences de langues) joue un rôle, mais pas autant que l'absence d'impulsion provoquée par des priorités et des agendas politiques différents.

D. Consolidation de l'organisation et renforcement du journal (1976 – 1980)

1. Entre tendances opportunistes...

Dès 1973 apparaissent des voix au sein du KO mettant en lumière les problèmes internes de l'organisation, notamment au sujet de l'asymétrie qui existe entre les étudiants et les travailleurs salariés. En effet, on estime que les étudiants, ayant davantage de temps libre, peuvent traiter plus en profondeur les sujets politiques, ce qui a pour résultat que le groupe ne progresse pas de manière homogène, et que se forment des déficits d'information ainsi que des tendances élitistes. Posant l'accent sur l'importance du fonctionnement démocratique de l'organisation, on propose de supprimer les différentiels d'informations entre militants – en se penchant davantage sur la question de l'environnement des travailleurs – d'éliminer la séparation entre travail manuel et intellectuel, et de construire une plus grande sociabilité au sein du KO.³⁴⁵ Comme nous l'avons vu, des critiques ont également été portées à l'égard du manque de coordination dans la préparation et la réalisation d'actions concrètes, notamment de la RA 1. L'opposition viendra aussi de la « Frauengruppe » qui estime que le KO reproduit les structures patriarcales contre lesquelles il se propose pourtant de lutter,³⁴⁶ dans la mesure où les femmes ont davantage tendance à se taire dans les assemblées, étant considérées comme membres de second rang, tandis que leur collaboration à la production de la RA se limite à la transcription et à la recherche pour les articles, qui sont eux rédigés par les hommes.³⁴⁷

Une comparaison avec les autres revues alpines permet de constater que dans la rédaction de *Alternative* – du moins parmi les noms cités – le rapport homme/femme s'établit entre quatre à un et huit à un, entre le n° 1 (mars 1973) et le n° 49 (avril 1980), pourcentage similaire pour les dix premiers numéros de *Viva*. Chez *Steibock* la part des femmes oscille entre 15% et 40% jusqu'à la fin 1977, lorsque la parité hommes/femmes est atteinte (n° 19). Quant à l'*Oberländer Holzwurm*, il mentionne exclusivement des hommes dans ses premiers numéros, avant que le n° 8 ne liste onze hommes et trois femmes. Si les femmes ont collaboré à n'en pas douter à la RA, un coup d'œil à la liste des responsables des différentes RA permet de constater que seul le n° 3 fait mention d'une femme – et encore parmi trois hommes. A ce sujet, Atton et Hamilton remarquent que la presse *underground* de Londres de la fin des années 60 et du début des années 70 semble refléter les normes de division du travail en vigueur dans la société à ce moment-là.³⁴⁸

³⁴⁵ Il n'est pas anodin de constater que l'auteur de ce papier attribue le manque de circulation de l'information en interne en partie à l'absence de locaux fixes. INFO-Intern Nr. 7, 20.11.1973, p. 3 – 4, « Kritisches Oberwallis ? ».

³⁴⁶ Ainsi, pour les élections cantonales de 1973 et les élections communales de 1976, les candidats du KO sont tous masculins, tandis que pour les élections cantonales de mars 1977, la liste commune SP/KO pour le district de Brigue compte une femme sur quatre koïstes, et la liste KO pour le district de Viège une femme pour quatre hommes.

³⁴⁷ INFO-Intern 1/76, p. 15 – 17, « Die Frau im KO – Die Frau im Allgemeinen ». On voit notamment que les femmes estiment que l'émancipation féminine, telle qu'elle est perçue par les hommes, dont ceux du KO, se résume à ressembler aux hommes dans la manière de parler, de penser et d'agir. « Je mehr sich die Frau äussert und formuliert, umso emanzipierter gilt sie. Sie " kommt eben drauss " wie ein Mann. »

³⁴⁸ Atton, Chris; Hamilton James F., *Alternative Journalism, op. cit.*, p. 56.

Les protestations de la « Frauengruppe » donneront lieu à d'âpres discussions lors de l'assemblée plénière du 31 janvier 1976, où certains militants estiment qu'il ne s'agit pas de problèmes spécifiques aux femmes, mais que de nombreux hommes ont également de la peine à s'exprimer lors des assemblées, accentuant le malaise existant vis-à-vis d'une certaine hiérarchisation au sein du KO.³⁴⁹ Malgré ces critiques, le KO vote à l'unanimité, comme nous l'avons vu, la consolidation de l'organisation, afin de viser une plus grande efficacité, notamment par la centralisation, par un renforcement des prérogatives du comité³⁵⁰ et surtout la création d'un poste de secrétaire rémunéré. En outre, les statuts révisés sont acceptés lors de l'assemblée générale extraordinaire du 26 juin 1976. Ces statuts réglementent la distribution des tracts et des journaux, pour laquelle tous les membres sont responsables, et fixent à 80 le nombre de *RA* que doit vendre chaque membre en l'espace de trois numéros, le comité, dont le nombre de membre passe de cinq à neuf, étant chargé de la vérification. Pour sa part, le secrétariat, « einem/einer halbamtlichen Sekretär übergeben », doit, entre autres tâches administratives et de centralisation, organiser en collaboration avec le responsable des publications la production de l'INFO, des tracts et de la *RA*. Au sujet de cette dernière, le règlement reprend ce qui avait été défini auparavant (voir D.1), en ajoutant qu'après le bouclage de la rédaction, tous les textes doivent se trouver au secrétariat.³⁵¹ L'assemblée qui sanctionne ces nouveaux statuts se prononce également sur la constitution du poste de secrétaire à 50% rémunéré à hauteur de Fr. 500.-- par mois, occupé par Renée Gruber et dont l'entrée en fonction est fixée au 1er septembre 1976.³⁵² En parallèle à ces discussions, le comité se lance à la recherche d'un appartement pour les besoins administratifs du KO, dont le contrat de location sera signé en septembre 1976.³⁵³ Ainsi, dans le courant de l'année 1976, le KO procède à une réglementation plus stricte de son fonctionnement et à un recentrage de ses activités, en se dotant de statuts plus précis, ainsi que d'un secrétariat et de locaux, dont la fonction est de rationaliser à la fois le KO et la production de la *RA*. Avec des locaux dédiés entre autres à la confection de la revue, la situation se modifie par rapport aux premiers numéros façonnés dans des appartements, de sorte que « la mise en place du centre constitue une étape fondamentale dans la pérennisation de leur activité. L'espace physique contribue, en effet, à produire sa propre dynamique. »³⁵⁴ De plus, le KO investit également dans l'achat de machines, en

³⁴⁹ Certaines mesures seront décidées pour une intégration plus forte des femmes, sans qu'elles ne soient appliquées concrètement par la suite. La « Frauengruppe » disparaîtra d'ailleurs peu après des archives. INFO-Intern 2/76, p. 4 – 7, « Protokoll der Vollversammlung vom 31.1.1976 ».

³⁵⁰ Le comité, élargi à 9 membres, est chargé de préparer les assemblées, afin d'éviter le désordre récurrent, de réviser les statuts du KO et de se mettre à la recherche d'un appartement à louer pour les réunions du KO et la production de la *RA*. INFO-Intern 4/76, p. 2 – 4, « Protokoll der Vollversammlung vom 16.04.76 ».

³⁵¹ Archives ES, « Statuten des Kritischen Oberwallis », 26.06.1976.

³⁵² Si personne ne s'oppose à la création d'un secrétariat permanent, certains estiment qu'il est trop tôt. Parmi les arguments en faveur de la constitution de ce secrétariat, il est significatif que soient nommées la centralisation nécessaire au fonctionnement plus efficace du KO, ainsi que la nécessité de se doter d'un local pour la mise en page de la *RA* et la création des tracts. INFO-Intern 6/76, p. 2 – 5, « Protokoll der ausserordentlichen GV am 26.06.1976 ».

³⁵³ INFO-Intern 7/76, p. 9 – 10, « Protokoll der Vorstandssitzung vom 3.9.76 ».

³⁵⁴ Ferron, Benjamin, « Économie des " médias alternatifs " et rétributions du militantisme de l'information: les *medios libres*



acquérant une machine à écrire de type IBM Executive (offerte par l'un des membres), un duplicateur de document Gestetner³⁵⁵ et une machine à affranchir,³⁵⁶ pour une valeur totale de Fr. 6500.--. Si les protocoles ne mentionnent pas les débats au sujet de ces acquisitions, elles répondent aux prérequis fixés par un membre dans ses remarques concernant le secrétariat et la question des locaux, lesquels sont jugés indispensables notamment pour la mise en page.³⁵⁷ On voit ici comment les représentations subjectives à propos de la nécessité d'opérer une consolidation de l'organisation, par l'établissement d'une instance centrale qu'est le secrétariat, exercent des effets sur les structures du KO, notamment en raison des coûts engendrés par ces évolutions, ainsi que sur les conditions de production du journal, dans la mesure où le besoin de rationalisation va permettre une production plus rapide de la RA. D'autre part, le photocopieur est précisément un instrument technique qui a permis la démocratisation de l'impression et ainsi l'émergence de toute une série de petites publications dans les années 1970. Comme l'explique Atton, le photocopieur a ouvert la voie pour une impression rapide et bon marché; « it was fast, clean et mostly reliable ». Il remarque également que l'utilisation grandissante par les producteurs de médias alternatifs des technologies de reproduction modernes a entraîné une certaine indépendance technique.³⁵⁸

La nouvelle mouture de l'INFO à partir de 1976 illustre à sa manière cette nouvelle ère du KO; alors que pour 1972 – 1975, cette brochure interne a des allures de feuillets improvisés dont les titres sont écrits à la main et où les informations se bousculent dans un certain désordre, à partir de 1976, la première page est systématiquement imprimée sur une feuille orange, de même qu'est ajouté un entête et une table des matières clairement identifiée, preuve d'une standardisation de la documentation interne. D'autre part, si 24 INFO sont publiés entre 1972 et 1975, ce nombre s'élève à dix rien que pour l'année 1976. L'un des militants exprime d'ailleurs explicitement que l'un des objectifs majeurs de cette standardisation est précisément la suppression des différentiels d'information entre les différents groupes, tout comme il appelle les koïstes à faire part de leurs critiques par écrit dans

de Mexico (1999 – 2006), in Ferron; Harvey; Trédan (dir.), *Des amateurs dans les médias: Légitimités, autonomie, attachements*, Paris, Presses des Mines – Transvalor., 2015, p. 74.

³⁵⁵ Les protocoles ne contiennent malheureusement pas d'informations sur cette acquisition. On sait simplement, par la séance du 3 septembre 1976, que le comité décide d'accorder la possibilité aux socialistes d'imprimer des documents avec le matériel du KO. INFO-Intern 7/76, p. 9 – 10, « Protokoll der Vorstandssitzung vom 3.9.76 ».

³⁵⁶ Cet achat d'une valeur de Fr. 2500.-- n'étant pas conforme aux statuts, lesquels soumettent les investissements et les acquisitions d'un montant de plus de Fr. 2000.-- à l'autorisation de l'AG ou de l'assemblée plénière, l'AG du 26 décembre 1976 l'accepte exceptionnellement a posteriori. Cette infraction aux statuts est justifiée par le fait qu'avec 950 abonnés, la rédaction des adresses prend entre 8 et 10 heures. Le fait même que les statuts contiennent la possibilité de dépenses dépassant les Fr. 2000.-- (ce qui n'est pas rien quand on pense que le capital propre du KO au 30 octobre 1976 s'élève à Fr. 1992.75) indique que l'on est prêt dès l'été 1976 à faire les investissements nécessaires entre autres à l'amélioration du produit médiatique. INFO-Intern 1/77, p. 2 – 4, « Protokoll der VV vom 26. Dezember im Continental Brig ».

³⁵⁷ INFO-Intern 3/76, p. 21 – 24, « Einige Anmerkungen und Berechnungen zur Frage eines Sekretärs für das KO ». Dans ce texte sont également indiquées les tâches imaginables du secrétariat, dont fait partie la responsabilité d'une parution régulière de la RA, que l'auteur de ces remarques conçoit comme ceci: « Material besorgen, Termine abmachen, Texte organisieren sowie deren Besprechung, lay-out organisieren, wenn möglich gut Maschinenschriften können, Versand an Abonnenten und deren Betreuung, Belieferung der Kioske und Organisation des Verkaufs. »

³⁵⁸ Atton, Chris, *Alternative Media, op. cit.*, p. 151.

l'INFO au lieu de « nur hintenrum alles besser [zu] wissen. »³⁵⁹

2. ...et résistances

Toutefois, ces différentes mesures ne font pas taire les critiques, puisqu'un membre revient dans l'organe interne sur la question de la présence de hiérarchies au sein du KO, indiquant qu'avec l'élargissement du comité, le danger d'un fonctionnement de haut en bas est encore accentué par la division entre « Ober- und Untergenossen ». D'autre part, il critique également le pragmatisme et l'opportunisme du KO, qui se préoccupe surtout de questions en relation avec la répartition économique des richesses, tout en laissant volontairement de côté certains sujets qui fâchent.³⁶⁰

Au moment de la discussion des nouveaux statuts (1976), deux militants – Frank et Myriam Garbely – font part de leurs critiques. Ils regrettent dans un courrier que soient prévues des modalités de dissolution de l'organisation, alors que cette ébauche de statuts ne mentionne pas de manière précise l'orientation politique du groupe. Ils demandent à ce que soit ajoutée la phrase suivante dans le point sur les buts de l'organisation: « das KO arbeitet nach den Grundsätzen des wissenschaftlichen Marxismus an der Entwicklung einer Politik für die Randregionen unter besonderer Berücksichtigung des Oberwallis ». En ajoutant la référence au marxisme scientifique, l'idée est de se différencier des autres partis – qui prétendent également s'engager pour les régions périphériques – par une politique réellement socialiste. D'autre part, ils regrettent « diese Akribie von Gründlichkeit in reglementieren und vorschreiben », dans la mesure où ils ne comprennent pas pourquoi on se donne toute cette peine à prévoir des modalités de dissolution, et exigent que la VV apportent des explications.³⁶¹ Après la lecture de cette lettre lors de la VV du 26 juin – où la fixation des modalités de dissolution est justifiée par le fait que ce sont précisément les groupes de gauche qui sont particulièrement vulnérables aux divisions³⁶² – Edgar Salzman écrit aux Garbely pour s'expliquer, ayant été à l'origine, avec le soutien du comité, des paragraphes concernant la dissolution. Il donne deux raisons: d'une part, sans référence à la dissolution les statuts étaient incomplets, et d'autre part, il s'agit d'anticiper l'éventualité où une partie des militants voudrait quitter l'organisation et faire valoir ses prétentions, puisque « wir nämlich in der Zwischenzeit bereits ein kleines Vermögen angeschafft [haben], das sich immer vergrössern wird. Deshalb diese Vorsorge. »³⁶³ Dans leur réponse, les Garbely se déclarent satisfaits et précisent que leurs remarques n'étaient pas provoquées par une défiance envers tel ou tel membre (précision qui semble receler des tensions), mais en raison de

³⁵⁹ INFO-Intern Nr. 24, 1975, p. 6 – 7, « Die Zukunft des KO INFO ».

³⁶⁰ Ce membre divise les sujets politiques traités par le KO en 3 catégories; les sujets courants (redistribution des richesses, AVS, administration saine), les sujets négligés (femmes, jeunes, école) et les sujets tabous (Église, précarisation psychique des travailleurs, éducation). INFO-Intern 5/76, p. 16, « Antrag an die GV ».

³⁶¹ Archives SPO, Classeur « 20.08.76 », Lettre du 22.06.1976, de Frank et Myriam Garbely au KO.

³⁶² INFO-Intern 6/76, p. 2 – 5, « Protokoll der ausserordentlichen GV am 26. Juni 1976 ».

³⁶³ Archives SPO, Classeur « 20.08.76 », Lettre non datée, de Edgar Salzman à Frank et Myriam Garbely.

l'expérience des groupements politiques qui montre qu'après l'euphorie des débuts où l'on met sur pied une grande organisation avec tous les organes qui vont avec, il arrive fréquemment qu'un individu mette la main sur l'appareil du parti et l'utilise en vue de ses propres intérêts personnels. Ils estiment également qu'il faut se garder du danger que représente la domination des intellectuels sur l'organisation – dont eux-mêmes – et plaident pour que la direction politique de l'organisation soit confiée aux « travailleurs ».³⁶⁴

Cette petite polémique autour de la question de la dissolution du groupe semble révéler deux conceptions différentes. En effet, s'opposent une tendance voulant monter un parti politique au sens plus traditionnel, qui se dote de statuts fixant les buts, les organes et les modalités de dissolution, et une tendance qui voit des limites à ce type d'organisation et qui ne conçoit pas l'intérêt de régler dans les détails le fonctionnement du groupe, qu'ils voudraient plus horizontal. Cette opposition se perçoit en filigrane lorsque les Garbely affirment ne pas viser quelqu'un en particulier. Ce fait semble être relativement significatif, dans la mesure où Frank Garbely se souvient encore 40 ans plus tard de cet épisode qu'il évoque spontanément lors de l'entretien et qu'il commente ainsi:

« Sur certains points au début, on était un peu con. C'est inimaginable. Je me souviens quand on a discuté des premiers statuts. Comme dans tous les statuts, y a un paragraphe qui prévoit la dissolution. Y avait tout un débat pour dire c'est pas possible, on peut pas, mais qu'est-ce que c'est, on vient de créer un truc et vous parlez de dissolution. [rires] »³⁶⁵

D'autre part, dans la réponse de Salzmann, la référence à la fortune du KO semble également révéler quelque chose. En effet, la modification d'une condition objective – le capital qui tend à « s'accumuler », la fortune passant de Fr. 1992.75 à Fr. 8322.40 entre 1975 et 1976 – modifie la perception que l'on se fait de l'organisation et introduit la nécessité d'une codification majeure, par mesure de précaution. Finalement, ces deux militants annoncent leur démission qu'ils motivent entre autres par la tendance toujours plus forte du KO à se considérer comme un parti d'intellectuels doté de la science infuse, alors même qu'il n'est toujours pas parvenu au bout de cinq ans à définir une orientation et un programme politiques concrets et cohérents, ce qui renforce selon eux la domination de certains membres plus influents sur le reste du KO. Notons que leur appel à se référer au marxisme scientifique n'a pas d'écho dans la mesure où ces termes ne figurent pas dans les statuts officiels.³⁶⁶

Si ces résistances ne donnent pas lieu à de grands débats au sein du KO, il en va tout autrement de la critique de la fin de l'année 1976 provenant d'un groupe prenant le nom de « Shanghai-Flipper ». Si ces militants ne sont pas clairement identifiés dans les archives, un recoupement par les listes de présence permet d'émettre l'hypothèse qu'il s'agit d'une part de personnes établies à Zurich – donc

³⁶⁴ Archives SPO, Classeur « 20.08.76 », Lettre du 10.07.1976, de Frank et Myriam Garbely à Edgar Salzmann.

³⁶⁵ Entretien mené le 15.12.2016 avec Frank Garbely.

³⁶⁶ Ces deux membres ne claquent toutefois pas la porte puisqu'ils assurent rester parmi les sympathisants du KO. Archives SPO, Classeur « 20.08.76 », Lettre du 25.08.1976, de Frank et Myriam Garbely au KO.

plutôt éloignés des centres de pouvoir du KO – et d'autre part qu'ils semblent être des membres de la « vieille garde »; Elisabeth Joris (née en 1946, a participé à l'assemblée de fondation du KO, ancienne membre du comité), Guido Hischer (né en 1949, responsable de la *RA* 4/5), Peter Seiler (né en 1945, compagnon de Joris), Lothar Schmid, Salomon Biderbost (1948 – 2005) – auxquels on peut selon Kraft ajouter Stefan Niklaus (né en 1949).³⁶⁷ A noter que toutes ces personnes avaient participé à l'organisation de la discussion sur la culture politique « Briger Herbst » tenue en automne 1972 et à laquelle avait aussi participé Garbely. D'autre part, nous savons que Bodenmann – né en 1952 et membre du comité en charge des publications – n'en fait pas partie puisque c'est lui qui prendra l'initiative de réagir à leurs arguments.

Ces membres remettent en cause les développements récents du KO,³⁶⁸ donc son organisation plus rigoureuse, et estiment que l'activité du KO s'est progressivement restreinte à l'édition de la *RA*, de sorte qu'existe la tendance à identifier la force du groupe à la hauteur du tirage et du nombre d'abonnés. Selon eux, deux tendances dominent au sein du KO: d'une part, les attaques contre les autorités établies, ce qui n'est pour eux rien d'autre que de la « Personenpolitik », tandis que d'autre part, le KO s'emploie à la construction de nouvelles autorités, en se posant comme dépositaire aux accents populistes de la vérité. Remarquons qu'il n'est pas étonnant que le KO se laisse griser par les succès rapides de son organe et ainsi par sa capacité à diffuser ses opinions dans la population, et ce alors que le Haut-Valais n'avait pas pour habitude de voir les jeunes prendre la parole et s'exprimer en public,³⁶⁹ illustrant la thèse de Gaxie, selon qui les journaux de parti offrent « des moyens de publication et une audience que la plupart de leurs membres ne pourraient jamais obtenir en dehors du parti. »³⁷⁰ Si les « Shanghai-Flipper » estiment qu'il est certainement légitime de se baser sur les attentes des lecteurs (sensationnalisme, « Schadenfreude », ragots), il est nécessaire de se demander comment guider ces attentes, afin non pas de diffuser davantage le journal comme bien économique, mais la politique progressiste du KO. La *RA* se situe au centre de leur critique,³⁷¹ allant même jusqu'à déclarer que « die Zeitung frisst die Organisation auf »³⁷², dans la mesure où le rétrécissement de

³⁶⁷ Kraft, Peter, *Das Kritische Oberwallis*, *op. cit.*, p. 116.

³⁶⁸ Le texte commence ainsi: « Auflage 5000 Hurra (H), grösser als der Vf [WV] (H), keine finanzielle Schwierigkeiten (H), eigener Umdrucker und IBM-Maschine, bald 1000 Abonnenten, eigenes Sekretariat, der Apparat läuft, Hurra! »

³⁶⁹ A titre d'exemple de cette prise de parole publique, on observe dans les organisations de jeunesse religieuses du Haut-Valais une participation toujours plus active des jeunes à partir des années 60/70 lors des assemblées et des cérémonies religieuses, parallèlement à la désaffection croissante de la jeunesse pour ces formes d'association. Zanella, Pierre-Yves, *Katholische Jugend im Oberwallis 1900 – 1970*, Universitätsverlag, Fribourg, 2000, p. 165.

³⁷⁰ Gaxie, Daniel, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *op. cit.*, p. 137.

³⁷¹ Ainsi, dans la rue, on ne demande plus « bist du beim KO », mais « schreibst du in der RA », ce qui crée des problèmes d'identification et d'intégration. D'autre part, ils considèrent que les assemblées se réduisent toujours plus à de grandes séances de rédaction, où ceux qui n'ont rien écrit n'ont logiquement rien à dire. Ce qui pousse ces derniers à ne plus se présenter aux assemblées.

³⁷² D'ailleurs sous le point « Aktionsprogramm » de la séance du comité du 20.08.1976 sont figurés les thématiques des trois *RA* à venir, tandis que seule une ligne mentionne la possibilité d'organiser une manifestation avec Dellberg sur le sujet de la semaine à 40 heures et que le week-end de formation prévu est annulé. INFO-Intern 7/76, p. 2 – 4, « Protokoll Vorstandssitzung vom 20.8.76 ».

l'activité politique du KO à la seule *RA* exerce des effets non négligeables sur le contenu, ce qui s'exprime par un populisme et un accent sur les scandales croissants, et la négligence de questions qui risqueraient de porter atteinte à la bonne santé du journal. D'autre part, en se concentrant sur les sujets politiques, le KO participe à la reproduction de l'idéologie selon laquelle la politique ne s'exercerait que dans le cadre étatique (et non dans la vie quotidienne, à l'usine, sur le chantier, à l'école ou au sein de la famille), de sorte qu'il se soumet aux formes bourgeoises, malgré des accents progressistes, de la vie politique. Appelant eux aussi de leur vœux la fixation d'une ligne directrice pour la politique du KO, ils estiment que le KO ne doit pas se laisser enfermer par des contraintes (*Sachzwänge*) qu'il se construit lui-même, à l'image de la *RA*, et qu'il est nécessaire de renverser le rapport entre organisation et journal,³⁷³ afin d'éviter que le travail ne soit déterminé par la parution de la *RA* et pour que celle-ci constitue au contraire l'expression du travail politique mené. Comme conclusion à leur texte, les « Shanghai-Flipper » citent mot pour mot le constat de Marx quant à la désignation des adversaires politiques; constat qui dit que ces adversaires ne sont nommés non pas en tant qu'individus – qui sont eux aussi soumis aux forces sociales du capitalisme – mais en tant que représentants d'une catégorie sociale déterminée, en tant que personnification des rapports de classes – citation qui fait écho à leur critique de la tendance du KO à faire de la « Personenpolitik ». ³⁷⁴ Notons que cette critique prend place en pleine « Haie-Serie », dans laquelle la *RA* publie les revenus imposables d'une partie de l'establishment haut-valaisan (voir chapitre D.8.1). Le cœur de cette critique est particulièrement intéressant pour notre analyse, dans la mesure où elle met au centre les relations entre objectifs politiques et présence médiatique, d'une part, et qu'elle illustre les difficultés d'une organisation collective plaidant pour un fonctionnement horizontal à éviter toute hiérarchisation entre ces membres, d'autre part.

Prévue pour l'AG du 13 novembre 1976 mais déplacée en raison de l'absence de certains militants concernés, la discussion de ce papier a lieu lors de l'AG extraordinaire du 26 décembre, donc après l'élection de Peter Bodenmann au conseil communal de Brigue-Glis, lors de laquelle les « Shanghai-Flipper » résument leur position,³⁷⁵ avant que Bodenmann ne réponde aux critiques. Il commence par récuser les accusations d'un comité élitiste, de même que celui de « RA-Hurrapatriot », avant d'expliquer les attaques personnelles par la forte dépendance de la conscience politique des Haut-Valaisans aux personnes qui incarnent la politique. En outre, Bodenmann conteste la tendance au

³⁷³ Ils réclament ainsi un rééquilibrage des actions politiques, la vente de journaux prenant le pas sur d'autres formes d'action comme la visite de villages ou l'organisation de discussions publiques, de même qu'un meilleur dosage entre sujets d'articles fondamentaux (qu'ils ne précisent pas) et sujets porteurs (*verkaufstechnische Themen*). Il est également significatif qu'ils demandent que soit abolie la pratique qui consiste à rendre public le nombre d'exemplaires vendus par chaque membre, dont l'effet est démobilisateur, pratique sur laquelle les archives ne donnent aucune autre information.

³⁷⁴ INFO-Intern 8/76, p. 16 – 18, « Von der Notwendigkeit die Not zu wenden oder die Verschiebung der Weltachse ».

³⁷⁵ 1. Le KO est le représentant des mécontents, alors que la position du KO devrait être différente. 2. La plupart des attaques sont des attaques personnelles qui ne mènent à rien. 3. Les problèmes au sujet d'une administration saine ont été traités de manière trop superficielle, il manque une position claire sur la question de l'État. 4. Le KO pratique une politique réactive, il se contente de prendre position. 5. L'opportunisme du choix des articles dans la *RA*.

perfectionnisme technique, en estimant que la *RA* se doit de devenir plus attractive afin que les lecteurs prennent plus de plaisir à la parcourir. Enfin, il rejette également le constat selon lequel le journal prend le pas sur l'organisation et qu'il a un effet démobilisateur, puisque ceux qui y collaborent sont de toute façon les membres les plus actifs. La discussion se termine sur la décision de séparer les assemblées en deux parties; une consacrée aux questions pratiques et l'autre à des réflexions plus théoriques sur le groupe et son organisation – décision acceptée à l'unanimité moins cinq abstentions, mais qui ne sera jamais appliquée.³⁷⁶ Le procès-verbal se clôt ainsi: « Mit 13 ja, 5 nein und bei 3 Enthaltungen wurde die Sitzung um 18.15 abgebrochen »³⁷⁷ – à notre connaissance unique assemblée qui se termine par un vote. Malheureusement, nous ne sommes pas en mesure de dire qui sont les cinq militants à avoir refusé l'interruption de la discussion. Toujours est-il que les noms d'Elisabeth Joris et Guido Hischer n'apparaissent plus sur les listes de présence aux assemblées à notre disposition, tandis que le nom de Peter Seiler se fait plus rare – sans qu'on ait des traces sur d'éventuelles démissions. Pour sa part, Garbely rapporte que certains militants sont partis au moment où « c'est devenu trop politique partisane », et de citer en dehors de sa personne des membres comme Joris et Hischer.³⁷⁸ Quoi qu'il en soit, à partir de la fin de l'année 1976, l'orientation *politique* est définitivement entérinée, à laquelle il n'y aura plus d'opposition collective de ce type. En ce sens, les résultats de la discussion du papier des « Shanghai-Flipper » sanctionnent et confirment l'orientation prise lors de l'acceptation de la requête de Bodenmann en faveur d'une organisation plus rigoureuse par l'assemblée du 16 avril 1976 (voir C.5.1).

Dans une allocution prononcée lors d'une conférence organisée par la « Southern Female Rights Union » dans le Mississippi en 1970 – puis publiée dans *The Second Wave* en 1972, avant d'être reprise notamment par le *Berkeley Journal of Sociology* – et intitulée « The Tyranny of Structurelessness », Jo Freeman décrit l'émergence dans le mouvement de libération des femmes aux États-Unis de hiérarchies informelles et de groupes élitaires au sein de groupes pourtant basés sur le rejet de ces hiérarchies. Elle montre en effet que même dans les groupes ne se dotant pas de structures formelles, ces structures s'imposent par les relations existant entre les différents membres du groupe. Si le KO s'est doté de statuts et d'organes de décision, nous avons vu que ces règles ne prévenaient pas certaines infractions (qui n'ont jamais donné lieu à des sanctions, même symboliques), et il est significatif que les « Shanghai-Flipper » enjoignent aux membres du comité de se considérer comme de simples membres lors des assemblées. D'autre part, le caractère spontané de la production du journal, la volonté de ne pas diviser le travail entre tâches manuelles et intellectuelles, ainsi que l'absence de règles précises et contraignantes, fait justement émerger ces hiérarchies informelles –

³⁷⁶ Kraft, Peter, *Das Kritische Oberwallis, op. cit.*, p. 118.

³⁷⁷ INFO-Intern 3/77, p. 2 – 6, « Protokoll der GV vom 17.4.77 im Rhodania in Naters ».

³⁷⁸ Entretien mené le 15.12.2016 avec Frank Garbely.

dont les résistances internes à l'orientation du groupe et du journal, comme nous venons de les décrire, sont l'expression – entre membres n'ayant rien écrit, donc rien à dire, et ceux prenant en main la responsabilité d'assurer la rédaction et la confection du journal. Freeman montre en effet que les groupes élitaires s'imposent par les relations d'amitié entre certains membres,³⁷⁹ et forgent ainsi des réseaux de communication externes aux canaux établis par le mouvement (qu'on peut rapprocher des différentiels d'information que fustigeait l'un des membres³⁸⁰), ce qui leur permet de bénéficier de davantage de pouvoir.³⁸¹ Franklin et Murphy relèvent que les médias alternatifs sont souvent détenus et dirigés en coopérative au sein de laquelle peut parfois émerger un groupe interne qui prend la plupart des décisions et qui assume la majeure partie des tâches, ce qui peut mener à une « two-or-more-class cooperative » établissant une distinction entre ceux dont l'engagement est prépondérant et les autres – faisant du même coup directement écho à ce que disait un militant sur les « Ober- und Untergenossen ».³⁸² Afin de lutter contre ces hiérarchies informelles, tout en prenant le contre-pied de l'organisation dominante dans la sphère médiatique, *Alternative* entend combattre le « spécialisme » et la subordination des tâches manuelles aux tâches intellectuelles, dans le but affiché de limiter la possibilité pour les « sachants » (*wissenden*) de prendre l'ascendant sur les « ignorants » (*unwissenden*).³⁸³

Dans ces polémiques internes, trois choses méritent d'être relevées; en premier lieu, il semble y avoir des désaccords entre militants de classes d'âge quelque peu différente; ensuite, la conception d'une organisation démocratique et horizontale s'oppose à la rationalisation ressentie comme nécessaire au fonctionnement du KO, par l'établissement d'un secrétariat, d'un comité élargi et l'investissement en termes de machines. D'autre part, il est significatif que la *RA* soit au centre de ces polémiques, ce qui montre à la fois son importance pour le groupe, et les conceptions différentes à son propos. De fait, en réclamant que le journal soit l'expression du travail politique, les « Shanghai-Flipper » dénoncent justement ce renversement des priorités, dans la mesure où les exigences subjectives de production tendent à devenir des conditions objectivées, puisque le KO se crée lui-même des contraintes (*Sachzwänge*). Ceci nous permet également de ne pas tomber dans les pièges d'une vision mécaniste ou finaliste de notre objet d'analyse. En effet, à travers ces discussions, on observe d'une part que le développement de la *RA* ne constitue pas la réalisation d'un projet prédéfini (le tâtonnement des débuts en étant l'illustration parfaite), et d'autre part, que si les investissements et la codification sont

³⁷⁹ Elle estime ainsi que les groupes élitaires ne sont pas le résultat de complots, mais qu'ils ne sont rien de plus et rien de moins qu'un groupe d'amis qui participent aux mêmes activités politiques.

³⁸⁰ Kraft écrit qu'un membre laisse entendre que Bodenmann avait accès à certaines informations par son père Hermann, conseiller aux États CVPO. Kraft, Peter, *Das Kritische Oberwallis*, op. cit., p. 110.

³⁸¹ Freeman, Jo, « The Tyranny of Structurelessness », 1970, www.joffreeman.com/joreen/tyranny.htm, consulté le 26.09.2016.

³⁸² Franklin, Bob; Murphy, David, *What news ?*, op. cit., p. 127.

³⁸³ « so entsteht eine alternative », *Alternative*, n° 28, novembre/décembre 1977, p. 17.

ressentis comme nécessaires par certains membres, ils ne s'imposent pas d'eux-mêmes, mais sont soumis à la critique, et sont institutionnalisés suite au rapport de force existant au sein du KO à ce moment-là. Kraft estime ainsi que les membres ayant voulu faire du KO un parti politique pragmatique bénéficiaient des meilleurs outils, dans la mesure où ils participaient activement à la production de la *RA*, devenu entre-deux la marque identitaire la plus puissante du KO.³⁸⁴ Néanmoins, les différences d'âges – dans la mesure où certains sont plus proches de la trentaine que de la vingtaine – entre les différents protagonistes ont sans doute également joué un rôle. Pour terminer sur ce point, il est intéressant de voir qu'à la question posée au sujet de l'évolution de la structure des membres, dans le cadre d'une interview, on explique que le nombre d'adhérents n'a pas crû, en raison du travail chronophage de recherche pour la *RA* depuis la moitié de l'année 1975, donnant implicitement raison aux « Shanghai-Flipper ».³⁸⁵

3. Politique institutionnelle et élections communales

A partir de ce moment, le KO entre d'un pas plus décidé dans la politique institutionnelle, même s'il reste cantonné à ses marges, perdant son caractère de mouvement et il n'est pas insignifiant que le texte des « Shanghai-Flipper », dernière opposition réelle à l'orientation politique prise, s'insère pendant les discussions autour de la participation du KO aux élections communales de décembre 1976. En effet, si en 1972, le KO avait renoncé à participer aux élections communales, la VV du 21 février 1976 se prononce en faveur d'une candidature pour les élections de décembre.³⁸⁶ Comme illustration de l'orientation électoraliste qu'emprunte progressivement le KO, il n'est peut-être pas anodin qu'un document pesant les pour et les contre d'une candidature commence par la constatation suivante: « Die SP wird kandidieren und setzt uns somit unter Zugzwang. »³⁸⁷ Parmi les avantages sont cités la possibilité de défendre une politique progressiste dans certains dicastères; l'influence que l'on pourrait exercer sur les autorisations de construire et les finances communales; l'accès à des informations que l'on pourrait transmettre à la population; la dénonciation de la politique bourgeoise et l'importance du contact avec la population, plus aisé au niveau communal. Sur le plan des inconvénients figurent la dispersion des forces; l'obligation au compromis en raison du système collégial; l'obligation de se consacrer à des questions de détail; l'apparition du danger de corruption et l'impossibilité de continuer à attaquer sans condition, dans la mesure où on l'on est co-responsable

³⁸⁴ Kraft, Peter, *Das Kritische Oberwallis*, op. cit., p. 148.

³⁸⁵ Il est également significatif qu'à cette assertion répond celle d'un second membre qui déclare que le KO a eu du succès avec cette manière de faire, puisque les 2500 exemplaires de la *RA* 6 sur les inégalités fiscales ont été vendues en deux jours, tandis qu'un troisième déclare que la *RA* éditée désormais 5000 exemplaires huit fois par année. Ainsi, il n'est pas faux de remarquer qu'il y a la tendance à mesurer les effets et les succès du KO à la hauteur du tirage et à la fréquence de parution. Enfin, le premier membre estime que ce succès a permis de donner une base financière saine au KO, dont peu de groupes de gauche peuvent se targuer. Archives ES, Classeur « KO Div. I 73 - 77 », « Gespräch mit Vertretern des Kritischen Oberwallis – Rote bei Schwarzen und Gelben », in *Infrarot*, 30.04.1977, p. 3 – 5.

³⁸⁶ INFO-Intern 2/76, p. 8 – 9, « Protokoll der VV vom 21.2.76 »

³⁸⁷ INFO-Intern 2/76, p. 21, « Zu den Gemeinderatswahlen ». Italiques par l'auteur du présent travail.

des décisions prises par le conseil communal. Entrent également en ligne de compte des réserves de principe telles que la faible marge de manœuvre d'un exécutif communal – « der Gemeinderat fungiert oft nur noch als Vollzieher von Regierungsbeschlüssen » – et surtout l'impossibilité d'impulser des changements significatifs en raison du rapport de force défavorable à la gauche. Les discussions autour de cette candidature reviendront incessamment dans le courant de l'année – le procès-verbal de la réunion du comité du 1er octobre affirmant même que le KO ne participera finalement pas aux élections³⁸⁸ – notamment en raison de la difficulté à trouver des militants prêts à s'investir sur le plan institutionnel. Il est d'ailleurs significatif que la raison principale évoquée pour les refus est la problématique de la répression sur le lieu de travail, de même qu'il est remarqué « dass wir uns an den Wahlen beteiligen ohne dass wir den Staat und die Gemeinde im marx. Sinne analysiert und in der Organisation diskutiert haben. »³⁸⁹ Si la question de l'analyse marxiste de l'État fait ainsi défaut, les protocoles font état des nombreuses discussions menées avec les sociaux-démocrates, en vue de monnayer le soutien koïste en échange des informations livrées par les socialistes présents dans un exécutif; ainsi il semble que davantage d'énergie soit investie dans la recherche d'un compromis avec les sociaux-démocrates que dans la réflexion analytique sur l'espace politique que peut espérer obtenir un parti de gauche minoritaire et non institutionnalisé dans un exécutif bourgeois. Notons aussi qu'étant donné l'absence d'institution législative à l'exception de l'assemblée primaire, jugée impuissante, la participation au CC constitue le seul moyen d'avoir accès à un certain nombre d'informations au niveau communal.³⁹⁰

Finalement, après plusieurs rebondissements,, Peter Bodenmann et Reinhard Jossen acceptent d'être les candidats du KO dans la commune de Brigue-Glis – sur une liste SP/KO – le premier étant d'ailleurs élu en tant que premier de liste.³⁹¹ Par la suite, le KO participera aux élections cantonales en 1977, lors desquelles Bodenmann sera élu député-suppléant en remplacement de Niklaus, aux élections fédérales de 1979, aux élections communales de 1980 et cantonales de 1981, ces échéances rythmant désormais en bonne partie l'activité politique du parti.

4. Relation entre journal et rationalisation

En parallèle à ces discussions, et constituant souvent leur origine, la *RA* opère des évolutions importantes dans les années 1976 et 1977. La première dimension à relever est que d'une parution

³⁸⁸ Par ailleurs, cette réunion semble avoir été mouvementée: « Hier erfolgte eine Diskussion, von der die Geschichte besser schweigt, da hier Rücksichtslosigkeit und Anspielungen vorherrschten, was man sonst nicht gewöhnt ist. », INFO-Intern 8/76, p. 2 – 3, « Protokoll der Voestandssitzung vom 01.10.76 ».

³⁸⁹ INFO-Intern 9/76, p. 2 – 5, « Gemeinderatswahlen-Information ».

³⁹⁰ « Gibt es noch Löwen im Wallis ? », *Konzept*, n° 11, novembre 1978, p. 8 – 9.

³⁹¹ Lors de ces élections, on constate que Bodenmann a reçu le moins de traçage de la liste (85), alors que Jossen a le « dritthöchste Streichresultat » (165). De plus, Bodenmann a été rajouté par 137 listes CVP (sur 814 suffrages), parti dont est membre le père Hermann Bodenmann. Il semble ainsi que le côté « repoussant » du KO n'ait touché que la candidature de Jossen. INFO-Intern 10/76, 7 – 9, « Rückblick auf die Gemeinderatswahlen 1976 ».

irrégulière, exprimée par l'édition de huit numéros entre l'automne 1973 et décembre 1975, on passe à un format beaucoup plus régulier, puisque ce ne sont pas moins de quatorze numéros qui paraîtront en 1976 et 1977. La publication de la *RA* commence à devenir un enjeu réellement important, d'autant plus que sont organisées des séances de rédaction (*Textbesprechung*), dans le but de faire participer un maximum de militants à la production de la revue, lors desquelles sont discutés et critiqués par les militants les articles déjà rédigés³⁹² et dont la fréquentation et l'efficacité sont variables. Ces discussions tournent parfois autour de petits détails, à l'instar d'un pistolet figuré au bas de la page 1 de la *RA* 21/22 que certains qualifient de « Blödsinn », alors que d'autres jugent cette idée excellente. C'est que ces séances de rédaction remplissent également une autre fonction, dans la mesure où elles agissent comme instances de sociabilité, comme l'explique Gaxie:

« s'ils consacrent tant d'heures à rédiger un tract ou un journal en pesant chaque mot et en discutant sans fin de la formulation d'une phrase alors que le texte ainsi laborieusement rédigé ne touchera qu'un petit nombre et qu'un nombre encore plus réduit le parcourra dans sa totalité sans s'arrêter d'ailleurs le moins de monde sur les passages dont les rédacteurs pensaient qu'ils pourraient déplaire, c'est bien que l'activité partisane ne peut s'expliquer uniquement par les nécessités politiques qui semblent l'animer. »³⁹³

En 1987, Bodenmann dira qu'« au début, les textes étaient soumis à un comité de rédaction formé d'étudiants et d'apprentis. Si un point n'était pas compris, on corrigeait. Des soirées folles... »³⁹⁴.

L'assemblée plénière prend également pour habitude de définir à l'avance, parfois jusqu'à quatre mois, les sujets à traiter pour les *RA* à venir. Ainsi, l'assemblée plénière du 21 août 1976 prévoit la vente de la *RA* 13 pour début septembre, celle de la *RA* 14 à fin octobre, tandis que la *RA* 15 est prévue pour décembre.³⁹⁵ A titre d'exemple, pour la *RA* 14 sont fixés à la fois le calendrier de la production du journal, les sujets traités et les membres responsables des différents articles (initiales uniquement). Il s'agit d'ailleurs de l'unique mention du nombre approximatif de personnes collaborant effectivement, puisque neuf noms sont cités – les membres participant à la mise en page et à la distribution ne sont toutefois pas relevés.³⁹⁶ D'autre part, on constate que près de trois semaines s'écoulent entre la décision finale sur les articles publiés et la vente effective du journal, ce qui a forcément une

³⁹² Ainsi l'INFO 3/76 annonce en première page que la discussion de la *RA* 11 aura lieu au Restaurant « La Suisse », pour laquelle sont réservées deux heures et demi. Malheureusement, nous n'avons pas en notre possession les protocoles de ces discussions, si tant est qu'elles aient donné lieu à des procès-verbaux, de même que nous ne savons pas à quel moment précis débute cette manière institutionnalisée de faire.

³⁹³ Gaxie, Daniel, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *op. cit.*, p. 148.

³⁹⁴ Bonvin, Jean-Michel, « Anneliese l'irrespectueuse », *L'Hebdo*, n° 39, 24.09.1987, p. 31.

³⁹⁵ Avec la publication de trois numéros en l'espace de quatre mois, il n'est pas étonnant que la *RA* mobilise une grande partie des forces vives du KO, d'où les critiques des « Shanghai-Flipper ». INFO-Intern 7/76, p. 5 – 8, « Vollversammlung vom 21.08.76 im Suisse in Brig ».

³⁹⁶ L'absence de signatures dans les colonnes de la revue empêche également un comptage précis. Au vu des archives, nous pouvons simplement affirmer que le nombre de collaborateurs semble s'être progressivement restreint, pour s'élever autour de 5-6 en 1980/1981. D'autre part, il paraît également clair que Peter Bodenmann et Käthy Theler ont probablement collaboré à la revue pratiquement sans interruption entre les débuts et la fin des années 1990.



influence sur l'actualité des sujets traités.³⁹⁷ Par comparaison, le n° 15 de la *Glarner Zeitung* – qui s'intéresse à l'offre faite par un patron glaronais en difficulté financière de céder son usine aux travailleurs – affirme que sa date de parution est mal choisie, puisque les développements de l'affaire ne sont pas encore tous connus³⁹⁸, tandis que *Steibock* explique que huit semaines s'écoulent entre la première séance de réaction et la vente de la revue. Ce rapport décalé à l'actualité se vérifie d'ailleurs pour la *RA* 14, puisque la majorité des sujets fixés ne seront pas traités (ou à un autre moment), tandis qu'en émergent d'autres, notamment sous la pression de l'actualité, de sorte que l'obligation de soumettre les sujets à l'assemblée des membres n'est respectée (ou n'est possible) que dans une certaine mesure. Cette dimension spontanée, héritée des premières années et du caractère toujours relativement informel du processus de prise de décision, se perçoit également à l'occasion de la *RA* 21/22, puisqu'encore une semaine avant la date fixée pour la mise en page de la *RA* 21, il était prévu de faire deux numéros distincts, sans que les archives ne nous informent sur les raisons qui ont présidées à la publication de ce numéro double.³⁹⁹

Outre ces aspects formels, le KO commence également au début de l'année 1976 à se pencher sur la question de la codification pour la production d'une *RA*, car avec l'évolution du KO vers un caractère de parti politique plus traditionnel, l'heure n'est plus vraiment aux dossiers thématiques. Ainsi, un militant anonyme publie dans l'INFO un texte de treize pages consacré aux différentes étapes du processus de production, et qui se conçoit comme une contribution à la « démocratisation » du journal sous forme d'aide-mémoire, divisé en dix chapitres.⁴⁰⁰ En effet, l'auteur part du présupposé qu'il est essentiel qu'un maximum de militants maîtrise la rédaction d'articles, l'organisation de la mise en page et de la vente; condition indispensable pour l'amélioration du journal.⁴⁰¹ L'auteur invite aussi à redéfinir le concept, afin d'abandonner la parution suivant les envies et les motivations des membres, et de rendre la publication dépendante d'autres critères,⁴⁰² tout comme il donne quelques

³⁹⁷ INFO-Intern 7/76, p. 11 – 14, « Vorstandssitzung vom 17. September 1976 im Sekretariat. »

³⁹⁸ « Selbstverwaltung », *Glarner Zeitung*, n° 15, 03.03.1977, p. 1.

³⁹⁹ Ainsi la séance du comité du 7 octobre 1977 avait fixé la mise en page de la *RA* 21 aux 15/16 octobre, alors que la *RA* 21/22 sera imprimée le 27 octobre. INFO-Intern 6/77, p. 8 – 10, « Vorstandssitzung vom 7. Oktober 1977 ».

⁴⁰⁰ Ce texte tente d'aborder tout le processus de production de la *RA*, de la décision jusqu'à la distribution. 1. Décision pour une *RA*; 2. Thématiques possibles; 3. Calendrier et premiers délais; 4. Comment aborder un sujet; 5. Comment rédiger un article; 6. Caricatures et photos; 7. Préparation de la mise en page; 8. Mise en page de la *RA*; 9. Tracts; 10. Vente de la *RA*. INFO-Intern 3/76, p. 8 - 20 « Anmerkungen zur Herstellung einer Roten Anneliese ». Les citations suivantes en sont extraites.

⁴⁰¹ Le but étant que plus le nombre d'expériences dans la production est important, plus les critiques internes peuvent être analysées, de sorte que l'on peut améliorer le produit. On constate ici d'une part l'accent mis sur la non division des tâches (de rédaction et de mise en page), et sur l'importance du perfectionnement du journal.

⁴⁰² Ces critères, qui vont de pair avec le renforcement envisagé de l'organisation, sont déterminés d'un côté par l'identification à long terme de points chauds (*Brennpunkte*), afin de pouvoir lier la publication de la *RA* avec d'autres actions politiques, et de l'autre par une fréquence de parution plus régulière, permettant d'entretenir ces points chauds. En effet, « von der Reklame können wir lernen, dass es nicht genügt den Sachverhalt einmal darzustellen, sondern dass man immer wieder auf die entscheidenden Fragen und deren Entwicklung aufmerksam machen muss. » On a ici un exemple intéressant de la récupération de certaines normes et valeurs d'univers pourtant éloignés d'un média alternatif, et leur réutilisation, l'objectif étant à la fois de développer sa propre ligne politique et de donner l'impression au lecteur « den berechtigten Eindruck einer kontinuierlich arbeitenden Organisation. »

indications sur la manière de traiter un sujet.⁴⁰³ Si le choix de la thématique principale n'est pas à abandonner totalement, il est nécessaire pour ce militant d'intégrer également d'autres aspects, notamment les développements de sujets déjà traités et sur lesquels le KO doit prendre position. En indiquant qu'il sera nécessaire d'établir à l'avenir un réseau d'informateurs dans tout le Haut-Valais (entreprises, écoles, villages), on comprend que la *RA* a clairement pour vocation, selon ce militant, de devenir une instance de communication toujours plus présente dans la région. Au sujet de la rédaction des articles, ce sont surtout des conseils techniques qui sont donnés (taille de l'article, importance des sous-titres et des formules chocs⁴⁰⁴), alors que pour le contenu, toute la difficulté réside dans la manière de présenter des questionnements politiques complexes en s'orientant au vécu des salariés (*Erfahrungswelt der Werktätigen*), de sorte que tout travailleur, employé, ménagère ou vendeuse puisse comprendre la position du KO. Pour ce faire, l'accent est mis sur l'importance d'une langue simple faite de phrases courtes avec une utilisation contrôlée des mots étrangers, ainsi que l'importance des images et des caricatures, lesquelles véhiculent souvent davantage de choses que des lignes bien écrites.⁴⁰⁵ La mise en page⁴⁰⁶ revêt également une dimension fondamentale, dans la mesure où il s'agit d'une part d'en rationaliser le fonctionnement afin de gagner un maximum de temps (on prévoit deux-trois jours entiers pour la mise en page d'une *RA* de huit pages) et d'autre part de se baser sur l'idée que « eine qualitativ gut gestaltete Zeitung liest sich bedeutend leichter ». Pour terminer, il aborde la question des tracts, qui doivent à la fois attirer l'attention du lecteur sur la parution imminente d'un numéro et en indiquer les sujets principaux. La distribution doit également être organisée de manière plus efficace. Il est réaffirmé que la distribution (et des tracts et des *RA*) n'est pas seulement décisive pour le volume des ventes, mais également pour les discussions politiques pouvant s'instaurer avec les acheteurs, d'où l'importance d'une organisation efficace. Enfin, il est nécessaire également que soit désigné à temps un responsable pour chaque numéro, afin d'éviter des impasses et des discussions inutiles. En ce qui concerne le tirage, il sera décidé au cas par cas, compte tenu de la force de percussive du contenu (« Hat es echte Hits ? ») et du nombre de vendeurs disponibles.

Si les archives ne disent rien de l'application de ces remarques lors de la production, il s'agit ici d'une tentative d'aborder la création d'une *RA* de manière totalisante, où tous les pas du processus sont

⁴⁰³ De manière schématique, il s'agit de réunir les informations, auprès d'instances officielles ou non, se familiariser avec les conditions locales en cherchant des informateurs dans la population, afin de développer une position dans le cadre de la politique du KO, ce qui démontre les liens étroits entre transmission d'information et activisme politique.

⁴⁰⁴ Exemples donnés: « Ein Ei wie das andere, wenn Grossverdiener Volksvertreter spielen, zahlt das Volk die Zeche, Entlarvt die Visper Haie, Helft Leo, Wer sind die Goldgräber von heute, Die Unternehmer und ihr Staat lassen die Arbeiterschaft die Krise bezahlen usw. ».

⁴⁰⁵ Ainsi, on conseille à chaque membre d'avoir toujours une paire de ciseaux à portée de main lors de la lecture de journaux, car il est parfaitement possible de réutiliser des caricatures apolitiques, voire réactionnaires, pour leur donner un caractère progressiste.

⁴⁰⁶ Il est dit que le meilleur moyen pour se familiariser avec cette activité est de participer et se faire expliquer les différents aspects par un militant chevronné.

minutieusement décrits sur plus de dix pages. Ce texte exprime aussi l'importance de faire une feuille qui puisse être lue par le maximum de gens possibles, qui doit être agréable à la lecture et qu'il s'agit de mettre en lien tant avec l'actualité des événements locaux et qu'avec l'activisme plus en général du KO. Par ailleurs, il semble que des réunions aient été organisées lors desquelles il s'agissait d'apprendre à rédiger un article, à contribuer à la mise en page, toujours dans l'optique d'impliquer autant de militants que possible dans la production de la revue.⁴⁰⁷

La location d'un local va également permettre de réunir la documentation nécessaire à la rédaction (un membre du comité est d'ailleurs spécialement chargé de cette question), qui est constituée par des articles de journaux choisis (*NZZ*, *WV*, *WB*, *NF* et *PV*). Une autre source d'information réside dans les nombreux échanges d'abonnement auxquels procède le KO avec des revues de tendances similaires. Dans un courrier envoyé à l'*Oberländer Holzwurm*, le KO déclare avoir des accords de ce type avec 24 publications,⁴⁰⁸ tandis que sur un document non daté intitulé « Austauschabonnemente » figurent treize noms de revues.⁴⁰⁹ Et bien entendu, le lectorat constitue une source d'information primordiale, comme le montre la *RA 16* qui publie un document donnant la preuve que le conseiller d'État Genoud siège dans deux sociétés collectives, en infraction à la constitution cantonale, en précisant « dank einem Hinweis aus der Leserschaft ».⁴¹⁰

Guidé par la volonté de renforcer l'organisation et d'améliorer le journal, le KO va se pencher sur l'embauche d'une personne assurant la parution du journal et les tâches administratives. D'abord lancée fin décembre 1976 à la fin d'une séance du comité, l'idée se concrétise en mars suivant avec la décision du comité de mettre au concours un poste de « vollamtliche Zeitungsperson plus Sekretariatsperson », décision motivée par le fait que la *RA* est de leur propre aveu une lourde charge, mais qu'il est absolument nécessaire de la maintenir, faisant écho à la critique des « Shanghai-Flipper ».⁴¹¹ La discussion de cette question lors de l'AG du 17 avril 1977 est l'occasion de débats autour de la question des fractions internes du KO, au point qu'on décide de reporter ce problème à l'après-midi, preuve de certaines tensions au sein du groupe. En effet, certains militants estiment qu'avec la nomination de Käthy Theler, petite amie de Bodenmann, serait opéré un renforcement de la fraction Bodenmann, tandis que d'autres jugent les structures du KO inadaptées pour l'intégration du maximum de membres dans les activités. Finalement, l'AG entérine sans autres formalités (du moins

⁴⁰⁷ Entretien mené le 15.12.2016 avec Frank Garbely.

⁴⁰⁸ Il précise que « einzelne dieser Adressen haben uns selbst den Antrag gemacht, etwa 12-13 », Archives SPO, Classeur « 20.08.76 », Lettre du 22.06.1976, du KO à Franz Mäder.

⁴⁰⁹ Dont, entre autres, *Alternative*; *Glarner Zeitung*; *Poch-Zeitung*; *Schwarzpeter*. Archives SPO, Classeur « 20.08.76 », « Austauschabonnemente ».

⁴¹⁰ Il s'agit d'un extrait du registre du commerce. « Hat auch Genoud Dreck am Stecken ? », *RA 16*, janvier 1977, p. 12.

⁴¹¹ Avec cette décision, il est clair que l'on ne prend pas le chemin désiré par les « Shanghai-Flipper » qui réclamaient une sorte de pause de réflexion dans l'évolution du journal, afin d'en repenser le concept. INFO-Intern 2/77, p. 9 – 15, « Protokoll der Vorstandssitzung vom 17. März 1977 ».

le protocole ne cite que la décision) l'embauche de Käthy Theler jusqu'à la fin de l'année 1977 pour un salaire de Fr. 1500.-- par mois.⁴¹² Si elle annonce par la suite sa démission pour le 31 mars 1981,⁴¹³ il n'en n'est rien puisqu'elle est engagée par la nouvelle société éditrice au moment de la séparation KO/RA. En 1986, elle baisse son pourcentage et partage le secrétariat avec Renata Pfaffen-Werlen.⁴¹⁴ La comptabilité mentionne encore des salaires versés à Käthy Theler en 1997. Elle fait ainsi partie de ce noyau dur, avec Peter Bodenmann, qui a collaboré à la revue depuis ses débuts jusqu'à la fin des années 1990.

Alors que l'on parlait des contraintes que se créait le KO, on en a ici une bonne illustration, dans la mesure où le caissier estime qu'avec l'institution de ce nouveau poste, l'organisation doit compter avec un déficit de Fr. 4000.-- par année sur des entrées estimées à Fr. 41'000.--, faisant courir un risque relativement élevé à la survie financière du KO. Les choses ne changent pas seulement pour l'organisation de manière globale, mais également pour la personne qui est engagée, dans la mesure où activisme politique et emploi rémunéré sont désormais liés. Outre un capital symbolique interne croissant (vu que théoriquement impliquée dans la production de tous les numéros), on peut imaginer que cette embauche induit une modification dans les représentations subjectives de cette personne, puisque son salaire dépend directement du succès du journal – étant donné que ce dernier constitue le poste des entrées financières le plus important – et de la pérennisation de l'organisation.⁴¹⁵ Dans son article de 1977 sur les rétributions du militantisme, Gaxie explique que les partis politiques peuvent très bien devenir des donneurs d'emploi, en créant des postes rémunérés pour certains militants, permettant à ceux-ci de témoigner de leur attachement à l'organisation.

« Or tous ces emplois permettent non seulement de vivre pour et de la politique, mais encore de vivre tout court, "d'assurer l'avenir", et doivent donc être tenus pour un facteur non négligeable du militantisme. »⁴¹⁶

Si nous n'avons pas d'informations concernant le cahier des charges (il est simplement précisé qu'il est à consulter au secrétariat), nous pouvons supposer qu'il recoupe plus ou moins les tâches administratives décrites dans la note 358.⁴¹⁷ Malgré les dispositions prises en vue d'une efficacité majeure dans l'organisation de la production, le fonctionnement toujours relativement informel laisse émerger des points de tension. Un membre ne cache pas son irritation et fait part de sa surprise après avoir constaté que son commentaire accompagnant une interview de la RA 19 n'a pas été publié, sans

⁴¹² INFO-Intern 3/77, p. 2 – 7, « Protokoll der GV vom 17.4.77 im Rhodania in Naters ».

⁴¹³ INFO-Intern 8/80, p. 2.

⁴¹⁴ Archives ES, Classeur « RA 1982-2015 », rote-anneliese-Intern 1/86, p. 3, Lettre non datée de Peter Jossen.

⁴¹⁵ A noter qu'une rémunération n'empêche pas une forme d'auto-exploitation, puisque Theler affirmera en 1980 que si elle gagne Fr. 1500.-- pour théoriquement 40 heures de travail par semaine, les heures supplémentaires s'élèvent fréquemment à 30 lors du lay-out. INFO-Intern 1/80, p. 7 – 8, « Meine Anstellung im KO bis jemand für die Organisation gefunden wird ».

⁴¹⁶ Gaxie, Daniel, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *op. cit.*, p. 129 – 130.

⁴¹⁷ A noter que la répartition des finances pour 1977 attribue 75% du salaire aux postes « Abo » et « RA », tandis que le poste secrétariat comptabilise les 25% restants. Archives ES, Classeur « KO DIV. II 78 – Aug. 78 », « Kostenträgerrechnung ».

qu'il en ait été informé préalablement.⁴¹⁸ Après une longue discussion, non protocolée, sur les articles qui ont été modifiés, l'assemblée du 25 juin 1977 procède à l'élaboration de règles au sujet des compétences rédactionnelles. Il est décidé que la séance de rédaction aura lieu le jeudi précédant le lay-out, après dépôt des textes au secrétariat, alors que la compétence finale sur le tirage et sur les articles, notamment l'élimination de certains passages, est donnée aux gens participant à la mise en page, après en avoir informé le/la rédacteur/trice.⁴¹⁹

A travers ce chapitre, il est remarquable de constater qu'un certain nombre d'évolutions ayant touché la revue prennent place avant que le KO ne suive résolument la voie d'un parti politique plus traditionnel à la fin de l'année 1976. Ainsi, l'augmentation de la fréquence de parution qui suit rapidement la création de l'abonnement, l'instauration des séances de rédaction, la création du poste de secrétaire à 50% (1976), la recherche d'une codification de la production de la *RA*, la location d'un espace pour la production de la revue, la fixation à l'avance de la date de parution et des sujets à traiter, les tentatives de disciplinarisation de la distribution, l'acquisition des premières machines; tous ces développements, dont le point commun est d'exercer un effet structurant sur la *RA* tout en étant en partie déterminés par les besoins, qui sont en quelque sorte intériorisés, de celle-ci, semblent suggérer et préparer le terrain à cette organisation politique plus traditionnelle. Se perçoit aussi l'interaction entre facteurs subjectifs et objectifs – entre *exigences* et *circonstances* – de production, à l'instar de la création du poste de secrétaire ou de la location du local, qui sert notamment à la mise en page et qui constitue désormais un centre au sens strict du mot. Ces modifications, si elles émergent à partir des schémas de représentation des militants – améliorer la revue, être plus efficace, rationaliser les activités – deviennent des conditions objectives de production de la *RA*, modifiant en profondeur et durablement le façonnement de la revue, et à travers elle le KO, ce que semblaient subodorer les « Shanghai-Flipper ». De même au sujet des séances de rédaction, dont il a été relevé que la fréquentation et l'efficacité étaient variables, ce qu'illustre l'exemple suivant. A l'occasion de la discussion pour la *RA* 15, on regrette le manque de participation et l'article 20 du règlement, stipulant que tous les textes doivent se trouver au secrétariat après bouclage de la rédaction, est rappelé.⁴²⁰ Ici aussi, ce qui constituait un critère subjectif – la discussion commune des articles afin d'inclure le maximum de militants dans la production de la revue – devient une donnée en quelque sorte objectivée, dont le non-respect entraîne un certain rappel à l'ordre, signe de disciplinarisation même s'il n'y a pas de sanction. Comme nous le verrons plus loin dans cette partie, les divers développements que connaissent la revue et le KO se manifestent également dans le contenu de la *RA* et son traitement médiatique. D'autre part, le fait que ces choix accompagnent, voire précèdent en

⁴¹⁸ INFO-Intern 5/77, p. 2 – 3, « Protokoll der Vorstandssitzung vom 24.06.77 ».

⁴¹⁹ INFO-Intern 5/77, p. 4 – 7, « Protokoll der Vollversammlung vom 25. Juni 1977 im Suisse ».

⁴²⁰ INFO-Intern 7/76, p. 6, « Vollversammlung vom 21.08.76 im Suisse in Brig ».

quelque sorte l'orientation partisane semble suggérer les liens étroits entre revue et organisation politique, qui seront questionnés en conclusion de cette partie.

5. Changement d'imprimeur et finances

Si l'on est globalement satisfait en ce qui concerne l'imprimeur ropress, la nécessité de plier et d'assembler les exemplaires à la main, intensives en travail, ainsi que des volontés de diminution des coûts font que le KO se décide de changer d'imprimeur à la fin de l'année 1977.⁴²¹ Les militants optent pour une imprimerie à Berne, Schenker Druck AG,⁴²² chez laquelle les maquettes peuvent être livrées le lundi par « Bahnexpress » et les numéros récupérés le jeudi, également par voie ferroviaire, ce qui diminue les coûts de transport.⁴²³ Après un essai pour la *RA 24*, le changement est définitivement entériné en janvier 1978, d'une part parce que le papier est plus fin, ce qu'ont visiblement apprécié de nombreux lecteurs, et d'autre part, en raison des avantages techniques, tels la possibilité de réceptionner les exemplaires directement à la gare de Brigue⁴²⁴ et la fin des jeudis soirs⁴²⁵ dédiés à l'assemblage.⁴²⁶ Ce changement incarne également une sorte de modification de paradigme; en effet, par le recours à Schenker, le KO opte pour un imprimeur davantage intégré dans la sphère commerciale que ne l'est ropress, dont le slogan est « Arbeit statt Kapital », et la *RA* s'éloigne quelque peu de sa « matrice médiatique » puisque, comme évoqué, ropress imprimait toute une série de publications alternatives nées au cours des « années 68 ».

De plus, le KO commande 10'000 enveloppes, afin de réduire les coûts, et rationalise le suivi des abonnés, puisqu'on décide que le journal ne sera plus envoyé à ceux n'ayant pas renouvelé l'abonnement, de même qu'est défini un nouveau mode de paiement stipulant que les abonnés ne seront admis dans le registre qu'après paiement de la facture.⁴²⁷ Ces mesures – dont la concrétisation

⁴²¹ INFO-Intern 7/77, p. 3 – 5, « VV vom 29.10.1977 ».

⁴²² Pour laquelle on précise qu'elle imprime également les revues *Schwarzpeter* et *Rebell*, ce qui semble être perçu comme une bonne chose, de la sorte que ce ne sont pas que des critères économiques et techniques, même s'ils sont probablement déterminants, qui entrent dans les considérations au sujet du changement d'imprimerie.

⁴²³ L'avantage par rapport à ropress est que cet imprimeur plie en quatre les numéros destinés aux abonnés (environ 1200) et en deux le reste des exemplaires. En outre, les prix sont légèrement plus bas (Fr. 1900.-- à Berne contre Fr. 1998.-- chez ropress, pour 5000 exemplaires à 12 pages). INFO-Intern 7/77, p. 3 – 5. « VV vom 29.10.1977 ».

⁴²⁴ Peu après il sera néanmoins décidé de dédommager à hauteur de Fr. 50.-- le membre qui met à disposition sa voiture pour le rapatriement des exemplaires depuis Berne. On estime que les coûts de transport sont moindres que par voie ferroviaire et de plus, les numéros parviennent plus rapidement à Brigue et directement au bureau. INFO-Intern 5/78, p. 2 – 4, « Vorstandssitzung vom 27. Juni 1978 im KO-Bureau ».

⁴²⁵ Nous manquons de données sur la sociabilité du groupe, mais nous pouvons imaginer que ces jeudis soirs étaient l'occasion pour les membres de se retrouver, d'entretenir ou de développer les liens personnels, permettant de se persuader de l'importance de leur activité. Nous ne résistons pas à la tentation de citer la belle phrase de Gaxie: « La camaraderie, les plaisirs des " collages ", des ventes, et des " porte-à-porte ", la solidarité, la cohésion, la communauté des goûts et des sentiments, l'identification à un groupe, les joies de la victoire, les réconforts mutuels dans la défaite ou dans les malheurs individuels, (...) les controverses passionnées (...) l'amitié des militants procurent des joies que l'on peut juger prosaïques ou accessoires, mais qui constituent pourtant un puissant moyen d'attachement au parti. », Gaxie, Daniel, « Économie et rétributions du militantisme », *op. cit.*, p. 137.

⁴²⁶ INFO-Intern 2/78, p. 10 – 11, « Vorstandssitzung vom 20.1.1978 ». Les protocoles ne disent rien sur un éventuel vote à l'assemblée plénière, toujours est-il que changement il y a eu.

⁴²⁷ INFO-Intern 4/77, p. 2 – 3, « Protokoll der Vorstandssitzung vom 12.05.1977 ».

nous est inconnue – en apparence anodines révèlent en réalité un changement significatif dans la perception que se fait le KO de son produit médiatique (et de son activité en général); la *RA* est maintenant un produit médiatique suffisamment important pour que la gestion de sa distribution et des entrées qui en découlent soit prise au sérieux afin d'assurer sa reproduction, notamment par le fait que les avances sur abonnement permettent ensuite le financement de l'activité.

Suite à la requête d'une librairie de Berne, se pose aussi la question de la publicité au sein du journal. Le comité élabore ainsi cinq propositions⁴²⁸ à l'intention de l'AG du 13 novembre 1976, lors de laquelle il est réaffirmé qu'aucune annonce ne paraîtra dans la *RA*, même si une des propositions se penchait sur l'aspect économique de la question.⁴²⁹ On touche ici à l'un des enjeux centraux des médias alternatifs. Si Comedia – collectif pour qui les médias alternatifs doivent sortir du « ghetto alternatif » s'ils veulent survivre dans un environnement capitaliste et « connaître le succès » – estime que des techniques managériales davantage calquées sur les pratiques dominantes permettraient d'augmenter les entrées d'un média grâce au recours à la publicité,⁴³⁰ Atton – qui utilise le terme de *alternative public sphere* plutôt que celui de ghetto, opérant ainsi un changement de paradigme dans l'appréciation de ces médias – contredit cette opinion en postulant que le lectorat d'un média alternatif n'est pas suffisamment attractif pour les annonceurs et qu'il n'y a donc pas lieu de tenter cette « sortie ».⁴³¹ Dans le cas de la *RA*, on peut décemment imaginer que l'accès à toute une série d'annonceurs lui était barré dans le Haut-Valais, comme pourrait l'illustrer la censure exercée par la Coop de Brigue – suite à un article paru dans la *RA* 79 – qui a interdit à son kiosque de vendre la *RA* 80.⁴³² Et en effet, en 1985, alors que l'on réfléchit à une réorientation conceptuelle de la *RA*, on estime que le recours à la publicité est impossible pour deux raisons; d'une part, les annonces sont considérées dans le Haut-Valais comme des dons, « man muss bitti und bätti machen, damit man diese bekommt », et d'autre part, la dépendance induite par le recours aux annonceurs est encore exacerbée dans une région isolée telle que le Haut-Valais.⁴³³

⁴²⁸ Les membres avaient à choisir entre (1) aucune publicité; (2) autorisation pour les organisations de gauche et leurs organes, le problème étant l'image confuse de la *RA* qui en résulterait, si elle publiait des choses pour *La Brèche* ou le journal des POCH; (3) uniquement des annonces de gauche pour des prestataires de services (*Dienstleistungsbetriebe*) n'incarnant pas des tendances spécifiques, mais qui sont représentatifs de l'ensemble de la gauche (librairies, éditeurs); (4) discussion lors de chaque annonce de gauche pour évaluer si elle correspond au cadre de la *RA* ou non, ce qui présuppose la création d'une instance de décision; (5) admission en principe de toutes les annonces dans une partie spécifique du journal, avec prix à fixer autour de Fr. 50.-- pour 1/8 de page. On constate d'une part que se pose surtout la question pour des annonces « de gauche », et d'autre part, que l'intérêt économique n'est pas totalement absent des réflexions. INFO-Intern 9/76, p. 5, « Betr: Inserate in der RA ».

⁴²⁹ INFO-Intern 10/76, p. 2 – 4, « Protokoll der ordentlichen Generalversammlung 13.11.1978 ».

⁴³⁰ Comedia, « The alternative press: The development of underdevelopment », in *Media, Culture & Society*, vol °6, 1984 p. 100 – 101.

⁴³¹ Atton, Chris, « A reassessment of the alternative press », *op. cit.*, p. 60 – 61.

⁴³² « Dicke Eier », *RA* 80, 25.04.1985, p. 2.

⁴³³ Archives ES, Classeur « RA 1982-2015 », Lettre du 07.12.1984, du Verein Rote Anneliese aux membres.

Ainsi, si le KO ne voit pas de nécessité à publier des annonces, c'est parce que malgré l'augmentation des coûts engendrée par les investissements réalisés et l'embauche d'une personne à plein temps, il dispose d'une base financière saine. En effet, grâce à l'augmentation des cotisations des membres,⁴³⁴ – condition sine qua non pour ces évolutions – et à l'affirmation toujours plus forte de la *RA* – qui voit le nombre de ses abonnés passer de 801 à la fin 1976 à 1245 en décembre 1977⁴³⁵ – le KO réalise des exercices 1976 et 1977 bénéficiaires, lui permettant de porter son capital propre à Fr. 8322.40.⁴³⁶ Comme pour 1975, l'importance du journal pour le KO se perçoit également dans cette comptabilité, puisque les comptes des résultats de 1976 et 1977 indiquent que la part de la *RA* s'élève à 62,5%, respectivement 70,9% (croissance induite par la création du poste rémunéré à plein temps) du total des dépenses, et à 76,7% et 71,5% des entrées.⁴³⁷ La répartition des coûts et des produits de 1977 laisse en outre apparaître un bénéfice de Fr. 1666.-- pour la *RA* seule (sur un bénéfice total de Fr. 1924.10).⁴³⁸ Si l'on compare les revenus de la *RA* à ceux des autres revues alternatives alpines, le constat est que le journal haut-valaisan engrange davantage d'argent par numéro que ses homologues confédérés. Au 15 novembre 1977, la *RA* réalise des chiffres de vente s'élevant à Fr. 35'229.95 pour sept numéros (*RA* 15 – *RA* 21/22) – soit Fr. 5032.85 par numéro – tandis que les trois autres revues considérées engrangent plus ou moins à la même période moins de Fr. 2000.-- par numéro, alors que le prix de vente – de *Alternative* et de *Steibock* – est le double de celui de la *RA* (Fr. 1.--).⁴³⁹ Ceci peut toutefois s'expliquer par le tirage bien plus élevé de la *RA* (5000 exemplaires à partir de *RA* 13, septembre 1976) par rapport à *Alternative* qui imprime 1000 exemplaires à la fin 1977, voire peut-être par les marges plus petites que prennent les kiosques haut-valaisans (voir note 442). Néanmoins, par la répartition des coûts, nous constatons que les entrées issues de la revue couvrent entièrement, pour 1977 tout du moins, les dépenses du KO pour la *RA* (105%), laissant même un bénéfice comme nous venons de le voir. Si *Steibock* parvient à un équilibre grâce à des petits dons, *Alternative* et *Steibock* ne s'en sortiraient pas sans les cotisations de l'association de soutien: dans le cas uranais, les revenus provenant de la vente du journal ne couvrent que 65% des dépenses, tandis que pour la *Glarner Zeitung*, ce chiffre monte à 85%. D'ailleurs, le déficit de Fr. 4000.-- des trois premières années d'existence d'*Alternative* a été colmaté par le porte-monnaie personnel des rédacteurs (entre cinq et neuf).⁴⁴⁰ En comparant la part des cotisations dans les entrées totales, celles-ci s'élèvent à 39% pour

⁴³⁴ Entre 1976 et 1977, le montant total des cotisations est passé de Fr. 3963.70 à Fr. 8736.--, sans que le nombre de membres ait semble-t-il significativement évolué.

⁴³⁵ INFO-Intern 4/78, p. 11, « Rote Anneliese – Entwicklung von 1973 Nr. 1 bis 1978 Nr. 27 ».

⁴³⁶ INFO-Intern 7/77, p. 8, « Kassabericht 1977 per 15 Nov. ».

⁴³⁷ Il est également significatif que sont créés des fonds spéciaux pour les abonnements et la *RA* (puis réunis dans un seul fonds en 1978), ainsi que pour les élections et les procès. Il est précisé que « Die Fonds " Rote Anneliese ", " Wahlen " und " Prozesse " sind zweckgebundene Gelder, die nur für den jeweiligen Zweck verbraucht werden können. », inscrivant dans les règles l'importance budgétaire du journal. INFO-Intern 1/79, p. 11, « Fondsspeisung per 31. Dezember 1978 ».

⁴³⁸ Archives ES, Classeur « KO DIV. II 78 – Aug. 78 », « Kostenträgerrechnung ».

⁴³⁹ *Alternative* (n° 23 – 28, 1977): Fr. 1741.65/numéro; *Steibock* (n° 17 – 22, juin 1977 – juin 1978): Fr. 1569.90/numéro; *Glarner Zeitung* (n° 1 – 14, septembre 1974 – décembre 1976): Fr. 1674.95/numéro.

⁴⁴⁰ « 3 Jahre Alternative », *Alternative*, n° 18, mars/avril 1976, p. 24.

Alternative et à 31% pour la *Glarner Zeitung*, tandis que pour la *RA*, ce chiffre ne se monte qu'à 17,75%. Il faut cependant rappeler que si la *RA* est part intégrante des activités et de la comptabilité du KO, qu'elle est à proprement parler un organe partisan, les autres revues sont autonomes sur le plan de l'organisation et n'ont d'entrées et de dépenses que celles liées à la production et à la diffusion du produit médiatique. Notons également qu'au moment t de ces comptabilités, la *RA* est la seule à comporter des dépenses salariales. Sur le plan de la fortune, celle du KO et d'*Alternative* se monte fin 1977 respectivement à Fr. 10'246.50 et Fr. 1299.--, alors que la *Glarner Zeitung* dispose d'un capital propre de Fr. 4493.90 à la fin de l'année 1976.

Ainsi, l'augmentation du tirage de la *RA* à 5000 exemplaires permet également des ventes accrues dans les kiosques et dans la rue.⁴⁴¹ En effet, alors que la *RA* 10 est encore éditée à 2500 exemplaires, la *RA* 11 annonce une augmentation de 20%, étant donné que le numéro précédent s'était vendu en deux jours seulement,⁴⁴² augmentation qui ne sera pas suffisante puisque cette *RA* s'écoule également en deux jours, provoquant une nouvelle croissance pour la *RA* 12, à 4000 exemplaires.⁴⁴³ Enfin, la *RA* 13 affirme que « wir die Auflage auf die OGA [Oberwalliser Gewerbeausstellung] hin auf 5'000 erhöht haben. (25%) »⁴⁴⁴, montrant que le KO fait dépendre la parution du journal, ainsi que le tirage, également en fonction des événements importants du Haut-Valais.

Suite aux rumeurs persistantes voulant que le KO soit financé par Moscou ou d'autres régimes communistes d'Europe de l'Est,⁴⁴⁵ le groupe décide de publier sa comptabilité au 30 octobre 1976 dans la *RA* 17. En effet, preuve de la diffusion de ces ragots, plusieurs lecteurs semblent avoir fait part lors de la vente dans la rue de leur étonnement quant à la possibilité de financer un journal vendu Fr. 1.-- seulement. Et le KO d'expliquer que ce n'est possible qu'en raison du bénévolat des militants tant pour la rédaction que pour la distribution. Tout en affirmant être conscient qu'une comptabilité peut aisément être falsifiée, le KO se déclare prêt à soumettre son bilan financier à une fiduciaire neutre, si les partis C en font de même. Ainsi, le groupe ne se contente pas de désamorcer la rumeur, mais passe à l'offensive en appelant les partis bourgeois à présenter les sources de leur financement.

⁴⁴¹ Alors que la distribution hors abonnement avait rapporté Fr. 4754.-- au 21 janvier 1976, ce chiffre s'élève à Fr. 18'560,10 au 30 octobre 1976, et à Fr. 21'750,95 au 15 novembre 1977, ce qui s'explique également par un nombre plus élevé de numéros vendus (2 en 1975, 5 en 1976 et 7 en 1977). Nous n'avons pas de chiffres précis sur la marge des kiosques, mais il semble que le KO touche 80% du prix du numéro. Par comparaison, *Alternative* tente régulièrement d'inciter ses lecteurs à souscrire à un abonnement et à ne plus acquérir la revue auprès des kiosques qui ne reversent que 50% du prix du numéro, (« liebe leser », *Alternative* 31, juin 1978, p. 2.), pourcentage identique pour *Tout Va Bien* (Porret, Michel, « *Tout Va Bien* », *op. cit.*, p. 50).

⁴⁴² « Wussten Sie schon... », *RA* 11, mai 1976, p. 1.

⁴⁴³ « Wussten Sie schon... », *RA* 12, juin 1976, p. 1.

⁴⁴⁴ « Wussten Sie schon... », *RA* 13, septembre 1976, p. 1. A ce sujet, l'INFO prévoit un solde de 200 à 300 invendus pour la *RA* 13, soit entre 4 et 6% du total. INFO-Intern 7/76, p. 1, « Editorial ».

⁴⁴⁵ Ainsi, dans une contribution qui ambitionne de décrypter le KO, un certain L.T. pose franchement la question: « Kann das KO finanzielle Unterstützung aus marxistisch-östlicher Richtung gänzlich in Abrede stellen? », L.T., « Kritik am Kritischen Oberwallis », *WV* du 28.11.1976, p. 10.

⁴⁴⁶ « Parteifinanzen – Wir legen die Karten auf den Tisch! », *RA* 17, février 1977, p. 9.

La revue *Alternative*, également régulièrement soupçonnée de tirer ses revenus de subventions soviétiques, publie son bilan pour les années 1975, 1976 et 1977, reprenant pour cette dernière année le slogan de la *RA* – « Wir legen unsere Karten offen auf den Tisch » – ainsi que l'appel aux journaux bourgeois de publier leur bilan financier.⁴⁴⁷ *Steibock* publie également sa comptabilité pour les n° 17 à 22 (juin 1977 – avril 1978), tandis que le n° 15 (p. 3) de la *Glarner Zeitung* expose à ses lecteurs son bilan financier depuis la fondation du journal, toutes ces revues prenant la suite de *Viva* qui informe sur sa situation économique dès le n° 6 (p. 2). Le KO répète l'opération pour 1977 à l'occasion du n° 24, relevant avec ironie que son appel adressé aux partis majoritaires est resté sans suite.⁴⁴⁸ Ceci ne suffit toutefois pas à faire taire les rumeurs, puisque lors d'une manifestation du CVP de Naters, un individu affirme pouvoir prouver la source étrangère de l'argent koïste.⁴⁴⁹ La *RA* 36 (p. 8) publiera quant à elle la comptabilité de 1978.

6. Projets de réorganisation et investissements techniques

L'année 1977 se termine par la révision des statuts que le comité estime à la fois dépassés et incomplets. Si ces statuts révisés ne provoquent pas de grand bouleversement, ils modifient quelques articles concernant la *RA*. Il n'est ainsi plus demandé aux membres de vendre 80 exemplaires en l'espace de trois *RA*, mais on stipule simplement que chaque membre s'engage à participer à la vente du journal (probablement du fait que cette clause n'a jamais été appliquée). D'autre part, il est décrété que les dates de parution seront déterminées six mois à l'avance par l'AG, tandis que la coordination des différentes thématiques est du ressort du comité. Il est aussi précisé que chaque militant est tenu (*verpflichtet*) de collaborer à la *RA* – rappelons que les « Shanghai-Flipper » critiquaient la place trop grande qu'occupe la revue dans le répertoire d'action du KO – et la non-séparation entre tâches manuelles et intellectuelles est inscrite dans les statuts. Cette dernière disposition est particulièrement intéressante parce qu'elle contient les exigences de production que se fixe la *RA*, à savoir une production la plus collective possible. *Alternative* exprime d'ailleurs clairement cet objectif, tout en ayant conscience des contraintes que cela présuppose:

« zudem stellen wir uns selbst bestimmte anforderungen einer alternativen arbeit: wir möchten versuchen, die zeitung gemeinsam herzustellen, die trennung in kopf- und handarbeit aufzuheben (...). »⁴⁵⁰

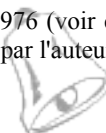
Les militants du KO décident également, après un vote serré, de fixer le nombre de parutions par année entre six et huit (l'autre proposition le fixait à huit), l'argument étant qu'ainsi, lors du

⁴⁴⁷ « Wir legen unsere Karten offen auf den Tisch », *Alternative*, n°29, jan/fév/mars 1978, p.13.

⁴⁴⁸ « Parteifinzen – Wir legen die Karten auf den Tisch! », *RA* 24, 12.01.1978, p. 8.

⁴⁴⁹ « Von A bis Z », *RA* 25, 03.03.1978, p. 9.

⁴⁵⁰ Cet extrait n'est pas sans faire écho aux critiques internes au KO de la fin de l'année 1976 (voir chapitre 1 et 2 de cette partie). « so entsteht eine Alternative », *Alternative*, n° 28, nov/déc 1977, p. 17. Italiques par l'auteur du présent travail.



recrutement de nouveaux abonnés, quelque chose de concret peut leur être garanti, tout en se gardant une certaine marge de sécurité. Enfin, il est stipulé que la séance de rédaction aura lieu le jeudi précédant le lay-out.⁴⁵¹ Même si la fréquence de parution a théoriquement été fixée dans les statuts et même si les différents numéros portent l'inscription « erscheint 8mal jährlich », la *RA* demeure un instrument que l'on peut mobiliser suivant l'actualité, l'humeur ou les possibilités des producteurs comme en témoigne la *RA* 27 (gratuite) qui ne compte que quatre pages et qui porte la mention « Extrablatt » – mention qui indique que l'on « contrevient » au contrat tacite passé avec les lecteurs. L'éditorial indique que si la *RA* paraît normalement quatre fois au cours du printemps, il a été nécessaire de réaliser un numéro supplémentaire, « denn vor der Juni-Nummer müssen wir noch zu einigen Fragen Stellung beziehen », notamment au sujet des votations fédérales du 28 mai 1978, donnant l'occasion au KO de publier ses mots d'ordres et conférant à sa revue son statut d'organe partisan, puisque sa publication est directement justifiée par les besoins de l'organisation politique de diffuser ses positions.⁴⁵²

Les maux semblent néanmoins plus profonds dans la mesure où au printemps 1978 débute une discussion sur l'avenir du KO et sa forme d'organisation, et plusieurs propositions de modifications sont élaborées par des militants et publiées dans les INFO 2/78 et 3/78, toutes ayant pour objectif une extension du parti (ou groupe) et de ses activités. Il n'est ainsi pas étonnant que le KO entre en 1977/1978 en contact avec différentes organisations progressistes suisses (Partita Socialista Autonomo, POCH, Parti du Travail), bien que ce ne soit jamais de son initiative – rencontres qui débouchent surtout sur la présentation des uns aux autres, ce qui permet aux koïstes de récolter quelques informations sur ces partis, leurs structures, leurs positions politiques et leur fonctionnement.

S'il y a consensus sur le fait que l'état actuel du KO ne permet que très difficilement d'intégrer de nouveaux membres (ainsi l'une des propositions attire l'attention sur la question des assemblées qui « dégénèrent » souvent en discussion privée entre le comité et certains militants), et qu'il entraîne une certaine frustration de la part des anciens, les avis divergent sur les origines du problème que certains voient dans la forme d'organisation et d'autres dans une crise plus générale de l'activisme politique. L'un des points communs entre ces propositions, au nombre de quatre, est l'accent mis sur l'absence de préparation des assemblées et le manque de discipline dans leur tenue. Particulièrement intéressante pour notre objet est l'idée lancée par l'un des membres d'une plus grande indépendance de la *RA* au sein de l'organisation. Contre l'avis de certains qui proposent une transformation du journal

⁴⁵¹ Toutefois, ce changement dans la fréquence de parution ne se répercute pas sur la première page de la *RA*, puisque jusqu'au n° 54/55 compris (décembre 1981), le journal porte la mention « erscheint 8 x jährlich ». INFO-Intern 1/78, p. 2 – 4, « Protokoll der Generalversammlung vom 10. Dezember 1977 ».

⁴⁵² « Besser eine Nummer zuviel », *RA* 27, 18.05.1978, p. 1.

en société anonyme, où le KO serait majoritaire avec 51% des parts, il propose une autonomie qui se manifesterait d'une part par la tenue de comptabilités séparées (où les transferts de fonds seraient permis) et d'autre part, par la dévolution à la rédaction de la compétence finale sur la production et la distribution de la *RA* – plaidant ainsi pour une autonomie rédactionnelle, et dans une moindre mesure économique de la revue.⁴⁵³ Un autre militant indique dans sa proposition que le journal doit être indépendant de l'organisation, ce qui signifie qu'il doit certes être proche de la politique du KO, mais qu'il doit exister « für sich selbst ». ⁴⁵⁴ Il semble qu'à l'assemblée suivante (dont nous ne possédons pas le procès-verbal) est constitué un groupe de travail (*Programmgruppe*) dont la tâche est de se pencher sur les questions de réorganisation et de programme, car on juge ces deux aspects indissolublement liés, dans la mesure où un programme clair permettrait de montrer aux sympathisants potentiels les axes principaux de la politique que défend le KO. Le problème se fait ressentir de manière particulièrement aigüe en été 1978, lorsqu'une assemblée plénière prévue n'a pu avoir lieu en raison de la trop faible participation (seuls cinq militants présents), au point que se pose la question de la réduction du nombre d'assemblées et, en corollaire, de l'élargissement des compétences du comité, dont les réunions sont déjà ouvertes à tous les militants.⁴⁵⁵

Les questions de réorganisation et programme reviennent régulièrement sur la table – on prévoit même d'organiser un week-end de formation dédié à cette question (qui n'aura pas lieu) – sans que rien de concret n'émerge, les propositions diffusées en interne restant sans réaction. Ainsi, lors de l'AG du 31 mars 1979, un militant estime que le KO se situe à la croisée des chemins et qu'il n'a que deux possibilités d'évolution; soit monter une organisation avec une structure proche des partis socialistes, soit se contenter d'un petit groupe élitaire.⁴⁵⁶ Lors de l'assemblée suivante, un militant critique le fait que les décisions de l'AG ne sont que partiellement appliquées, se plaint du manque d'information de la part du comité et de la discussion sur le programme qui n'avance pas. Constatant une fois encore que le nombre de participants aux assemblées se réduit sensiblement (onze personnes présentes à celle-ci), il est proposé de n'organiser plus que quatre assemblées par an, et revient la question de la séparation entre KO et *RA*, sans qu'aucune décision ne soit prise.⁴⁵⁷

En parallèle à ces discussions, et également dans le cadre du projet *Der Rote Bote* que nous détaillerons plus loin, le KO se penche aussi sur la question de l'achat de machines pour la production du journal. C'est ainsi qu'est publiée dans l'INFO une proposition pour le financement d'une machine à écrire IBM Composer⁴⁵⁸ considéré comme « sinnvolle Steigerung », qui permettrait de simplifier le

⁴⁵³ INFO-Intern 3/78, p. 7 – 10, Ed. S. « Zur Neuorganisation des Kritischen Oberwallis ».

⁴⁵⁴ INFO-Intern 3/78, p. 11, SN, « Neuorganisation: einige Bemerkungen ».

⁴⁵⁵ INFO-Intern 5/78, p. 2 – 4, « Vorstandssitzung vom 27. Juni 1978 ».

⁴⁵⁶ INFO-Intern 2/79, p. 3 – 8, « Protokoll der GV vom 31.3.79 ».

⁴⁵⁷ INFO-Intern 3/79, p. 6 – 8, « Protokoll der Vollversammlung vom 7.7.79 ».

⁴⁵⁸ Cette machine, inventée par la firme américaine IBM, emploie la technique dite « à boule » parce qu'elle utilise une boule de caractères, ce qui permet de varier rapidement les polices d'écriture, par la substitution d'une boule à une autre. Elle se

lay-out et d'offrir davantage d'espace pour la conception graphique et les textes, de sorte que pour Fr. 30'000.-- le KO disposerait d'une machine avec laquelle il serait en mesure de faire ce que font *Die Tat* ou le *Blick*. Pour financer⁴⁵⁹ ce projet, il est proposé d'une part une augmentation du prix du numéro à Fr. 2.-- et d'autre part, l'augmentation à partir de 1979 du prix de l'abonnement (de Fr. 10.-- à 15.--). Pour justifier cette augmentation (le prix de Fr. 2.-- du numéro double 21/22 n'ayant pas donné lieu à des réclamations), il est nécessaire d'offrir davantage au lecteur, par exemple par l'impression en rouge des première et dernière pages de la *RA* ou encore en proposant systématiquement douze pages. A quoi s'ajoute un lay-out plus agréable, ce qui devrait rendre l'augmentation du prix supportable pour le lecteur, la condition principale étant bien entendu que la qualité du journal se maintienne. De plus, le Composer pourrait être loué à de petites imprimeries, le but étant d'avoir d'ici l'été 1979 une machine totalement financée pour l'avenir. L'auteur de cette proposition indique que si l'on veut maintenir le prix à Fr. 2.-- après l'amortissement de la machine, il pourrait être possible d'engager un second collaborateur à temps plein, car « diese Professionalisierung ist vorab längerfristig kaum zu umgehen ». Il termine en considérant que l'aspect le plus important est que cet achat ne grève pas la comptabilité du KO.⁴⁶⁰

Comme le procès-verbal de l'assemblée ayant décidé de procéder à cette acquisition s'est volatilisé suite au vol de la veste d'un des militants, l'AG du 29 avril 1978 revient sur cet achat. On y apprend que la proposition que nous venons de détailler a été rejetée sans trop de discussion, en raison du prix élevé de l'objet, et il a été décidé qu'en cas d'offre bon marché, le comité prenne contact avec un maximum de membres avant d'opérer un choix. Peu après est arrivée une offre à hauteur de Fr. 14'100.-- pour un Composer vieux de deux ans et quasi inutilisé, le seul hic étant qu'il fallait se décider en deux jours et payer en argent comptant. Finalement, après avoir pris la température auprès des militants atteignables, on opte pour l'achat, mais non pas avec l'argent du KO. C'est ainsi que douze membres octroient un prêt de Fr. 1000.--, remboursable dans les trois ans. Lors de la discussion qui suit ce résumé, certains estiment qu'il s'agit d'un non-sens économique et un militant parle même d'infraction aux statuts, auquel on répond que la dernière assemblée avait donné son accord, sous réserve d'une offre bon marché. Il est également rappelé que ce Composer devrait être autofinancé avec le temps, puisqu'on prévoit de le louer à d'autres organisations, et en fin de compte, la majorité de l'assemblée approuve cette acquisition, une nouvelle fois a posteriori.⁴⁶¹

distingue également des machines à écrire dite « à barre à caractère » par le fait qu'il n'y a plus de chariot se déplaçant de gauche à droite, dans la mesure où l'impression se fait sous le capot de la machine. Le modèle utilisé par le KO, appelé « IBM Selectric Composer » ou « IBM 82 », semble avoir été mis sur le marché en 1966. Avec cette machine, la dactylographie est beaucoup plus rapide, de même que davantage de texte peut figurer sur une page. , consulté le 06.04.2017.

⁴⁵⁹ Pour proposer son modèle de financement, l'auteur de cette proposition part du présupposé que sont vendus 4500 exemplaires par numéro, dont 1300 sont destinés aux abonnés, 2000 distribués à la main et 1200 vendus en kiosque.

⁴⁶⁰ INFO-Intern 2/78, p.19 – 20, « Vorschlag für die Finanzierung eines Composers ».

⁴⁶¹ Encore une fois, l'AG donne son consentement a posteriori, dans la mesure où la *RA* 26 (13.04.1978), qui est la première à paraître en deux couleurs et qui informe les lecteurs sur l'achat du Composer, est publiée avant cette AG. INFO-Intern

Outre ce Composer, l'assemblée du procès-verbal perdu avait également demandé à ce que soit clarifiée la question de la mise en place d'un « Photo-Labor », permettant une meilleure reproduction des images, pour lequel un crédit de Fr. 3000.-- a été consenti. Mais finalement, ici aussi, le KO change ses plans suite à une offre d'occasion et ce sont deux appareils de reproduction graphique qui sont acquis pour Fr. 2100.--⁴⁶² Si l'on ajoute encore l'achat d'un appareil photographique Krokus et de six boules pour le Composer, l'investissement technique pour l'année 1978 s'élève à Fr. 18'187.60,⁴⁶³ dont la majeure partie est financée sous forme de prêts, de sorte que le KO, malgré des résistances, se donne les moyens d'améliorer graphiquement son journal.

Si l'on se souvient de la critique des « Shanghai-Flipper », il est difficile de nier que le KO emprunte la voie d'un perfectionnisme technique, dans la mesure où il semble y avoir une dissymétrie nette entre les besoins du journal (meilleure qualité, diffusion accrue, professionnalisation) et ceux de l'organisation (difficultés dans le recrutement, assemblées mal préparées et sans discipline), puisque si la discussion sur la réorganisation et le programme ne débouche pour le moment sur rien de concret, les investissements paraissent se faire en un tour de main. Il ne s'agit pas ici de juger de ces actions, mais d'attirer l'attention sur le fait que le journal – et donc la communication – occupe un tel espace dans la nébuleuse du KO qu'il phagocyte une grande partie des énergies, ce qui se comprend dans la mesure où le journal s'est désormais implanté et qu'il constitue la meilleure arme de propagande du KO, au vu des conditions politiques particulières du Valais. De fait, l'éditorial de l'INFO 3/78 indique que l'assemblée plénière et la réunion du comité dont les protocoles ont été perdus ont surtout été consacrées à la question du Composer,⁴⁶⁴ tandis que l'AG du 29 avril ne discute pratiquement pas des projets de réorganisation contenus dans ce même INFO. En outre, ces investissements ont malgré tout un impact sur la capacité financière du KO, et le comité, constatant que « die finanzielle Lage des Kritischen Oberwallis ist nicht mehr die, die sie einmal war », doit envoyer un courrier en septembre 1978 aux militants pour des rappels de cotisations. Si le KO est bien doté en machines, dont chacun sait qu'elles sont indispensables et que « ohne diese könnten wir unmöglich die Arbeit leisten, wie dies in letzter Zeit der Fall war », les liquidités sont clairement insuffisantes et c'est pourquoi il est demandé à chaque membre de s'acquitter des montants promis dans les plus brefs délais.⁴⁶⁵ L'exercice 1978 se terminera d'ailleurs sur une perte nette de Fr. 5491.20 (sur un chiffre d'affaires de Fr. 60'626.30, soit pratiquement 10%) qui diminue de moitié le capital propre de l'organisation (Fr. 4755.30), malgré une augmentation des entrées de 23%, les entrées

4/78, p. 4 – 7, « Generalversammlung vom 29.4.78 ».

⁴⁶² INFO-Intern 4/78, p. 8, « Protokoll der Vorstandssitzung vom 9.5.78 ».

⁴⁶³ Archives RA, « Abschreibungen 1994 ». Ce document contient la liste de tous les achats effectués par le KO, puis le Verein Rote Anneliese entre 1976 et 1994.

⁴⁶⁴ INFO-Intern 3/78, p. 1, « Editorial ».

⁴⁶⁵ Archives ES, Classeur « KO DIV. III Sept. 78 – 31.12.78 », Lettre du 05.09.78, du comité aux membres, « Beitrag 1978 und Spenden ».

provenant de la vente du journal ayant crues de 32%.⁴⁶⁶ Parmi les dépenses, comptent surtout celles consacrées à l'impression de la RA – + 53%, ce qui s'explique par le plus grand nombre d'éditions publiées (sept numéros dans la comptabilité de 1977, dix dans celle de 1978) – et aux frais de personnel (+ 80%).⁴⁶⁷ Si le fonds « RA » fait une perte de Fr. 8890.--, celle-ci peut être couverte par les provisions effectuées les années précédentes.⁴⁶⁸ 1979 renouera avec les chiffres noirs, l'exercice se clôturant par un bénéfice de Fr. 2128.60, même si le fonds « RA » est crédité d'une perte de Fr. 1635.55, perte couverte par l'augmentation du montant total des cotisations et des dons – montant qui passe de Fr. 10'171.-- en 1978 à Fr. 15'185.-- en 1979. Ainsi, malgré les lourds investissements réalisés pour l'acquisition de machines, le KO dispose d'une fortune de Fr. 6883.90 à la fin de l'année 1979.⁴⁶⁹

7. L'impact des investissements sur la RA

Grâce à l'achat du Composer, la RA 26 constitue un tournant dans l'histoire du journal, illustré par l'éditorial de ce numéro qui annonce quatre changements visibles. Le premier, le plus douloureux, consiste dans l'augmentation du prix du numéro à Fr. 1.50 (« damit kostet eine Anneliese immer noch nicht mehr als ein Café Creme ») que le KO justifie par le coût du Composer qui doit permettre de proposer un journal encore meilleur. Grâce à cet appareil, il est permis d'utiliser différents types d'écriture, de même que grâce à la justification (*Blocksatz*) toutes les lignes ont la même longueur, ce qui augmente la lisibilité. De plus, le Composer permet également d'offrir 20% d'informations supplémentaires par page.⁴⁷⁰ D'autre part, la RA réalise « ein alter

Leserwunsch » par l'impression en rouge de la première et de la dernière page, tandis que l'en-tête est modifié – au titre « DIE ROTE ANNELIESE » et au logo du KO s'ajoute l'inscription « Kritisches Oberwallis ». Malgré ces changements, la RA compte rester fidèle à elle-même: « kämpferisch, gut informiert und auf der Seite der arbeitenden Bevölkerung. Und dies alles mit einer guten Portion



Illustration 4: Die Rote Anneliese, n° 26, 22 avril 1978, format A3.

⁴⁶⁶ Les entrées du journal pour 1978 s'élèvent à Fr. 46'360.35.

⁴⁶⁷ Käthy Theler ayant été embauchée à partir de l'AG d'avril 1977, cette augmentation n'est pas étonnante, d'autant plus qu'il est décidé en 1978 de clôturer la comptabilité au 31 décembre, et non plus au 30 octobre comme les années précédentes, ce qui fait que cet exercice comptable s'étend sur 14 mois.

⁴⁶⁸ Si la part de la RA dans les entrées s'élève à 76,5%, une part analogue aux années précédentes, les dépenses pour le journal comptent pour 83,5% des dépenses totales. INFO-Intern 1/79, p. 9 – 11, « Kassabericht per 31.12.1978 ».

⁴⁶⁹ INFO-Intern 2/80, p. 9 – 13, « Kassabericht per 31. Dezember 1979 ».

⁴⁷⁰ La rédaction de l'*Oberländer Holzwurm* indique qu'en passant à l'impression offset, elle est en mesure de proposer davantage de texte sur six pages qu'auparavant sur 20. « Lieber Leser », *Oberländer Holzwurm*, n° 6, juin 1977, p. 1.

Humor ». L'éditorial conclut en indiquant que le prix de l'abonnement n'augmentera pas, qu'il est même possible au contraire de s'abonner pour Fr. 6.-- jusqu'à la fin de l'année 1978.⁴⁷¹ Ainsi l'apparence du journal subit une profonde transformation graphique: introduction de la couleur rouge, le nom « Die Rote Anneliese » n'est plus écrit à la main et l'en-tête est modifié, la table des matières disparaît pour laisser place à des gros titres etc. De plus, le n° 29 introduit une nouvelle graphique des sous-titres qui améliore la lisibilité des articles et qui continuera à imprégner la revue pendant de nombreuses années. Il est amusant de constater que le *WB* reprendra quinze ans plus tard cette manière de faire, montrant qu'il existe certains transferts entre presses conventionnelle et alternative – ici du point de vue graphique – et que ce processus est capable de fonctionner dans les deux sens.⁴⁷²

Avec l'acquisition d'appareils de reproduction graphique plus efficaces, les possibilités augmentent dans le façonnement du journal. En effet, la *RA*, en cohérence avec les objectifs électoraux du KO, prend l'habitude en 1978 et 1979, à l'instar d'autres journaux et du *NF* notamment,⁴⁷³ de publier les mots d'ordres du KO pour les votations – mais pas toutes, seulement celles qui semblent offrir un potentiel politique important pour le KO – et les élections en faisant figurer les fac-similés des bulletins de vote à un endroit bien visible, souvent en première page.

D'autre part, on constate que le nombre de photos par numéro augmente considérablement,⁴⁷⁴ et si la qualité n'est certes pas exceptionnelle, elle connaît tout de même un saut qualitatif par rapport aux anciens numéros. Ces nouveaux outils semblent aussi permettre de jouer avec les images, comme l'illustrent la *RA* 35 – qui représente Hans Wyer sous la forme du Sphinx – et la *RA* 29 qui fait subir au portrait de Franz Steiner une transformation en cinq étapes lui donnant finalement l'apparence de Hans Filbinger,⁴⁷⁵ afin de tirer un parallèle entre la démission du ministre-président du Land Bade-Wurtemberg en Allemagne et les affaires judiciaires qui opposent Steiner à Bodenmann à propos de la question des terrains de Martigny (voir *infra*).

Les caricatures se multiplient et se diversifient elles aussi, et avec la popularité que se construit progressivement la *RA* au niveau suisse, il n'est pas étonnant qu'arrivent sur le bureau du KO des réclamations pour vol de dessins, notamment de la *Weltwoche*, cas réglé à l'amiable, et d'un caricaturiste de métier que la *RA* dédommage à hauteur de Fr. 400.-- afin d'éviter des poursuites.⁴⁷⁶

⁴⁷¹ « Besser, teurer und erst nocht rot », *RA* 26, 13.04.1978, p. 1.

⁴⁷² La *RA* 141 relève avec ironie: « Dem 'Walliser Boten' gefällt anscheinend unsere Zeitungsgestaltung zumindest teilweise, Seit einiger Zeit fallen die Zwischentitel im WB besonders auf: Sie sehen tupfgleich aus wie die in der 'Roten Anneliese' », « Abgeguckt ? », *Dicke Eier*, *RA* 141, 07.03.1995, p. 2.

⁴⁷³ Voir Carrupt, Roland; Haefliger, Stéphane, « Analyse de la rhétorique politique du Nouvelliste (1980 – 1994): dépolitisation relative et stratégie de délégation », *Tribuns et tribunes*, *op. cit.*, p. 73 – 103.

⁴⁷⁴ On compte 5.5 photos en moyenne pour les 7 numéros de 1977, moyenne qui s'élève à 12.666 pour les 16 numéros de 1978 et 1979.

⁴⁷⁵ Filbinger, politicien conservateur allemand, a dû démissionner de son poste suite à des révélations selon lesquelles il avait condamné à mort des marins à la fin de la Seconde Guerre Mondiale en suivant les lois nazies.

⁴⁷⁶ INFO-Intern 3/79, p. 2 – 5, « Vorstandssitzung vom 5. Juli 1979 ».

Parmi les caricaturistes « préférés » de la *RA*, dont les dessins sont en général « piqués »,⁴⁷⁷ on trouve de nombreux dessins d'Ernst Mattiello, de Martial Leiter et de Claude Serre – dessins dont le texte est parfois modifié pour être adapté au sujet de l'article illustré. Dans le cas de Serre, ce sont surtout ses dessins consacrés à la médecine et à l'automobile qui sont réutilisés; les premiers lorsqu'il s'agit d'illustrer des articles traitant de la bonne santé financière des médecins valaisans (même si l'on trouve des utilisations « hors-contexte »), les seconds émergent régulièrement dans les questions du trafic briguois ou du tunnel du Rawyl. Si les archives ne nous informent pas sur ces emprunts, il est peut-être significatif que le premier dessin estampillé Serre paraisse dans la *RA* 26, c'est-à-dire la première à connaître les joies du Composer fraîchement acquis. En effet, on peut émettre l'hypothèse que les militants du KO avaient connaissance des dessins de Serre grâce à ses ouvrages publiés, et que ce sont justement les améliorations techniques qui permettent la reproduction d'images figurant dans un livre, là où il fallait auparavant se contenter de découper des caricatures dans les journaux avant de les coller à la main sur la maquette du journal.

Grâce aux améliorations techniques dans la mise en page, le KO peut aussi multiplier ses propositions d'alternatives et les rendre plus visibles, ce qui témoigne également de sa volonté de dépasser la « simple »⁴⁷⁸ critique dans son traitement journalistique, comme en témoigne la multiplication des titres et sous-titres du type « Unser Vorschlag », « Varianten im Test » ou « Alternativen der Linken ». La reconnaissance que la critique ne suffit pas et que la formulation d'alternatives est nécessaire tant politiquement que médiatiquement se matérialise également dans les rapports entre la *RA* et ses lecteurs. En effet, dans un courrier envoyé le 1er décembre 1978, le KO constate d'une part que, contre tous les pronostics, le journal existe encore, qu'il est même parvenu à augmenter son lectorat, de sorte qu'il existe une vraie demande dans le Haut-Valais pour des informations indépendantes, et d'autre part qu'il s'est amélioré sur le plan du contenu et de la mise en page. Malgré ces données positives, le KO relève que sa revue est soumise à la fois à des critiques justifiées et injustifiées. A ceux qui estiment que la *RA* se concentre trop sur certains scandales (voir D.8.5), elle répond que ceci est inévitable en raison de l'activité des partis majoritaires qui tentent par tous les moyens de dissimuler leurs pratiques sulfureuses, s'appropriant le slogan d'un lecteur: « Nicht jene, welche die Skandale aufdecken sind die Drecker im Kanton, sondern jene, die sie machten und heute zu vertuschen suchen ». D'autre part, si le KO reconnaît qu'il propose trop peu de solutions alternatives,

⁴⁷⁷ En général, la provenance des caricatures n'est pas indiquée, et si l'on trouve parfois la signature du dessinateur, c'est probablement davantage dû au coup de ciseaux qu'à une volonté de référencer.

⁴⁷⁸ Nous avons tenté à plusieurs reprises de montrer que cette critique n'a pas pour but de se contenter de démonter les autorités établies, mais qu'elle est d'une part conçue comme pertinente dans le cadre de la perception koïste du rapport particulier entre les Haut-valaisans et leurs représentants politiques, rapport marqué par une forte identification aux personnes, et d'autre part, elle est également l'expression des contraintes auxquelles doit faire face la *RA*, notamment sur la question de l'accès aux sources, puisque les informations issues du lectorat ont souvent un caractère de dénonciation. Cette donnée est ainsi à la fois déterminante pour la revue et déterminée par le statut de plateforme critique qu'elle incorpore.

il attire aussi l'attention sur le fait qu'en raison du rapport de force politique défavorable, illustré par la forte prédominance des partis C, ses propositions, telles que la limitation des revenus des médecins-chefs, ne passent jamais la rampe au parlement ou dans les autres instances décisionnelles. Cette inégalité rend ainsi nécessaire le renforcement d'une opposition de gauche, notamment par l'expansion de la *RA*, dont le modèle économique lui permet de ne pas avoir à ménager les annonceurs, le revers de la médaille étant qu'elle ne peut compter que sur le travail bénévole de ses producteurs et la fidélité de ses lecteurs.⁴⁷⁹ On comprend ainsi la difficulté rencontrée par le KO dans la mesure où les alternatives qu'il soumet au monde politique ne trouvent pas ou peu d'écho dans le débat public, ce qui limite leur diffusion et de fait la perception de la part constructive de son activisme politique. De plus, le nombre élevé de signatures à récolter pour le lancement d'une initiative cantonale – 12'000 pour une initiative constitutionnelle, ce qui fait du Valais le canton le moins démocratique de Suisse selon la *RA*⁴⁸⁰ – constitue un obstacle infranchissable et une contrainte objective pour le KO, et la menace de la *RA* 33 de se saisir de cet instrument démocratique si l'on ne taille pas dans les revenus des médecins-chefs et dans les pensions des conseillers d'États n'en paraît que plus dérisoire.⁴⁸¹

Ceci est à nuancer puisqu'il semble que pour des questions plus locales, le KO parvienne davantage à faire entendre ses propositions, comme le montre le lancement d'une pétition (diffusée dans la *RA* 35) concernant le contournement routier de la localité de Naters, qui a recueilli 565 signatures, soit environ 10% de la population totale.⁴⁸² D'autre part, dans un article du *WB*, une kiosquaire de Brigue déclare que la *RA* est fréquemment réclamée par des lecteurs « lange bevor sie erscheine », témoignant du degré de curiosité qu'éveille la revue auprès du public malgré (ou grâce à ?) sa réputation de feuille à scandale.⁴⁸³ Ceci signifie également que les lecteurs sont passablement dans le flou, étant donné sa fréquence de parution irrégulière. Quant à la couleur rouge, elle permet de dynamiser la dernière page qui contient souvent des informations importantes – parfois surmontées de la mention « Exklusiv » – lesquelles sont régulièrement annoncées en gros titre sur la Une du journal. Enfin, grâce au Composer ainsi qu'aux délais de livraison plus rapides suite au changement d'imprimerie opéré en janvier 1978, le processus de production de la *RA* semble plus court, puisque s'il fallait auparavant compter trois semaines entre la discussion des articles et la vente du journal, il semble que dorénavant dix jours suffisent, comme en témoignent les dates annoncées sur la première page des INFO.⁴⁸⁴

⁴⁷⁹ Archives ES, Classeur « KO DIV. III Sept. 78 – 31.12.78 », Lettre du 01.12.1978, du KO aux abonnés de la *RA*.

⁴⁸⁰ « " Das Wallis führt die Hitparade der undemokratischen Kantone an », *RA* 6, automne 1975, p. 8.

⁴⁸¹ « Entweder kürzt der Grossrat die Einkommen unserer Herren Chefärzte oder das KO kommt mit einer Volksinitiative »; « Entweder beschliesst man in Sitten vernünftige Pensionen für die Staatsräte oder wir starten noch eine Initiative », *RA* 33, 02.02.1979, p. 11.

⁴⁸² INFO-Intern 2/79, p. 12 – 13, « Protokoll der Vorstandssitzung vom 28.05.79 ».

⁴⁸³ Theler, Luzius, « Menschen wie Du und ich: Seit zehn Jahren am Kiosk... », *WB* du 30.11.1978, p. 6.

⁴⁸⁴ Par exemple, pour la *RA* 28, la discussion des textes est agendée au 15 juin 1978, le lay-out au week-end du 17/18 juin,

8. La nouvelle offre médiatique

8.1 Nouvelles rubriques, nouvelles séries

Nous l'avons vu, le KO procède à plusieurs évolutions dans son fonctionnement – que ce soit sur le plan de l'organisation, des investissements et des infrastructures – qui se traduisent notamment par une augmentation de la fréquence de parution et du tirage, évolutions qui ne sont pas sans conséquence sur le contenu du journal. En effet, la *RA* va s'efforcer d'offrir une continuité accrue à son traitement médiatique. C'est ainsi qu'apparaissent au cours de l'année 1976 à la fois des nouvelles rubriques et des séries d'articles thématiques s'étalant sur plusieurs éditions – matérialisant la volonté de la *RA* de s'établir sur la durée dans le paysage médiatique. La rubrique « Von A bis Z » est introduite lors de la *RA* 13 (septembre 1976) et se conçoit comme un condensé de petits articles croustillants et moqueurs, visant semble-t-il surtout à montrer les agissements des partis C du Haut-Valais, ce qui s'exprime par l'utilisation des petits œufs CVP/CSP⁴⁸⁵ se tenant par les épaules pour la séparation des brèves. Rubrique qui permet de revenir régulièrement sur des sujets traités en apportant des informations complémentaires et qui reste dans le style combatif de la *RA* – dans le titre, la lettre A est surmontée d'un canon qui tire un boulet en direction du Z. Les brèves offrent également la possibilité au KO de montrer qu'il « sait » des choses, même si les sources sont trop insuffisantes pour justifier un article plus volumineux ou l'espace au sein du journal trop restreint pour aborder telle ou telle thématique en détail. D'autre part, la *RA* 13 voit également l'apparition de la rubrique « Aus Betrieb & Gewerkschaft », dont le propos est de relater en continu les luttes sociales dans les entreprises,⁴⁸⁶ de rendre compte des initiatives des syndicats (par exemple l'initiative pour la semaine à 40 heures) et des négociations des contrats collectifs (surtout à la Lonza), de traiter de la question du chômage, mais aussi de dévoiler les pratiques frauduleuses de certains entrepreneurs, dans la lignée de l'engagement de la revue à publier les histoires que les autres journaux passent sous silence. Cette rubrique, clairement identifiable, se situe généralement vers la fin du journal. Elle paraît dans tous les numéros entre septembre 1976 et septembre 1977 (à l'exception de la *RA* 18), avant de se faire plus rare jusqu'à disparaître après la *RA* 32 de novembre 1978. En outre, la *RA* prend l'habitude de terminer son numéro par un petit dessin humoristique intitulé « Der heitere Schlusspunkt », sorte de conclusion ironique en image d'un/des sujet(s) traité(s).

A côté de ces rubriques, l'autre principale évolution est l'émergence de séries thématiques – sous forme de feuillets – à l'instar de celle sur l'histoire valaisanne,⁴⁸⁷ rédigée dans une perspective

tandis que la vente est prévue pour le week-end suivant. INFO-Intern 4/78, p. 1 « Editorial ».

⁴⁸⁵ On trouve aussi deux cœurs amoureux ou deux éléphants dont l'un (CVP) appuie sa trompe sur la tête de l'autre.

⁴⁸⁶ La *RA* traite ainsi sur une pleine page de la grève dans l'entreprise Dubied, à Couvet (*RA* 13, p. 10), tout comme elle soutient le combat des employés de l'entreprise Sarcem à Meyrin qui ont occupé l'usine durant 4 mois.

⁴⁸⁷ Les articles sont consacrés à la guerre du Sonderbund (*RA* 14) et à son contexte social (*RA* 15), à la construction du tunnel du Simplon et à ses implications sociales (*RA* 16), à l'émergence du Valais industriel et aux grèves qui l'accompagnent (*RA* 17), à la crise économique de l'entre-deux-guerres (*RA* 21/22), à l'apparition du socialisme en Valais et à la naissance du

historiographique clairement de gauche et qui témoigne du désir à la fois de proposer du contenu (politico-)culturel, de faire connaître l'histoire du canton d'un point de vue alternatif et de montrer que derrière les grands discours des politiciens d'aujourd'hui et de jadis se cachent le plus souvent des intérêts qui n'ont rien d'héroïques – ce qui permet au KO d'inscrire son devoir de critique des pratiques dominantes dans une perspective diachronique.⁴⁸⁸ La série sur Karl Dellberg (décédé en juillet 1978) – lancée à partir du n° 30 et qui s'étale sur sept épisodes et décrit la vie, l'engagement social et le parcours politique du « Lion de Sierre » – s'inscrit dans la même veine, puisqu'il s'agit de montrer à la jeunesse haut-valaisanne notamment que la gauche était déjà implantée en Valais, et que le socialisme n'est pas une excroissance venue de l'extérieur.

La *RA* 19 lance également une série sur la question des apprentis, prolongeant ainsi les buts visés par la rubrique sur les entreprises et les syndicats, à savoir le traitement plus spécifique des préoccupations des travailleurs. Le premier épisode (deux pages dans la *RA* 19) se penche sur la situation des apprentis, afin de montrer leurs conditions de formation, leurs moyens de lutte contre des situations intenable et les institutions concernées par ces questions, tout en donnant aux apprentis des indications sur leurs droits et les instances auprès desquelles s'informer. Le deuxième épisode, dont le titre donne le ton « Oberwallis – kein Lehrlingsparadies », remet la question de l'apprentissage dans le contexte plus large de la problématique des régions périphériques qui ne peuvent offrir qu'un nombre limité de places d'apprentissage. Le troisième et dernier épisode traite de la nouvelle loi fédérale sur la formation professionnelle que rejette la *RA* parce que faite sur le dos des apprentis et derrière laquelle elle voit l'institutionnalisation des pratiques patronales.⁴⁸⁹ Les n° 40 et 43/44 reprendront la question des apprentis, avant que la *RA* 52/53⁴⁹⁰ ne publie de larges extraits d'une étude à prétention scientifique sur la situation des apprentis dans le Haut-Valais, basée sur 800 entretiens (sur les 1500 apprentis que compte la région), réalisée dans leur temps libre par Stefan Niklaus (lequel semble selon des informations diffuses des archives avoir activement participé à la série décrite ci-dessus⁴⁹¹), René Anthamatten – tous deux membres du KO – et Matias Finger, et

PSV (*RA* 25), à la lutte des Jaunes et des Noirs contre les Rouges (*RA* 28) et aux mesures de politique sociale de l'entre-deux-guerres (*RA* 29).

⁴⁸⁸ La *RA* commence par dénoncer le récit historique traditionnel qui ne met l'accent que sur les héros de guerre et les grandes personnalités, alors que sont négligés le contexte social et les conditions de vie de la grande partie de la population. Or le KO considère « die Geschichte denn auch nicht als Geschichte von Helden, sondern als Geschichte von Klassenkämpfen. » Selon lui, cette lutte de classes entre travailleurs et capitalistes se poursuit aujourd'hui, si l'on pense à la question de l'AVS, à la lutte contre la fermeture des usines Bally, à la grève de l'usine Dubied ou encore au combat des travailleurs et antifascistes chiliens contre la dictature de Pinochet. Ainsi non seulement le passé et le présent sont liés à travers cette énumération, mais il est significatif que ces thématiques ont pour point commun d'avoir trouvé un écho dans la *RA*. « Lasst hören aus noch nicht so alten Zeiten », *RA* 14, 21.10.1976, p. 1.

⁴⁸⁹ « Zur Situation der Lehrlinge », *RA* 19, 03.06.1977, p. 6 – 7; « Oberwallis – kein Lehrlingsparadies », *RA* 21/22, 27.10.1977, p. 14 – 15; « Gesetzliche Verankerung der unternehmerischen Praxis ? », *RA* 24, 12.01.1978, p. 10 – 11.

⁴⁹⁰ « Untersuchung zur Lage der Lehrlinge im Oberwallis », *RA* 52/53, 02.09.1981, p. 10 – 13.

⁴⁹¹ De plus, il avait été désigné « Geprächsleiter » lors d'une discussion publique organisée par la « Lehrlingsgruppe » (l'un des groupes à l'origine de la fondation du KO) à Brigue en 1972. INFO-Intern Nr. 2, p. 2, « Lehrlinge und Berufslehre ». D'autre part, son mémoire de licence auprès de la Faculté des Lettres de l'Université de Fribourg s'intitule ainsi: *Die*



publiée en 1981 sous la forme d'une brochure de 120 pages intitulée *Vom Lehrling zum Leerling ?*. L'idée en avait été lancée dès le printemps 1978 dans un papier rédigé par Niklaus et Anthamatten pour l'INFO, où ils se proposaient de lier objectif scientifique et politique, d'une part en tentant d'appréhender la réception par les apprentis de la série qui leur est consacrée par la *RA* et d'autre part de constater la conscience politique des apprentis vis-à-vis du KO.⁴⁹² Avec l'exemple de Niklaus, qui se penche sur la question des apprentis au moins depuis 1972 (voir note 492), on perçoit comment un média alternatif peut faire office d'instance de formation pour ses producteurs, dans la mesure où l'habitude prise – et la compétence acquise – d'effectuer des recherches sur un sujet avant d'en faire une synthèse argumentée sous forme d'article est susceptible de préparer en quelque sorte le terrain pour des activités futures. Bien entendu, la formation universitaire joue également son rôle. Atton relève que « education in the alternative media leads to self-reflexive practice », pratique qui favorise l'autodidaxie, l'imagination, l'autonomie et la créativité chez les producteurs de médias alternatifs par l'expérimentation collective⁴⁹³ – constat qui peut également s'appliquer à Bodenmann, par exemple, tant le juriste que l'homme politique, mais aussi à Peter Jossen (conseiller national socialiste entre 1999 et 2003) et Thomas Burgener (conseiller d'État socialiste entre 1999 et 2009) qui rejoindront la rédaction de la *RA* au moment de son autonomie, en 1982. D'autre part, les producteurs de la *Glarner Zeitung* indique que la collaboration à cette revue leur a permis « dadurch lernen zu sprechen und zusammenzustehen ».⁴⁹⁴

Si ces deux séries permettent d'étoffer l'offre médiatique de la *RA*, on peut estimer qu'elles n'ont de loin pas eu le même impact que celle consacrée aux « Haie »⁴⁹⁵ et à la publication des revenus imposables de certaines personnalités « importantes » du Haut-Valais, série qui n'est certainement pas étrangère à l'augmentation continue du tirage en 1976. La *RA* 10 donne le signal de départ en s'attaquant aux « Visper Haie » (avocats, médecins, entrepreneurs, architectes, directeurs de banque et autres ingénieurs), dans l'optique de tordre le cou à la légende urbaine justifiant les salaires astronomiques par la quantité de travail effectué. Ironisant sur le peu de sommeil qu'implique une telle charge de travail, la *RA* rejette les références à la formation, l'intelligence, l'efficacité ou encore la responsabilité pour légitimer les différences salariales, la seule manière de refléter correctement cet état des choses étant de parler de société de classes. Le but n'est ainsi pas de clouer des gens au pilori pour le plaisir, mais de se servir de ces données pour montrer les inégalités monétaires.⁴⁹⁶ Les

Bedeutung der beruflichen Sozialisation von Lehrlingen für eine gewerkschaftliche Jugendarbeit-Konzeption, 1976.

⁴⁹² INFO-Intern 3/78, p. 16 – 20, « Konzept einer Fragebogenaktion ueber die Ausbildungsbedingungen von Lehrlingen im Oberwallis ».

⁴⁹³ Atton, Chris, *Alternative media*, op. cit., p. 153 – 155.

⁴⁹⁴ « Nicht eine Gruppe: viele Gruppen! - nicht eine Aktion: viele Aktionen! », *Glarner Zeitung*, n° 23, jan. 1979, p. 2.

⁴⁹⁵ Rogenmoser indique que le nom est tiré du film « Les dents de la mer » (« Der weisse Hai »). Comme cet auteur a traité en détail la « Haie-Serie » pour décrire la manière de politiser du KO, nous nous contenterons de mentionner les éléments utiles à notre analyse. Rogenmoser, Roman, " *Üflehne und demaskiere* ", op. cit., p. 83 – 99.

⁴⁹⁶ Outre ce but, les anciens membres du KO interviewés par Rogenmoser indiquent que cette série est à placer dans le

différents classements établis sont accompagnés d'un petit texte explicatif, afin de placer ces chiffres dans le contexte historique valaisan.⁴⁹⁷ Après les requins viégeois, c'est au tour de leurs homologues briguois⁴⁹⁸ de faire les frais d'une exposition non voulue (RA 12), avant que la RA ne se penche sur la situation financière de certains habitants de Naters et de Zermatt (RA 14). La RA 13 avait préparé le terrain en annonçant une suite dans le prochain numéro, et il n'est pas anodin que cette annonce soit accompagnée d'un appel à souscrire à un abonnement, ce qui montre que le KO est parfaitement conscient de la caisse de résonance dont bénéficie le sujet qu'il a entre les mains.⁴⁹⁹ La RA 25 (mars 1978) publie sur deux pleines pages les revenus imposables des personnalités viégeoises, en comparant les montants de 1975 et de 1977, alors que la RA 20 avait glosé sur le fait que les médecins du Haut-Valais étaient les mieux payés de Suisse. Si cette série s'interrompt par la suite en tant que telle, sans qu'un terme « officiel » n'y soit mis, on en perçoit les échos dans les RA 29 et 32, laquelle publie en exclusivité le classements des médecins valaisans les mieux rémunérés.⁵⁰⁰ Selon différents membres, le sentiment était que ce sujet commençait à s'épuiser et qu'il ne répondait plus qu'à la curiosité des lecteurs. 40 ans plus tard, les membres du KO tirent un bilan positif de cette série, dans la mesure où ils estiment qu'elle a fortement contribué à la popularité du KO et de son organe, notamment en raison de l'exiguïté du territoire haut-valaisan qui fait que les personnalités étaient toutes relativement connues de la population.⁵⁰¹

Si la lassitude des militants du KO et l'épuisement du sujet sont certainement des raisons ayant joué un rôle dans l'arrêt de cette série, les relations entre commérage, scandale et affaire mises en évidence par Lemieux peuvent fournir un éclairage différent (voir aussi C.4.2.2). De fait si la révélation des revenus de personnalités a permis au journal d'accroître sa diffusion, elle n'a pas débouché sur des mobilisations de la part du public, c'est-à-dire qu'il n'a pas été possible de transformer les

contexte de la critique fondamentale du capitalisme, et qu'elle avait également pour objectif de réveiller le Haut-Valais et de briser des tabous. Rogenmoser, Roman, « *Üflehne und demaskiere* », *op. cit.*, p. 89.

D'autre part, Niklaus décrit 30 ans plus tard les fondements de cette série: « Was die Mehrheit mit Staunen zur Kenntnis nahm und bei einer Minderheit für hitzige Köpfe sorgte, basierte auf dem politischen Credo, dass der Hauptwiderspruch in unserer Gesellschaft in der ungerechten Verteilung des gesellschaftlich erarbeiteten Reichtums besteht. », Niklaus, Stefan, « Zur Bedeutung und Wirkung der Roten Anneliese », RA 179, octobre 2003, p. 15.

⁴⁹⁷ Ainsi, les honoraires des notaires sont décrits comme étant le résultat de la forte présence de cette catégorie au Grand Conseil qui a pu s'assurer des contrats intéressants lors du boom de la construction. Les entrepreneurs de la construction ont profité pour leur part de droits d'entrée dans la branche relativement faible en termes de capital au début des années 1960 pour se créer une place dominante au moment de l'augmentation de la demande de logement. Comme ce secteur est moins touché par la concentration, de nombreux entrepreneurs ont pu profiter de cette poule aux œufs d'or. Certains classements sont surmontés d'un petit titre qui se veut ironique et percutant: « Die fetten Herren Notare » ou encore « D'Höupsach mu isch gsund » pour le classement des médecins. « Entlarvt: Die Visper Haie », RA 10, mars 1976, p. 2.

⁴⁹⁸ Les proches des militants du KO ne sont pas épargnés, puisque le père de Peter Bodenmann prend la première place du classement « Je CVP-CSP desto haier ».

⁴⁹⁹ « Von A bis Z », RA 13, septembre 1976, p. 4.

⁵⁰⁰ « Exklusiv: Horrende Aerzte-Honorare! », RA 32, 30.11.1978, p. 12.

⁵⁰¹ Certains n'ont pas été choisis au hasard, comme le Dr. Klingele, connu pour son engagement contre l'avortement – et donc, dans la vision du KO, contre la liberté des femmes à disposer de leur corps – « forçant » nombre de femmes à se rendre dans les grandes villes suisses. Rogenmoser, Roman, « *Üflehne und demaskiere* », *op. cit.*, p. 90.

« commérages » sur les revenus en scandale.⁵⁰² Si le commérage est fréquemment associé au bavardage malveillant ou au ragot à propos de tiers entre individus familiers, Thompson montre qu'il peut aussi inclure des formes de communication de masse, notamment dans le cas des journaux ayant des « gossip columns » sur le mode de ce qu'il nomme « non-reciprocal intimacy at a distance ». Ces rubriques partent du principe que les lecteurs ont une relation intime avec les personnalités mentionnées – intimité non réciproque puisque ces personnalités ne connaissent pas les lecteurs – et qu'ils sont donc potentiellement intéressés à en apprendre davantage. Si le commérage est plutôt d'ordre privé alors que le scandale a pour vocation à être public, ces deux formes se chevauchent lorsque le commérage assume un caractère public, sous réserve que d'autres conditions soient remplies.⁵⁰³ En effet, Dampierre a notamment montré que pour qu'un scandale émerge, il faut présupposer à la fois « l'existence, ou plus exactement la possibilité, de l'existence d'un public »⁵⁰⁴ et l'idée « que pour constituer un scandale, l'événement scandaleux ne suffit pas; il faut lui trouver un public »⁵⁰⁵, de sorte que « que le public soit restreint, et le scandale reste minime »⁵⁰⁶. Sans être en mesure d'analyser ce phénomène de manière précise, il n'en reste pas moins que les révélations de la *RA* – qui ne comportaient pas d'analyse critique de la répartition de la richesse dans un système capitaliste – n'ont pas entraîné l'émergence d'un sentiment d'indignation suffisamment fort parmi la population pour se matérialiser sous forme de mobilisations – peut-être également en raison du silence de la presse locale illustrant un certain consensus social sur cette question – et que le fait de décrire ces revenus comme « scandaleux » ne suffit pas à faire surgir un scandale, ce qui peut également expliquer l'impression d'essoufflement du sujet et illustrer les limites de la politique médiatique du KO sur cet aspect. Les militants du KO étaient néanmoins conscients de ces limites comme en témoigne la réponse de Bodenmann à un journaliste lui demandant quel pouvait être l'impact politique de la publication « au centime près » des revenus de certaines personnalités haut-valaisannes:

« Évidemment, ça n'a rien changé à leur situation. Pourtant, ce dossier a eu un succès considérable. Ce qui nous intéresse, c'est que les gens sachent à qui ils ont affaire, quels sont les moteurs des personnages bien placés qu'ils soutiennent. Et ça les amène, progressivement, à choisir leur camp. (...) En fait, c'est semer des idées qui ne peuvent que faire leur chemin. »⁵⁰⁷

Notons tout de même que le KO a tenté d'impliquer la sphère politique dans cette question, en déposant par l'entremise de Bodenmann une motion concernant la limitation des revenus des

⁵⁰² « (...) le commérage est un mode d'accusation qui n'entraîne pas un véritable châtement de l'accusé », au contraire du scandale. Lemieux, Cyril, « L'accusation tolérante », *op. cit.*, p. 391.

⁵⁰³ Thompson, John B., *Political Scandal. Power and Visibility in the Media Age*, Cambridge, Polity, 2000, p. 26 – 27.

⁵⁰⁴ Dampierre, Eric, « Thèmes pour l'étude du scandale », in *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 9^{ème} année, n° 3, 1954, p. 330. Pour Dampierre, le scandale fait office de « test » pour les valeurs socialement reconnues, ayant le potentiel tant de renforcer ou de saper ces valeurs.

⁵⁰⁵ *Ibid.*, p. 331.

⁵⁰⁶ *Ibid.*, p. 332.

⁵⁰⁷ Dayer, François « Les rouges: il n'est pas nécessaire d'être bête pour être à gauche », *TLM* du 17.06.1979, p. 25.

médecins-chefs auprès du Grand Conseil.⁵⁰⁸ Dans un article de juin 1979 traitant d'un recours déposé par une citoyenne sédunoise quant aux entraves mises par le service des contributions au sujet de la consultation des registres fiscaux, Michel Eggs rappelle pour *La Liberté* que la *RA* avait publié les déclarations fiscales de certaines personnalités, sans s'attirer d'ennuis judiciaires. Conclusion: « La publication des registres fiscaux ne pourrait-elle pas constituer une précieuse contribution à la lutte contre la fraude fiscale ?... »⁵⁰⁹.

Les méthodes de la *RA* ne font toutefois pas l'unanimité en interne puisqu'un militant motive sa démission (entre autres raisons personnelles et professionnelles) par le style des dernières *RA* – il écrit le 18 juin, donc probablement juste après la *RA* dédiée au « Briger Haie » – qu'il qualifie de « linker Boulevardjournalismus », dont les méthodes (attaques personnelles, formules choc) font courir le risque de s'abaisser au niveau des journaux bourgeois.⁵¹⁰

Il évident que le style de la *RA* n'est pas goûté par tout le monde, et on essaie par divers moyens de mettre des bâtons dans les roues du KO. Ainsi, la *RA* 12 affirme que, l'establishment briguois redoutant d'être lui aussi attaqué, le CC de Brigue-Glis a décidé d'une part de modifier les heures de consultation des registres fiscaux, en les plaçant à des horaires impossibles pour les travailleurs (de 10 h à midi et de 14 h à 16 h), et d'autre part, d'interdire la prise de notes et de n'autoriser qu'une seule visite.⁵¹¹ Quant à la presse quotidienne, si on a toutes les raisons de penser qu'elle rejette les méthodes de la *RA*, elle ne commente pas directement ces séries. L'un des « Visper Haie » incriminé prend toutefois la peine de se justifier en détaillant son revenu dans les colonnes du *WB*, « um mich gegenüber zahlreichen telefonischen, wohl- und übelgesinnten Anfragen abzusichern und in Zukunft meine Ruhe haben »⁵¹², signe que ces révélations ont provoqué une certaine émotion. Un autre lecteur écrit au *WV* pour dénoncer les agissements de la *RA*, fossoyeuse de l'économie, en s'appuyant sur le passé du Valais qui montre suffisamment que les grands hommes ont bien mérité du pays, réaffirmant en cela la « tyrannie de l'image de marque du territoire ». En les attaquant, la *RA* ne fait qu'exprimer la jalousie de gens incapables de travailler et qui ont pour seul horizon l'esclavage de l'économie planifiée.⁵¹³ Pour sa part, Frater Leo, chroniqueur régulier du *WV*, rappelle en première page que

⁵⁰⁸ « Entweder kürzt der Grossrat die Einkommen unserer Herren Chefärzte oder das KO kommt mit einer Volksinitiative! », *RA* 33, 02.02.1979, p.11.

⁵⁰⁹ Eggs, Michel, « Le Conseil d'État accepte le recours d'une Sédunoise », *La Liberté* du 22.06.1979, p. 3.

⁵¹⁰ Archives SPO, Classeur « 20.08.76 », Lettre du 18.06.1976, de Odilo Noti au KO. Un autre membre fait part de ses réticences vis-à-vis d'un vocabulaire animalier, dans la mesure où « die Begriffswelt des Klassenkampfes genügend Möglichkeiten anbietet, um Tatbestände zu nennen. » D'autre part, il inscrit sa critique dans une perspective stratégique, puisqu'il estime que le KO serait ainsi moins soumis aux attaques. Archives SPO, Classeur « 20.08.76 », Lettre du 22.09.1976, de Stefan Niklaus au KO.

⁵¹¹ « Entlarvt: Die Briger Haie », *RA* 12, juin 1976, p. 2. Pour voir les réactions des « Haie » concernés, voir Rogenmoser, Roman, « Üflehne und demaskiere », *op. cit.*, p. 93 – 97. A Uri, le conseil communal d'Altdorf refuse de donner l'autorisation à la rédaction d'*Alternative* de consulter les taxations fiscales des médecins de la commune. « ärteeinkommen:tabu ? », *Alternative*, n° 26, juillet/août 1977, p. 18.

⁵¹² Stoffel, Leo, « Erklärung an die Presse », *WB* du 03.18.1976, p. 7.

⁵¹³ « Die " Rote Analyse " - Totengräberin der Wirtschaft », *WV* du 15.04.1976, p. 8.

Staline, Hitler, Mussolini et Mao utilisaient volontiers des termes issus du vocabulaire animalier pour désigner leurs ennemis, et s'il ne cite pas directement la *RA*, les parallèles qu'il cherche à établir devaient être clairs à tout lecteur.⁵¹⁴ Cette série a également dépassé les frontières cantonales, puisque la rédaction de la revue alternative *Steibock* de Nidwald écrit à la *RA* pour demander si la liste dont parlait la *RA* 32 mentionne également des médecins nidwaldiens.⁵¹⁵

8.2 Continuité, diversité et propositions alternatives

A côté de ces nouvelles rubriques et de ces séries, la continuité recherchée par le KO se manifeste également dans son traitement médiatique plus « routinier ». Bien que jusqu'à la *RA* 21/22 comprise, les numéros sont surmontés d'un titre,⁵¹⁶ on observe une plus grande diversité dans le choix des sujets traités, ce qui témoigne d'une part d'un investissement accru dans le travail de recherche et d'autre part d'une croissance du flux d'information à destination du KO,⁵¹⁷ que celui-ci encourage à développer en indiquant un numéro de téléphone et les heures d'ouverture du secrétariat.⁵¹⁸ D'autre part, à travers les interventions de Bodenmann au Grand Conseil, élu député-suppléant en mars 1977, on constate ce va-et-vient entre activité parlementaire et travail journalistique, dans la mesure où huit des dix interpellations reproduites dans l'INFO 5/77 avaient fait l'objet d'un article dans la *RA*.⁵¹⁹ Avec une fréquence de parution plus élevée, il devient possible de reprendre certains sujets, que ce soit pour livrer des informations complémentaires ou pour relater les évolutions depuis le dernier article. Ainsi, à titre d'exemple, la *RA* 11⁵²⁰ publie des informations sur la vente de terrains, dans le cadre d'une coopérative d'alpage, par des personnalités du Haut-Valais – dont le président du CVP Aloïs Kämpfen – au DMF dans la région du Simplon, malgré les bonnes paroles professées en 1974 (voir *RA* 2), dont le KO a eu vent par des rumeurs. Ce sujet l'intéresse d'un triple point de vue, puisqu'il peut à la fois montrer que le DMF ne tient pas ses promesses concernant l'information à la population (le président de l'association de la planification régionale n'étant même pas au courant de ces tractations), discréditer le statut de défenseur des régions périphériques du CVP et mettre en évidence

⁵¹⁴ Frater Leo, « Haie, Geier, Volksfeinde... », *WV* du 19.09.1976, p. 1.

⁵¹⁵ Archives SPO, Classeur « Korrespondenz 1.10.78 – 31.12.79 », Lettre du 07.05.1979 de *Steibock* à la *RA*. Notons que *Alternative* et *Glarner Zeitung* abordent également la question des honoraires des médecins; « Chefarzt-Honorare: Es geht auch anders ! », *Alternative*, n° 39, avril 1979, p. 6; « Kantonsspital », *Ibid.*, n° 40, mai 1979, p. 7; « Gesundheit wird immer teurer », *Ibid.*, n° 46, jan/fév 1979/80, p. 4 – 5; « Von den Einkommen der Ärzte », *Glarner Zeitung*, n° 7, novembre 1975, p. 1.

⁵¹⁶ Ce dont témoignent les intitulés des différents numéros, par exemple « Zur Frage der Mitbestimmung » (*RA* 10), « « Volksfeind kauft Volksfreund » » (*RA* 11), « Raumplanung gegen wen ? » (*RA* 12), « Orientierungsschule: Reinfall » (*RA* 13), « Wahlen, Wahlen, Wahlen » (*RA* 15), « Mehrwert bachab! » (*RA* 19), « Fristenlösung » (*RA* 20 ou encore « Briger Verkehr Unser Vorschlag » (*RA* 21/22), qui est le premier à mentionner une proposition du KO.

⁵¹⁷ Ainsi, commentant les bons résultats aux élections communales, la *RA* 16 peut faire le constat suivant: « Das Vertrauen vorab der arbeitenden Bevölkerung in unsere Zeitung ist gewachsen. Dies beweisen viele Kontakteleute und Informanten aus praktisch allen Lebens- und Arbeitsbereichen. », « Gemeinderatswahlen: Wird das Oberwallis rot ? », *RA* 16, janvier 1977, p. 1. Pour un exemple de cette relation lecteur-journal, voir la note 262.

⁵¹⁸ « Wussten Sie schon... », *RA* 13, septembre 1976, p. 1.

⁵¹⁹ INFO-Intern 5/77, p. 22 – 33, « Arbeit im Grossrat ».

⁵²⁰ Karl Dellberg signe comme rédacteur responsable. Redoute-t-on à nouveau une intervention judiciaire du DMF ?

sa bonne volonté dans son engagement en faveur de la population haut-valaisanne. Les *RA* 12, 13, 18 et 20 reviendront ainsi sur cette question, rappelant être que la *RA* est le seul journal à l'avoir abordée.⁵²¹ On constate ainsi que le traitement de ce qu'on considère comme étant un scandale s'étale sur plus d'un an, ce que permet précisément une parution plus régulière. L'aspect continu du traitement de certaines thématiques se voit aussi lorsque la *RA* donne de petits avant-goûts, à l'instar du n° 29, où l'encadré suivant le revenu des médecins annonce la publication de la liste complète des « Briger Haie » et ajoute: « Soviel können wir heute schon verraten: Mitten in diesen harten Zeiten kann der reichste Briger bereits ein jährliches Einkommen von einer Million versteuern ».⁵²²

Une certaine diversité s'observe également, puisque paraissent certains sujets qui ne sont pas directement en lien avec le cadre haut-valaisan, mais davantage avec l'actualité nationale, voire internationale, à l'instar d'articles sur le Chili de Pinochet (*RA* 15) – où est également montrée la complaisance de la droite valaisanne vis-à-vis du régime chilien – les banques qui profitent de la crise (*RA* 18), l'affaire financière d'une succursale du Crédit suisse à Chiasso (*RA* 19) ou encore le procès opposant la « Arbeitsgruppe 3. Welt » à la multinationale Nestlé (*RA* 17).

Le choix des personnes interviewées témoignent aussi de cette diversité, puisque si les premiers numéros avaient surtout mobilisé Karl Dellberg, on fait désormais également appel à Gabrielle Nanchen, ainsi qu'à des responsables syndicaux. D'autre part, le KO montre une certaine disposition à offrir des dispositifs d'expression à ceux qui en sont d'ordinaire privés, comme le montrent la parole donnée au comité de grève de l'entreprise Matisa sur une demi page (*RA* 11) ou à un apprenti dans la *RA* 10, la publication d'un résumé du Manifeste 77 (critique de la bureaucratie au sein du syndicat FTMH, *RA* 21/22), l'interview de Gérard Vuffray, ingénieur agronome engagé par l'Association de défense contre les émanations nocives des usines pour étudier le problème du fluor émis par les industries d'aluminium et qui publie le fameux *Dossier fluor* (*RA* 21/22) – auquel ni le *NF*, ni le *FED*, ni le *WB* n'ont donné la parole – ou encore l'interview de Hans-Peter Graf, délégué du « Arbeitslosenkomitee » de Zurich (*RA* 10). Dans un dossier de quatre pages de la *RA* 13, consacrée à l'école secondaire et plus particulièrement à la répartition des élèves en deux niveaux, ce à quoi s'oppose le KO, une page entière est réservée aux commentaires de parents et d'élèves du niveau B (textes manuscrits).⁵²³ On peut aussi noter que sur les 21 interviews publiées par la *RA* entre février 1976 et décembre 1979 (n° 39), quinze se font sur le mode du tutoiement, trois sans référence

⁵²¹ « EMD kauft Boden auf dem Simplon », *RA* 11, mai 1976, p. 1 – 2; « Skandal auf dem Simplon 2. Akt – Schmierer und Salben hilft allenthalben », *RA* 12, juin 1976, p. 3; « Nanchen stellte Fragen », *RA* 13, septembre 1976, p. 3; « Skandal am Simplon - " Bundeshilfe " für Spekulanten », *RA* 18, 29.04.1977, p. 1 – 2; « Erste Quittung für Wisi », *RA* 20, p. 2. Wisi étant le surnom affectueux que donne la *RA* à Alois Kämpfen.

⁵²² « Entlarvt: Die Briger Haie », *RA* 29, 07.07.1978, p. 6.

⁵²³ Il s'agit d'extrait de rédactions dont la provenance nous est inconnue. « Schüler meinen: Politiker diskriminieren », *RA* 13, septembre 1976, p. 7.

particulière aux formules d'adresse et c'est uniquement pour trois interviews qu'est utilisé le vouvoiement, ce qui donne une impression de proximité et qui tranche avec l'éthique dominante du journalisme qui préconise la « formule de politesse ». Lemieux remarque ainsi que beaucoup de journalistes ont l'habitude de tutoyer certains hommes politiques au cours d'une discussion privée, mais qu'ils passent au vouvoiement « ou à un mode d'adresse désingularisé » lorsqu'ils sont en public, dans le but de créer un effet de distanciation, règle dont la *RA* prend le contre-pied.⁵²⁴

Cette diversité thématique touche aussi des sujets « plus haut-valaisans ». Ainsi, la *RA* 29 (septembre 1978) propose un article sur les viticulteurs, dans lequel certains concernés prennent la parole de manière anonyme, alors que la *RA* 34 (mars 1979) se penche sur la question des salaires des femmes et des luttes des vendeuses pour de meilleures salaires, thématique reprise quelques pages plus loin, la *RA* proposant la traduction d'un témoignage d'une vendeuse diffusé dans l'émission *Temps Présent*. D'ailleurs, les articles consacrés aux luttes féminines deviennent plus nombreux (peut-être le résultat de l'embauche de Käthy Theler, les protocoles ne mentionnent rien à ce sujet), comme l'illustrent les différents textes sur la question de l'assurance maternité (par exemple *RA* 26, 30 et 32), l'entretien mené par la *RA* avec plusieurs travailleuses de l'entreprise Tegra-Watch qui possède une filiale à Naters (*RA* 36) ou encore un article consacré aux droits politiques des femmes dans le contexte du dépôt de l'initiative « pour l'égalité des droits entre hommes et femmes » (*RA* 40). D'ailleurs, si seuls 3 articles (1,3%) abordent la question féminine entre 1975 et 1976, ce chiffre grimpe à 30 (5,2%) pour la période 1977 – 1979.⁵²⁵

Le n° 36 (juin 1979) témoigne d'ailleurs de cette diversité interne, avec notamment l'annonce de l'organisation d'une « Umweltfest », organisée par le groupe OGUV récemment fondé, l'annonce de la parution de la traduction du dernier livre de Maurice Chappaz (accompagné de huit photographies), la première prise de position du KO sur la question du tunnel du Rawyl (face auquel il préfère le Lötschberg) – sujet qui reviendra souvent dans les colonnes de la revue les années suivantes – la publication du bilan comptable du KO, un article sur les conditions carcérales des prisons valaisannes, ainsi qu'une enquête sur le prix des médicaments, qui, suite au sondage effectué par la *RA* à Domodossola, montre les différences entre la Suisse et l'Italie. Notons encore que la rubrique de brèves « Von A bis Z » est renommée en « Dicke Eier », expression pour « grosse connerie », de sorte que le caractère combatif induit auparavant par l'utilisation du canon est amoindri au profit d'un ton plus humoristique. D'autre part, le KO commence à réagir aux reproches récurrents, à la fois de la part des lecteurs et en interne, concernant son manque de propositions, et décide de tenter à l'avenir de mieux faire ressortir ses alternatives à l'aide du lay-out.

⁵²⁴ Lemieux, Cyril, *Mauvaise presse*, Paris, Ed. Métailié, 2000, p. 142.

⁵²⁵ Voir Annexe 2.

Ainsi, après un premier article de la *RA* 14 mettant le doigt sur le chaos existant dans la planification routière dans la commune de Brigue-Glis, la *RA* 21/22 propose sur deux pleines pages – schéma et titre explicite à l'appui – une solution selon elle techniquement faisable pour résoudre la surcharge du trafic. La *RA* revient sur cette question dans son n° 26, en rappelant sa proposition, et se félicite de la décision du CC de Brigue-Glis d'étudier cette variante, avant d'annoncer que la proposition du KO figure parmi les deux variantes retenues par les CC de Brigue-Glis et Naters. Cette proposition sera affinée par l'OGUV en 1980 et présentée dans la *RA* 41 d'avril 1980. Après des années de tergiversation de la part du CC de Brigue-Glis, la *RA* 63 (nov. 1982) peut fêter un demi-succès, en rappelant d'une part qu'elle s'était penchée sur la question dès 1977, et d'autre part, que la proposition de 1982 du Conseil fédéral correspond à 70% à la solution proposée à l'époque par le KO.⁵²⁶

Autre exemple: La *RA* 25 annonce en première page une alternative possible à projet autoroutier en Valais. Les pages intérieures consacrent deux pages à cette question et explicitent les revendications du KO, qui s'appuient sur l'interview d'un opposant à l'autoroute Martigny-Brigue, la reproduction du croquis de la proposition alternative et les avis de huit habitants.⁵²⁷

Ces deux derniers exemples nous permettent notamment de constater que la thématique des transports fait son apparition à partir de 1977 parmi les préoccupations du KO, alors qu'elle occupait une place

Oberwalliser Gruppe für Umwelt und Verkehr (OGUV)

Après l'organisation d'une « Umweltfest » en juin 1979, ce groupe est concrètement fondé en janvier 1980 et se consacre aux questions de trafic et d'environnement, en s'engageant pour davantage de démocratie et de transparence dans les processus de prise de décision. Il est proche du KO dans la mesure où plusieurs de ses militants ont participé à l'assemblée constituante, ce que ne manque pas de relever H. Heinzmann (« Ein neuer Verein », *WV* du 29.01.1980, p. 1). Le premier président de l'OGUV, dont le nombre de membres s'élève à 300 en mai 1980, chiffre bien supérieur à ceux du KO, est d'ailleurs militant actif du KO. Ce groupe ambitionne ainsi de participer aux réflexions sur la question des transports en Valais, tout en refusant l'affiliation à un parti politique. En effet, si le KO est bien représenté, le président affirme que l'OGUV est « überparteilich » et précise que « die OGUV ist nicht der verlängerte Arm des KO » (Eyer, Reinhard, « Hauptziel: Demokratisierung », *spektrum* du 16.05.1980, p. 3). Ce groupe, dont la *RA* rend régulièrement compte des activités, a notamment mis sur pied un théâtre itinérant afin de sensibiliser la population haut-valaisanne à la question de l'autoroute. Ce groupe illustre – de concert avec le KO et la *RA* – le dynamisme de cette génération de Haut-valaisans qui s'engage activement pour les questions sociales et politiques régionales. D'autre part, parmi les membres du premier comité se trouvent des représentants des trois tendances (KO, sections socialistes du Haut et indépendants) dont la création du SOPO en 1982 concrétisera les efforts d'unification de la gauche haut-valaisanne. Notons que cette association compte une entrée dans la fiche « Kritisches Oberwallis » de la police. (24.06.1980, Réf. 77/80/Gsp.)

⁵²⁶ « Umfahungsstrasse Brig-Glis – Magere Informationspolitik », *RA* 14, octobre 1976, p. 6; « Umfahung Brig – Naters: Eine mögliche Lösung », *RA* 21/22, 27.10.1977, p. 8 – 9; « Briger Verkehrsprobleme: Kommt jetzt endlich die Lösung ? », *RA* 26, 13.04.1978, p. 2; « Briger Verkehr: Entscheidung steht vor der Tür », *RA* 30, 19.10.1978, p. 10; « Lösung für Briger Verkehr », *RA* 41, 02.04.1980, p. 8; « Neuer OGUV-Erfolg in Sachen Umfahung von Brig », *RA* 63, 17.11.1982, p. 3.

⁵²⁷ « Gibt es wirklich keine Alternative zur Autobahn durch das Wallis ? », *RA* 25, 03.03.1978, p. 6 – 7.

marginale auparavant. En règle générale, la diversité dont nous avons parlé est reflétée dans la répartition des différents articles. En effet, à l'exception des thèmes « Armée » et « Énergie », quasiment absents, la plupart des thématiques identifiées oscillent entre 4-5% au cours des années 1977 – 1979, ce qui représente plus ou moins 30 articles. Remarquons néanmoins que la part cumulée des catégories « mammouth » – à savoir « Luttés » (24,2%) et « Clientélisme » (29,5%) – totalisent toujours plus de la moitié des articles au cours de cette période.

En plus de ces questions de continuité et de diversité, la *RA* commence également à publier des rectificatifs concernant des erreurs survenues dans les numéros précédents, preuve qu'elle attribue une importance grandissante à sa crédibilité et à l'exactitude des informations qu'elle transmet, preuve également qu'elle doit faire face à des réclamations.

8.3 Der Rote Bote et l'information communale – un engagement citoyen

Dans le cadre de la campagne pour les élections communales à Brigue-Glis de décembre 1976, le flux d'information en direction de la population constitue l'un des principaux chevaux de bataille de la liste commune KO/SP. Socialistes et koïstes promettent ainsi de jouer carte sur table et s'engagent à tenir la population au courant des tractations au sein de l'exécutif briguois.⁵²⁸ Notons qu'à l'occasion de cette campagne, la *RA* 15 se borne à citer les noms des candidats de la liste commune SP/KO, faisant l'impasse sur une présentation individualisée des deux candidats koïstes. La candidature du KO répond à deux objectifs principaux; défense sans compromis des intérêts des salariés et utilisation de la présence au CC à des fins de propagande dans l'optique de diffuser parmi les travailleurs la nécessité de la révolution socialiste.⁵²⁹ Avec l'élection relativement surprise de Peter Bodenmann au conseil communal (CC) de Brigue-Glis, au détriment d'un CVP, le KO a l'occasion de mettre ses principes en application. La *RA* 16 annonce ainsi que le numéro suivant révélera les secrets du conseil communal, expliquant vouloir tenir ses promesses. Notons au passage que dans les commentaires de ces élections, la *RA* ne mentionne pas Bodenmann de manière nominative, mais opte pour une réflexion plus générale sur l'avenir de la gauche dans le Haut-Valais.⁵³⁰ On peut imaginer qu'il s'agit de se démarquer des partis bourgeois qui mettent en avant leurs têtes d'affiche, à quoi s'ajoute le fait que ce numéro paraît plus d'un mois après les élections. Dans un article en pleine page, la *RA* 17 précise la pensée du KO en déclarant qu'elle rendra compte des décisions du CC, tout en maintenant un devoir de discrétion, c'est-à-dire que « wer in irgendeiner Sache mit der Gemeinde zu tun hat, kann auf unsere Verschwiegenheit zählen ». Mais il reste intransigeant sur la communication des pratiques

⁵²⁸ « SP und KO in den Gemeinderat! », *RA* 15, décembre 1976, p. 2.

⁵²⁹ Il est aussi intéressant de constater que dans le plan établi par l'un des membres, la *RA* fait partie des instruments de campagne. Toutefois, il ne concède qu'une page et demi pour les élections, le reste du journal n'étant pas influencé par la campagne. On constate ici que la revue bénéficie d'une certaine autonomie par rapport aux priorités à court de terme de l'organisation électorale. INFO-Intern 9/76, p. 2 – 5, « Gemeinderatswahlen-Information ».

⁵³⁰ « Gemeinderatswahlen: Wird das Oberwallis rot? », *RA* 16, janvier 1977, p. 1 – 2.

sulfureuses du conseil.⁵³¹

Le KO développe ensuite son action, puisque dans le courant de l'année 1977, Bodenmann va proposer au CC la création d'un petit bulletin d'information communal, dont ¼ de page serait réservé à chaque parti pour des commentaires. Comme on considère un refus comme quasi certain, au vu du rapport de force, le KO se prépare déjà à prendre l'initiative et l'idée est lancée de distribuer des tracts tous les deux-trois mois dès l'automne 1977.⁵³² En effet, le problème est que le format régional de la *RA* ne permet pas d'entrer en détail sur des questions spécifiquement brigoises, ce qui limite la possibilité de diffuser les contradictions du CC au sein de la population. Cette question est d'autant plus urgente que la majorité du CC a refusé la publication d'un organe commun, décidant que seul le président a la compétence de participer aux conférences de presse officielles. C'est pourquoi une ébauche de projet concernant le « Rote Briger Bote » est publiée dans l'INFO, détaillant les aspects technique, financier, politique et personnel, ainsi que la marche à suivre. Le but est de proposer une petite revue de format A5 comptant huit à vingt pages, dont le premier numéro serait distribué à tous les ménages, avant d'être vendu Fr. 0.50 au kiosque et bon marché en abonnement, les abonnés de la *RA* la recevant gratuitement « en tant que service supplémentaire. Pour des raisons politiques et de charge de travail, on juge préférable de collaborer avec les socialistes, tout en étant prêt à faire cavalier seul en cas de refus par ces derniers.⁵³³ La question du contenu est délicate, puisque cette feuille ne doit pas concurrencer la *RA*. Il s'agit ainsi de dénoncer les problèmes communaux, en polarisant suivant la question de classe et la défense des intérêts des travailleurs – et en luttant pour la qualité de vie (trafic, places de jeux etc.), sans oublier l'engagement pour une administration saine. Ce projet semble revêtir une importance vitale pour le KO, puisqu'il faut à tout prix éviter que la gauche puisse être associée à la culture du secret diffusée au sein du CC, et d'autre part, on estime que c'est uniquement par la création d'un tel instrument de communication que l'on peut ambitionner mobiliser de larges parties de la population pour des actions ou des questions politiques concrètes sur le plan communal.⁵³⁴

Même si on en est encore au stade de l'élaboration conceptuelle, on constate le changement structurel induit par la présence dans un exécutif, d'une part par l'exposition majeure qu'elle permet, et d'autre part en raison du contrat tacite conclu avec la population, dans la mesure où on peut formuler l'hypothèse que les promesses d'information ont joué un rôle sur le comportement des électeurs qui ont eu l'occasion de constater et d'évaluer la politique de communication du KO depuis maintenant

⁵³¹ « Angstgeheimnis des Briger Geheimrates », *RA* 17, février 1977, p. 3.

⁵³² INFO-Intern 5/77, p. 4 – 8, « « Protokoll der Vollversammlung vom 25. Juni 1977 » ».

⁵³³ Le dilemme est le suivant: comment critiquer la politique réformiste du PSS dans un organe édité en collaboration avec les sociaux-démocrates ? Dans la mesure où on a fait liste commune avec les sociaux-démocrates et qu'on est intéressé à la polarisation gauche-droite, comment légitimer cette publication sans la collaboration de ceux-ci ?

⁵³⁴ INFO-Intern 5/77, p. 9 – 10, « Anmerkung zum Projekt der Rote Briger Bote ».



plus de cinq ans, avec 15 *RA* et la révélation de nombreux scandales à son actif entre autres – même si le nom Bodenmann a certainement joué un rôle dans cette élection. Prévues pour octobre 1977, la publication est repoussée, notamment en raison de la retenue des sociaux-démocrates. Alors que le comité de la section socialiste de Brigue-Glis avait décidé le 19 août de collaborer et de participer à une réunion consacrée à ce sujet avec le KO⁵³⁵, il annonce reconsidérer sa position dans une lettre du 28 novembre, d'un côté pour des raisons financières, et de l'autre pour des critères rédactionnels, dans la mesure où le comité refuse que soient nommés des noms d'élus et que soit traitée la question de la commission scolaire.⁵³⁶ Finalement, après une nouvelle proposition du KO, les socialistes font part de la décision de l'assemblée du parti du 12 décembre de ne pas participer à l'élaboration d'un bulletin d'information commun, préférant se concentrer sur l'organisation de réunions d'information pour la population.⁵³⁷ A nouveau repoussé lors de l'AG du 29 avril 1978 en raison de la proximité avec les vacances estivales, le premier numéro paraîtra finalement comme supplément de la *RA* 30 (octobre 1978), même si la pagination ne marque pas de différence, – soit pratiquement deux ans après que l'idée ait été émise – sous un nom différent que celui qui était prévu; « Der Rote Bote – Informationsblatt des Kritischen Oberwallis für die Region Brig ». Ce changement de nom a pour but d'élargir l'audience, afin d'éviter que les gens de Glis ou Gamsen ne se sentent délaissés, de même qu'il permet l'intégration de questions plus spécifiques à la commune de Naters.⁵³⁸ Dans ce premier numéro, le KO rappelle ses promesses électorales et décrit le processus qui l'ont amené à faire cavalier seul sur cette question (refus de la droite pour des raisons d'accumulation de travail, décision du CC de laisser la compétence exclusive en matière d'information au président), tout en passant sous silence le refus des socialistes et en réitérant son offre aux Noirs et aux Jaunes qui ont la possibilité de défendre leur point de vue dans le *Rote Bote*, s'ils le souhaitent, « falls ihnen das nicht zuviel Arbeit macht »⁵³⁹. D'autre part, le KO met l'accent sur le rapport de force au CC dans la mesure où « die bravsten Schwarzen im Briger Gemeinderat sind die Gelben », ce qui fait du *Rote Bote* une nécessité, puisqu'on estime qu'un CC sans opposition sérieuse constitue la porte ouverte aux magouilles. La fonction de ce bulletin sera de montrer les positions des conseillers, afin que le citoyen puisse se faire une meilleure image de leur activité en vue des prochaines élections. Il est ainsi annoncé que le *Rote*

⁵³⁵ Archives SPO, Classeur « Korrespondenz 1.10.77 bis 30.9.78 », Lettre du 18.10.1977, de Konrad Wyser-Frei au « Parteikameraden ».

⁵³⁶ Sur ce point, il nous faut préciser que les débuts de Bodenmann au CC ont été marqués par l'affaire du « Schülerstreik », lors de laquelle des parents d'élèves du primaire, soutenus par les élus de gauche, ont refusé d'envoyer leurs enfants à l'école, protestant contre le temps en moyenne plus long de 30% que passent les élèves haut-valaisans à l'école par rapport à la moyenne suisse. Nous n'avons pas l'espace pour parler de cette affaire, mais il semble que les hésitations des socialistes soient liées à cette affaire, sans oublier leur retenue traditionnelle vis-à-vis des stratégies de communication du KO. Archives SPO, Classeur « Korrespondenz 1.10.77 bis 30.9.78 », Lettre du 28.11.1977, de Konrad Wyser-Frei au KO, « Gemeinsames Informationsbulletin auf Gemeindeebene ».

⁵³⁷ Archives SPO, Classeur « Korrespondenz 1.10.77 bis 30.9.78 », Lettre du 19.12.1977, de Hans Lacher au KO.

⁵³⁸ INFO-Intern 6/78, p. 5 – 7, « Protokoll der KO Vollversammlung vom 23.9.1978 ».

⁵³⁹ « Versprechen halten », *RA* 30, 19.10.1978, p. 7. On y trouve des articles sur l'OGA, sur la question de la taxe des ordures et sur le trafic briguois (avec notamment une proposition de la part du KO).

Bote sera à l'avenir publié dans les colonnes de la *RA* – ce numéro ayant été envoyé à tous les ménages pour une dépense de Fr. 1000.--, ce que le KO ne peut se permettre huit fois par an – en tant que supplément, le KO profitant au passage pour proposer la souscription de l'abonnement pour Fr. 12.-- jusqu'à la fin 1979.⁵⁴⁰ Cette rubrique, abordant surtout la question des transports et des traitements des déchets, paraîtra lors des cinq numéros suivants, *RA* 35 (19 mai 1979) comprise, avant de disparaître, du moins sous une forme clairement identifiable, sans que les protocoles nous renseignent sur cette suppression. Toutefois, cette tentative, même si les ambitions quant à la taille de cette « revue » ont été revues à la baisse, constitue un élément intéressant dans l'évolution de la politique informationnelle du KO. On voit ainsi d'une part qu'il tient à respecter ses promesses vis-à-vis de la population, dans un souci de cohérence politique – ce qui témoigne également d'une certaine recherche de respectabilité ou de légitimité dans le champ politique qui accompagne une présence dans un exécutif – et d'autre part, que c'est précisément l'élection de l'un de ses membres, couplée à la conception de la transmission d'information que défend la *RA* depuis ses débuts, qui crée les conditions de possibilité de la réflexion sur un bulletin d'information local au service des citoyens.

8.4 *L'ancrage local*

Nous avons relevé le fait que les militants du KO attribuaient une certaine importance à l'ancrage local de leur publication. Il n'est dès lors pas étonnant que la grande majorité des articles de la revue aient un caractère haut-valaisan marqué, ce qui s'explique à la fois par les objectifs politiques et sociaux du KO – c'est-à-dire que le territoire où il compte exercer ses effets est précisément délimité – et par la configuration de l'accès aux informations, qui repose en grande partie sur la bonne volonté d'informateurs externes. En ce sens, la « Haie-Serie » et la série sur l'histoire valaisanne, tout comme le projet du *Rote Bote* illustrent parfaitement cette logique. De même, il n'est pas étonnant que la première proposition concrète de grande ampleur du KO soit consacrée à la route de contournement de Brigue et Naters, dont l'objectif principal est d'épargner les nuisances du trafic aux zones résidentielles.⁵⁴¹ La question des transports constitue ainsi également un bon exemple des tendances régionalistes de la *RA*.

En effet, si l'opposition à l'autoroute Martigny-Brigue se fait entendre dans toutes les parties du canton, le KO est le seul groupement politique valaisan à rejeter la construction d'un tunnel au Rawyl. Pour le KO et la *RA*, ce projet de liaison routière entre le Valais central et le Plateau suisse constitue à la fois un camouflet pour le Haut-Valais en raison de son éloignement et une solution bancaire, dans la mesure où le versant nord de ce tracé implique la traversée chronophage du Simmental. En lieu et place de ce tunnel, le KO milite pour le développement du tunnel du Lötschberg reliant le Valais avec

⁵⁴⁰ « Erdrückende Mehrheit », *RA* 30, 19.10.1978, p. 7.

⁵⁴¹ Pour être plus précis, il faut signaler qu'une grande majorité des militants du KO sont originaires de Brigue-Glis ou Naters. D'après les listes de présence aux assemblées, seul un militant régulier indique habiter Viège.

le Gasterntal – avec suppression des tarifs de chargement – qui est d'une part plus cohérent dans la perspective de la liaison vers le sud via le Simplon et d'autre part plus avantageux pour le Haut-Valais. Car pour le KO, si le Rawyl fait l'unanimité dans la classe politique valaisanne, c'est en raison de la puissance de la « Mittelwalliser Spekulanten-Mafia » qui veut drainer le flux de touristes en direction de Crans-Montana, principal bénéficiaire de ce projet. Cette mafia aurait échangé le soutien des partis C haut-valaisans contre deux sièges au Conseil d'État et un siège au Conseil aux États, marchandage qui illustre pour la *RA* la soumission des intérêts régionaux haut-valaisans à des intérêts partisans et de classe. La *RA* se propose aussi de calculer les distances et les temps de trajet entre Berne et différentes localités valaisannes (Martigny, Sion, Sierre et Brigue), suivant les trois variantes (autoroute par le Bas-Valais, Rawyl et Lötschberg), pour conclure que le Haut-Valais serait clairement lésé en cas de construction du tunnel du Rawyl.⁵⁴² La *RA* revient sur cette question à l'occasion du n° 38 dans un article où sont répétés les arguments du KO en faveur du Lötschberg et dans lequel on regrette le soutien apporté par Gabrielle Nanchen au Rawyl, dont ne se sont pas distancés les socialistes haut-valaisans.⁵⁴³ En effet, le PSV s'était exprimé dès 1977 en faveur du tunnel du Rawyl, et le rédacteur du *PV*, Alfred Rey, accuse le KO de prêcher « un vieux régionalisme exacerbé; Haut-Valais contre Bas-Valais. »⁵⁴⁴. La question du tunnel du Rawyl permet ainsi au KO de se positionner de manière claire sur la défense des intérêts régionaux du Haut-Valais, tout en cherchant à démasquer les partis C dans leur soumission aux entrepreneurs du Valais romand et à leurs relais politiques. Furrer montre que l'une des raisons à l'origine du succès des nouveaux partis émergés dans les canton de Suisse centrale dans les années 1970/1980 est précisément leur enracinement au sein de leur environnement, qui leur permet de définir leur identité comme opposition nidwaldienne, schwytzoise, obwaldienne ou uranaise, le point de départ étant leur sensibilité, mieux exprimé en allemand par « Betroffenheit ».⁵⁴⁵ Cet ancrage local s'exprime également par les renseignements pris auprès d'imprimeurs du Haut-Valais lors des discussions internes au sujet d'un changement, signe d'une recherche d'amélioration du capital symbolique de la revue.⁵⁴⁶ Si deux entreprises contactées déclarent ne pas être en mesure d'accepter le mandat pour des raisons techniques, on constate que le KO s'est également informé auprès de l'imprimerie Mengis, éditrice du *WB* dont la *RA* cherche à concurrencer les axes du traitement médiatique et à mettre en évidence les biais journalistiques.⁵⁴⁷

D'autre part, comme le KO ne veut pas se restreindre ses analyses à la contradiction « classique »

⁵⁴² « Rawyl-Tunnel: gibt es keine bessere Lösung ? », *RA* 36, 21.06.1979, p. 6 – 7.

⁵⁴³ « " Von mir aus braucht's den Rawil nicht " », *RA* 38, 12.10.1979, p. 12.

⁵⁴⁴ Rey, Alfred, « Lu pour vous dans la presse valaisanne », *PV* du 26.10.1979, p. 8.

⁵⁴⁵ Furrer, Markus, *Die neue Opposition in der Urschweiz*, op. cit., p. 495.

⁵⁴⁶ Ainsi, la *RA* 42, qui commente cette recherche trois ans plus tard, indique: « Selbstverständlich dachten wir zuerst an das einheimische Gewerbe. Sie haben den Vorrang, das versteht sich von selbst. », « Mengis darf z'Lisi nicht drucken », *RA* 42, 21.05.1980, p. 5.

⁵⁴⁷ Archives SPO, Classeur « KO Sekretariat 1.10.76 – 1.10.77 », Lettre du 21.01.1977 du KO à diverses imprimeries.

entre capital et travail, mais cherche également à articuler le conflit centre/périphérie, il tente de se poser en champion des régions de montagne sous-développées économiquement et dominées par les centres de pouvoir que constituent les grandes villes du Plateau suisse. Ainsi, les premiers contacts avec un groupe similaire au KO, le VIVA-Kollektiv, remontent à la Pentecôte 1974 lors d'une rencontre de deux jours. L'un des aspects principaux est que l'on est parvenu à la reconnaissance que les régions de montagne connaissent des situations particulières et qu'il est nécessaire de propager une politique propre aux régions alpines et d'organiser la population pour qu'elle puisse prendre part aux décisions touchant son quotidien.⁵⁴⁸ D'autre part, lors du congrès « Kapitalismus und Berggebiet » tenu à Salecina dans les Grisons au printemps 1975, auquel plusieurs groupes alternatifs issus des cantons alpins ont participé, il est apparu que l'une des préoccupations majeures de ces organisations est justement la question du sous-développement économique des régions périphériques.⁵⁴⁹ Cette problématique est également discutée lors d'un week-end de formation du KO en décembre 1975, d'où ressort la conviction d'une part que le Valais en tant que région périphérique est soumis à des formes d'exploitation particulières, et d'autre part, que le CVP, qui se targue d'être le défenseur des intérêts des cantons alpins et ruraux, ne fait en réalité que la politique de la bourgeoisie locale⁵⁵⁰ – ce qu'illustre notamment les titres du type « Gut fürs Wallis – keine CVP-Unterstützung » (*RA* 30, p. 4). Si la *RA* s'était déjà quelque peu penchée sur ces questions durant ses premières années d'existence, on observe une croissance du nombre d'articles consacrés à la position dominée du Valais sur l'échiquier national, ce qui s'observe notamment par l'utilisation fréquente de l'expression « sur le dos des régions périphériques » (*auf dem Buckel der Randregionen*). Cohérente avec son optique régionale (voire régionaliste), la *RA* s'élève ainsi contre les mesures d'économie prônées par le Conseil fédéral jugées défavorables aux cantons alpins et contre les intérêts bancaires plus élevés en Valais qu'à Zurich ou Berne (*RA* 20), de même qu'elle affirme que les contribuables valaisans sont davantage soumis à l'impôt que leurs homologues confédérés et s'engage contre les impôts indirects néfastes aux régions périphériques, contrairement aux Noirs et aux Jaunes (*RA* 25). La fermeture de l'usine Lenco à Steg est également perçue dans cette perspective (*RA* 30), ainsi que l'espérance de vie plus faible en Valais que dans les autres cantons, prouvant pour la *RA* que plus un canton est économiquement à la traîne, plus ses citoyens décèdent de manière précoce (*RA* 34). Le PSS, auquel il est reproché de n'accorder que trop peu d'attention aux régions périphériques notamment montagneuses, n'est pas exempt de critiques, en particulier sur la question des redevances hydrauliques, pour lesquelles le KO regrette la passivité des socialistes (*RA* 12). Ainsi, les critiques ont généralement un aspect economiciste, l'objectif étant de diffuser dans la population l'idée que le

⁵⁴⁸ INFO-Intern Nr. 12, p. 5 – 6, « VIVA-KO ».

⁵⁴⁹ INFO-Intern Nr. 19, p. 4 – 7, « Die Linke im Berggebiet bespricht die Lage der Nation ».

⁵⁵⁰ INFO-Intern 2/76, p. 10 – 17, « Protokoll des Schulungswochenendes von Bister: (6/7/8) Dez. 75 ».

Valais, en tant que région périphérique, est victime à la fois des pressions exercées par le grand capital sur ses ressources naturelles et personnelles, et de la politique de classe des partis C qui ont davantage tendance à faire le jeu des entrepreneurs locaux que celui de la population prise dans son ensemble – et de ses catégories plus défavorisées en particulier – permettant au KO, et à la gauche, de se profiler comme les véritables défenseurs des intérêts du territoire et de ses habitants. Signalons également que cet ancrage local répond également à des intérêts électoraux, puisque le KO participe pour la première fois en 1979 aux élections fédérales, avec un programme clairement orienté sur le Haut-Valais.

8.5 L'appétence aux « scandales »

En faisant un pas en arrière pour observer la position du KO et de la RA dans ce que l'on a appelé le « scandale du tunnel de la Furka »⁵⁵¹, notamment en raison de dépassement des coûts, on constate que les militants koïstes ne sont pas systématiquement en porte-à-faux avec les forces conservatrices du canton. Ne partageant pas la critique selon laquelle la construction de ce tunnel – qui devait permettre au Valais de disposer d'une liaison ouverte à l'année avec la Suisse alémanique – serait trop chère, la RA tente de démontrer les relations clientélistes masquées par les discussions autour des coûts. Relevant que le cas de la Furka ne constitue pas le premier exemple de dépassement des coûts en matière de construction de tunnel et que ce tunnel constitue un investissement nécessaire pour le Valais, la RA remonte le fil de l'histoire pour montrer les liens étranges entre représentants politiques et du monde des affaires. D'autre part, elle estime dès son premier article sur le sujet que si cet argent avait été destiné au Plateau suisse, l'ampleur du tollé aurait été bien plus faible.⁵⁵² En effet, la RA voit derrière l'opposition au tunnel la main des milieux d'affaires zurichois, peu enclins aux investissements fédéraux destinés aux régions périphériques, relayés par certains politiciens « welche aus uns Walliser am liebsten nur hochalpine Gartenzwerge machen wollen », reconnaissant à demi-mot le trop faible lobbying des cantons alpins auprès des Chambres fédérales.⁵⁵³ Et de comparer par la suite la différence de traitement infligée au tunnel de la Furka par rapport au « Milchbuck-Tunnel » à Zurich, dont le dépassement des coûts n'a pas provoqué d'indignation. La raison en est simple: le grand capital suisse considère qu'un million de francs attribué aux régions de montagne est déjà un million de trop.⁵⁵⁴ Ainsi, sur cette question, la RA se situe sur la même ligne, à quelques nuances près, que les autres journaux valaisans en ce qui concerne le statut inférieur du canton, à l'exception des

⁵⁵¹ Voir Obrecht, Urs, « Bundesrat Roger Bonvin und ein verhängnisvoller Traum. Der Furkaskandal », in Looser, Heinz et al. (dir.), *Die Schweiz und ihre Skandale*, Zurich, Limmat Verlag, 1995, p. 107 – 117.

⁵⁵² « Zum Furkatunnel: " Fidla und Gäld regierund d'Wält " », *RA* 16, janvier 1977, p. 3.

⁵⁵³ « Hier steht keine dicke Lobby mit den nötigen Beziehungen zur Presse hinter solche Vorhaben wie dem Bau des Furkatunnels », « Viel verschrieenes Finanz- und Furkaloch », *RA* 28, juin 1978, p. 3.

⁵⁵⁴ « Milchbuck-Tunnel: das Furkaloch von Zurich », *RA* 36, juin 1979, p. 7 – 8.

soupons de clientélisme qu'elle manifeste. Et en matière de soupçons de clientélisme, le KO sera servi à partir du début 1977.

En effet dans son n° 17, la *RA* attire ainsi l'attention sur un achat foncier auquel a procédé le département de la construction, sous la direction du conseiller d'État Franz Steiner, dans la région de Martigny – acquisition conclue dans une telle précipitation qu'elle éveille de soupçons de fraude fiscale soutenue par le gouvernement.⁵⁵⁵ Mais c'est surtout à partir de la seconde partie de 1977, et les débuts de « l'affaire Savro » que les choses s'emballent. Dès ce moment et jusqu'en 1980, une bonne partie du traitement médiatique de la *RA* est rythmé par les différentes polémiques agitant le canton; « l'affaire Savro »⁵⁵⁶ (treize articles entre septembre 1977 et février 1980), l'affaire Taramarcas⁵⁵⁷ (six articles entre avril 1978 et septembre 1980) et l'affaire des achats fonciers du canton à Martigny et Sion⁵⁵⁸ (treize articles entre février 1977 et février 1980),⁵⁵⁹ dont le point commun, dans la perspective de la *RA*, est de révéler au plus haut point les points de contradiction d'un système politico-financier clientéliste organisé par la toute-puissance des partis C et leur domination sur les différentes sphères institutionnelles (gouvernement, parlement, justice et presse). Dès les premières révélations de l'affaire Savro, l'attention de la *RA* se tourne vers le chef du département de la construction, Franz Steiner, dont elle exige la démission, et vers l'attitude du gouvernement, qu'elle soupçonne de vouloir bâcler l'enquête afin d'étouffer l'affaire. L'attitude du Conseil d'État, qui fait de la rétention d'information, la renforce dans ses présomptions, puisque même la commission parlementaire extraordinaire instituée pour faire la lumière sur cette affaire, parle de « bunker d'information ».⁵⁶⁰ Après la condamnation à la prison de trois hommes impliqués dans cette histoire, le journal *koïste* s'insurge contre l'impunité dont jouissent les politiques, principaux responsables de cette fraude, et exige:

« Der Grosse Rat muss aufgrund eines seriösen Berichtes der Savro-Kommission diese Millionen von den Verantwortlichen zurückfordern. Man muss an die Herren Steiner und Bender die gleichen Massstäbe setzen, wie and die Herren Vernay und Pasquinoli.⁵⁶¹ Es darf in diesem Land nicht ein Recht geben für

⁵⁵⁵ « Deckt Steiner Steuerinterzieher ? », *RA* 17, février 1977, p. 2.

⁵⁵⁶ L'entreprise Savro SA, dirigée par André Filippini, est accusée, entre autres, d'avoir organisé un système de doubles factures adressées à l'État, grâce au concours notamment de chefs de service à l'État du Valais. Pour une description de cette affaire, voir Héritier, Jacques, *L'affaire Savro: quels mécanismes et quelle force instituante (1977 – 1981) ?*, mémoire de licence, Université de Lausanne, 2015.

⁵⁵⁷ Chef de la protection civile et de la police du feu, Albert Taramarcas est accusé par la *RA* d'avoir adressée de fausses factures à l'État et soupçonné d'avoir reçu des pot-de-vins de la part d'entreprises en échange de l'adjudication de travaux officiels.

⁵⁵⁸ Le département de la construction et le canton sont soupçonnés d'avoir acquis à des prix surfaits des terrains – appartenant à des personnes politiquement influentes – à Martigny et Sion, ainsi que d'avoir encouragé à la soustraction fiscale, en signant l'accord – non valablement juridiquement – dans l'urgence, avant l'entrée en vigueur le 1er janvier 1977 de la nouvelle loi fiscale, introduisant l'impôt sur les gains immobiliers.

⁵⁵⁹ A l'exception des n° 23 (numéro extra consacré aux votations fédérales du 4 décembre 1977), 33 et 36, toutes les *RA* abordent l'un ou l'autre de ces scandales.

⁵⁶⁰ « Nennt mir das Land wo die Skandale blühen », *RA* 20, 08.09.1977, p. 1; « Savro Skandal. Staatsrat will nicht wirklich aufdecken », *RA* 21/22, 27.10.1977, p. 1; « Savro-Bericht. Vernichtend für Staatsrat und Steiner », *RA* 27, 18.05.1978, p. 4.

⁵⁶¹ Jean Vernay, chef du Service de l'entretien des routes, et Maurice Pasquinoli, officier de police responsable de la

ertappte Sündenböcke und ein zweites Recht für die Unberührbaren im Staatsrat. »⁵⁶²

L'affaire des terrains de Martigny et Sion constitue pour la *RA* un scandale encore plus grand que l'affaire Savro. Après un premier écho dans la *RA* 17, la *RA* 21/22 affirme de manière péremptoire: « Bodenkäufe in Martigny und Sitten: Staat hilft Spekulanten », avant que la *RA* 24 ne passe à l'offensive et annonce avoir déposé une plainte pénale contre les conseillers d'État Genoud, Steiner, Zufferey et Bender et l'ancien conseiller d'État Loretan. Le n° 26 peut ensuite annoncer avoir obtenu des documents brûlants qui prouvent pas à pas le scandale de Martigny. Après que le Conseil d'État ait révélé par l'intermédiaire de la *Weltwoche* que le département de la construction avait procédé seul aux achats, c'est Franz Steiner qui se retrouve principalement sous le feu des critiques.⁵⁶³

Quant à l'affaire Albert Tamarcaz, que la revue met en scène comme un homme puissant qui sait des choses compromettantes pour les autorités du canton du fait de sa qualité d'ancien chef de la police de sûreté valaisanne,⁵⁶⁴ elle représente pour la *RA* – qui s'enorgueillit d'être le premier journal à en parler – un cas emblématique du clientélisme caractérisant les pratiques des dominants. Elle présente ainsi en exclusivité des documents prouvant la pratique des fausses factures – il aurait fait une importante plus-value sur un appartement subventionné par le canton en le revendant à un employé d'Alusuisse⁵⁶⁵ – et s'étonne que malgré une plainte pénale déposée contre Tamarcaz en juillet 1977, rien n'ait été entrepris, laissant tout loisir à ce dernier d'effacer les preuves accablantes.⁵⁶⁶ A l'exception d'un article de la *Tat*, signé Frank Garbely, et de la *TLM*⁵⁶⁷ – qui mentionnent cette histoire en passant, sans citer la *RA* – aucun autre journal ne relaie les informations du journal koïste. Il faudra attendre le mois d'octobre, et l'aveu par Tamarcaz d'avoir reçu des commissions illicites, pour que le chef de la protection civile fasse les gros titres de la presse valaisanne et romande.⁵⁶⁸ La *RA* aborde aussi ces aveux – toutefois elle ne paraît que dix jours après ces révélations – et à l'instar de l'affaire Savo et l'affaire de Martigny/Sion, elle estime que le coupable principal est le Conseil d'État:

« Der Fall Tamarcaz ist ein Skandal. Noch skandalöser ist aber die Art, wie der Staatsrat und allen voran Arthur Bender versuchte diesen Mann zu decken. Immer wieder wurden Hintertüren geöffnet. Immer wieder konkrete Klagen auf die lange Bank vorgeschoben. »⁵⁶⁹

circulation du canton, forment avec Filippini le trio impliqué. Ils sont condamnés à huit ans de prison en mars 1979.

⁵⁶² « Staatsräte haben das Volk betrogen », *RA* 34, 29.03.1979, p. 4.

⁵⁶³ « Strafanzeige gegen Staatsräte », *RA* 24, 12.01.1978, p. 1; « Strafanzeige gegen Staatsräte », *RA* 24, 12.01.1978, p. 1; « Lässt der Staatsrat Steiner fallen ? », *RA* 28, 22.06.1978, p. 1.

⁵⁶⁴ « Kenner der Verhältnisse glauben zu wissen: Tamarcaz ist ein Mann der viel, zuviel weiss. Er war früher bei der Sicherheitspolizei. Er kann mit seinem Wissen andere zum Schweigen bringen. »

⁵⁶⁵ En l'absence d'autres données, on peut penser que cet employé d'Alusuisse a transmis les documents à la *RA*.

⁵⁶⁶ « Chef des Walliser Zivilschutzes im Zwielight », *RA* 26, 13.04.1978, p. 4.

⁵⁶⁷ Garbely, Frank, « Wilder Westen im Wallis », *Tat* du 13.05.1978, p. 9; Varone, Liliane, « Arthur Bender en grande forme. Aucune amitié pas de favoritisme », *TLM* du 13.05.1978, p. 8.

⁵⁶⁸ Il est remarquable que le premier article du *WB* sur ce sujet paraphrase le titre de la *RA* 26: « Zivilschutzchef im Zwielight », *WB* du 09.10.1978, p. 1.

⁵⁶⁹ « Warum deckt Staatsrat Tamarcaz ? », *RA* 30, 19.10.1979, p. 5.

D'autre part, elle souligne qu'elle est le premier journal à avoir dénoncé les agissements hautement suspects de Tamarcaz et peut affirmer que les mois qui ont suivi son premier article ont confirmé ses affirmations, avant de rappeler les insultes dont Bender a gratifié les militants du KO dans le *FED* lorsqu'ils avaient osé dénoncer le chef de la protection civile.⁵⁷⁰

Après la condamnation de Tamarcaz à 18 mois de prison avec sursis pour avoir touché pour Fr. 120'000.-- de commissions illégales, la *RA* s'insurge contre ce verdict et assène: « Das Urteil ist ein Stück Walliser Klassenjustiz », comparant le cas de Tamarcaz avec un procès ayant débouché sur le même verdict alors que le montant de la fraude était sensiblement inférieur.⁵⁷¹

Un dernier point qui mérite d'être abordé ici est la question du « scandale du fluor » qui a marqué le Valais entre 1975 et 1983. Latente pendant plusieurs décennies, la question du fluor éclate en 1975 suite à la récolte catastrophique d'abricot dans la région de Saxon en 1975. Organisés en association depuis 1970, les agriculteurs se montrent de plus de plus actifs dans la dénonciation des dommages causés par les émissions fluorées des usines d'aluminium sur l'arboriculture locale et parviennent à impliquer toujours davantage de segments de la population (sphères médiatique, scientifique, judiciaire et politique). Coralie Neurohr a montré comment s'opposent l'Association contre les émanations nocives des usines (ADENU) d'une part, et le canton et les usines d'autre part, ainsi que le rôle qu'a joué la presse romande et valaisanne dans la dénonciation publique de cette affaire.⁵⁷² La *RA* s'intéresse également à cette affaire qui fait l'objet de deux articles entre mars 1976 et avril 1980, publiant notamment les conclusions du fameux *Dossier fluor*, élaboré par l'ingénieur agronome Gérard Vuffray (interviewé par la *RA* 21/22) sur mandat de l'ADENU et rendu public en janvier 1977.⁵⁷³ Alors que « de manière générale, le scandale du fluor a été perçu comme étant un problème touchant avant tout l'agriculture »⁵⁷⁴ – les ouvriers et les syndicats ayant tendance à se ranger du côté des usines – la perspective de la *RA* est quelque peu différente, précisément en raison de son ancrage local. En effet, la situation des paysans haut-valaisans diffère de celle de leurs homologues du Bas, puisque si ces derniers exercent comme agriculteurs à plein temps, les premiers sont fréquemment des paysans-ouvriers, « die sich aus Angst um ihren Arbeitsplatz kaum gegen ihre Brötchengeber wehren können ».⁵⁷⁵ La *RA* va ainsi soutenir dès ce moment et dans la plupart des articles des solutions à long terme, tout en essayant de montrer que les intérêts des paysans et des ouvriers sont intimement liés

⁵⁷⁰ « Im Confédere ging Bender so weit, dass er uns " unerzogene Kinder mit dreckigen Fingern " nannte. », *Ibid.*

⁵⁷¹ « Tamarcaz: Klassenjustiz », *RA* 45, 18.09.1980, p. 1.

⁵⁷² Pour une analyse détaillée et de qualité de ce scandale, voir Neurohr, Coralie, *Le scandale du fluor en Valais (1975 – 1983)*, mémoire de licence, Université de Lausanne, 2014.

⁵⁷³ « ALUSUISSE und Fluorfrage: Jetzt müssen saubere Anlagen her! », *RA* 17, février 1977, p. 4.

⁵⁷⁴ Neurohr, Coralie, *Le scandale du fluor en Valais*, *op. cit.*, p. 110.

⁵⁷⁵ Une autre différence est constituée par le fait que les paysans bas-valaisans sont principalement tournés vers la culture de fruits et légumes, tandis qu'il y a surtout des éleveurs de bétail dans le Haut. Ainsi, une des revendications des paysans du Bas – à savoir la réduction au minimum de la production d'aluminium pendant la période de floraison – ne saurait contenter ceux du Haut. « Aluminium: JA – Fluor: NEIN », *RA* 11, mai 1976, p. 6.

dans cette affaire; les émissions fluorées ayant aussi des répercussions sur la santé des ouvriers. D'autre part, en forçant les usines à procéder à des investissements dans des systèmes d'épuration modernes, on s'assure de leur présence en Valais – et donc du maintien des emplois – « denn ein Kapitalist, der investiert, wird nicht so schnell den Hut nehmen »⁵⁷⁶. Le journal attaque aussi les mensonges des usines – qui affirment disposer de systèmes d'épuration de pointe – et la complaisance avec laquelle les autorités cantonales traitent les usines d'aluminium et Alusuisse au premier chef – qui a un certain savoir-faire dans la manière de récompenser par des postes d'administrateur les politiciens qui la traitent avec égard – ainsi que le chantage auquel procèdent celles-ci, menaçant de fermer boutique en cas de législation trop contraignante. Pour la *RA*, l'exemple de la mobilisation paysanne contre la puissance des industries montre que si l'on est prêt à engager la confrontation avec les autorités, des succès concrets peuvent être obtenus.⁵⁷⁷ Notons encore que la *RA* 25 publie en exclusivité les conclusions d'un rapport intermédiaire d'un groupe de travail fédéral indépendant (connu ensuite sous le nom de *Rapport Böhlen*, transmis aux autorités valaisannes en avril 1978 et qui confirme pour une bonne part le *Dossier fluor* de l'ADENU), sans que cet article soit repris par un autre journal valaisan ou romand.⁵⁷⁸

Cet intérêt marqué pour les « scandales » ne se répercute pas uniquement sur le contenu, mais également sur le ton utilisé dans la présentation de ce contenu et sur l'habillage de la revue. Nous avons vu que le KO accordait une importance considérable au fait d'adapter le langage de la *RA* à ses lecteurs, ce qui se traduit notamment par l'utilisation d'expressions en dialecte haut-valaisan,⁵⁷⁹ de surnoms donnés aux adversaires,⁵⁸⁰ ou encore de formules chocs fleurant bon l'impertinence⁵⁸¹ et parfois le populisme.⁵⁸² On observe également au cours de cette période un accroissement de l'utilisation du terme « Skandal » dans le titre des articles (17 occurrences entre les n°11-35). Sur le plan de l'habillage, la *RA* semble se rapprocher du modèle des tabloïds, et du *Blick* notamment – duquel se rapproche aussi un numéro de la *SP Zeitung* que nous avons retrouvé – avec l'emploi de gros titres soulignés occupant une bonne partie de la page et de caricatures irrévérencieuses. Par ailleurs, certains militants, dont Peter Bodenmann, sont allés visiter le *Blick*, « pour voir comment se fabrique un journal populaire »⁵⁸³, dans l'optique de faire un *Blick* de gauche, ce qui ne plaisait pas à

⁵⁷⁶ « Investitionen müssen her! », *RA* 21/22, octobre 1977, p. 13.

⁵⁷⁷ « Staatsrat machte Alu Kompromisse », *RA* 30, 19.10.1978, p. 6.

⁵⁷⁸ « In Bern tickt eine Fluor-Zeitbombe », *RA* 25, 03.03.1978, p. 10.

⁵⁷⁹ Citons pêle-mêle: « Fer das heintsch Gäld », « Gib du mier z'Füfi und ich nimu dier z'Weggli », « Fidla und Gäld regierund d'Wält », « Jetz chomend d'Haia zur Kassa! », « Schäm di Antoine ». Il s'agit ici de titres d'articles.

⁵⁸⁰ « Big John » (Hans Wyer), « Wisi » (Aloïs Kämpfen), « Macro Moll Franz », « Skandal-Franz » (Franz Steiner).

⁵⁸¹ « Hat auch Genoud Dreck am Stecken ? », « Versucht Loretan jetzt ein " Bubentricli " ? », « Biderbost und Wyer für Steuerhinterzyer », « Ist Loretan ein Gewohnheits-verfassungsverbrecher ? ».

⁵⁸² « Müssen Frauen an Krebs sterben ? », « Naters: Eldorado der Spekulanten », « Volk betrogen », « B-Schüler ohne Chance », « Staatsrat gegen Bergbauern », « Werden Verkäuferinnen ausgebeutet ? », « Alusuisse: Mehr Profit – weniger Arbeiter », « Banken gegen Wallis », « Ärzte kassieren – Wir alle bezahlt » etc.

⁵⁸³ Bonvin, Jean-Michel, « Anneliese l'irrespectueuse », *L'Hebdo*, n° 39, 24.09.1987, p. 31.

tout le monde.⁵⁸⁴ Jürg Frischknecht définit d'ailleurs l'organe koïste comme suit: « " La Rote Anneliese " est le " Blick " de la presse alternative. »⁵⁸⁵ Atton et Hamilton expliquent que les médias alternatifs peuvent intégrer des formes issues de la presse conventionnelle, dans ce cas précis, du journalisme tabloïd – langage familier, humour, brièveté des textes, slogans chocs –, qu'ils s'emploient à subvertir pour les adapter à un discours se voulant progressiste. Ils s'opposent ainsi aux tabloïds traditionnels qui épousent bien souvent l'agenda politique et médiatique des classes dominantes, renforçant ce faisant un certain nombre de préjugés, tels que le racisme ou l'homophobie.

586

Ainsi, si la RA donne l'impression d'avoir un certain penchant pour les scandales, il est nécessaire de prendre en compte le contexte pour comprendre cette « appétence », et ce pour au moins six raisons: (1) il est en effet difficilement contestable qu'une série d'histoires louches agitent le canton au cours de ces années, l'affaire Savro constituant, de l'aveu même de la commission parlementaire investie pour faire la lumière sur l'affaire, la pointe de l'iceberg; (2) il ne faut pas confondre calomnie/racolage et enquête/divulgateion, la RA mettant un point d'honneur d'une part à publier des faits en exclusivité et d'autre part à étayer ses affirmations par des documents⁵⁸⁷, de même qu'à l'exception du Conseil d'État (en particulier Steiner et son chef de service Magnin) et de Tamarcaz, rares sont les personnes directement attaquées; (3) comme nous le verrons plus loin, l'environnement hostile auquel sont confrontés les militants du KO a tout pour les conforter dans leur posture de confrontation; (4) en traitant ces scandales dans son journal, le KO poursuit sa politique « pour une administration saine », qui émerge parmi ces préoccupations dès les premiers numéros; (5) avec l'augmentation de la fréquence de parution, il devient possible de suivre les « affaires » de manière plus régulière et plus approfondie; (6) avec l'entrée dans le jeu électoral, il n'est guère étonnant que le KO s'en prenne à ce qu'il considère comme la principale origine des scandales, à savoir la mainmise des partis C sur les institutions politiques.

Franklin et Murphy remarquent que l'une des caractéristiques fondamentales de la presse alternative local est de briser le silence entourant les pratiques du gouvernement, donc la volonté de dévoiler des affaires de corruption, de conflits d'intérêts et de clientélisme touchant certains personnages publics qui font office de piliers de la société et d'autorité sur le savoir. En dévoilant des « magouilles », l'objectif n'est pas de porter atteinte à l'honneur de ces individus, mais de montrer que le système de

⁵⁸⁴ « Cette idée de faire du boulevard, ça s'est aussi professionnalisé. Je sais que le groupe de Bodenmann est même allé une fois à la rédaction du *Blick*, pour se faire expliquer comment ils font. Pas pour faire un *Blick*, mais faire un *Blick* de gauche et c'est ce qu'ils ont fait après. C'était toujours des petits textes, des gros titres, des tac tac, ce qui nous a beaucoup dérangé. » Entretien mené le 15.12.2016 avec Frank Garbely.

⁵⁸⁵ « Bagatelles », *Domaine public*, n° 431, 01.12.1977, p. 8.

⁵⁸⁶ Atton, Chris; Hamilton, James F., *Alternative Journalism*, op. cit. p. 78.

⁵⁸⁷ Dans son enquête sur Tamarcaz, la RA précise: « Auf hundert Fälle lässt sich bestenfalls einer so schön beweisen. Nur zu oft dürfen auch wir die Wahrheit nicht schreiben, weil uns die schriftlichen Beweise fehlen. », « Chef des Walliser Zivilschutzes im Zwielficht », RA 26, 13.04.1978, p. 4.



normes qui légitime l'exercice du pouvoir au sein des structures de pouvoir existantes peut être perverti par ceux qui se situent en position de pouvoir; en mettant l'accent sur la responsabilité de certains acteurs, le but est de montrer que ces comportements constituent un effet produit par le système et ses institutions.⁵⁸⁸ D'autre part, par le travail critique de surveillance exercé à l'encontre des élites locales, les médias alternatifs se heurtent à ce que, s'inspirant des analyses de Durkheim, Le Bart nomme la « mise en totem » par la presse locale des objets symboliques d'un territoire. Cette presse locale ayant pour caractéristique de célébrer le territoire et ses habitants cherche à mettre en évidence la singularité du territoire et participe à la construction d'une identité locale la plus homogène possible. Ainsi, entraînée par sa propension à négliger les antagonismes internes à cette collectivité, la presse locale ne peut qu'être « scandalisée » par le traitement qu'inflige la *RA* à certaines des personnalités les plus en vue du canton.⁵⁸⁹

9. Positionnement dans le champ médiatique et diffusion

Si en 1976 encore, les appels à souscrire à un abonnement se contentent d'affirmer répondre à un désir des lecteurs, la publicité pour l'abonnement de la *RA* 19 (juin 1977) marque un certain tournant. En effet, la *RA* se présente en page une comme le seul journal indépendant du Haut-Valais – indépendant des « schwarzen und gelben Polit-Bonzen », des annonceurs et d'éditeurs aussi puissants que Luisier et Mengis⁵⁹⁰ – ce qui se traduit par la couverture de « heisse Sachen » que tait la presse locale et qui présuppose des centaines d'heures de labeur bénévole pour chaque numéro. La revue rappelle qu'elle doit également son existence aux quelques 4000 lecteurs qui lisent chaque mois ses lignes, ainsi qu'au millier d'abonnés qu'elle compte déjà, lesquels forment « das Rückgrat jeder Zeitung ». Et d'appeler à souscrire à un abonnement, afin que la *RA* puisse encore être développée et qu'elle soit en mesure de continuer à mener une politique en faveur de la « arbeitende Bevölkerung » et d'améliorer la qualité de ses articles.⁵⁹¹ Ainsi, pour la première fois, même si elle ne les cite pas directement, la *RA* pose publiquement sa différence (ou sa représentation de la différence qu'elle estime incarner) avec les deux quotidiens haut-valaisans, qui ne répondent pas aux critères de journal indépendant tels qu'elle les définit. En attribuant aux lecteurs le « pouvoir » de permettre la continuation de son existence s'opère un changement de paradigme par rapport à la presse conventionnelle qui vit en grande partie grâce à la publicité et aux annonceurs. Par sa rhétorique, elle

⁵⁸⁸ Franklin, Bob; Murphy, David, *What news ?*, *op. cit.*, p. 117.

⁵⁸⁹ Le Bart, Christian, « Les bulletins municipaux: une contribution ambiguë à la démocratie locale », in *Hermès, La Revue*, 2000/1, n° 26-27, p. 178 – 179.

⁵⁹⁰ La critique de ces trois formes de dépendance semble constituer un aspect commun des médias alternatifs, comme en témoigne un appel aux lecteurs de Serge Halimi dans *Le Monde Diplomatique* de novembre: « Ne pas subir les oukases d'un milliardaire, ne pas dépendre de ses budgets publicitaires, ne pas entretenir de rapports de connivence avec les plus hautes autorités de l'État: ces trois libertés ressemblent à une définition de l'indépendance. », Halimi, Serge, « Au-delà d'un mot creux », *Le Monde Diplomatique*, n° 752, novembre 2016, p. 2.

⁵⁹¹ « Unterstützt die Rote Anneliese », *RA* 19, 03.06.1977, p. 1.

cherche à obtenir des profits de distinction qui doit lui permettre de faire appel à la sensibilité des personnes convaincues par la nécessité d'une presse indépendante. La *RA* 21/22 (octobre 1977) insiste sur sa viabilité, puisqu'elle entre dans sa cinquième année en 1978, alors même que beaucoup disaient: « Ist schon gut, aber lange machen die das auch nicht ». Unique revue d'opposition, elle se félicite que toujours davantage de Haut-Valaisannes et Haut-Valaisans l'utilisent pour s'informer sur les entreprises et les syndicats, sur la « wahre Politik » des partis C « sowie überhaupt über alle Themen, die von den bürgerlichen Lokalblättern totgeschwiegen werden. ». Rappelant son leitmotiv – « das Rückgrat für die Rote Anneliese sind die Abonnenten ». D'ailleurs, si le titre de l'annonce de la *RA* 19 se contentait d'appeler à la soutenir, à présent il s'agit de s'abonner à « die kämpferische und kritische Rote Anneliese ». ⁵⁹² La revue coûte précise ainsi son positionnement qui consiste dans une attitude d'une part d'opposition, en accord avec la politique que veut mener le KO, et d'autre part de distinction par rapport à la presse conventionnelle bourgeoise par son inclination pour les thématiques qui ne sont pas traitées ailleurs. La *RA* se définit ainsi non seulement par ce qu'elle tente « d'être » mais également par rapport à ses « adversaires médiatiques ». Constatant que le *WB* – dont un sondage avait pourtant montré que 75% des lecteurs plébiscitaient la possibilité pour tous les groupes politiques de s'exprimer dans les colonnes du quotidien ⁵⁹³ – a tendance à négliger le journalisme critique en période d'élection, « wenn Parteikomitees anders beschliessen », la *RA* 35 (mai 1979) rappelle que dans une telle situation, son rôle de transmetteur d'informations autrement passées sous silence se fait ressentir avec encore davantage d'acuité, proposant ainsi la souscription à l'abonnement pour Fr. 5.-- jusqu'à la fin de l'année. ⁵⁹⁴ En accusant directement le *WB* – journal dont l'orientation commerciale et donc a priori « neutre » est à géométrie variable selon les contextes électoraux – de ne pas respecter les choix de ses lecteurs et de se laisser dominer par des intérêts partisans, la *RA* réaffirme la nécessité de moyens de communication alternatifs, afin de concurrencer les paroles (et silences) dominantes, et légitime ainsi son droit à l'existence. Ce faisant, elle se rapproche des autres revues alternatives alpines (voir C.5.2) qui mettaient dès leurs débuts en évidence leur projet de « briser le monopole bourgeois sur l'information », projet où le lectorat a sa part à jouer (encore que dans le cas de la *RA*, il ne lui est pas explicitement demandé de collaborer de manière active).

A la fin 1979, la *RA* peut compter 1574 abonnés (dont quasiment la moitié paie un prix au-delà de l'abonnement « de base » fixé à Fr. 10.--) ⁵⁹⁵ et chaque numéro est tiré à 6000 exemplaires. A ce sujet, les délégués du Parti du Travail restent sans voix à l'occasion d'une rencontre lorsqu'ils apprennent que la *RA* tire à 5000-6000 exemplaires. ⁵⁹⁶ Néanmoins, on peut raisonnablement estimer que le

⁵⁹² « Abonnieren Sie die kämpferische und kritische Rote Anneliese », *RA* 21/22, 27.10.1977, p. 3.

⁵⁹³ Grichting, Alois, *Das Oberwallis, op. cit.*, p. 337.

⁵⁹⁴ « Abonnieren... », *RA* 35, 19.05.1979, p. 5.

⁵⁹⁵ Archives *RA*, « Kassabericht der Roten Anneliese », 1994.

⁵⁹⁶ INFO-Intern 5/78, p. 17 – 20, « Gespräch mit der PdA in Bern (29. Juli 1978) ».

nombre de lecteurs effectifs est supérieur à ces données. Dans une lettre destinée à la VV, un militant du KO affirme

Reinhard Jossen estime que la RA s'est trop restreinte à des attaques contre l'État bourgeois, tactique tendant au réformisme, et plaide pour un statut de plateforme pour la RA, dédié à la formulation d'une alternative claire au modèle capitaliste à laquelle les travailleurs du Haut-Valais puissent s'identifier. Pour ce militant, l'instrument de la RA est parfaitement adapté à cet objectif, dans la mesure où il évalue le nombre de lecteurs à 10'000.⁵⁹⁷ Par comparaison, il ressort d'un sondage réalisé par Steibock – auquel seuls 21 lecteurs ont répondu – que chaque numéro est lu par 2,4 personnes en moyenne; si l'on arrondit à deux pour la RA, on parvient somme toute à 12'000 lecteurs potentiels. Si ces chiffres ne sont pas vérifiables, il est dit que la RA 56/57 (la première après l'autonomisation du journal) a été envoyée à tous les ménages et le tirage indiqué sur le journal s'élève à 25'000, de sorte que l'on peut estimer qu'avec un tirage de 5000, c'est 20% de la population haut-valaisanne qui est théoriquement touchée. Quoi qu'il en soit, on constate en tous cas que la RA est de plus en plus consciente de son implantation réussie au sein du paysage médiatique haut-valaisan.

Enfin, un document de fin août 1977 nous informe sur l'origine des abonnés de la RA, dont la répartition est similaire à 1976 (voir note 240) avec toujours une surreprésentation du Haut-Valais (73,3%) et des grandes localités.⁵⁹⁸

10. Critique interne

Parmi les critiques internes émerge sporadiquement la question du socialisme et de la manière de le présenter dans la RA. Nous avons vu que l'un des objectifs de la candidature au CC était d'utiliser cet espace pour diffuser davantage l'idée du socialisme dans la société haut-valaisanne. Dans les discussions au sujet des élections cantonales de mars 1977, un militant demande s'il n'est pas possible de publier un article de fond sur ce qu'est le socialisme, appel qui ne semble pas avoir été entendu, puisque les deux « Wahlzeitungen » (pour les districts de Brigue et de Viège) n'utilisent jamais le mot « socialisme ».⁵⁹⁹ Cette question revient lors de la critique de la RA 20, certains jugeant que le socialisme n'a pas été suffisamment mis en évidence. On décide d'y accorder davantage d'importance, tout en précisant bien que « die RA darf jedoch kein theoretisches Blatt werden. »⁶⁰⁰ Un militant relève à l'occasion de la RA 21/22 que l'encadré intitulé « Für Fortschritt », s'il constitue la première occurrence où le KO déclare s'engager « für einen grundsätzlich andern Staat, einen Staat im Dienste und unter Kontrolle der Arbeiterschaft », il est bien trop mal placé pour qu'il puisse suffisamment

⁵⁹⁷ Archives RA, Dossier 4, Lettre du 20.02.1978, de Reini [Reinhard Jossen] « an die VV des KO ».

⁵⁹⁸ Ainsi Brigue-Glis, Naters, Zermatt et Viège totalisent 39,1% de l'ensemble des abonnés, dont 19,4% seulement pour la commune de Brigue-Glis. INFO-Intern 6/77, p. 12, « Herkunft unserer Abonnenten », daté à fin août 1977.

⁵⁹⁹ INFO-Intern 2/77, p. 2 – 5, « Protokoll der Vollversammlung vom 22.1.1977 ».

⁶⁰⁰ INFO-Intern 6/77, p. 5 – 7, « Protokoll der VV vom 24. Sept. im Suisse »

attirer l'attention du lecteur.⁶⁰¹ Dans une autre lettre adressée à la VV, ce même militant – il écrit depuis Paris – fait part de ses hésitations:

« Doch wie bei jeder Lektüre der RA treten bei mir immer wieder die gleichen Fragen auf: Was tun ?
Vertrauen in wen haben ? Rot stimmen ? KO wählen ? usw. »

Et de citer la défense des droits démocratiques qu'accorde l'état bourgeois, la lutte pour l'extension de ces droits – « Dieser Kampf muss als integraler Bestandteil zum Kampf für die sozialistische Revolution betrachtet werden und nicht als Ziel an sich » – et la propagation de l'alternative socialiste parmi les fonctions que devrait remplir la revue. Il regrette ainsi que la *RA* s'est trop restreinte à des attaques contre l'état bourgeois et à des articles pour la préservation des intérêts des travailleurs; tactique insuffisante et tendant au réformisme. Il plaide donc pour le lancement d'une discussion dans les colonnes de la revue – qui constitue selon lui la meilleure arme du KO – sur une proposition d'organisation sociale et de système productif comme alternative au modèle capitaliste établi.⁶⁰² Malgré ses demandes, cette question ne sera pas abordée à la VV suivante et ses suggestions resteront lettre morte.

D'autre part, la forte propension de la *RA* à s'activer sur le terrain économique et celui des scandales est loin de faire l'unanimité au sein du groupe. Ce style ne convient pas à tout le monde, et une militante fait ainsi part de sa désapprobation du « Blick-Jargon » qui imprègne le journal, car elle estime que la *RA* s'étant dorénavant fait un nom, ce style n'est plus nécessaire. Elle regrette ainsi que dans des articles bien faits du point de vue du contenu, on rencontre des adjectifs péjoratifs ou des expressions comme « ein dicker Hund ». ⁶⁰³ D'autre part, suite aux modifications subies par son article,⁶⁰⁴ un militant rédige un papier pour l'INFO dans lequel il s'emporte contre ce qu'il estime être un travestissement de sa recherche qui fait que le ton de l'article en question ne correspond plus du tout à ce qu'il avait rédigé. Il constate également que prédomine dans les colonnes du journal un style révoluer, qu'il situe à mi-chemin entre *Blick*, *Die Tat* et *Spiegel*, au point qu'il n'est laissé que peu d'espace aux rédacteurs ne maîtrisant (ou ne voulant pas maîtriser) ce style, revendiquant pour sa part une position plus différenciée propre à contribuer à l'ouverture de la revue, dans les limites d'un organe partisan. En outre, il relève que la majorité des articles tourne autour de la dénonciation des pratiques de certaines institutions valaisannes, où il s'agit surtout d'admonester des individus et non les institutions elles-mêmes, tendance qui s'accompagne d'une inclination trop prononcée selon lui pour la critique de nature quantitative et économiciste (notamment la question des inégalités monétaires). Les reproches de ce membre envers le style et les sujets de la *RA* comportent également une dimension tactique, puisqu'il affirme que ce qui préoccupe les gens n'est pas tant les différences

⁶⁰¹ Archives RA, Dossier 4, Lettre de début décembre 1977, de Reini « an die GV des KO ».

⁶⁰² Archives RA, Dossier 4, Lettre du 20.02.1978, de Reini « and die VV des KO ». Souligné par l'auteur de la lettre.

⁶⁰³ Archives RA, Dossier 4, Lettre non datée (mais avant le 10.12.1977) de Anneliese à Käthy Theler.

⁶⁰⁴ « Wie lebt der (West-) Schweizer », *RA* 29, 07.09.1978, p. 11.

de salaire – face auxquelles personne dans la population ne s'insurge (reconnaissant implicitement qu'un scandale n'existe pas en soi et que certaines conditions sont requises pour son émergence) – que la disparition d'une certaine qualité de vie (et de citer la question du béton, du fluor, de l'oppression idéologique, de la morale sexuelle dominante etc.), d'autant plus que la Suisse fait partie des pays les plus privilégiés, laissant entendre qu'un positionnement sur ces questions pourrait contribuer au succès des idées du KO. Remarquons que ce membre écrit depuis Genève, et qu'il est donc, à l'instar d'autres critiques que nous avons mentionnées, éloigné des centres de pouvoir du KO, pour toutes sortes de raisons (éloignement géographique, vie professionnelle ou familiale).⁶⁰⁵

Cette critique est débattue à l'AG du 4 novembre 1978, lors de laquelle on constate que ce sont les membres présents lors de la discussion des textes qui décident ce qui peut ou non paraître dans la *RA* (légitimant implicitement les interventions sur les articles d'autrui). Bodenmann relève pour sa part que le style de l'article en question était bien plus adapté à un « Uni-Info » qu'à la *RA*, illustrant ainsi les débats qui existent au sujet du ton de la revue, du moins les conceptions différentes qu'en ont certains membres. Niklaus demande qu'il soit pris contact à l'avenir avec l'auteur d'un article qui pose problème avant toute modification, rappelant que ce n'est pas la première fois qu'émerge ce type de critiques; mais aucune décision n'est prise.

Une autre militante estime que plus importante que cette querelle sur la modification de certains textes est la question de la perspective de la *RA* qui se limite au dévoilement de scandales et à des attaques personnelles, la part des propositions concrètes étant plus que réduite, appuyant ses dires sur le retour du lectorat et de certains membres du KO. Bodenmann, à nouveau, s'oppose à cette affirmation et indique que la revue s'est améliorée sur ce point ces derniers temps, le problème étant que ce type d'articles incluant des propositions d'alternatives nécessite davantage de temps et de ressources. A travers cette discussion, on constate d'une part que les débats sur le caractère de « feuille à scandale » de la *RA* reviennent régulièrement sans qu'ils ne soient tranchés définitivement, et d'autre part les difficultés que pose la formulation de propositions concrètes, a fortiori pour un groupe dont le degré de professionnalisme est relativement faible.⁶⁰⁶

Six mois plus tard des plaintes se font à nouveau entendre à l'occasion d'une réunion du comité, notamment concernant la question de savoir qui a la main sur ce qui paraît dans la revue, ainsi que sur le manque de participants lors de la confection de la *RA* 35, au point qu'un militant menace de ne plus prendre la responsabilité d'un numéro. Le compte-rendu n'est pas très clair, néanmoins il est affirmé qu'aucun article n'a jamais été boycotté et que c'est souvent le stress du lay-out qui est à l'origine de la suppression de l'un ou l'autre article, preuve que malgré les efforts de rationalisation, la production de

⁶⁰⁵ INFO-Intern 6/78, p. 10 – 11, « Em par bimerkige vame fruschierte RA-artikelschreiber ».

⁶⁰⁶ INFO-Intern 7/78, p. 28 – 35, « Protokoll der GV vom 4.11.78 ».

la revue reste passablement improvisée et non professionnelle (selon les caractéristiques du journalisme conventionnel).⁶⁰⁷

11. Détérioration de l'environnement externe – entre procès et interdictions professionnelles

11.1 Hostilité grandissante de la presse locale

Néanmoins, si le KO a régulièrement recours aux attaques personnelles, il faut également se souvenir que l'environnement lui est plutôt hostile – et qu'il ne recule pas devant les insultes les plus primaires⁶⁰⁸ – en tous cas en ce qui concerne les élites sociales du Haut-Valais, comme nous avons tenté de le montrer plus haut. Nous avons vu que l'hostilité de la presse quotidienne vis-à-vis du KO et de la *RA* était grandissante dans le Haut-Valais, notamment avec la décision de Heinrich Heinzmann de ne plus rapporter les interventions de Niklaus au Grand Conseil dans les colonnes du *WV*. Après l'entrée de Luisier dans la production de ce dernier, le *WB* décide d'ouvrir une nouvelle rubrique, « WB für alle », afin d'offrir un espace à toutes les tendances politiques (le KO est le seul parti à ne pas être cité) et de se poser comme journal ouvert, pour autant que les contributions ne soient pas anonymes et qu'elles ne se s'opposent pas à la ligne chrétienne du journal.⁶⁰⁹ Le KO, pour qui le *WB* reste un instrument essentiel de diffusion de ses idées, tente de négocier pour voir qu'elle est sa marge de manœuvre, mais doit rapidement constater que des arrangements ne sont pas possibles, d'autant plus que des interdits auraient déjà frappé des « völlig christlichen Artikeln » et qu'il doit se soumettre à une autocensure, telle que le KO la pratiquait déjà (voire note 281).⁶¹⁰

Les choses se gâtent dans la deuxième partie de l'année 1976, notamment sous l'effet de la campagne pour les élections au CC de décembre et de la « Haie-Serie ». Dans le *WV* paraissent toute une série de petites brèves non signées cherchant à mettre le KO en lien avec les « dictatures rouges » à l'est, tandis que le *WB* commence lui aussi à se montrer plus virulent qu'auparavant. Ainsi, dans un article du 30 novembre, Alphons Pfammatter propose une analyse du KO et de sa revue – laquelle « von Leichenmoder und gemeiner Niedertracht stinkt ». S'il s'était réjoui à l'au début qu'un groupe de jeunes se propose d'observer de manière critique l'État afin d'en tirer des conclusions, il note que leur argumentation se limite à promouvoir la destruction du système établi, à insuffler l'insécurité parmi les travailleurs et à nier les bienfaits du passé – bref il les accuse de n'avoir aucun respect pour le pays, ses habitants présents et passés et ses institutions⁶¹¹, de trahir *l'image de marque du territoire*.A

⁶⁰⁷ INFO-Intern 2/79, p. 12 – 13, « Protokoll der Vorstandssitzung vom 28.05.79 ».

⁶⁰⁸ A titre d'exemple: « Die Rote Anneliese (...) als Hure. (...) Mitglieder des Kritischen Oberwallis (...) entlarvt als Gauner und Halsabschneider. (...) Wegen Unterschlagungen (...) Ins Zuchthaus (...) mit solchen Verbrechern, (...) Die Rote Anneliese (...) ein Käseblatt (...) mit dem man den Arsch putzt », Karettsch (Venetz, Anton), « Unter uns gesagt: " Lieschen, was fällt Dir ein ? " », *WB* du 18.04.1979, p. 4. Ces segments sont en réalité les titres de paragraphes.

⁶⁰⁹ Walliser Bote, « Der " WB " ist für alle da », *WB* du 14.01.1976, p. 3.

⁶¹⁰ INFO-Intern 2/76, p. 8 – 9, « Protokoll der VV vom 21.2.76 ».

⁶¹¹ Pfammatter, Alphons, « Zur neuesten Ausgabe der " Roten Anneliese ": Aber..., aber..., ANNELIESE! », *WB* du 30.11.1976, p. 3.

propos de cette question de respect – le chroniqueur romand du *WV* assure que le KO « ne respecte même pas des droits fondamentaux »⁶¹² – voici ce que dit la *Glarner Zeitung*, laquelle, en quête de collaborateurs, cherche « Leute die vor nichts und niemandem Respekt haben »⁶¹³, exprimant la volonté de faire au moins œuvre de déconstruction de certains mythes structurant la société.

Dans sa chronique du 4 décembre 1976 publié dans le *NF*, Heinzmann relève avec ironie que si le *WB* se montre aussi dur, alors qu'il avait accordé au KO davantage d'espace qu'à n'importe quel autre groupement politique, c'est en raison du danger que représente ce dernier pour la majorité CVP au CC de Brigue-Glis. Il en conclut qu'à l'exception du *Peuple Valaisan*, toute la presse valaisanne est unanime sur le rejet des méthodes du KO, qui ne recule devant aucun mensonge et aucune diffamation, et s'il est resté épargné par les procès jusqu'à aujourd'hui, c'est uniquement parce qu'on ne le prenait pas au sérieux et qu'on avait pitié de ces enfants dans l'espoir qu'ils retournent un jour dans le giron du CVP.⁶¹⁴

Dans le courant de l'année 1977, l'importance de disposer de son propre organe se fait de plus en plus sentir, le KO constatant que le *WB* a toujours davantage tendance à se fermer pour l'opposition de gauche, au point que « Für das KO besteht faktisch ein Schreibverbot ».⁶¹⁵ La stratégie à l'œuvre derrière le projet du *Roter Bote* est à analyser à l'aune de ce fait, dans la mesure où le KO estime qu'avec la fermeture progressive de la presse locale, un journal bien fait est une question de survie politique.⁶¹⁶ On constate d'ailleurs qu'en 1977 et 1978, une seule prise de position du KO est publiée dans le *WB*, alors que ce nombre s'élevait à 19 en 1972, six en 1973, huit en 1974, neuf en 1975 et six l'année suivante. Ainsi, le nombre d'articles signés par le KO dans le quotidien est inversement proportionnel à l'affirmation de la *RA*.⁶¹⁷ Malgré ces relations difficiles avec la presse conventionnelle, le KO réfléchit à deux occasions au moins d'ouvrir son journal à ses adversaires; la première émerge à l'occasion de l'initiative populaire « Solution du délai pour l'avortement » (septembre 1977). Le CA du *WB* ayant décidé de n'autoriser qu'une seule contribution en faveur de l'initiative, censurant ainsi deux de ses propres chroniqueurs, on hésite à leur offrir de l'espace au sein de la *RA*.⁶¹⁸ D'autre part, la revue avait négocié avec Hans Wyer⁶¹⁹ au moment de la reprise de l'impression du *WV* par l'imprimerie du *NF*, ce dernier ayant demandé et obtenu la possibilité de rédiger un article sur cette question, afin de présenter les faits de son point de vue.⁶²⁰ Même si ces « collaborations » ne verront finalement pas le jour, le constat est que la *RA* ambitionne de jouer un

⁶¹² Athanase, « Conseiller d'Etat: l'Homme-objet », *WV* du 27.09.1978, p. 2.

⁶¹³ « Editorial », *Glarner Zeitung*, n° 22, 08.05.1978, p. 1.

⁶¹⁴ Victor [Heinzmann, Heinrich], « Erst fünf vor zwölf erwacht », *NF* du 04.12.1976, p. 31.

⁶¹⁵ INFO-Intern 5/77, p. 1, « Editorial. »

⁶¹⁶ INFO-Intern 5/77, p. 9 – 10, « Anmerkungen zum Projekt der Rote Briger Bote ».

⁶¹⁷ Toutefois, déduire une plus grande censure de la part du *WB* en se basant sur ces chiffres paraît très aléatoire.

⁶¹⁸ INFO-Intern 5/77, p. 17 – 19, « Protokoll der Vorstandssitzung vom 5.8.77 ».

⁶¹⁹ A ce moment conseiller national et président du PDC Suisse, d'obédience CSPO, élu au Conseil d'État en 1977.

⁶²⁰ Archives SPO, Classeur « KO Sekretariat 1.10.76 – 1.10.77 », Lettre du 04.10.76, de Myriam au KO.

rôle concret dans le paysage médiatique haut-valaisan, en n'hésitant pas à s'immiscer dans les questions internes des deux quotidiens régionaux.

D'autre part, nous avons vu (voir D.5) que lors de la recherche d'un nouvel imprimeur, le KO s'était adressé à Mengis. Dans son refus, celui-ci invoque des raisons d'incompatibilité, arguant des divergences d'orientation politique des deux journaux.⁶²¹ D'autre part, s'il estime que le *WB* doit rester un journal ouvert à toutes les tendances, ce dont a pu profiter le KO par le passé, il précise que le *WB* n'aura plus nécessairement à publier les prises de position du groupe, dans la mesure où le KO possède son propre organe, limitant ainsi en théorie les capacités de diffusion des idées et des valeurs koïstes.

11.2 Début des procès

Les relations tendues du KO et de la *RA* avec son environnement se matérialisent également sous forme de procès. En effet, le KO attaque en justice pour diffamation le rédacteur en chef du *WV*, Heinrich Heinzmann, qui porte à son tour plainte contre la *RA*. Suite à l'article du 4 décembre 1976, cité ci-dessus (note 613), publié dans le *NF* sous le pseudonyme de Victor, le KO assigne André Luisier en justice et lui enjoint de dévoiler l'identité de Victor.⁶²² La *RA* 18 peut ainsi annoncer fièrement, avec reproduction de la lettre envoyée par le juge au KO, qu'elle a fait plier Luisier qui a donné le nom de Heinzmann,⁶²³ tandis que la *RA* 19 ne boude pas son plaisir en claironnant que Luisier a dû verser Fr. 974.40 au KO à titre d'indemnisation de frais d'avocat, autrement dit: « Der Rechtsextremist André Luisier muss unfreiwillig kräftig mithelfen, die Rote Anneliese zu finanzieren. Da können wir nur tiefgerührt sagen: Merci André et au revoir. », avec ici aussi la reproduction de ce versement.⁶²⁴ Ce procès continue ainsi contre Heinzmann, auquel viendront s'ajouter d'autres plaintes au cours des mois suivants, le rédacteur en chef du *WV* accusant à plusieurs reprises le KO de mensonges répétés. Loin de s'en émouvoir, Heinzmann déclare avoir attendu depuis des années l'occasion de se dresser publiquement contre « diese verirrten Oberwalliser », mais ne pas avoir voulu faire le plaisir au KO de les attaquer en justice.⁶²⁵ Pour sa part, il porte plainte suite à un article de la *RA* 17, dans lequel il est décrit et représenté comme marionnette (*Hampelmann*) de Hans Wyer pour lequel il ferait le sale boulot (*Drecksarbeit*).⁶²⁶

Ce cas est particulièrement intéressant, dans la mesure où l'avocat de Heinzmann nie à la *RA* le statut

⁶²¹ « Der Walliser Bote ist (...) eine christlichdemokratische Tageszeitung des Wallis, ohne Parteiblatt zu sein, und der Unterzeichnete steht zu dieser Richtung. Ihre Zeitung steht, wie man landläufig sagt, weit links und Ihre Mitarbeiter oder Herausgeber demnach auch. », Archives SPO, Classeur « KO Sekretariat 1.10.76 – 1.10.77 », Lettre du 02.02.1977, de Philipp Mengis (Buchdruck Offset Mengis Visp) au KO.

⁶²² La phrase incriminée: « Diese Leute scheuen vor keiner Verleumdung, vor keiner Verunglimpfung und vor keiner Lüge zurück. », Victor, « Erst fünf vor zwölf erwacht », *NF* du 04.12.1976, p. 31.

⁶²³ « Luisier liess Hosenlupf-Heinrich fallen! », *RA* 18, 29.04.1977, p. 3.

⁶²⁴ « Von A bis Z », *RA* 20, 08.09.1977, p. 9.

⁶²⁵ Heinzmann, Heinrich, « Das KO wird nervös », *WV* du 10.02.1977, p. 1 + 3.

⁶²⁶ « Die Frage: Hans im Glück – Volk hat Pech », *RA* 17, février 1977, p. 10.

de journal. En effet, en raison du principe de la responsabilité en cascade – qui implique que ce n'est que lorsque l'auteur (*Verfasser*) d'un article ne peut être identifié que les rédacteurs (*Redaktoren*) sont passibles de poursuites judiciaires – la partie plaignante se doit de s'enquérir de l'identité de l'auteur auprès de la publication, ce que n'a pas fait Heinzmann. Dans sa prise de position, l'avocat de Heinzmann tente donc de démontrer que la *RA* n'est pas un journal au sens de l'article 27 du Code pénal suisse, puisqu'elle ne paraît pas régulièrement et qu'elle n'a pas de rédaction fixe connue, et met en garde le tribunal contre une entrave au droit du plaignant.⁶²⁷ Les trois membres mis en cause répondent en contrant l'argumentation de la partie adverse, en montrant que la *RA* est un journal au sens de la loi, puisqu'elle est accessible à tout le monde, qu'elle paraît périodiquement, ce qui est même reconnu par les PTT qui ont accordé la mention AZ donnant droit à des réductions de frais de distribution aux publications qui paraissent au moins quatre fois par année. Ils en concluent donc que la forme du produit de presse n'importe pas et que l'article 27 est clairement adapté au cas présent.⁶²⁸

Les différents procès, au nombre de cinq, entre le KO et Heinzmann seront par la suite liés entre eux et donneront lieu à un seul jugement qui sera prononcé le 6 novembre 1979, soit plus de deux ans après le dépôt des plaintes, et qui condamne Heinzmann sur tous les points pour « wiederholter übler Nachrede », tandis que la plainte de Heinzmann déposée contre Bodenmann (qui était l'auteur de l'article de la *RA* 17) est rejetée, car hors délai. Les tribulations judiciaires entre le KO et le rédacteur du *WV* ne sont toutefois pas terminées, puisque le KO porte à nouveau plainte suite au commentaire du jugement, opportunément intitulé « Das KO lügt... », publié par Heinzmann dans le *WV* du 4 décembre 1979.⁶²⁹ Finalement, la *RA* 63 (novembre 1983) peut annoncer que Heinzmann a également été condamné par le Tribunal Cantonal en novembre 1983 pour l'article du 4 décembre 1979, toujours pour « übler Nachrede », même si le KO avait demandé qu'il soit jugé pour diffamation (*Verleumdung*).⁶³⁰ Ainsi, la lutte que se livrent le rédacteur en chef du *WV* – qui quitte le journal en 1983 – et le KO s'étend sur plus de huit ans et caractérise toute la période koïste de la *RA*.

Si le KO connaît un certain succès en se montrant offensif, il doit également faire face à des accusations de diffamation. En effet, suite au tract annonçant la *RA* 19 où un consortium local est traité de « Konkursblock », l'un des responsables de ce consortium réagit vigoureusement dans le *WV*,⁶³¹ et requiert du KO le nom de l'auteur, afin de pouvoir le traduire en justice.⁶³² Finalement, les négociations devant le juge de paix semblent avoir été profitables au KO, puisque les plaignants se

⁶²⁷ Archives ES, Classeur « KO DIV. II 78 – Aug. 78 », Lettre du 08.07.1977, de OG « an das Instruktionsgericht II des Bezirkes Brig. »

⁶²⁸ Archives ES, Classeur « KO DIV. II 78 – Aug. 78 », Lettre du 21.07.1977, de Marcel Gruber, Edgar Salzmann et Peter Volken « an den Gerichtspräsidenten II Instruktionsgericht Bezirk Brig ».

⁶²⁹ « Peinlich, peinlich, Heinrich », *RA* 39, 20.12.1979, p. 1 + 4.

⁶³⁰ « pscht Heinrich... », *RA* 63, 17.11.1983, p. 1.

⁶³¹ Kraft, Louis, « Die " Rote Anneliese " - ein unsachlicher Berichterstatter », *WV* du 26.06.1977, p. 5.

⁶³² INFO-Intern 6/77, p. 2 – 4, « Protokoll der Vorstandssitzung vom 16. September 1977 ».

déclarent satisfaits avec le rectificatif paru dans la *RA* 21/22, la *RA* présentant ses excuses pour les malentendus qu'a pu occasionner son article.⁶³³ Une phrase de la *RA* 32 donne également lieu à un conflit avec un président de commune, cas qui montre bien comment le KO et ses adversaires procèdent. Après plusieurs échanges de lettres, le cas est réglé à l'amiable, le KO s'engageant à publier un rectificatif dans la *RA* 33, tandis que le plaignant se réserve le droit de publier ces excuses dans la presse quotidienne à ses frais.⁶³⁴ Le KO estime, probablement à raison, qu'il s'agit dans la majorité des cas d'une question de prestige pour les plaignants, ce qu'illustre une autre affaire. Suite à la publication d'informations concernant un groupe d'extrême-droite aux « Cincera-Methoden » (voir *infra*) dans le Haut-Valais dans la *RA* 35, l'un des membres supposés de cette organisation publie une prise de position dans la presse quotidienne,⁶³⁵ niant être impliqué dans cette histoire et se réservant des poursuites judiciaires. Il n'en sera rien, puisque la *RA* 38 peut joyeusement annoncer que le délai pour une plainte est passé sans que rien n'ait été entrepris.⁶³⁶

D'autres cas ont toutefois donné lieu à des condamnations plus sévères, puisqu'il semble que la *RA* ait dû payer Fr. 5000.-- dans le cadre d'un procès en diffamation pour un article de la *RA* 30, malgré des excuses publiées dans le n° 39.⁶³⁷ D'autre part, la comptabilité, qui contient un poste « Prozesse » par décision de l'assemblée du 25 juin 1977, nous indique les dépenses occasionnées par ces procès. Si le KO est bénéficiaire jusqu'à la fin 1980, les choses se gâtent par la suite, les coûts de procès atteignant Fr. 6699.70 en 1981 (soit pratiquement 10% des dépenses totales), Fr. 3606.80 en 1982 et Fr. 3168.20 en 1983.⁶³⁸ Malheureusement, nous ne possédons pas les documents pouvant nous informer sur ces dépenses; reste qu'elles sont la preuve de la solidité financière du KO puisque celui-ci peut maintenir ses activités malgré ces frais. Dans l'émission *DRS-aktuell* diffusée en 1988 à l'occasion du 100ème numéro de la *RA*, Bodenmann affirme que la revue a perdu un seul procès en quinze ans, à tort selon lui, alors qu'elle en a gagné quatre.⁶³⁹

11.3 La problématique des interdictions professionnelles

A côté des tendances toujours plus hostiles de la presse haut-valaisanne et des attaques en justice, les interdictions professionnelles constituent le troisième élément de ce durcissement.⁶⁴⁰ En effet, malgré

⁶³³ « Klarstellung », *RA* 21/22, 27.10.1977, p. 12.

⁶³⁴ Entre l'article incriminé (30.11.1978) et le règlement de l'affaire s'écoule ainsi moins d'un mois. Archives SPO, Classeur « Korrespondenz 1.1.80 », Lettre du 18.12.1978, du KO à DL.

⁶³⁵ Jossen, Dionys, « Extremismus », *WV* du 31.05.1979, p. 2. Même article dans le *WB* du même jour, p. 6.

⁶³⁶ « Dicke Eier », *RA* 3, 12.10.1979, p. 2.

⁶³⁷ Archives RA, dossier 5, Lettre du 20.04.1982 de JZ à l'Office des poursuites de Naters.

⁶³⁸ 1981: Archives RA, dossier 7, comptabilité 1981; 1982: Archives ES, rote-anneliese-Intern 2/83; 1983: Archives ES, rote-anneliese-Intern 1/84. Les années 1984 et 1985 ne comptent aucune dépense pour ce poste, alors que la comptabilité de 1986 affiche un montant positif de Fr. 1068.30 pour le compte « Prozesse ». Archives ES, rote-anneliese-Intern, « Kassabericht Rote Anneliese per 31.12.1986 ».

⁶³⁹ « Porträt der linken Zeitung " Rote Anneliese " anlässlich Erscheinen der 100. Ausgabe », *DRS-aktuell*, émission de la SRF diffusée le 24.02.1988, consultée aux Archives fédérales.

⁶⁴⁰ Rogenmoser ayant traité ce sujet dans son étude, nous nous contenterons d'en présenter rapidement les implications pour la *RA*. Rogenmoser, Roman, « *Üblehne und demaskiere* », *op. cit.*, p. 100 – 127.



un préavis favorable de la directrice de l'établissement et l'absence d'autres candidatures, Stefan Niklaus n'est pas engagé comme psychologue dans le centre médico-social La Castalie à Monthey, sur décision du Conseil d'État. Le KO réagit d'une part par une série d'articles dans la *RA*⁶⁴¹ et d'autre part en lançant une pétition qui comptera plus de 6000 signatures, dont celles de 57 conseillers nationaux. Signe de certains liens entre les revues alternatives alpines, le faux télégramme adressé par Leonid Brejnev à Hans Wyer figuré dans la *RA* 24 – le félicitant de la répression exercée à l'encontre de dissidents – sera repris mot pour mot quelques mois plus tard par la revue uranaise *Alternative* en juin 1978, afin de protester contre un cas équivalent.⁶⁴² Le second cas est celui touchant Peter Seiler qui n'obtient pas un poste d'enseignant du secondaire au collège de Brigue, au profit d'un candidat membre du CVP, alors même qu'il était plus qualifié, étant diplômé pour l'enseignement.⁶⁴³ Ce cas est considéré par le KO comme un acharnement à son encontre, « ein offener Akt politischer Unterdrückung. » et constitue la preuve que ceux qui ne sont pas sur la ligne du CVP subissent de graves entraves dans leur carrière professionnelle.⁶⁴⁴ Cette affaire donnera lieu à une résolution de Bodenmann au Grand Conseil concernant « l'engagement d'employés et de fonctionnaires et l'adjudication de travaux par le Conseil d'État », résolution repoussée par 71 voix contre 30, 12 abstentions, suite à un vote par appel nominal.⁶⁴⁵ La *RA* publie les votes des députés (ainsi que leurs portraits-photo) en laissant entendre qu'en réalité, le vote tournait autour de la question; y a-t-il des embauches politiques en Valais ? – et le KO de conclure que pas moins de 30 députés estiment que les emplois étatiques dépendent de l'appartenance politique du candidat.⁶⁴⁶

Le cas Niklaus occupe une place importante dans la presse conventionnelle, d'une part dans le *WB* (au moins 16 entrées entre le 13 janvier et le 11 mars 1978⁶⁴⁷), qui oscille entre justification de l'action gouvernementale⁶⁴⁸ et indignation face aux pratiques de la majorité – notamment de la part de Luzius

⁶⁴¹ « Berufsverbot gegen Oberwalliser! », *RA* 24, 12.01.1978, p. 1, 3 + 4; « Fall Niklaus 6'000 Unterschriften gegen sturen Staatsrat », *RA* 25, 03.03.1978, p. 1 – 2; « Fall Niklaus im Nationalrat », *RA* 28, 22.06.1978, p. 2.; « Fall Niklaus: Rote Karte für Staatsrat Guy Genoud », *RA* 29, 07.09.1978, p. 1 – 2.

⁶⁴² Le texte est exactement le même, seul le destinataire a changé, il s'agit de Josef Brücker, membre du gouvernement uranais. *RA* 24, 12.01.1978, p. 3 et *Alternative* 31, juin 1978, p. 3.

⁶⁴³ Dans sa thèse de doctorat consacrée à l'école suisse pendant la Guerre froide, Nadine Ritzer estime que la récession économique des années 1970 a eu pour conséquence que de nombreux enseignants sont retournés de l'économie privée vers le public. De plus, les institutions formatrices avaient formé davantage d'enseignants au cours de cette période, provoquant un surplus d'enseignants. Elle estime ainsi que ce surplus a accru les choix et les possibilités pour les autorités de procéder à des nominations « politiques ». Ritzer, Nadine, *Der Kalte Krieg in den Schweizer Schulen – Eine kulturgeschichtliche Analyse*, Berne, hep Verlag, 2015, p. 421.

⁶⁴⁴ « Kollegium Brig suchte Mathematiker mit Mittelschullehrerdiplom: Statt eines Mathematikers mit Diplom wählte Staatsrat Bauingenieur ohne Diplom », *RA* 30, 19.10.1979, p. 3.

⁶⁴⁵ Bulletin des séances du Grand Conseil du Canton du Valais, session ordinaire de novembre 1978, p. 435 – 438.

⁶⁴⁶ « Politische Anstellungen im Wallis ? », *RA* 33, 02.02.1979, p. 14.

⁶⁴⁷ Une partie de ces articles tourne également autour du traitement infligé par le *WV* à Niklaus et de la position du *WB*, attaquée notamment par le conseiller national et membre du CA du *WB* Paul Biderbost qui tente de faire pression sur la rédaction.

⁶⁴⁸ Par exemple: « Ein altes Sprichwort sagt: Nur die allerdümmsten Kälber wählen und zahlen ihre Metzger selber. [Es] muss doch einmal gesagt werden, dass jemand, der sämtliche Strukturen eines Staates ablehnt, politisch, wirtschaftlich, religiös-sittliche wie Ehe und Familie, in der Verwaltung dieses Staates, ganz besonders als Lehrer, nichts zu suchen hat. », *Spectator*, « " Zornige junge Männer " », *WB* du 16.02.1978, p. 3.

Theler⁶⁴⁹ – même si la balance penche davantage vers la première réaction, le rédacteur en chef devant même justifier la manière dont Theler a traité cette affaire face à certains qui estiment que le *WB* accorde trop d'espace à l'ultragauche.⁶⁵⁰ Le *WV*, pour sa part (17 entrées au moins entre le 13 janvier et le 10 mars) reste sur la voie empruntée depuis quelques années maintenant, et à l'exception de l'occasion donnée à Niklaus de s'expliquer sur certaines accusations (il aurait, lors d'un remplacement à l'école de Mörel, aboli la prière du matin) et d'un article plutôt en faveur de Niklaus, tous les articles tirent à boulet rouge sur le koïste et saluent la décision du gouvernement. Heinzmann s'estime même investi de la mission de défendre l'ordre social, bien que ça lui coûte de « über einen jungen Mann, der noch die ganze Zukunft vor sich hat, mit derartigen Veröffentlichungen herzufallen ». ⁶⁵¹ On a ici une illustration de ce que Ferron nomme les « croisades morales » menées par la presse conventionnelle face à une manière de présenter le réel qui est jugée déviante et contre-productive, parce qu'elle remet en cause sa propre activité.⁶⁵²

Heinzmann va même plus loin en menaçant de publier les noms des signataires de la pétition en faveur de Niklaus, afin que chacun puisse contrôler qui se positionne contre le gouvernement,⁶⁵³ ce qui conduit le KO à déposer cette pétition auprès d'un notaire plutôt que devant le Conseil d'État, craignant que le conseiller d'État CSP ne transmette cette liste.⁶⁵⁴ Quant au *NF*, le titre des articles suffit à montrer sur quelle ligne il se situe,⁶⁵⁵ tandis que le *CED* estime que les Radicaux subissent la répression politique depuis 120 ans, sans jamais recevoir de soutien du Haut-Valais, et le fait « que les fils ressentent aujourd'hui ce que les pères ont fait subir hier à d'autres minorités de ce canton n'est pas une mauvaise chose »⁶⁵⁶, légitimant implicitement le recours aux interdictions professionnelles. D'autres journaux parlent également de cette affaire (*TLM*, *JDG*, *Domaine public*, *Die Tat*, *Tages-Anzeiger*), alors que l'émission *Temps Présent* de la télévision romande traitant des interdictions professionnelles en Suisse consacre 17 minutes (sur 63) à l'affaire Niklaus, donnant la parole au concerné, à Bodenmann, à Gabrielle Nanchen, alors que la directrice de l'établissement n'a pas obtenu la permission du gouvernement de s'exprimer et que les conseillers d'État refusent de répondre aux

⁶⁴⁹ Suite à la conférence de presse du KO à laquelle le *WB* a été convié, Theler rédige un article d'une page dans lequel il voit derrière cette interdiction la réaction vexée et antidémocratique du Conseil d'État face aux différentes actions du KO et ne se gêne pas d'utiliser le terme de « Berufsverbot ». Theler, Luzius, « Walliser Staatsrat verhängt " Berufsverbot " ! », *WB* du 13.01.1978, p. 5.

⁶⁵⁰ Ch [Chastonay, Alexandre], « " Das kann doch nicht so weitergehen! " », *WB* du 24.01.1978, p. 1.

⁶⁵¹ Heinzmann, Heinrich, « Stefan Niklaus und das Schulgebet », *WV* du 19.01.1978, p. 2. Dans un autre article, il écrit: « Was wir uns zur Zeit zu tun verpflichtet fühlen, ist uns im Grunde genommen zuwider. Man bürdet dem " Volksfreund " den Kampf um die Erhaltung unserer Gesellschaftsordnung im Oberwallis auf. (...) Weil die Oberwalliser Konservativen mit ihrer Zeitung offenbar nicht mehr den Mumm aufbringen, auf die Barrikaden zu steigen, ist diese Aufgabe dem Volksfreund zu gefallen. », *WV* du 18.01.1978, p. 3.

⁶⁵² Ferron, Benjamin, *La presse alternative locale en France*, op. cit., p. 159.

⁶⁵³ Heinzmann, Heinrich, « Petition zugunsten Stefan Niklaus », *WV* du 23.01.1978, p. 2.

⁶⁵⁴ « Fall Niklaus: 6'000 Unterschriften gegen sturen Staatsrat », *RA* 25, 03.03.1978, p. 1.

⁶⁵⁵ « " L'affaire " Stefan Niklaus: qui sème le vent récolte la tempête », *NF* du 28.01.1978, p. 1; Moren, Pierre, « Ce que Niklaus veut abolir: l'école, l'Église, la famille, l'entreprise, l'apprentissage, l'armée... », *NF* du 28.01.1978, p. 1.

⁶⁵⁶ Rappelons que le dicastère de l'enseignement est tenu par Arthur Bender, PRD. Ribordy, Adolphe, « Le Conseil d'État mis en cause », *CED* du 17.01.1978, p. 1.

questions des journalistes.⁶⁵⁷ La télévision alémanique consacre également 8 minutes de son émission *Blickpunkt* à l'affaire Niklaus, et donne notamment la parole à Bernard Dupont, conseiller national radical valaisan, qui affirme que le poste a été refusé « non pas pour des raisons de qualifications professionnelles, mais pour des raisons politiques ».⁶⁵⁸ Quant au cas Seiler, les journaux suivants en ont parlé: *24 heures*, *Der Bund*, *La Suisse*, *JVS*, *NF*, *Tagesanzeiger*, *Tribune de Genève*, *WB* et *WV*.⁶⁵⁹ D'autre part, le « Demokratisches Manifest », prenant prétexte de ce cas, adresse une lettre ouverte au PDC suisse pour dénoncer son attitude vis-à-vis des interdictions professionnelles, courrier reproduit dans le n° 35 d'*Alternative* (n° 35) et *Viva* (n° 39). Ces deux cas d'interdictions professionnelles semblent toutefois ne constituer que la pointe de l'iceberg, comme en témoigne Frank Garbely, qui affirme avoir connaissance d'au moins une demi-douzaine de cas, où des militants du KO se sont vus refuser des postes en raison de leur appartenance politique, sans toutefois aller jusqu'à rendre publiques leurs histoires.⁶⁶⁰ Elisabeth Joris, membre fondatrice du KO et de la *RA*, compagne de Seiler, explique ainsi à la *WOZ* s'être portée candidate pour un poste en Valais, sans avoir jamais reçu de réponse.⁶⁶¹

Si, comme nous l'avons vu, la *RA* n'est pas parvenue à dépasser le stade des « commérages » à propos de la question de la publication des revenus des requins haut-valaisans, il semble que le cas Niklaus se rapproche d'une « affaire », au sens défini par Lemieux.⁶⁶² En effet, après l'énonciation publique du scandale par la *RA* 24, concomitante à la tenue d'une conférence de presse et au lancement de la pétition, le *WV* et le *NF* prennent rapidement la défense du Conseil d'État et accusent Niklaus d'avoir tenu des propos rendant son embauche impossible. Par la suite, une interpellation urgente est déposée par la fraction socialiste au Grand Conseil, tandis que de nombreuses prises de position paraissent dans la presse quotidienne. La pétition signée par 6000 personnes, dont 57 conseillers nationaux, ainsi que la question ordinaire déposée par Gabrielle Nanchen auprès du Conseil fédéral et le fait que de nombreux journaux extérieurs au canton en aient fait mention témoignent du retentissement de

⁶⁵⁷ On y voit entre autres Niklaus lors de la mise en page de la *RA*, ainsi que plusieurs caricatures tirées du journal. « Mal-pensants s'abstenir! », *Temps Présent*, émission de la télévision suisse romande, diffusée le 13.09.1979.

⁶⁵⁸ « Berufsverbot im Wallis », *Blickpunkt*, émission de la SRF, diffusée le 02.03.1978. Consultée aux Archives fédérales.

⁶⁵⁹ Liste établie par Rogenmoser, Roman, « *Üflehne und demaskiere* », *op. cit.*, p. 114.

⁶⁶⁰ Garbely affirme ainsi que lors d'une rencontre avec Hans Wyer, celui-ci lui aurait dit que tout allait être fait pour qu'il ne trouve pas d'emploi en Valais, ne pouvant bénéficier de la protection d'un paternel puissant comme d'autres. Dans une des dernières *RA* publiées, Elisabeth Joris déclare: Wir hatten « während der Fasnacht zu später Stunde von einem direkt involvierten Gelben erfahren, dass wir als Mitglieder des KO im Wallis nie eine Stelle im öffentlichen Bereich erhalten würden. » (« Interview mit Elisabeth Joris: " Wir akzeptierten die Autoritäten nicht mehr " », *RA* 239, octobre 2016, p. 6 – 8.) Odilo Noti, théologien, a été victime d'un « faktisches Berufsverbot » dans les années 1970 par l'évêché de Sion. (*WB* du 27.07.2002, p. 7). De nombreux anciens membres du KO ne sont ainsi jamais rentrés en Valais.

⁶⁶¹ Keller, Stefan, « Wollten Sie nie ganz ins Wallis zurück », *WOZ* du 10.11.2016, n° 45.

⁶⁶² « L'affaire: c'est initialement un scandale, mais un scandale qui, soudain, se renverse, l'accusateur faisant à son tour l'objet d'une accusation de la part de l'accusé ou de ses alliés. Dans ce cas, le public tend à se diviser en deux camps, qui peuvent certes être fort asymétriques mais n'en manifestent pas moins une rupture d'unanimité: le camp des accusateurs de l'accusé et celui des accusateurs de l'accusation qui le frappe. », Lemieux, Cyril, « L'accusation tolérante », *op. cit.*, p. 367 – 368.

cette histoire. Thompson, qui ne parle semble-t-il jamais d'affaire, énumère cinq caractéristiques⁶⁶³ qui désignent selon lui un scandale et qui peuvent être appliqués au cas Niklaus; (1) il y a transgression d'une norme sociale (Niklaus n'est pas engagé en raison de son appartenance politique); (2) il existe un élément de dissimulation (le Conseil d'État refuse de donner les motivations de sa décision); (3) est présente la désapprobation de « non-participants » (cf. la pétition); (4) certains « non-participants » expriment publiquement leur désapprobation (le *Tages-Anzeiger* parle de « Methoden, deren Diktaturen sich rühmen »⁶⁶⁴); (5) la condamnation peut entacher la réputation du transgresseur (la *RA* relate l'indignation ressentie par une partie de la population face au comportement du gouvernement). Ainsi qu'il s'agisse d'un « scandale » ou d'une « affaire » importe peu ici, mais on peut relever la capacité du KO à publiciser le cas Niklaus, ce qui est à reconduire d'une part à la force de percussion de son organe et d'autre part à l'engagement de ses militants (puisque'il faut bien que ces signatures soient récoltées).

Quoi qu'il en soit, le KO ne se laisse pas intimider et lors de la conférence de presse sur l'affaire Niklaus, il annonce également porter plainte contre quatre membres et un ex-membre du Conseil d'État pour faux dans les titres, obtention frauduleuse et gestion déloyale à propos de l'affaire des terrains de Martigny, ce qui a également contribué à l'intérêt de la presse pour KO. Après le refus du tribunal d'entrer en matière,⁶⁶⁵ le KO modifie sa plainte qui ne s'adresse plus qu'au responsable du département de la construction, Franz Steiner, qui sera blanchi en juillet 1980. Celui-ci porte à son tour plainte contre Bodenmann pour un article de la *RA* 26 l'accusant de faux dans les titres et d'obtention frauduleuse d'une constatation fausse. La presse haut-valaisanne annonce le 30 janvier 1982 la condamnation de Bodenmann à Fr. 300.-- d'amende avec sursis pour diffamation, jugement confirmé au Tribunal cantonal en avril 1982, puis au Tribunal fédéral en juillet 1983.⁶⁶⁶ A noter que si la *RA* se fait l'écho du blanchiment de Steiner – dans la mesure où le tribunal prend le contre-pied de la commission parlementaire consacrée à l'examen de l'affaire Savro qui avait aussi attiré l'attention sur les pratiques problématiques du département de la construction⁶⁶⁷ – elle ne parle pas de la condamnation de Bodenmann.

Une dernière manière, plus triviale, de lutter contre la diffusion de la *RA* consiste à acquérir tous les

⁶⁶³ Thompson, John B., *Political scandal, op. cit.*, p. 13 – 14.

⁶⁶⁴ Tandis que la *Tat* se demande: « Kann sich die Walliser Regierung alles erlauben ? », articles cités in « Fall Niklaus », *RA* 25, 03.03.1978, p. 1.

⁶⁶⁵ « Strafanzeige gegen Staatsräte », *RA* 24, 12.01.1978, p. 1. En effet, selon une loi de 1840 toujours en vigueur en ce moment, une plainte contre le gouvernement doit provenir du Grand Conseil. Cette affaire semble avoir donné quelques sueurs froides au monde politique valaisan, parce que cette loi stipule qu'en cas de poursuite contre plus d'un membre du Conseil d'État, cette institution est remplacée provisoirement par le Grand Conseil, qui assume les prérogatives de l'exécutif.

⁶⁶⁶ « Ehrverletzungsprozess Peter Bodenmann – Staatsrat Franz Steiner: Urteil bestätigt », *WB* du 09.04.1982, p. 6; « Bundesgericht bestätigt Kantonsgerichtsurteil », *WV* du 09.07.1983, p. 8.

⁶⁶⁷ « Ohrfeige für die drei Chefbeamten für Kritisches Oberwallis für die Savro-Kommission für Staatsrat Hans Wyer für Professor Hans Merz », *RA* 43/44, 03.07.1980, p. 1 + 2.

exemplaires d'un numéro. Ainsi, l'INFO 7/76 mentionne le fait qu'au kiosque de Naters, les 50 exemplaires vendus ont été achetés par un seul client, et se demande « Ob da das Lieschen wohl jemandem auf ein Hühnerauge getreteten ist ? ». Ceci se reproduit en 2005 lorsqu'un « mystérieux acheteur » aurait acquis près de 400 exemplaires de la RA 188, dans laquelle sont notamment pris en grippe un pédiatre, un avocat et un homme politique.⁶⁶⁸ A Uri, certains optent pour la stratégie contraire, en acquérant un exemplaire avant de le diffuser au sein d'un groupe plus large, afin de ne pas faire augmenter les chiffres de vente et de faire d'une pierre deux coups: « wir behalten diese linken unten und wissen trotzdem was sie ausbrüten ».⁶⁶⁹

11.4 Polémique avec l'extrême-droite

Si la RA s'était intéressée en novembre 1978 à l'extrême-droite, en publiant sous forme raccourcie une série d'articles publiés par Frank Garbely dans le *JVS*⁶⁷⁰ – série consacrée aux liens entre l'extrême-droite européenne et le *NF*, lequel réagit vigoureusement dans ses propres colonnes⁶⁷¹ – il semble qu'un nouveau pas soit franchi avec la constitution supposée dans le Haut-Valais de cellules secrètes dont l'objectif est de miner l'activisme du KO. En effet, un correspondant anonyme fait parvenir au groupe deux bulletins secrets issus de cette nébuleuse qui se proposent de réfléchir aux moyens non seulement de discréditer le KO (dont les calomnies salissent la réputation du Valais bien au-delà des frontières nationales⁶⁷²) mais également de procéder à une épuration politique du *WB* – sont visés les collaborateurs Alexandre Chastonay (rédacteur en chef), Luzius Theler et Beat Jost – qui a donné les preuves de son inféodation aux idées gauchistes. Après la réception du second bulletin, mentionné lors de la séance du comité du 5 mars 1979,⁶⁷³ la RA publie ces informations dans son n° 35 et cite les personnalités, proches du CSPO et utilisant des noms de code, qu'elle estime être à l'origine de ces textes et qu'elle qualifie de « Hochalpine Cinceras ».⁶⁷⁴ La publication de ces informations va occuper la sphère médiatique du Haut-Valais pendant les semaines qui suivent, la presse bourgeoise publiant huit articles (cinq dans le *WB*, trois dans le *WV*) sur ce sujet. L'affaire est si délicate que Philipp Mengis, éditeur du *WB*, prend la plume pour réagir aux attaques adressées à son journal et en défendre à la fois l'orientation chrétienne et le journalisme critique. S'il affirme avoir été au courant des agissements de ces groupuscules, il justifie le silence du *WB* par l'aspect amateur et dilettante des bulletins et déclare saisir l'occasion offerte par la publication de la RA pour prendre position au nom de la société éditrice – confirmant implicitement le rôle de contre-information de l'organe koïste – et

⁶⁶⁸ Clavaiz, Pascal, « " Rote Anneliese " raflée », *NF* du 05.07.2005, p. 19.

⁶⁶⁹ Cité in « lieber leser », *Alternative*, n° 28, novembre/décembre 1977, p. 2.

⁶⁷⁰ « Von Faschisten, Bombenlegern und Luisier-Freunden! », *RA* 32, 30.11.1978, p. 2 – 3. Pour l'enquête complète, voir *JVS* des 16.11.1978 (p. 1 + 16); 17.11.1978 (p. 15) et 18.11.1978 (p. 1).

⁶⁷¹ *NF*, « A propos d'une enquête-bidon du marxiste Frank Garbely », *NF* du 22.11.1978, p. 1 + 3.

⁶⁷² Rappelons qu'une des techniques utilisées par le KO pour contourner le silence dont témoigne la presse locale à son égard est justement de se servir de la presse extra-cantonale pour porter ses révélations dans le grand public.

⁶⁷³ *INFO-Intern* 1/79, p. 7, « Vorstandssitzung vom 5.3.79 ».

⁶⁷⁴ « Hochalpine Cinceras im Oberwallis: Primitiv, dumm und trotzdem gefährlich », *RA* 35, 19.05.1979, p. 3 – 4.

se distancer à la fois des auteurs des bulletins (tout en refusant d'incriminer ceux qui les ont reçus sans les avoir commandés) et de la *RA*, dont il s'étonne qu'elle se plaint de méthodes, « die sie seit Jahr und Tag selber anwendet. »⁶⁷⁵ – jouant ainsi sur le classique « rouge-brun ». Il termine en proposant aux deux parties de s'exprimer dans les colonnes du *WB*. Outre les raisons présentées par Mengis pour justifier le silence du *WB*, la différence de réaction entre les deux journaux peut aussi s'expliquer à travers le prisme du conflit opposant journalisme « institutionnel » et d'« investigation »⁶⁷⁶, le premier étant encore attaché au respect des « façades » – c'est-à-dire que « le journaliste ne remet pas en cause la façon dont ses interlocuteurs entendent se présenter au public »⁶⁷⁷ – au contraire du second. Dans son ouvrage consacré au *Canard enchaîné*, Laurent Martin affirme que ce journal était « à la pointe d'un nouveau journalisme, plus agressif, moins institutionnel (...) Ce nouveau journalisme d'" investigation " a abaissé le seuil de tolérance à l'indélicatesse des puissants. »⁶⁷⁸. Vu ainsi, et en partant du principe qu'une partie au moins de ces « Cinceras » bénéficiait d'une certaine aura dans le Haut-Valais, le silence du *WB* peut se comprendre comme le refus de causer du tort à des personnalités jugées respectables – question que ne veulent pas et n'ont pas à se poser les militants du KO.

S'ensuit une courte polémique entre Bodenmann et Donat Jäger, président de la « Oberwalliser Ärzteschaft », le premier répondant au second, lequel a l'occasion de répliquer une dernière fois avant que le *WB* ne décide de clore le sujet. Le *WV* publie les textes de Jäger (sans la réponse de Bodenmann), ainsi qu'une lettre anonyme⁶⁷⁹ qui veut convaincre de l'existence d'une réelle conspiration rouge en Valais (la *RA* diffusant le fascisme rouge), à côté de laquelle ces bulletins sont inoffensifs, et qui pose la question des sources de financement du KO.⁶⁸⁰ La *RA* 36 revient sur cette histoire et si le KO peut se féliciter que lors de l'AG de l'Oberwalliser Presseverein, une motion de condamnation des méthodes des « Cinceras » ait été acceptée à l'unanimité, malgré la présence dans le CA de cette association de plusieurs des destinataires de ces fameux bulletins, il remarque que l'ouverture affichée du *WB* est tout relative, « da in Tat und Wahrheit das schwarze Leibblatt für das Kritische Oberwallis gesperrt ist ». ⁶⁸¹ En interne, le KO se félicite de l'article de Mengis, malgré ses

⁶⁷⁵ Mengis, Philipp, « " Hochalpine Cinceras " », *WB* du 23.05.1979, p. 5.

⁶⁷⁶ Dont les lignes de fracture semblent diviser « anciens » et « nouveaux » journalistes.

⁶⁷⁷ Lemieux, Cyril, « Heurs et malheurs du journalisme d'investigation en France », in Delporte, Christian et al. (dir.), *Presse à scandale, scandale de presse*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 88.

⁶⁷⁸ Martin, Laurent, *Le Canard enchaîné ou les Fortunes de la vertu – Histoire d'un journal satirique 1915-2000*, Flammarion, Paris, 2001, p. 443.

⁶⁷⁹ Hosugagger II, « Unsere " Hosugagger " befinden sich in guter Gesellschaft », *WV* du 07.06.1979, p. 2.

⁶⁸⁰ L'argumentation de Mengis, Jäger et de cet anonyme est relativement simple: La *RA* diffuse son venin depuis passablement de temps maintenant – usant de méthodes qui n'ont d'une part rien à envier à celles des terroristes et d'autre part qui sont étrangères au corps social valaisan – qu'il n'est pas étonnant que des opposants se manifestent en reprenant ces méthodes. D'autre part, on veut montrer que ces « Cinceras » ne sont pas dangereux, l'aspect technique médiocre des bulletins en témoignant, tout comme le contenu qui n'aurait en réalité rien d'explosif.

⁶⁸¹ « Bruchlandung für unsere Cinceras », *RA* 36, 21.09.1979, p. 8.

attaques, car on craignait que cette affaire soit passée sous silence.⁶⁸² Deux choses sont à noter: d'une que le KO a besoin malgré tout du *WB* pour diffuser ses opinions (c'est-à-dire que le *WB* est intégré dans sa stratégie de communication) et de deux qu'il a été suffisamment habile pour consacrer une demi-page de la *RA* 35 aux diatribes de ces bulletins contre les rédacteurs du *WB* (avec leurs photos), forçant ainsi Mengis à prendre position, ce que ce dernier reconnaît à demi-mot.

12. Bilan intermédiaire

12.1 La RA

Si nous faisons un rapide bilan, nous constatons que la *RA* se développe toujours plus, à la fois pour des raisons internes liées aux modifications structurelles dans l'organisation du KO et de la production du journal, et pour des raisons externes, à savoir l'hostilité de la presse conventionnelle à son égard. Hostilité qui est également provoquée par les évolutions touchant l'organisation, dans la mesure où la fréquence de parution accrue et l'élargissement de son cercle de diffusion attirent toujours davantage l'attention de la population et des élites. Le caractère très local de la *RA*, sa volonté de toucher les membres des catégories sociales dominées et les particularités du Valais germanophone expliquent aussi cet écho, tout se passant comme si le KO avait une conscience aigüe des conditions haut-valaisannes lui permettant de taper juste avec sa stratégie de communication, même si d'autres facteurs externes exercent également une influence importante sur le succès du journal. Ainsi, l'affaire Niklaus surgit au moment où l'affaire Savro occupe la place centrale dans l'actualité médiatique et politique du canton, et ce sont les réactions que recueille le KO au moment de la vente de la *RA* traitant de cette interdiction professionnelle, majoritairement positives et témoignant de l'indignation ressentie face au comportement du Conseil d'État, qui le poussent à lancer une récolte de signatures en faveur de Niklaus.⁶⁸³ Trois éléments principaux résument l'évolution de la *RA* au cours de cette période; par la rationalisation de la production du journal (local de production, collaborateur rémunéré, codification de la production des articles, mise en place de séance de rédaction), l'entrée dans le jeu politique institutionnel et le recours aux investissements autorisant une certaine modernisation de l'habillage, ce sont tant les conditions de production et de réception que l'apparence graphique qui subissent de profondes mutations.

Le KO n'est pas en reste puisque cette période le voit d'une part entrer dans un exécutif communal, ce qui n'est pas sans conséquence sur la politique d'information du groupe, et d'autre part confirmer son siège de suppléant au Grand Conseil. L'évolution du KO vers une forme d'organisation partisane plus traditionnelle, c'est-à-dire davantage centrée sur les échéances électorales que sur l'expérimentation de nouvelles formes de participation politique, ainsi que l'importance toujours plus grande que prend

⁶⁸² INFO-Intern 2/79, p. 12 – 13, « Protokoll der Vorstandssitzung vom 28.08.79 ».

⁶⁸³ INFO-Intern 1/78, p. 9, « Berufsverbot für Stefan Niklaus ».

son organe dans son répertoire d'action – également induite par sa rationalisation – exercent aussi un effet important sur le contenu du journal, dans la mesure où s'observe à la fois une certaine continuité entre les différents numéros et une diversité dans l'économie interne de chaque numéro, le principe de la thématique centrale étant progressivement sinon totalement abandonné, du moins atténué. De plus, le KO est également traversé par des tensions internes et des remises en question, que l'on songe à la critique des « Shanghai-Flipper » de la fin 1976 ou aux divers projets de réorganisation émergeant à partir de 1978. D'ailleurs, le comité remarquait en septembre 1977 que le KO ne peut plus contribuer autant « bei gesamtschweizerischen Abstimmungen », illustrant un certain recentrage sur le Haut-Valais.⁶⁸⁴

La relation dialectique entre les affaires politico-financières et la participation par la *RA* à la dénonciation de ses affaires – relation qui se matérialise par une exacerbation des tensions entre le KO et les élites régionales – permet quant à elle d'illustrer l'idée que les médias alternatifs font un courir un danger au consensus sur « l'image de marque du territoire », célébrée notamment par la presse locale conventionnelle.

Néanmoins, les procès opposant le KO à ses adversaires, lui octroient un capital symbolique non négligeable, dont en témoignent d'une part les moqueries du *WB* face aux diatribes du *WV*, et d'autre part, les réactions outrées de certains lecteurs à la menace de Heinzmann de publier le nom des signataires de la pétition Niklaus,⁶⁸⁵ et enfin, le fait que le KO devient un objet d'attention pour l'« Ausserschweiz ».⁶⁸⁶ Ceci se voit notamment dans un article de la revue économique *Bilanz* consacré aux différents affaires agitant le Valais (dont le titre « " Nenn mir das Land, wo die Skandale blühen " » fait directement écho à la une de la *RA* 20) qui propose un encadré « Skandalbilanz », où sont listées douze affaires – dont les interdictions professionnelles frappant le KO – qui ont toutes donné lieu à des articles dans la *RA* (l'un des paragraphes de l'encadré utilise d'ailleurs des termes employés par la *RA*). D'autre part, cet article reproduit deux caricatures tirées de la *RA* (et indiquées comme telles), ainsi que la première page du numéro 29 accompagnée du commentaire: « Eintönige Presselandschaft: Der täglich erscheinende " Nouvelliste " erhält nur achtmal im Jahr Konkurrenz von der " Roten Anneliese ". »⁶⁸⁷ A la lumière des différents éléments présentés dans ce chapitre, nous pouvons conclure que la *RA* s'est maintenant imposée comme une institution du paysage médiatique haut-valaisan, grâce à la coïncidence entre le labeur volontaire effectué par les médiactivistes et la

⁶⁸⁴ INFO-Intern 6/77, p. 2 – 4, « Protokoll der Vorstandssitzung vom 16. September 1977 ».

⁶⁸⁵ « Die Leute auf der Strasse – mit Ausnahme zurecht beunruhigter Staatsangestellten – meinten: " Jetzt ersch rächt! ", " das ischt scho ä cheibu Frächheit ", " Dene welle wers de scho no zeichu ". Die Tat titelte: " So geht es nicht! " und attestierte der Parteizeitung des schweizerischen CVP-Präsidenten Hans Wyer " miserable politische Manieren. " », « Fall Niklaus: 6'000 Unterschriften gegen sturren Staatsrat », *R* 25, 03.03.1978, p. 1.

⁶⁸⁶ Cf. L'émission *Temps Présent* ou le mot du président du PSS Helmut Hubacher: « Wir möchten das Abo für eure Wunderzeitung bestellen. Merci », INFO-Intern, p. 24 – 26, « Protokoll der VS vom 09. März 1978 ».

⁶⁸⁷ Brandenberger, Kurt; Haemmerli, Fredy, « " Nenn mir das Land, wo die Skandale blühen " », *Bilanz*, 2/79, p. 8 – 24.

situation particulière de ce paysage, confronté à des tendances monopolistiques toujours plus fortes des deux « Pressezaeren » Mengis et Luisier (voir introduction).

12.2 Les revues alternatives alpines: Éléments de comparaison

Si la *RA* modifie profondément son apparence au fil des années – notamment grâce aux investissements en terme de machines – elle n'est pas seule. En effet, *Alternative* abandonne sa forme de cahiers collés à la va-vite pour prendre un caractère de magazine à partir de son n° 11 (février/mars 1975), caractérisé par une apparence standardisée: la première page s'ouvre systématiquement par une photo illustrant la/les thématique(s) principale(s), la dernière page clôt sur une photo/caricature en pleine page, la première et dernière pages sont désormais imprimée avec de la couleur rouge, le nombre de photos augmente considérablement, le nombre de page se stabilise à 32.⁶⁸⁸ Si sur le plan de l'habillage, l'évolution est semblable à la *RA* (n° 26, avril 1978), ce processus est bien plus rapide, puisque deux ans et dix numéros seulement après sa création, *Alternative* revêt un caractère plus « moderne » – qui ne s'accompagne semble-t-il pas d'investissements lourds en termes d'appareils – dans sa mise en page. Le cas de *Viva* s'éloigne de ce modèle puisque cette revue fait le chemin inverse, et après des débuts en format magazine, elle passe à partir du n° 20 au format journal A3, tout en réduisant le nombre de pages et en annonçant une parution mensuelle (ce qui ne sera jamais le cas, le nombre d'éditions annuelles ne dépassant jamais les six). Quant à *Steibock*, qui avait aussi adopté dès ses débuts un format de magazine, la première évolution significative de son apparence interviendra en 1982 à l'occasion du n° 47 et du passage à la photocomposition, tandis que la *Glarner Zeitung* (ci-après *GZ*) restera fidèle jusqu'à sa mort à ses quatre pages au format A3 en noir et blanc. Si on retrouve dans les autres revues alpines certains aspects du format tabloïd – gros titres, formules chocs, langage familier – la *RA* est la seule à en faire un usage plus systématique.

Alternative franchit à l'instar de la *RA* le pas d'une certaine professionnalisation et annonce la création d'un poste de rédacteur (également en charge des questions administratives) à 50% à partir du début 1978. Cette évolution a notamment été rendue possible par la constitution fin 1977 d'une association de soutien à but non lucratif, dont la tâche principale est de garantir le développement et la continuation de la revue.⁶⁸⁹ La création de ce poste est justifié d'un côté par la volonté d'améliorer la qualité de la revue et de l'autre par le projet de passer à la parution mensuelle dès mai 1978; « warum dies: unsere journalistischen anforderungen, welche wir selber an die zeitung stellen, sind in den letzten jahren immer grösser geworden »⁶⁹⁰. Le passage en italique (par l'auteur de ce travail) illustre

⁶⁸⁸ « liebe leser », *Alternative*, n° 11, février/mars 1975, p. 3.

⁶⁸⁹ Rapidement formée d'une quarantaine de membres, cotisant entre Fr. 5.-- et Fr. 50.-- par mois, cette association permet à la revue de couvrir ses déficits, sans toutefois permettre de disposer d'argent frais pour des investissements. « Uri braucht die Alternative – Die Alternative braucht Sie! », *Alternative*, n° 27, sept/oct 1977, p. 8.

⁶⁹⁰ « liebe leser », *Alternative*, n° 27, sept/oct 1977, p. 2.

l'idée que les exigences des producteurs et leurs représentations subjectives ont des effets structurant sur l'organisation de la revue. En effet, l'une des conséquences de la parution mensuelle est la forte réduction de la vente dans la rue, impossible à réaliser chaque mois, ce qui supprime l'une des sources de revenu du journal (ainsi que le contact direct avec les lecteurs). Décision qui n'est ainsi pas sans conséquence sur les capacités financières de la revue, d'autant plus que la rédaction se plaint régulièrement du fait qu'elle ne perçoit que 50% du volume des ventes en kiosque.⁶⁹¹ La revue *Steibock* abandonne quant à elle la vente dans la rue à partir de l'été 1980 (n° 35), en raison de la charge de travail qu'implique la croissance du nombre d'abonnés, regrettant au passage la disparition de la possibilité de rencontrer ses lecteurs.⁶⁹² La rédaction de la *GZ* renonce elle aussi à une distribution systématique à partir de son n° 16, d'une part parce qu'on estime que la revue est désormais suffisamment connue et d'autre part pour des raisons de gains de temps.⁶⁹³ Dans le cas de la *RA*, la vente dans la rue se poursuit, bon an mal an, au moins jusqu'en 1985 (voir note 198), donc également après la fusion KO/SP, ce qui dénote une volonté de marquer sa présence tant dans l'espace médiatique que physique, même une fois l'autonomie de la revue acquise. Pour revenir rapidement sur la question de l'embauche, la tentative de la *GZ* de surmonter la crise dans laquelle elle se trouve – non pour des raisons financières mais d'investissement personnel – par la création d'un poste à 25% qui doit permettre d'assurer la survie de la revue,⁶⁹⁴ semble symptomatique de certaines évolutions de ces projets médiatiques, dans la mesure où aux élans spontanés des débuts répond avec les années une certaine lassitude routinière; « professionnalisation » sans succès dans le cas de la *GZ* puisque le numéro suivant annonce son autodissolution.

Les raisons à l'origine de cette suppression évoquées par la rédaction glaronaise permettent de constater un autre trait commun à ces revues alpines, déterminé par les conditions du territoire dans lequel elles s'inscrivent. En effet, ces régions sont caractérisées par l'absence d'institutions universitaires, à une époque où l'accès aux études supérieures croît partout en Suisse. De fait, le nombre d'étudiants indiquant le Valais, Uri, Nidwald, et dans une moindre mesure Glaris, comme canton de domicile connaît une croissance importante entre les années scolaires 1974/75 et 1986/87,⁶⁹⁵ ce qui n'est pas sans provoquer une certaine « fuite des cerveaux ». Furrer estime que dans pratiquement tous les cantons primitifs existait une tendance à l'émigration de ces catégories sociales, dans la mesure où les impulsions au retour sont moins fortes que dans d'autres cantons.⁶⁹⁶ Ainsi, la *GZ* attribue l'une causes de la crise qu'elle connaît au fait que la majorité de la rédaction

⁶⁹¹ « liebe leser », *Alternative*, n° 31, juin 1978, p. 2.

⁶⁹² « Editorial », *Steibock*, n° 35, juin 1980, p. 3.

⁶⁹³ « Abonniert und kauft die " GZ " »! », *GZ*, n° 16, 01.05.1977, p. 1.

⁶⁹⁴ « Editorial », *GZ*, n° 22, 08.05.1978, p. 1.

⁶⁹⁵ VS (les chiffres pour le Haut-Valais ne sont pas disponibles): + 50%; UR: + 50%; NW: + 56%; Glaris: + 21%. *Annuaire statistique de la Suisse*, publié par l'Office fédéral de la statistique, 1979 (p. 481) et 1987/1988 (p. 446).

⁶⁹⁶ Furrer, Markus, *Die neue Opposition in der Urschweiz*, op. cit., p. 23 – 24.



travaille/étudie hors-canton, le plus souvent à Zurich, ce qui a pour conséquence « dass wir nicht auf dem qui-vive sind, und dass es ziemlich aufwendig ist, den Informationen nachzurennen »⁶⁹⁷. Dans son article consacré à la disparition de la *GZ*, *Alternative* relève qu'elle a aussi à lutter contre ces raisons, « denn – wer garantiert das erscheinen einer zeitung, wenn die redaktoren nicht im kanton arbeiten können oder dürfen ? »⁶⁹⁸. D'ailleurs la revue uranaise met un point d'honneur à annoncer à ses lecteurs les changements au sein de la rédaction, et parmi les raisons mentionnées interviennent en majorité celles liées à une trajectoire professionnelle impliquant de quitter le canton. Comme nous l'avons vu, le KO doit également faire face à ces contraintes, bien qu'il dispose d'une base solide en Valais, notamment des membres issus de l'ancienne « Lehrlingsgruppe », tous les militants n'ayant pas quitté le canton.

Au sujet de la composition des rédactions, le dernier cofondateur d'*Alternative* quitte le navire à partir du n° 37 (février 1979), alors que pour *Steibock*, l'un des fondateurs est encore présent (après semble-t-il une absence) pour le n° 59 (juillet 1984). Au moment de sa disparition, la *GZ* peut encore compter sur trois cofondateurs, tandis que, comme nous l'avons déjà relevé, Peter Bodenmann et Käthy Theler collaborent activement à la *RA* jusque dans les années 1990, Bodenmann apparaissant pour la dernière fois à l'occasion du n° 147 (22 février 1997) parmi les « redaktionelle Mitarbeiter », soit une semaine avant son élection au Conseil d'État. En plus d'une organisation vouée à l'édition d'une revue alternative, il semble ainsi que la longévité de certains collaborateurs constituent une caractéristique commune aux projets de médias alternatifs alpins, ce qui n'occulte pas certaines périodes d'essoufflement probablement consubstantiels à ce type de projet.⁶⁹⁹ En parlant d'organisation, il n'est peut-être pas étonnant que les deux revues à la vie la plus courte (*Oberländer Holzwurm*, 11 numéros; *GZ* 23 numéros) sont celles qui disposent le moins des possibilités qu'offre une organisation éditrice – mieux exprimé en allemand par « Trägerverein » – et on peut en conclure que sur la durée, de tels projets de médias participatifs nécessitent l'existence d'une organisation au fonctionnement autonome, c'est-à-dire disposant de ses propres logiques de reproduction et qui ne se résume pas à la somme de ses membres. Néanmoins, comme nous n'avons pas étudié les archives de ces deux revues (si elles existent), ceci est à prendre avec des pincettes.

Nous avons indiqué dans le bilan précédent (voir C.5.2) qu'*Alternative* ambitionnait d'être également active dans le domaine des actions politiques concrètes. Néanmoins cette double ambition était

⁶⁹⁷ « Editorial », *GZ*, n° 22, 08.05.1978, p. 1. L'un des objectifs fixés par le militant qui avait d'abordé la production de la *RA* de manière totalisante (voir B.4) affirmait qu'il fallait établir un réseau d'informateurs à travers le Haut-Valais.

⁶⁹⁸ « nachruf auf eine tote zeitung », *Alternative*, n° 38, mars 1979, p. 13.

⁶⁹⁹ *Steibock* déclare dans son n° 21 avoir surmonté une « Durststrecke » d'un an, lorsque seules trois personnes collaboraient activement, et se félicite que ce nombre se situe désormais à 20. Dans le cas de la *RA*, comme nous le verrons plus loin, six rédacteurs seulement participent à la production en 1980, dont la moitié ne sont pas koïstes.

rapidement source de surcharge de travail, le groupe Kritisches Uri (KU) est fondé en octobre 1976,⁷⁰⁰ lequel poursuit des buts similaires à ceux de son quasi homonyme haut-valaisan, si ce n'est qu'il est statutairement séparé de la revue qui n'est donc pas organe partisan.⁷⁰¹ Le KU donnera par la suite les impulsions à la formation en 1983 d'un parti politique plus « classique », le Kritisches Forum Uri (KFU). *OH* exprime elle aussi l'articulation entre publication d'informations alternatives et actions politiques concrètes, subordonnant le premier objectif au second.⁷⁰²

Nous avons vu en introduction (voir B.3.1) que Downing tentait de montrer que la communication alternative était susceptible de précéder l'émergence de mouvements politiques/sociaux, auxquels elle pouvait préparer le terrain. Si Furrer indique qu'il est difficile d'affirmer que sans *Alternative*, un nouveau parti n'aurait pu voir le jour, il relève que par sa participation à des comités d'initiative notamment, la revue a posé les premiers accents « für die Bildung einer alternativen Parteigruppe. » De même, il remarque qu'elle revêtait une « Forumsfunktion » pour les groupes qui gravitaient à ses marges et que c'est autour du noyau dur des rédacteurs que s'est ensuite structuré le mouvement politique. A Nidwald, *Steibock* fait office de « Kristallisationspunkt einer neuen Opposition », tandis que c'est de son concurrent *Bockshorn* que sont venues les impulsions ayant mené à la formation d'un nouveau parti politique dans le canton, le Demokratisches Nidwalden, en 1982, soit moins d'un an après la création de cette revue.⁷⁰³ A l'issue de sa réunion annuelle de 1975, soit trois ans après sa fondation, le VIVA-Kollektiv opte pour une réorientation de la revue, les débats ayant montré que la publication d'un journal ne saurait se suffire à elle-même et que la constitution d'un groupe politique, auquel devait se subordonner la revue, était nécessaire. Autre raison évoquée; la structuration d'un mouvement politique permettrait de réagir à l'accusation récurrente de ne jamais proposer d'alternatives concrètes.⁷⁰⁴ Cette décision n'est pas acceptée par tous et certains membres du collectif quittent la rédaction après avoir exposé leurs griefs dans les colonnes du journal, regrettant à la fois une surenchère de gauche par rapport au Parti socialiste dont ils sont membres, et la possibilité donnée à la revue de critiquer celui-ci de manière explicite et ouverte, proclamant ainsi la fin de l'expérience « der alternativen Regionalzeitschrift ohne Bindung an eine feste Gruppe ». ⁷⁰⁵ VIVA participe aux élections cantonales en 1979 et malgré qu'aucun candidat ne soit élu, le collectif estime que pour la première fois, il est parvenu à dépasser le statut de producteur de revue et que le moment

⁷⁰⁰ Ce groupe s'institutionnalisera en 1982/1983 sous forme de parti politique nommé Kritisches Forum Uri. A ce sujet, la coïncidence des termes est remarquable, puisque dans le canton de Schwyz sera fondé le Kritisches Forum Ibach en 1979, qui deviendra ensuite le Kritisches Forum Schwyz en 1983, au moment de son élargissement cantonal.

⁷⁰¹ « lieber leser », *Alternative*, n° 23, janvier/février 1977, p. 2.

⁷⁰² « Unsere Hauptaufgabe soll nicht nur das Herausgeben einer Zeitung sein. Mit direkten Aktionen wollen wir uns aktuelle Fragen zuwenden, beispielsweise versuchen, mit andern Gruppierungen zusammenzuarbeiten und so den direkten Kontakt zur Bevölkerung herzustellen. », « Editorial », *Oberländer Holzwurm*, n° 8, mai 1978, p. 2.

⁷⁰³ Furrer, Markus, *Die neue politische Opposition in der Urschweiz*, op. cit., p. 121 – 125 pour *Alternative*; p. 236 pour *Steibock*; p. 248 pour *Bockshorn*.

⁷⁰⁴ « VIVA-Pfingst-Tagung 1975 »; *Viva*, n° 19, 06.07.1975, p. 18 – 19.

⁷⁰⁵ « Das Ende eines Experimentes », *Viva*, n° 19, 06.07.1975, p. 20.

est propice pour l'étape suivante, à savoir la constitution d'un parti politique.⁷⁰⁶ Un militant de ce nouveau groupe et rédacteur lui-même, Andrea Bianchi, sera d'ailleurs élu au conseil communal de Coire en 1980 sur une liste de gauche alternative.

Si le cas KO/RA semble un peu différent, il faut d'une part relever que certains des futurs koïstes avaient lancé *Reflex*, le journal du collège de Brigue (voir C.1.1). D'autre part, on peut raisonnablement penser, comme nous avons tenté de le montrer, que les diverses publications koïstes qui ont précédé la naissance de la RA, mais aussi et surtout celle-ci comme en témoignent les idées émises à la fin du chapitre D.4, ont grandement préparé le terrain à la structuration plus rigoureuse de l'organisation politique, qui, rappelons-le, a connu d'importantes évolutions à partir de 1976. Le compte-rendu du congrès tenu à Salecina en 1975 (voir C.5.2 et D.8.4) illustre déjà cette relation vitale entre communication et activisme politique:

« Im letzten Jahr – so die Genossen aus Graubünden und zum Teil auch jene aus Uri – fand eine Tendenzwende statt. Immer stärker erhielt man die Auffassung, dass reine Zeitungsarbeit und Schreibagitation unbefriedigend sei. Vermehrt strebt man seither nach Wegen und Mitteln direkt und aktiv in das politische Geschehen einzugreifen. Die Verbindung von Aktionen und Zeitung wie sie im KO praktiziert wird findet allgemeine Zustimmung. »⁷⁰⁷

Cet extrait permet d'illustrer la thèse de Downing, tout comme celle des auteurs de l'ouvrage *Histoire de la presse politique en Suisse romande au XIXe siècle*, puisque on constate d'une part que la communication alternative *semble précéder* la structuration d'organisations politique et, d'autre part que cette communication est perçue comme insuffisante si elle ne parvient pas à s'articuler avec des actions concrètes. Remarquons également qu'il n'est pas anodin que le KO soit cité en exemple.⁷⁰⁸ Le contre-exemple de la GZ semble confirmer cette idée, puisqu'à côté de la raison citée ci-dessus, ses producteurs attribuent « l'échec » de leur publication également à leur cantonnement à la production médiatique qu'ils n'ont pas su développer par d'autres formes d'action et d'organisation, en bref, « eine Zeitung ist zuwenig ». ⁷⁰⁹ D'autre part, dans la RA 180, Jürg Frischknecht estime que l'erreur des producteurs de la revue *Tell* (1979 – 1985) a précisément été celle de penser pouvoir assurer la reproduction de leur journal sans le soutien d'un réseau de gauche.⁷¹⁰

Si la RA a connu une certaine évolution qui l'a faite passer d'un statut de « dossier thématique » à

⁷⁰⁶ « Bald eine neue Partei in Graubünden ? », *Viva*, n° 42, septembre/octobre 1979, p. 12.

⁷⁰⁷ INFO-Intern Nr. 18, p. 4 – 7, « Die Linke im Berggebiet bespricht die Lage der Nation ».

⁷⁰⁸ D'autre part, il n'est peut-être pas anodin que les bulletins secrets issus de l'extrême-droite haut-valaisanne (voir D.11.4) préconisent dans l'optique de la lutte contre l'influence du KO l'instauration d'une « Pressegruppe », dans la mesure où l'on saisit que l'un des enjeux est précisément celui de la communication.

⁷⁰⁹ « Eine Zeitung ist zuwenig – ändert die Zustände ! », *GZ*, n° 23, janvier 1979, p. 2.

⁷¹⁰ Frischknecht, Jürg, « Alternative Medien: Ein Auslaufmodell II in der Schweizer Medienlandschaft ? », *RA* 180, novembre 2003, p. 17.

celui de revue à proprement parler, elle se distingue néanmoins toujours de ses homologues, particulièrement en ce qui concerne le rapport au lectorat, auquel, nous l'avons vu, est attribuée une responsabilité relativement importante dans les autres revues alpines. Ainsi, *Alternative* (dont le n° 18 annonçait l'ambition d'organiser ses lecteurs en groupes de travail afin de lutter contre une attitude passive) et *Steibock* poussent cette tentative d'intégration; la première met en place une « Mitarbeiterkonferenz » bimensuelle dès la fin 1976, tandis que la seconde inaugure à partir du n° 27 le « Steibock-Stamm » qui a lieu tous les dimanches soirs dans un restaurant de Stans – ces rencontres étant publiques et ouvertes à tous les intéressés.

Comme nous l'avons déjà mentionné, *Steibock* procède dans son n° 24 (août 1978) à un grand sondage auprès de ses lecteurs, dont on espère des impulsions pour le travail à venir, afin de rendre la revue plus intéressante et de créer de meilleures conditions pour une collaboration du lectorat, notamment du point de vue de la transmission d'information. De plus, l'objectif est également que les lecteurs exercent une certaine influence sur le contenu et la forme de la revue, notamment afin de les fidéliser et de faire en sorte qu'ils se sentent concernés, « betroffen », afin qu'ils se transforment eux-mêmes en producteur. Le n° 35 de *Viva* (mars/avril 1978) lance une « Leseraktion » et demande à ses lecteurs de s'exprimer sur plusieurs aspects touchant le contenu, l'habillage et le lectorat de la revue. Pour sa part, *Alternative* fait figurer à partir du n° 29 (jan/fév/mars 1978) la date de bouclage de la rédaction des numéros suivants, de sorte que les lecteurs connaissent le délai qu'ils ont à disposition s'ils désirent rédiger un texte ou participer à la production du numéro. Atton montre que les médias alternatifs plaident pour un ethos démocratique et participatif, où les lecteurs peuvent non seulement contribuer à la rédaction du contenu mais également au processus de décision éditorial, voire devenir éditeurs eux-mêmes.⁷¹¹ Atton relève également ailleurs avec Hamilton, outre le potentiel de participation offert par ce médias, que le journalisme alternatif permet à des individus et à des groupes de créer leur propre médias, « depuis la périphérie ».⁷¹² Dans le cas du KO, les archives ne mentionnent pas d'attention particulière accordée à la question de la participation du lectorat, et on ne trouve aucun appel de ce type dans les colonnes de la revue.

D'autre part, alors qu'il faut attendre le 100ème numéro (février 1988) pour que la *RA* « fête son anniversaire », *Steibock* et *Alternative* font régulièrement le bilan de leur activité⁷¹³ – *Alternative* rappelant les thématiques les plus importantes abordées dans chaque numéro – et elles réalisent chacune une sorte de reportage-photo sur les coulisses du journal, afin de présenter à leur lectorat les

⁷¹¹ Atton, *Alternative Media*, *op. cit.*, p. 154 – 155.

⁷¹² Atton, Chris; Hamilton, James F., *Alternative Journalism*, *op. cit.*, p. 135.

⁷¹³ « 3 Jahre Alternative », *Alternative*, n° 18, mars/avril 1976, p. 24 – 25; « 5 Jahre Alternative », *Ibid.*, n° 30, avril/mai 1978, p. 20 – 23; « Fünf Jahre », *Steibock*, n° 30, août 1980, p. 20 – 24; « 10 Jahre Steibock », *Ibid.*, n° 60, septembre 1984, p. 2 – 4.

différentes étapes du processus de production.⁷¹⁴ De plus, elles ne se contentent pas de commémorer leurs anniversaires dans leurs colonnes, mais organisent même des fêtes du journal⁷¹⁵ (rappelant furieusement les célèbres Fêtes de l'Humanité, avec musique, bal et activités politico-récréatives), *Alternative* la faisant d'ailleurs coïncider avec son 60^{ème} numéro.

Sur cette question du lectorat, la *RA* peut compter sur un nombre d'abonnés, autour de 1500-1600 à la fin 1979, nettement supérieur à celui de ses homologues.⁷¹⁶ Si l'on compare fin 1979/début 1980 *Alternative* – 1000 abonnement sur 1500 exemplaires, soit 67% (rappelons que cette revue a fortement réduit la vente dans la rue en mai 1978) – avec la *RA* – 1574 abonnement sur 5000 exemplaires, soit 31%⁷¹⁷ – on note la plus grande intégration des lecteurs de la revue uranaise qui se montrent plus prompts au soutien financier *a priori* (donc avant la parution des numéros) et qui constituent ainsi un lectorat moins volatile. Ceci est peut-être à mettre en lien avec les plaintes récurrentes des Uranais sur le faible montant qu'ils perçoivent des kiosques, lesquelles ont sans doute sensibilisé les lecteurs. Dans son étude de 1976, Bollinger affirme que la « presse proche d'un parti politique compte (...) 90% ou plus d'abonnés » par opposition au *Blick*, ainsi que d'autres journaux dits de « boulevard », pour lequel la part de la vente au numéro s'élève à 84%.⁷¹⁸ Répondant à un questionnaire en 2005, Kurt Marti (rédacteur de la *RA* entre 2001 et 2010) affirme que la curiosité des cercles bourgeois explique en partie le succès en kiosque de la revue. On peut ainsi raisonnablement penser que c'était également le cas dans les décennies précédentes,⁷¹⁹

Par ailleurs, les collaborateurs des revues alpines sont soumis, à l'instar de la *RA*, à de fortes pressions de la part d'un environnement hostile et les cas d'interdictions professionnelles se multiplient. Le n° 3 de la *GZ*, répondant à un souhait des lecteurs, fait pour la première fois figurer le nom de ses producteurs, décision dont les conséquences se font sentir immédiatement; un des collaborateurs de la revue est sommé par son employeur de choisir entre sa place de travail et sa participation à la revue, avant de se faire licencier.⁷²⁰ *Viva* signale dans l'éditorial du n° 14 l'intensification de la répression à l'égard de ses rédacteurs, sous forme de licenciements, d'entrave à la formation continue ou à l'embauche, et

⁷¹⁴ « so entsteht eine Alternative », *Alternative*, n° 28, nov/déc 1977, p. 16 – 18; « So entsteht ein Steibock », *Steibock*, n° 22, avril 1978, p. 12 – 13.

⁷¹⁵ La KO avait également pour projet à la fin 1976 d'organiser une « RA-Fest », projet resté sans suite. « Alternative Fäscht », *Alternative*, n° 60, mai 1981, p. 19; « Das wird ein Fest ! », *Steibock*, n° 26, décembre 1978, p. 13. *Steibock* propose un compte-rendu de cette fête, « Bock-Fäscht: Ein Erfolg », *Ibid.*, n° 27, février 1979, p. 16.

⁷¹⁶ En novembre 1989 (dernière information dont nous disposons), *Alternative* distribue 1350 de ses 1800 exemplaires en abonnement, alors que la *RA*, qui tire toujours 5000 exemplaires, peut compter sur 2130 abonnés. Pour les chiffres d'*Alternative*; Furrer, Markus, *Die neue Opposition in der Urschweiz*, *op. cit.*, p. 102; « Editorial », *Steibock*, n° 27, février 1979, p. 3..

⁷¹⁷ Néanmoins, en 1979, ces 31% rapportent 56% des recettes totales du journal. Voir *infra*. Mentionnons aussi le fait que nous n'avons aucune idée du nombre réel d'exemplaires vendus, dans la mesure où il paraît peu probable que ces revues alpines écoulent l'entier de leur tirage, même si on peut penser que les calculs devaient être relativement précis, afin de ne pas trop s'exposer au risque de dépassement des coûts.

⁷¹⁸ Bollinger, Ernst, *La presse suisse: structure et diversité*, *op. cit.*, p. 13 – 14.

⁷¹⁹ Egger, Matthias, *Die Entwicklung der Presse und des Radios im Oberwallis*, *op. cit.*, p. 108.

⁷²⁰ « Die Freiheit zu entlassen und die Freiheit der Lohnabhängigen », *GZ*, n° 4, avril 1975, p. 2.

décide de ne plus que publier le nom du/de la responsable. Le n° 26 rend public deux cas, touchant un enseignant et un médecin, avant que l'éditorial du n° 50 n'annonce l'impossibilité pour le conseiller communal de Coire fraîchement élu de trouver un poste de juriste et le licenciement sans préavis d'un monteur électricien.⁷²¹ *Alternative* explique dans son n° 25 qu'un grand nombre de collaborateurs préfèrent taire leur nom en raison de la menace qu'ils feraient planer sur leur emploi, et le n° 31 dénonce l'interdiction auquel est soumis l'un de ses collaborateurs.⁷²² Cette revue accompagne son article d'une déclaration – mentionnant les cas évoqués ici – soutenue par les différentes revues alpines citées dans ce travail, appelant à lutter contre la pratique des interdictions professionnelles. Ainsi, à côté de l'auto-exploitation que constitue la participation à un tel média alternatif, la seconde grande contrainte – corollaire à la première – rencontrée par les « médiactivistes » est celle liée au statut professionnel, mis en danger par la participation à ces médias.

Dernier point, celui de la collaboration entre ces diverses revues, dont on avait vu qu'elle était plutôt limitée. Le groupe Viva envoie une invitation aux autres revues pour la participation à un « Journalismus-Schulungskurs » pratique animé par Jürg Frischknecht le week-end des 27/28 mai 1978, mais auquel il semble que le KO n'ait pas participé.⁷²³ Par la suite, *Alternative* et le KU envoient une lettre en été 1978 à toutes les revues citées dans ce travail pour proposer la tenue d'une « Koordinations-sitzung » à Zurich, dont l'objet est décrit comme suit: « Strukturierung einer Tagung der Alpenzeitungen und der politischen Organisation im Berggebiet », exprimant en quelque sorte la volonté de poursuivre sur la lancée du séminaire tenu en 1975 à Salecina.⁷²⁴ Dans la mesure où seule *Viva* a répondu à l'appel, les Uranais reviennent à la charge en septembre et proposent une nouvelle rencontre, selon eux nécessaire pour plusieurs raisons (qui témoignent du faible caractère de la collaboration jusqu'à présent).⁷²⁵ Si le KO répond favorablement à cette invitation, signalant son intérêt pour une collaboration plus étroite, cette rencontre n'aura finalement pas lieu, pour des raisons inconnues.⁷²⁶ Ainsi, le constat vers 1980 n'est pas différent de 1976, et les diverses revues alternatives alpines entretiennent des rapports qui, s'ils sont amicaux, ne donnent pas lieu à de grandes collaborations, tant d'un point de vue d'une unification politique que de la production d'information.

⁷²¹ « Opposition wird bestraft: Berufsverbot für Viva-Mitglieder », *Viva*, n° 26, septembre 1976, p. 8.

⁷²² « BERUFSVERBOT FÜR URNER », *Alternative*, n° 31, juin 1978, p. 3.

⁷²³ Archives SPO, Classeur « Korrespondenz 1.1.77 bis 30.9.78 », Lettre non datée du « VIVA-Kollektiv ».

⁷²⁴ Archives SPO, Classeur « Korrespondenz 1.1.77 bis 30.9.78 », Lettre du 21.08.1978 de *Alternative*/KU au KO.

⁷²⁵ Meilleure connaissance mutuelle, échanger les expériences, discuter des formes d'une collaboration politique et médiatique plus intensive, et même d'amorcer la réflexion sur « eines organisatorisches Zusammenschlusses der Alpenlinken auf publizistischer und politischer Ebene », Archives SPO, Classeur « Korrespondenz 1.1.77 bis 30.9.78 », Lettre du 07.09.1978, de *Alternative* au KO.

⁷²⁶ INFO-Intern 7/78, p. 28 – 35, « Protokoll der GV vom 4.11.1978 ».

E. Reconfiguration organisationnelle et éditoriale (1980 – 1982)

1. Les implications des élections fédérales de 1979 pour la revue

Au cours de la deuxième partie de l'année 1978, le KO commence à se pencher sur la question de la participation aux élections fédérales d'automne 1979, et se montre plutôt optimiste quant aux chances de la gauche d'obtenir un second siège et quant à celles du KO de récupérer ce siège.⁷²⁷ Après des négociations avec le PSV et le Mouvement Social Indépendant (MSI), l'AG du 31 mars 1979 opte pour la formation d'un bloc avec les socialistes et d'un sous-apparetement avec le MSI et discute des modalités possibles en vue de cette campagne. De manière significative, il est indiqué que le KO doit tenter de se défaire de son image de « producteur de scandale » dans le but de mettre l'accent principal sur la formulation de propositions sociales concrètes, aspirant ainsi à une réorientation de sa stratégie communicationnelle, donc de la *RA*. Si le détail de cette campagne dépasse quelque peu le cadre de ce travail, nous pouvons en extraire plusieurs éléments importants pour notre revue. En effet, une réunion du comité traite de deux objets importants, à savoir d'une part l'acquisition d'un duplicateur offset Roto 611, qui permettrait une plus grande flexibilité dans la transmission de documents internes ainsi qu'un gain de temps et de qualité pour la reproduction d'images pour la *RA*, le seul inconvénient étant son coût prohibitif (évalué Fr. 11'000.-- pour un appareil neuf). Néanmoins, une offre pour une machine d'occasion de Fr. 6700.-- arrive sur la table et – comme cet achat est perçu comme nécessaire dans la perspective des élections fédérales pour la réactivité aux attaques des adversaires – il est décidé de contacter tous les membres joignables afin de rassembler les avis. D'autre part, on apprend que des membres sont allés chercher des offres chez plusieurs imprimeurs suisses, afin de pouvoir imprimer la *RA* à meilleur compte.⁷²⁸ Si nous ne sommes malheureusement pas en possession des protocoles traitant de la question de la machine offset, nous savons que le KO a décidé de procéder à cet achat, témoignant encore une fois de sa solidité financière et de sa détermination à améliorer ses capacités de communication.⁷²⁹

Au sujet du changement d'imprimeur, un document interne non daté nous renseigne plus précisément sur cette démarche. Ce texte précise d'une part les axes de la campagne, pour laquelle « die stärkste Waffe des Kritischen Oberwallis ist und bleibt die Rote Anneliese » dont on prévoit trois numéros qui doivent par la même occasion servir de campagne de publicité pour l'abonnement. D'autre part, il explique qu'étant donné l'incapacité de l'imprimeur Schenker d'éditer 20'000 exemplaires à court terme et à un prix acceptable, trois membres ont visité diverses imprimeries avec machines rotatives afin de pallier à ces défauts. Après avoir réuni huit offres de différentes entreprises, ces membres

⁷²⁷ Ces élections sont également perçues comme déterminantes pour le futur rapport de force entre socialistes et KO.

⁷²⁸ INFO-Intern 4/79, p. 3 – 5, « Protokoll der Vorstandssitzung vom 19. August 1979 ».

⁷²⁹ Archives ES, rote-anneliese-Intern 1/82, p. 10, « Das Kritische Oberwallis übergibt folgenden Maschinenpark per 1. Januar 1982 an den Verein " Rote Anneliese " ». Ce document mentionne tous les achats effectués par le KO.

présélectionnent trois imprimeries qui paraissent les plus adaptées aux besoins de la *RA*: la COOPI à Genève (Coopérative d'Imprimerie du Pré Jérôme) éditant le journal du Parti du Travail *Vorwärts*, les Presses Centrales à Lausanne (*Nouvelle Revue de Lausanne*) et l'imprimerie Corbaz à Montreux (*L'est vaudois*). Les trois membres donnent un préavis favorable pour cette dernière, à laquelle le KO donnera un mandat probatoire pour la *RA 37 (Wahlnummer)* qui débouchera sur une collaboration qui durera jusqu'en mars 1989. Les raisons principales évoquées pour ce choix concernent à la fois la qualité d'impression, le prix⁷³⁰ et surtout des délais d'annonce (trois jours) et de livraison (deux jours) particulièrement attractifs (sans oublier la proximité géographique avec Montreux). D'autre part, l'impression chez Corbaz permettra à la *RA* de modifier son apparence, dans la mesure où, en plus des première et dernière pages, les pages centrales seront dorénavant également imprimées en rouge. Le choix de Corbaz semble néanmoins faire jaser, puisque Garbely se souvient avoir été tancé par un syndicaliste zurichois qui reprochait au KO d'imprimer son organe auprès d'un imprimeur soupçonné de payer des salaires de misère et qui entraînait régulièrement en conflit avec les syndicats⁷³¹; de sorte que seuls des critères économiques sont entrés en ligne de compte. On constate également une certaine professionnalisation dans la recherche d'un nouvel imprimeur, puisque si en 1977, le KO avait approché des imprimeries haut-valaisannes qui n'étaient techniquement pas en mesure de réaliser le mandat, en 1979, les demandes de devis sont faites auprès d'imprimeries reconnues dans le milieu de la presse, ce qu'illustre dans le document cité la mention des produits de presse réalisés par les imprimeries approchées. Dans tous les cas, on est loin de la collaboration avec ropress, dont le slogan était « Arbeit statt Kapital ».

En lien avec la campagne électorale, ce texte se pose également la question de la diffusion d'une « Anneliese rouge » dans le Bas-Valais, qui contiendrait les meilleurs textes de l'original traduits en français. Si ce projet ne verra pas le jour, il est significatif de constater qu'une revue sœur semble être considérée comme le meilleur angle d'attaque pour une implantation du KO, ou du moins de ses idées, dans la partie francophone du canton.⁷³²

En outre, pour la première fois de son histoire, le KO a recours à l'appel aux dons pour financer sa campagne. En effet dans une lettre présentant la campagne du KO et notamment son analyse du paysage politique du Haut-Valais – qui vient d'assister à la naissance d'un nouveau parti, Freisinnige Demokratische Partei Oberwallis (FDPO), pendant des Radicaux du Bas-Valais et que la *RA* interprète comme volonté d'une partie de la bourgeoisie locale de s'engouffrer dans les brèches créées par l'activisme du KO au sein du consensus social et politique⁷³³ – il appelle les abonnés de la *RA* à le

⁷³⁰ Alors que les coûts d'impression chez Schenker se montaient à environ Fr. 1900.-- pour une *RA* de 12 pages tirée à 5000 exemplaires (voir note 424), le tarif proposé par Corbaz aux mêmes conditions s'élève à Fr. 1330.--.

⁷³¹ Entretien mené le 15.12.2016 avec Frank Garbely.

⁷³² Archives ES, Classeur « DIV. IV 1.1.79 – 30.4.82 », « Einige Bemerkungen zur [sic] Nationalratswahlen 1979 »

⁷³³ Le KO estime à raison que ce nouveau parti n'a pu émerger que grâce à l'activité menée par le KO depuis plus de six ans

soutenir financièrement, puisqu'il ne bénéficie d'aucune aide monétaire provenant d'entreprises privées, de sorte que les abonnés du journal sont perçus par le KO comme formant sa base électorale.⁷³⁴ La *RA* 39 publiera d'ailleurs la liste des dons (avec les initiales des donateurs), accompagnée du détail du budget de la campagne, qui atteignent la somme de Fr. 9844.85.⁷³⁵

Quant à la *RA* à proprement parler, elle s'active sur deux fronts, d'une part en mettant en évidence les incohérences de la politique des partis de droite (en particulier du CSPO qui prétend défendre les travailleurs) et d'autre part en présentant son bilan et ses candidats. Ainsi la *RA* 37 (*Wahlnummer*, envoyée à tous les ménages haut-valaisans) présente sur une page les sept candidats du KO,⁷³⁶ tandis qu'une page double – intitulée « Wir können zu unserer Arbeit stehen » – est consacrée au bilan du travail réalisé depuis la fondation du groupe. Si l'on se souvient qu'à l'occasion des élections communales de 1976 et des élections cantonales de 1977,⁷³⁷ la *RA* avait pris le parti de ne pas présenter individuellement les candidats koïstes, on a ici une illustration du renforcement de l'approche électoraliste plus traditionnelle avec présentation des candidats et défense du « bilan ». La *RA* 38 (également distribuée à tous les ménages) propose pour sa part une analyse d'un certain nombre de votations fédérales depuis 1972, avec les mots d'ordre des différents partis haut-valaisans, pour montrer que dans le Haut-Valais, le vent est favorable à la gauche.⁷³⁸ Si le KO se montre peut-être exagérément optimiste, il semble qu'il soit parvenu en tous cas à effrayer les partis C, puisqu'au cours du mois d'octobre le *WV* publie sept articles dépréciatifs sur le KO, tandis que le *WB*, qui a ouvert une rubrique « Wahlbote », se fait l'écho à neuf reprises du danger représenté par la gauche radicale, dont quatre articles sont signés « CVP Brig-Glis ». Pour sa part, le KO publie six prises de position dans le *WB*, surtout pour répondre à des attaques. A noter que trois de ces prises de position sont accompagnées de remarques de la rédaction du *WB* qui se distancie des reproches au CVPO formulés par le KO, tandis que les articles attaquant celui-ci paraissent sans précisions.

Si les élections donnent effectivement lieu à la perte d'un siège pour les partis C, celui-ci n'est pas récupéré par le KO, mais par les Radicaux du Bas-Valais qui profitent de la présence du FDPO. Dans

pour faire exploser le cadre à deux partis soi-disant concurrents. Et en effet, Anton Bellwald, ancien Jaune et l'un des instigateurs de ce nouveau parti, estime dans une interview radiophonique de 2002 (citée par Kraft, p. 126) que le succès grandissant du KO montrait qu'il existait une demande pour une réelle alternative aux partis C, illustrant à la manière haut-valaisanne comment la bourgeoisie cherche à limiter les défections et le passage aux partis de gauche par la création de nouvelles formations politiques.

⁷³⁴ Cette lettre est accompagnée d'un schéma explicatif concernant les alliances passées avec le Parti socialiste et le MSI. Archives ES, Classeur « DIV. IV 1.1.79 – 30.4.82 », Lettre du 14.09.1979, du KO aux abonnés.

⁷³⁵ « Pinge langten », *RA* 39, 20.12.1979, p. 5.

⁷³⁶ A noter qu'un petit dessin figurant un personnage féminin disant « Wa sint de Frowe ? » accompagne la présentation de ces candidats, tous masculins.

⁷³⁷ Après les élections de 1977, le KO constate que les sociaux-démocrates profitent largement de l'activité koïste et qu'ils en récoltent les fruits électoraux. On estime qu'il est nécessaire de rendre à l'avenir le travail du KO plus identifiable. L'une des possibilités envisagées: « Leute von uns aufbauen, populär machen. », INFO-Intern 3/77, p. 2 – 7, « Protokoll der GV vom 17.4.77 ».

⁷³⁸ « Das Oberwallis stimmt fortschrittlich! », *RA* 38, 12.10.1979, p. 5.

son analyse des élections publiée dans la *RA* 39 (nous ne possédons malheureusement pas l'INFO qui suit ces élections où se trouve probablement un débriefing des résultats), le KO se déclare néanmoins satisfait dans la mesure où il constitue la force principale de la gauche dans les grandes communes de plaine (Brigue-Glis, Naters et Viège) et qu'il peut compter sur 2200 électeurs. Toutefois, il apprend à ses lecteurs qu'une discussion interne est en cours au sujet de la réorganisation du KO et précise notamment que sa revue sera à l'avenir quelque peu séparée de l'organisation, puisque « unser 'Lisi' soll offener, vielfältiger, weniger skandalgeil und erst noch besser werden ». D'autre part, il tire de ces élections la conclusion qu'une plus grande collaboration est indispensable au sein de la gauche haut-valaisanne et annonce ainsi avoir pris contact avec les sections socialistes du Haut-Valais en vue des élections communales de fin 1980 et des élections cantonales du printemps 1981.⁷³⁹ Le nombre d'électeurs du KO montre que le parti peine à mobiliser au-delà de son cercle de sympathisants le plus étroit, car s'il peut compter sur 1574 abonnés à la fin de l'année 1979, le chiffre de 2200 dépasse guère le tiers du tirage de la *RA* (6000 cette année-là). Bien que n'ayant pas porté les fruits attendus, cette campagne électorale a toutefois poussé le KO à se doter d'une nouvelle machine dédiée à l'amélioration de son organe, tout comme le changement d'imprimeur, guidé par la recherche de réactivité majeure, a permis d'une part d'étoffer la coloration du journal et d'autre part de bénéficier de coûts d'impression plus bas. Par ailleurs, 1979 est également l'année qui voit s'inverser le rapport entre produit financier de la vente en kiosque et des abonnements, puisque si en 1978 encore, les kiosques fournissaient 60% des revenus du journal, ceux-ci baissent à 44% – probablement en raison des deux numéros consacrés aux élections fédérales distribués gratuitement ainsi qu'à l'augmentation du nombre d'abonnés – diminution qui se poursuivra tout au long des années suivantes. En effet, partir de 1985 et l'augmentation du prix de l'abonnement du Fr. 10.-- à Fr. 20.--, le produit des kiosques ne dépassera plus jamais les 20% du montant total des recettes.

2. Crise interne, professionnalisation croissante et ouverture

2.1 Crise interne

Malgré ce qu'en dit le KO dans son organe, le dénouement de ces élections et de la campagne électorale ne sont pas sans laisser de traces sur l'organisation. L'AG du 1er décembre 1979 revient rapidement sur les doutes exprimés par certains membres dans l'INFO 5/79 (que nous ne possédons pas) tels que la surcharge de travail qui semble avoir provoqué des discussions houleuses (« zwei Leute schmeissen den Karren »), avant de procéder à un tour de table. En effet trois évolutions majeures sont soumises à l'appréciation des membres; (1) embauche d'un rédacteur pour la *RA*⁷⁴⁰; (2) embauche d'un organisateur pour les tâches administratives; (3) développement d'une petite

⁷³⁹ « 2200 Wähler(innen) für das KO », *RA* 39, 20.12.1979, p. 5.

⁷⁴⁰ Rappelons que si Käthy Theler avait été embauchée comme « Zeitungsperson » en 1977 (voir D.4), elle semble avoir rempli davantage des fonctions administratives qu'un poste de journaliste à proprement parler.



imprimerie organisée en coopérative dans laquelle le KO entrerait avec son parc de machines.⁷⁴¹

Dans les débats, deux tendances semblent émerger, entre ceux pour qui la professionnalisation constitue une fuite en avant équivalant à un refus d'analyser en profondeur les dysfonctionnements du KO et d'autres qui estiment que cette professionnalisation permettrait d'accorder davantage de temps pour les tâches non administratives. On retrouve en gros les lignes d'opposition qui caractérisaient les précédentes évolutions organisationnelles du KO, les tenants d'une rationalisation s'opposant aux membres réclamant une plus grande réflexion sur l'avenir et les buts de l'organisation. Néanmoins, c'est surtout la charge d'organisateur⁷⁴² – illustrant une certaine volonté de professionnalisation de l'appareil – qui provoque du scepticisme, tandis que l'assemblée vote à l'unanimité l'embauche d'un journaliste rémunéré, tout comme personne ne semble s'opposer à une certaine autonomie et ouverture du journal.⁷⁴³ Ces questions revêtant une importance considérable, une deuxième AG se tient le 23 décembre, lors de laquelle on apprend que Frank Garbely (membre fondateur du KO et de la *RA* qui avait quelque peu pris ses distances) – ancien collaborateur du journal *Die Tat* (qui disparaît en septembre 1978) et du *JVS* (qui ambitionnait de briser le monopole du *NF*) – est choisi pour le poste de journaliste dont les débuts sont prévus pour février 1980. De plus, on envisage de créer une « *Zeitungskommission* » dont les fonctions seraient d'assister le journaliste dans son travail. Au sujet de celle-ci, si certains jugent qu'elle ne doit être formée que de *koïstes* (étant donné que la *RA* est l'organe du KO) d'autres proposent l'intégration de sympathisants, afin de mieux marquer l'ouverture du journal vers l'extérieur – ouverture que certains conçoivent comme nécessaire pour la viabilité de la *RA*. Finalement les membres de cette commission, tous *koïstes*, sont élus à la fin des débats, avant que ne débute une discussion âpre sur la réorganisation du KO et la sociabilité au sein du groupe, certains jugeant les affinités personnelles comme secondaires, tandis que d'autres plaident pour des relations personnelles plus développées.⁷⁴⁴

En effet, un militant avait rédigé un texte publié dans l'INFO dans lequel il estime que la « *KO-Misere* » ne saurait être surmontée uniquement par une réorganisation organisationnelle et administrative. Il voit dans cette professionnalisation le danger que la « *bisherig relative einseitige Skandalpolitik* » en sorte renforcée.⁷⁴⁵ Ce texte est discuté lors de l'AG du 23 décembre et provoque un débat enflammé sur le fonctionnement interne de l'organisation qui voit s'opposer deux tendances. L'arrière-fond de ce débat est constitué par la question de l'embauche d'un organisateur « professionnel », c'est-à-dire rémunéré, que nous avons mentionné plus haut et qui constitue une

⁷⁴¹ INFO-Intern 6/79, p. 7 – 8, « Reorganisation des KO und der Roten Anneliese ».

⁷⁴² Cette fonction n'ayant jamais vu le jour, malgré plusieurs débats, nous nous abstenons de traiter cette question qui n'est pas directement en lien avec la revue.

⁷⁴³ INFO-Intern 6/79, p. 4 – 6, « Protokoll der KO-GV vom 1. Dez. 1979 ».

⁷⁴⁴ INFO-Intern 1/80, p. 3 – 6, « Protokoll der Generalversammlung, 2. Teil, vom 23.12.1979 ».

⁷⁴⁵ INFO-Intern 6/79, p. 19 – 21, Schmid, Lothar, « Opferbereitschaft als Widersacher der Selbstkritik ».

épine dans le pied du KO, dans la mesure où les candidats à ce poste ne sont pas légion. La première tendance, emmenée par Bodenmann et Käthy Theler, souligne l'importance d'une organisation rigoureuse à même de faciliter le travail politique et de diminuer le stress, meilleur moyen d'éviter les conflits et de favoriser un climat interne stimulant. Bodenmann déclare: « In der politischen Organisation kann man nicht über Fragen des Zusammenseins diskutieren, das wäre programmiertes Schiffbruch. » D'autres militants – parmi lesquels Niklaus qui regrette qu'il n'existe pas de forum permettant de s'exprimer librement et d'aplanir les différends personnels (reconnaissant implicitement les limites des assemblées) – insistent sur l'importance des relations personnelles. Un autre militant, Armin Murmann, souligne lui aussi l'importance des rapports personnels, en constatant que de nombreux soixante-huitards se sont détournés de la politique, précisément en raison de l'incapacité du parti à aborder les questions de sociabilité et du quotidien. La discussion s'envenime et Bodenmann rétorque que ce sont précisément ceux qui ne font rien qui se permettent de critiquer les militants qui entreprennent des projets concrets (communauté de logement, collectif d'avocats). A ce moment, le candidat pressenti pour le poste d'organisateur, Paul Werlen, exprime ses craintes. Il rappelle qu'au moment de l'embauche de Renée Gruber comme secrétaire en 1976, puis de Käthy Theler en 1977, les changements espérés dans l'organisation n'ont pas eu lieu, bien au contraire, puisque la surcharge de travail s'est amplifiée entraînant de la frustration. Finalement, cette discussion se termine sans que la question de l'organisateur soit tranchée. On constate ainsi que si les uns attribuent la « KO-Misère » à l'absence de sociabilité développée au sein du parti et plaident pour davantage de convivialité, les autres sont pour un encadrement plus strict, illustré par l'affirmation de Käthy Theler – rappelons qu'elle est pour le moment l'unique salariée du parti – pour qui « KO-Arbeit nun mal Arbeit bedeutet ohne plauschige Beimischung ». ⁷⁴⁶ Ces conflits autour de la sociabilité du KO ne sont en réalité pas nouveaux, dans la mesure où lors du debriefing d'un week-end passé en décembre 1973 dans un chalet de la vallée de Conches, il avait déjà été remarqué que les différends personnels étaient systématiquement passés sous silence et qu'il était important pour l'avenir du KO qu'un meilleur vivre-ensemble soit institué. ⁷⁴⁷

S'il est peut-être exagéré de parler de crise, il n'en reste pas moins que l'organisation traverse une période tendue, comme l'illustre une lettre envoyée à l'ancien imprimeur de la *RA*, Schenker. Dans ce courrier, le KO indique – après s'être excusé de n'avoir pas donné signe de vie depuis un certain temps – que suite aux élections, l'organisation s'est concentrée sur les débats internes où il s'agissait notamment de décider du futur de la *RA*, dont on n'excluait pas la disparition. ⁷⁴⁸ Il s'est ainsi révélé

⁷⁴⁶ INFO-Intern 1/80, p. 2 – 5, « Protokoll der Generalversammlung vom 23.12.1979 ».

⁷⁴⁷ INFO-Intern Nr. 9, janvier 1974, « Arbeitsprotokoll der KO-Vorstandssitzung vom 13. Jan. 1974 ».

⁷⁴⁸ Au vu de la bonne santé du journal du point de vue financier et du lectorat, il paraît évident, à l'instar de la *Glarner Zeitung*, que ce sont des questions internes et de ressources personnelles qui sont à l'origine de ces hésitations.

qu'une continuation n'était possible qu'en procédant à une professionnalisation plus poussée, concrétisée par l'engagement d'un journaliste. Étant donné les coûts engendrés par cette évolution, le KO annonce ainsi collaborer désormais avec une imprimerie proposant des prix plus avantageux et assurant des délais plus courts. Cette lettre nous permet également de constater que les contrats avec les imprimeries ne semblent pas porter sur une durée prédéfinie, mais qu'ils sont reconductibles de numéro en numéro.⁷⁴⁹ D'autre part, en faisant dépendre le maintien de la *RA* d'une plus grande professionnalisation, on constate le chemin parcouru depuis les débuts de la revue, dès lors que l'organisation n'est plus en mesure de fournir suffisamment de ressources personnelles bénévoles, pour toutes sortes de raisons, qui ont également à voir avec le « vieillissement » des militants (vie familiale et professionnelle, baisse de motivation, incertitude quant à l'avenir de l'organisation). Par ailleurs, c'est la bonne santé financière du groupe – entre 1976 et 1979, les entrées du KO ont plus que doublé, passant d'environ Fr. 32'000.-- à plus de Fr. 71'800.-- – qui permet d'envisager la poursuite du journal sous ces conditions, santé financière précisément bâtie sur l'investissement volontaire – en temps et en argent – des membres.

2.2 Professionnalisation croissante et renouvellement éditorial

2.2.1 Frank Garbely embauché comme journaliste

Avec l'arrivée de Garbely au poste de journaliste rémunéré,⁷⁵⁰ le KO entre dans une nouvelle phase, puisqu'il embauche ici une personne qui a notamment suivi des études de « Publizistik » et qui a déjà une certaine expérience de la presse écrite. Dans un texte publié dans l'INFO, il explique les raisons qui l'ont poussé à accepter l'offre du KO ainsi que les conditions qu'il pose au sujet de cette collaboration. Il insiste notamment sur l'assurance que la *RA* paraisse pendant au moins deux ans (probablement pour des raisons économiques personnelles), de même qu'il requiert une modification du concept journalistique, dont les axes principaux sont (1) une prise de distance avec l'image de « Revolverblatt », (2) un élargissement des thématiques (culture, reportages) et (3) une vision moins manichéenne (« ausser dem genialen KO nur CVP/CSP-Gauner »).⁷⁵¹ Fondant sa réflexion sur l'histoire de la presse écrite depuis le début du XX^e siècle (et notamment la perte de vitesse de la presse d'opinion), il utilise le *PV*, et la presse suisse de gauche en général, comme contre-exemple – dans la mesure où l'organe du PSV n'a pas compris les évolutions techniques et méthodologiques de la branche – à *Libération*, lequel, s'il s'agit clairement selon Garbely d'un quotidien véhiculant des

⁷⁴⁹ Archives SPO, Classeur « Korrespondenz 1.1.1980 », Lettre du 16.01.1980, du KO à Schenker Druck AG.

⁷⁵⁰ Nous ne savons pas quel est le montant exactement perçu, mais un membre estime que le KO peut offrir Fr. 2000.--/mois auxquels s'ajoutent Fr. 200.-- pour les honoraires, « was zwar immer noch nicht genug, aber im Verhältnis zu anderen alternativen Zeitungen doch recht gut ist. », INFO-Intern 1/80, p. 11 – 21, « Anmerkungen zur anstehenden Arbeit der Redaktions-Kommission ».

La comptabilité de 1980 mentionne un montant de Fr. 38'000.-- pour les dépenses salariales sans charges sociales, mais ce chiffre contient aussi le salaire de Käthy Theler, secrétaire et théoriquement « Zeitungsperson » depuis 1977.

⁷⁵¹ Ceci présuppose pour lui une distinction claire entre journal et parti, de sorte que « der Redaktor macht eine Zeitung, die Genossen des KO (Partei)-Politik. ».

perspectives de gauche, n'hésite pas à faire cohabiter diverses opinions tout en travaillant avec les méthodes et les instruments professionnels du journalisme moderne. En faisant référence au quotidien français, il cherche à montrer qu'un journalisme de gauche ne se résume pas à traiter les sujets de préoccupation d'un parti politique, mais qu'il dépend de la perspective dans laquelle se place ses producteurs: « Kurz (und wiederum übertrieben): Nichts, kein Fakt, kein Ereignis ist links, aber man kann jedes Ereignis mit linker Feder beschreiben ». En résumé, il défend l'idée qu'une revue se doit de suivre les lois des pratiques médiatiques modernes – lois qui ont leur propre logique qui ne recouvre pas celle d'un parti politique – afin de pouvoir survivre, c'est pourquoi le rédacteur doit être un journaliste et non un fonctionnaire de parti.⁷⁵²

En ce qui concerne les relations entre organisation et journal, il plaide pour une séparation claire, à la fois parce qu'il est bénéfique à tout parti d'être confronté à des opinions divergentes (afin d'éviter une certaine rigidité) et parce que le lectorat de la *RA*

dépasse en nombre la base électorale du KO. Pour terminer, il cite les quatre mots d'ordre qui devraient selon lui imprégner le journal: (1) ouvert: s'adresser à un public le plus large possible, varier les formes d'expression (reportages, culture, interviews, lettres de lecteurs, compte-rendus d'ouvrages), tandis que la forme doit rester simple et combative (*angriffig*); (2) alternatif: relater en priorité les nouvelles que fait la presse conventionnelle, présenter les alternatives de gauche, construire une contre-culture (notamment par une historiographie de gauche); (3) critique: préféré à « gauche » car ce terme est plus large, l'objectif étant de voir le monde avec des « yeux de gauche », ce qui doit se matérialiser non seulement dans le choix des sujets mais également dans leur traitement; (4) local:

Frank Garbely

Membre fondateur du KO et de la *RA*, Garbely s'intéresse dès le collège à la question de l'information en publiant avec d'autres étudiants la « Schülerzeitung » *Reflex*. Après avoir étudié la sociologie et la « Publizistik » à l'Université de Zurich, il entame une carrière de journaliste indépendant. Il signe notamment une quinzaine d'articles pour *Die Tat* à partir du printemps 1978, jusqu'à l'arrêt de ce journal. Par la suite, il collabore aux organes de presse suivants, toujours comme reporter indépendant: *RA*, *Journal du Valais*, *Schweizer Illustrierte*, *SonntagsBlick*, *Weltwoche*, *Tages-Anzeiger Magazin*, *TLM*, *Berner Zeitung*, *Konzept*, *L'Illustré*... Il réalise également plusieurs enquêtes pour la radio et télévision alémanique et co-écrit plusieurs livres: *Alusuisse: eine Schweizer Kolonialgeschichte: Silbersonne am Horizont* (1989), *Das Umfeld eines Skandals: ein Report über das organisierte Verbrechen und die Rolle der Schweizer Behörden* (1990). Il est également l'auteur de deux pièces radiophoniques consacrées au soulèvement paysans de Saxon de 1953 (1983) et à Karl Dellberg (1986). Garbely vient de publier dans la *RA* une série historique en trois épisodes consacrée à la gare de Brigue (*RA* 237 – 239).

comme la *RA* est produite en Valais, l'aspect local doit se situer au premier plan.⁷⁵³ Dans un article publié à l'occasion du trentenaire de la revue, Garbely estime que le succès de la *RA* a été déterminé – en plus d'un investissement personnel très important, de son habillage et de l'attention portée à la

⁷⁵² « R.A. Redaktor muss ein linker JOURNALIST sein und nicht ein schreibender Parteifunktionär oder Polittheoretiker », INFO-Intern 1/80, p. 23 – 26, texte sans nom.

⁷⁵³ INFO-Intern 1/80, p. 23 – 26, texte sans nom.

langue utilisée – par la conjonction de deux concepts journalistiques peu en vogue en Valais dans la dernière partie du XX^e siècle: d'une part l'émergence dans les années 1960 du « Nouveau Journalisme » qui rompt avec un journalisme de communiqué (*Verlautbarungs-Journalismus*), dans la mesure où il revendique la subjectivité du journaliste face à l'objectivité distanciée promue par les pratiques médiatiques conventionnelles, tout comme l'abandon de la distinction claire entre information et opinion. On retrouve ici une affirmation limpide d'une opposition à la norme du journalisme professionnel de l'objectivité, laquelle présuppose cette séparation entre fait et opinion.

Alternative expose clairement cette vision en avril 1981:

« im gegensatz zur bürgerlichen presse halten wir nichts von der trennung zwischen information und meinung, weil wir nicht an die sogenannte objektive information glauben, weil für uns information immer schon parteinahme bedeutet und subjektiv sein muss. »⁷⁵⁴

L'autre concept ayant assuré la pérennité de la *RA* est celui du journalisme d'investigation qui présuppose un journalisme actif capable de constituer un contre-poids critique à la domination de l'état et du monde économique.⁷⁵⁵ Garbely nous a indiqué que l'idée d'un journaliste fixe était un rêve couvé depuis de nombreuses années au KO et précise que le projet était très intéressant en soi, dans la mesure où il comportait une part d'expérimentation, et donc de liberté, considérable. D'autre part, comme le nombre de *RA* paraissant annuellement est restreint, ce poste lui permet de réaliser d'autres travaux journalistiques à côté, et il est en effet prévu qu'il soit une partie de la semaine en Valais et l'autre à Genève, où il réside.⁷⁵⁶

Ainsi, on peut noter plusieurs choses; (1) le journaliste vient avec ses propres schémas de représentation, concernant le concept et le développement du journal, qu'il a probablement acquis entre autres à travers ses études et sa pratique dans divers titres de presse écrite; (2) avec un journaliste professionnel, même si plutôt situé aux marges du journalisme professionnel, la *RA* perd quelque peu son caractère de journal fait par des amateurs pour des amateurs (ce qui ne signifie pas qu'elle change radicalement d'orientation); (3) les finances du KO permettent un tel investissement, les charges salariales nettes s'élevant à Fr. 38'000.-- pour l'année 1980 (qui se clôturera toutefois sur une perte de Fr. 2128.60); (4) pour le journaliste, la *RA* n'est pas une fin en soi mais une étape de sa trajectoire professionnelle⁷⁵⁷; (5) les conditions posées par Garbely (ligne de démarcation entre journal et organisation; ouverture du journal; distanciation avec le style accusateur) suivent et renforcent une tendance déjà à l'œuvre au sein du KO. On peut ainsi dire qu'avec Garbely, on a

⁷⁵⁴ « liebe leser », *Alternative*, n° 59, avril 1981, p. 2.

⁷⁵⁵ Garbely, Frank, « Das Erfolgsrezept heisst investigativer Journalismus », *RA* 179, octobre 2003, p. 14.

⁷⁵⁶ Entretien mené le 15.12.2016 avec Frank Garbely.

⁷⁵⁷ Dans le texte décrivant ses motivations et ses conditions, il indique que depuis la liquidation du journal *Die Tat*, il est parvenu à avoir accès à plusieurs titres, de sorte qu'il est sur le point de s'affirmer professionnellement comme journaliste indépendant. Et il précise: « Wie ein Psychologe ein Anspruch auf Praxis, ein Jurist auf Stage hat, so der Journalist auf regelmässige Präsenz in auflage-starken Blättern. *Schon vor dem Beginn steht das Danach als Frage da.* ». INFO-Intern 1/80, p. 23 – 26, texte sans nom. Italiques par l'auteur du présent travail.

l'exemple d'un individu se situant à cheval entre les sphères du militantisme et du journalisme, un *médiactiviste* à proprement parler. Par comparaison, il est intéressant de voir que *Steibock* annonce dans son n° 47 (juillet 1982) faire désormais appel à des journalistes professionnels, en plus des « Hobbyschreiber », qui doivent servir de caution pour que la revue devienne encore plus « journalistischer », de sorte qu'il est établi un lien entre professionnalisation et qualité journalistique.⁷⁵⁸

2.2.2 Redéfinition symbolique et aspects financiers

En effet, la majorité des membres semble considérer d'un bon œil une séparation entre organisation et journal pour diverses raisons, notamment liées à la charge de travail qu'implique la publication de la *RA*. D'autre part, nous avons vu qu'en prévision des élections fédérales de 1979, le KO voulait se défaire de son image de producteur de scandales, ce qui est réaffirmé à plusieurs reprises. De fait, sur le coupon de réabonnement pour 1980, il est précisé que le journal compte s'ouvrir « und ein Stich weniger skandalgeil werden ».⁷⁵⁹ Nous avons évoqué à la fin du chapitre précédent que le rapport entre kiosques et abonnements s'était inversé du point de vue des entrées financières, ce qui implique que la majorité de l'argent provient désormais de lecteurs fidèles au journal qui ne font pas dépendre leur dépense de la qualité de telle ou telle édition en particulier. On pourrait ainsi formuler l'hypothèse qu'il est désormais moins nécessaire pour la *RA* d'attirer l'attention d'un lectorat plus volatile par des articles chocs ou par la dénonciation systématique des pratiques sulfureuses des élites régionales. On peut donc estimer que cette volonté de réorientation est le fruit de plusieurs considérations, à la fois tactiques (présenter une image plus positive par la proposition d'alternatives concrètes), économiques, journalistiques (le journaliste engagé a une conception relativement claire de ce qu'il entend réaliser avec la revue) et personnelles (puisque les militants ont vieilli, ils sont peut-être plus consensuels et moins enclins à l'impertinence que lors de la « Haie-Serie » par exemple). Comme illustration de cette redéfinition, une fiche de la police datée de 1980 – qui est d'ailleurs la dernière – indique que le KO est « links, aber nicht extrem »⁷⁶⁰, ce qui contraste avec celle de 1974 (voir C.4.2.2).

Parallèlement à cette distanciation avec une certaine culture du scandale, de nombreuses voix appellent à procéder à une ouverture du journal. Un membre (probablement Bodenmann) publie ainsi ses réflexions dans l'INFO et propose que les articles soient signés à l'avenir (au moins par un pseudonyme), de même qu'il plaide pour la possibilité de proposer des positions différentes, voire contradictoires. Ceci afin que certains articles problématiques ne puissent plus être nécessairement

⁷⁵⁸ « Ein neues Kleid », *Steibock*, n° 47, juillet 1982, p. 3.

⁷⁵⁹ Archives SPO, classeur sans nom, « Abonnements-Erneuerung 1980 ».

⁷⁶⁰ Archives fédérales, Fiche « Kritisches Oberwallis », 31/599, entrée du 24.06.1980, Réf. 77/80/Gsp.

imputés à l'organisation en général, ce qui permettrait également de représenter les diverses opinions présentes au sein du KO. D'autre part, il serait ainsi possible de favoriser la collaboration de non-koïstes intéressés, ce qu'encouragerait également la création d'une rubrique dédiée aux lettres de lecteurs. A l'instar de Garbely, il met l'accent sur l'importance de maintenir les aspects prioritaires de la *RA*, à savoir une langue accessible à tous, un intérêt prononcé pour les questions locales et un renforcement du journalisme d'investigation autorisant la publication d'informations exclusives.⁷⁶¹ Comme se déroulent en parallèle des discussions sur l'avenir du KO (pour lequel la majorité du groupe tend vers une organisation large et ouvertement politique), ce membre estime qu'au cas où un tel parti se formait, la création d'une seconde organisation, dont la fonction serait d'assurer la publication de la *RA* et le financement d'une politique progressiste, sera indispensable. Comme il n'est plus possible de requérir autant d'investissement militant que par le passé, il propose la création d'un « Klub zur Finanzierung fortschrittlicher Politik » distinct du parti dans lequel chaque membre s'engagerait à verser mensuellement un certain montant, à partir de cotisations fixées suivant des principes progressistes (qui ne sont pas précisés) – ceci afin de garantir une plus grande équité puisque les hauts revenus (« [die] sich zu akkumulieren drohen ») seraient davantage touchés par ces contributions.⁷⁶² Sur le plan de la position de la *RA* dans le champ médiatique haut-valaisan, il juge inutile une augmentation de la fréquence de parution dans la mesure où le Haut-Valais est suffisamment couvert du point de vue journalistique, d'autant plus que le *WB* est un journal relativement ouvert qui publie également des informations critiques. Ainsi, la *RA* devrait se concentrer sur ses points forts, à savoir un travail de recherche toujours plus poussé et la publication d'informations qui sont taboues même pour le *WB*. Néanmoins, avec une fréquence de parution à peine mensuelle, il est clair qu'un journalisme d'investigation – avec des enquêtes poussées et une mise en contexte – constitue le meilleur moyen, sinon le seul, de maintenir son lectorat. Posé de la sorte, on comprend que – pour ce militant du moins – la revue ne doit pas tant chercher à entrer en concurrence avec la presse conventionnelle, mais remplir une fonction de complément en occupant des espaces délaissés par les acteurs dominants du marché médiatique.⁷⁶³

Ce qui s'apparente à un choix conscient est ainsi en réalité également conditionné par les conditions objectives de production auxquelles la *RA* est soumise, conditions dont le KO est pleinement conscient.⁷⁶⁴

⁷⁶¹ De plus, il estime que devraient être fixés dès le début de l'année, dans la mesure du possible, les points principaux des huit *RA* à venir, afin de bénéficier d'assez de temps pour le travail de recherche et la formation d'opinion.

⁷⁶² Pour ses calculs, il part de l'idée que 40 personnes s'engagent à fournir Fr. 130.--/mois, ce qui permettrait de réunir Fr. 62'400.--/an et d'engager deux secrétaires à temps plein. Il oppose ces chiffres à un parti de 300 membres payant chacun Fr. 50.--/an, ce qui ne fournirait que Fr. 15'000.-- par année.

⁷⁶³ En 2006, Kurt Marti, rédacteur de la *RA*, ne dit pas autre chose en affirmant que la revue occupe « eine Marktlücke », Eggele, Matthias, *Die Entwicklung der Presse und des Radios im Oberwallis*, op. cit., p. 101.

⁷⁶⁴ INFO-Intern 1/80, p. 11 – 21, « Anmerkungen zur anstehenden Arbeit der Redaktions-Kommission ».

On constate que non seulement l'idée d'une prise de distance entre KO et RA fait gentiment mais sûrement son chemin – bien qu'à ce moment la majorité des membres inclinent encore pour un maintien de la RA comme organe de parti – mais qu'on commence déjà à réfléchir concrètement à la manière d'assurer la reproduction de la revue indépendamment de l'avenir de l'organisation.

Si nous avons parlé de la bonne santé financière du KO, il nous faut mentionner que l'augmentation des entrées s'est faite d'une part par des cotisations plus élevées, chaque membre ayant indiqué le montant qu'il s'engageait à verser afin d'assurer l'embauche d'un rédacteur et d'un organisateur. Un document des archives montre que certains membres ont versé plus de Fr. 2000.-- en 1980, pour un total de Fr. 22'165.-- (alors que ce montant s'élevait à Fr. 10'290.-- en 1979).⁷⁶⁵ D'autre part, le lancement de la petite imprimerie, dont peut disposer le KO grâce à l'investissement en machines et qu'il met à disposition d'autres organisations contre paiement, lui permet d'engranger Fr. 14'288.65 en 1980 (Fr. 1835.-- en 1979).⁷⁶⁶ Franklin et Murphy expliquent qu'une des stratégies empruntées par les médias alternatifs pour augmenter leur capital économique a justement été de développer une activité économique secondaire. Dans la mesure où les producteurs ont acquis des compétences dans le domaine de la mise en page et qu'ils disposent des outils nécessaires, ils peuvent proposer leurs services à d'autres organisations pour l'impression de brochures ou de tracts, de sorte que cette imprimerie peut fonctionner comme vache à lait pour le journal.⁷⁶⁷ Quant à la question de la publicité, elle est à nouveau abordée dans l'INFO. Dans ce texte, deux dimensions sont abordées; d'une part les aspects techniques et financiers, et d'autre part la question fondamentale de la dépendance aux annonceurs. Sur ce point, l'auteur du texte plaide – en cas d'acceptation des annonces – pour une utilisation exclusive de ces revenus au développement de l'infrastructure, afin que la revue ne puisse pas être mise sous pression par des menaces de retrait des annonces. Si ce document n'aura pas de suite, il est remarquable qu'il commence en mentionnant le conseil de divers « Presseleuten » enjoignant à la RA de démarcher des annonceurs, comme si une revue était fatalement et irrémédiablement soumise aux lois de l'économie de marché capitaliste.⁷⁶⁸

2.3 Ouverture et journalisme d'investigation

Si la RA ne mentionne pas l'engagement d'un journaliste rémunéré⁷⁶⁹, d'autant plus qu'aucun nom

⁷⁶⁵ Archives RA, Dossier 7, « Mitgliederbeiträge RA », tableau non daté qui va de 1977 à 1982.

⁷⁶⁶ INFO-Intern 3/81, p. 14 – 15, « Kassabericht per 31. Dezember 1980 ».

Par ailleurs, dans un document interne consacré à la question de la campagne pour les élections au CC de Brigue-Glis de 1980 (pour lesquelles KO et socialistes font liste commune), il est précisé que les tracts et affiches prévus seront imprimées par l'imprimerie du KO, ce qui peut expliquer la somme citée. Classeur « KO DIV. IV 1.1.79 – 30.4.82 », « PROGRAMM und INFORMATIONSLATT zu den Gemeinderatswahlen vom 06./07. Dez. 1980 ».

⁷⁶⁷ Franklin, Bob; Murphy, David, *What news ?*, op. cit., p. 129.

⁷⁶⁸ INFO-Intern 2/80, p. 6 – 7, « Inserate JA oder NEIN ».

⁷⁶⁹ Signalons qu'en mars 1979, Karetzsch (Anton Venetz) du WB démonte Garbely dans trois chroniques en raison d'un article consacré aux différentes affaires qui agitent le Valais publié par celui-ci dans la *Berner Zeitung*. Garbely mentionne lui-

n'apparaît comme rédacteur responsable des *RA* 41 à 48/49 – ce qui n'échappe pas à la police⁷⁷⁰ –, la *RA* 41 annonce en première page l'ambition de la revue d'être dorénavant plus ouverte et plus diversifiée, ce dont sont censées témoigner les collaborations de l'Abbé Lugon⁷⁷¹, qui est interviewé dans ce numéro, et du poète valaisan Maurice Chappaz⁷⁷². Si le KO s'était jusqu'alors abstenu de commenter les événements à l'est du Rideau de fer, la *RA* demande à Lugon – qui plaide pour un « socialisme humaniste »⁷⁷³ – ce qu'il pense des dissidents soviétiques et de l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan. Intitulé « Kommunismus wäre besser » (guillemets compris)⁷⁷⁴, le titre de l'interview laisse penser que les mots sont pris de la bouche de Lugon, alors que celui-ci ne les prononce pas en réalité.⁷⁷⁵ Ce procédé a notamment été réactivé dans la *RA* 45 qui publie une interview d'un physicien nucléaire pacifiste d'origine brigoise, à propos de son activité au sein du « internationales Friedensforschungs-Institut » de Genève, dont le titre est « Ich könnte die Atombombe bauen » (guillemets compris) – phrase qui ne se trouve pas dans le texte de l'interview. Selon Garbely qui a procédé à l'entretien, l'objectif était de créer une certaine émotion du type « tout le monde peut construire la bombe », ce physicien s'étant d'ailleurs fâché à la vue du titre.⁷⁷⁶

Par la suite, Lugon signera deux tribunes; la première dans la *RA* 42 consacrée à la relation entre christianisme et socialisme et la seconde à l'occasion du n°45 où il livre ses impressions sur les événements se déroulant à ce moment en Pologne.⁷⁷⁷ Avec le recours à Lugon, on peut estimer qu'il



Illustration 5: Die Rote Anneliese, n° 41, 2 avril 1980, format A3.

même la peur de la répression pour expliquer ce silence. Entretien mené le 15.12.2016 avec Frank Garbely.

⁷⁷⁰ Archives fédérales, Fiche « Kritisches Oberwallis », 31/599, entrée du 02.05.1980, Réf. Gsp. 53/80.

⁷⁷¹ Le journal précise: « Clovis Lugon, seit 1933 Vikar in Sitten, veröffentlichte mehrere Bücher. (...) In Jugoslawien, Polen und vor allem in Südamerika erreichten sie Grossauflagen. », « Lugon – Chappaz roter Vikar und Protest-Poet », *RA* 41, 02.04.1980, p. 1.

⁷⁷² « Maurice Chappaz, geboren 1916, gilt heute als der wichtigste Schriftsteller unseres Kantons. Chappaz ist sicher kein Sozialist. Als kritischer Geist und blendender Sprachkünstler war er stets ein ungemütlicher Zeitgenosse. Bereits in den fünfziger Jahren wehrte er sich gegen die Zerstörung der Umwelt. Gegen Vetternwirtschaft und Korruption meldete er sich vor allen andern zu Wort. (...) Auch Chappaz wird in unregelmässiger Folge mit Gedichten, Kurzgeschichten, aber auch Kommentaren in der Roten Anneliese vertreten sein. », *Ibid.*

⁷⁷³ Sur Lugon, voir l'étude de Marie Quarroz, *Soutane noire pour vicaire rouge*, mémoire de licence, Université de Fribourg, 2012.

⁷⁷⁴ Il s'agit de la seule et unique fois que le mot « communisme » est utilisé dans le titre d'un article.

⁷⁷⁵ Il déclare que le communisme représenterait une évolution en direction du progrès et tente de montrer que les principes communistes et chrétiens peuvent s'entrecroiser. « Interview mit Abbé Lugon: " Kommunismus wäre besser " », *RA* 41, 02.04.1980, p. 4.

⁷⁷⁶ « " Ich könnte die Atombombe bauen " », *RA* 45, 18.09.1980, p. 9. Entretien mené le 15.12.2016 avec Frank Garbely.

⁷⁷⁷ A ce sujet, la *RA* remarque que si, contrairement à ses habitudes, elle s'intéresse à une question qui dépasse les frontières cantonales (« Wir haben weder die Möglichkeit noch den Platz dies zu tun. »), c'est parce que les événements en Pologne

s'agit là d'un joli coup tactique de la part de la *RA*, puisqu'en donnant la parole à un ecclésiastique loin d'être opposé au communisme et au socialisme, elle peut en quelque sorte se prémunir contre les accusations d'athéisme.⁷⁷⁸ Rappelons toutefois que si Lugon est connu en Valais, ses positions sur le communisme et les objecteurs de conscience ont plusieurs fois provoqué l'ire du *NF* entre autres au cours des années 1970. Quant à Chappaz, qui n'est pas non plus un grand ami du *NF* – la critique littéraire Anne Troillet-Boven assénant que « le Valais a sa gangrène et son cancer, c'est Maurice Chappaz »⁷⁷⁹ – il collabore à la *RA* en lui en transmettant en exclusivité des poèmes traduits en allemand. Et la revue de s'émerveiller: « Das gab es noch nie: Der französisch schreibende Unterwalliser lässt seine Gedichte zuerst auf deutsch veröffentlichen. »⁷⁸⁰ D'autre part, il accorde deux interviews à la *RA* (n° 42 et 52/53⁷⁸¹) où il se montre très critique vis-à-vis des élites politiques valaisannes, mais aussi du PSV. Le n° 54/55, relevant que l'interview de la *RA* 52/53 sur le PSV a provoqué pas mal de remous dans la presse alémanique, publie deux photos de Chappaz lors de son voyage en Chine sur lesquelles il tient la *RA* 52/53, d'abord à côté d'une statue de guerrier puis devant la Porte de la Paix Céleste à Pékin.⁷⁸² L'appel à Lugon et Chappaz illustre ainsi un pas en direction d'une certaine ouverture, pour trois motifs: (1) ouverture au niveau des formes d'expression avec la publication de poèmes et l'introduction d'une page de commentaire; (2) ouverture au niveau des personnes avec le recours à deux personnalités du Valais romand⁷⁸³; (3) ouverture « idéologique », puisque Lugon et Chappaz ne sont pas membres du KO, la *RA* 41 mettant d'ailleurs les points sur les i « Chappaz ist sicher kein Sozialist »⁷⁸⁴. Selon Garbely, l'objectif était également d'apporter davantage de contenu culturel, qualifiant d'« extraordinaire » la collaboration de Chappaz, ainsi que de montrer qu'il existait des voix critiques au sein de la « terrible Église ». ⁷⁸⁵ Et nul doute que la *RA* a permis à ses lecteurs de mieux connaître ces deux personnalités, car si le *WB* mentionne régulièrement Chappaz, notamment par l'intermédiaire de Pierre Imhasly – traducteur de Chappaz et poète lui-même – Lugon n'y apparaît que très rarement.⁷⁸⁶

revêtent une importance considérable. « Kommentare », *RA* 45, 18.09.1980, p. 10.

⁷⁷⁸ Un lecteur salue ainsi la parole donnée à Lugon, lequel montre que non seulement engagements chrétien et socialiste ne s'excluent pas, mais que les véritables chrétiens se devraient d'être socialistes s'ils suivaient la bible. « Der Leser hat das Wort », *Ibid.* p. 8.

⁷⁷⁹ Troillet-Boven, Anne, « Les maquereaux de la littérature », *NF* du 27.03.1976, p. 7.

⁷⁸⁰ « Unter Tannen », *RA* 42/43, 03.07.1980, p. 6. Les n° 45 et 46 contiennent également des poèmes exclusifs.

⁷⁸¹ L'annonce de l'interview en première page: « Chappaz zu Steiner: Wie kann ein solcher Type Staatsrat sein ? »; Annonce en première page: « " Das KO und die Rote Anneliese haben mehr erreicht als Grossratsitze! " ».

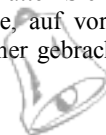
⁷⁸² « Chappaz in China », *RA* 54/55, 02.12.1981, p. 6.

⁷⁸³ A la question pourquoi deux francophones, Garbely répond qu'il n'y avait personne dans le Haut-Valais qui s'inscrivait dans les mêmes tendances, de même qu'il dit être allé lui-même chercher ces collaborations. Selon lui, Lugon était enchanté de la proposition, d'autant plus que personne ne s'intéressait à lui à Sion. D'autre part, Garbely a publié un article intitulé « Maurice Chappaz: Symbol eines anderen Wallis » dans *Konzept* du 02.10.1980. Entretien mené le 15.12.2016 avec Frank Garbely.

⁷⁸⁴ « Lugon – Chappaz roter Vikar und Protest-Poet », *RA* 41, 02.04.1980, p. 1.

⁷⁸⁵ Entretien mené le 15.12.2016 avec Frank Garbely.

⁷⁸⁶ Dans un article pour le 30ème anniversaire de la *RA*, Niklaus écrit: « Hand aufs Herz, hätten Sie [ohne die *RA*] gewusst, wer Adeline Favre oder Clovis Lugon waren, oder hätte Ihnen etwa die langweilige, auf vorausseilenden Gehorsam bedachte Walliserpresse Persönlichkeiten wie Karl Dellberg oder Maurice Chappaz näher gebracht ? », Niklaus, Stefan,



Nous avons vu qu'à côté de cette ouverture, l'une des conditions du journaliste était une prise de distance avec la culture du scandale, ce qui se concrétise également dans la *RA* 41. Un encadré de la première page intitulé « Konstruktiv Konkret » rappelle que le KO ne s'est pas contenté de critiquer les conditions politiques et sociales mais qu'il s'est aussi activé sur le plan de la politique concrète. Et de citer quatre thématiques sur lesquelles le KO est le seul parti du Haut-Valais à s'être exprimé de manière claire.⁷⁸⁷ A l'intérieur du journal, quatre pages sont consacrées à l'alternative de l'OGUV sur la question de l'autoroute, annonçant les discussions publiques organisées par ce groupe dans les différents villages concernés, ainsi que la tenue d'un spectacle de rue monté à des fins de sensibilisation. D'autre part, la *RA* 41 inaugure une nouvelle rubrique consacrée aux lettres de lecteurs – intitulée alternativement « Leser schreiben... » et « Der Leser hat das Wort » – dont la fonction est de permettre au lectorat d'exprimer ses critiques au sujet du journal et de communiquer des histoires qui pourraient donner matière à des recherches. Si les commentaires peuvent paraître de manière anonyme, le nom et l'adresse du destinataire doivent être connus de la *RA*, pratique qui constitue la règle dans la presse conventionnelle.⁷⁸⁸ La *RA* 46 publie ainsi un exemple de courriers qui parviennent régulièrement à la rédaction et qui ne sont pas utilisables, parce que les dénonciations qu'ils contiennent sont trop vagues et que les auteurs ne se font pas connaître.⁷⁸⁹ L'éthique journalistique de la *RA* à ce moment-là lui interdit donc d'enquêter sur des histoires dont la connaissance lui est portée par des dénonciateurs anonymes, la revue ne voulant pas jouer le rôle de transmetteur de rumeurs, mettant de la sorte des limites, que l'on peut rapprocher de l'éthique professionnelle dominante, à son statut de plateforme ayant pour vocation de capter les préoccupations de la population. La *RA* 42 introduit pour sa part une page de commentaire où certains membres du KO peuvent s'exprimer en leurs noms, tout comme d'autres personnes, à l'instar de Lugon comme nous l'avons mentionné. Ces commentaires tournent dans la majorité de cas autour de thématiques traitées dans les colonnes du numéro en question. La forme des articles change également quelque peu, ils sont désormais plus longs, dépassant fréquemment une page, et un effort est réalisé sur la contextualisation des thématiques abordées.⁷⁹⁰ Le n° 43/44 publie un dossier de quatre pages abordant la question des mères célibataires. En effet, quatre ans après le refus ayant sanctionné l'initiative fédérale « Solution du délai pour l'avortement », la *RA* se propose d'enquêter sur la situation des mères célibataires en Valais et publie deux témoignages anonymes rapportés à la

« Zur Bedeutung und Wirkung der Roten Anneliese », *RA* 179, octobre 2003, p. 15.

⁷⁸⁷ (1) soutien aux agriculteurs dans leur combat contre le fluor; (2) opposition au tunnel du Rawyl; (3) opposition au tracé prévu de l'autoroute; (4) propositions pour la résolution des problèmes de trafic routier à Brigue. A l'exception du Rawyl, ces sujets sont abordés dans la *RA* 41. « Konstruktiv Konkret », *RA* 41, 02.04.1980, p. 1.

⁷⁸⁸ « Leser schreiben... », *Ibid.*, p. 8.

⁷⁸⁹ « Der Leser hat das Wort », *RA* 46, 30.10.1980, p. 11.

⁷⁹⁰ Ainsi l'article consacré à la guerre du fluor en Valais commence par l'origine des problèmes posés par cet élément chimique dès 1912 afin d'être en mesure d'expliquer les développements récents de la lutte entre l'industrie chimique et les paysans valaisans et de la replacer dans un contexte plus large. « Fluorkrieg: Lehrstück für geplagte Bürger », *RA* 41, 02.04.1980, p. 9 – 10.

première personne de femmes racontant leur expérience, tout comme elle renvoie aux différentes institutions susceptibles de venir en aide aux femmes concernées. On trouve d'ailleurs un plus grand nombre d'articles consacrés aux conditions de vie de certaines catégories sociales (les paysans, les travailleurs saisonniers, les femmes divorcées), où le récit de la situation d'un individu a pour vocation d'illustrer de manière représentative la thématique.⁷⁹¹

En plus des poèmes de Chappaz et de Pierre Imhasly, on constate également, selon les vœux du journaliste, une diversité dans les formes d'expression, puisque la *RA* 43/44 publie sous forme de bande dessinée les aventures de Tintin en Valais – idée empruntée à l'émission *Tell quel* diffusée par la télévision romande en février 1979⁷⁹² – tandis que la *RA* 42 organise un concours dont le but est de découvrir qui construit l'énorme villa reproduite en page 7, le vainqueur recevant l'insigne honneur de se voir transmettre le programme politique des années 1950 du CSPO.

D'autre part, la *RA* poursuit son travail d'enquête de surveillance des élites, comme en témoignent les nombreux articles parus en 1980 sur la Lonza, ainsi que la double-page consacrée à la compagnie aérienne valaisanne « Transvalair »⁷⁹³ dont l'enquête – basée sur des sources anonymes⁷⁹⁴ – de la revue haut-valaisanne tente de démontrer les liens avec des dictateurs africains et le trafic d'armes, enquête mentionnée par divers organes de presse suisses.⁷⁹⁵ Pour son enquête, Garbely a d'une part obtenu des informations sur l'extrême-droite valaisanne, et notamment ses liens avec le *NF*, par Pascal Couchepin – cousin de Bernard Couchepin, cofondateur et président du CA de Transvalair – dont la femme vient d'une famille royaliste française. Sans être au courant des agissements de son cousin, Pascal Couchepin – dont le nom n'est pas cité dans l'article – a confié à Garbely que sa belle-mère lui avait parlé de Bernard Couchepin qui grâce à ces contacts à l'OAS l'avait informée de la mort de son oncle en Algérie.⁷⁹⁶ D'autre part, pour ces différentes enquêtes sur l'extrême-droite,⁷⁹⁷ Garbely s'est rendu à diverses réunions où il a notamment rencontré Suzanne Labin – chroniqueuse française du *NF* proche de l'OAS entre autres – et sous prétexte d'adhérer à leurs idées et de vouloir faire un papier

⁷⁹¹ La *RA* 46 propose d'une part un article consacré à la vie de Marie I., dont les tribulations engendrées par son divorce lui ont littéralement « pourri » la vie (« Das beschissene Leben der Marie I. », p. 4) et d'autre part, elle raconte l'histoire et le quotidien de Felice, un travailleur saisonnier (« Sklaven unserer Zeit », p. 5).

⁷⁹² A propos de cette émission, le *NF* parle de « sous-navet », de « BD prétentieuse et à velléité moralisatrice [qui] était bête et méchante », *NF*, « Tell quel... au fond à gauche », *NF* du 16.03.1979, p. 3.

⁷⁹³ Fondée en 1974, cette compagnie met la clef sous la porte en février 1980.

⁷⁹⁴ L'article cite « ein Geschäftsmann in Martinach », « ein Bürger in Sitten », « ein bekannter Flugzeughändler in Frankreich », « ein Gastpassagier », « ein anderer [Gastpassagier] », « einen Flugspezialisten ».

Garbely: « Je pouvais pas citer, c'était trop risqué. » Entretien mené le 15.12.2016 avec Frank Garbely.

⁷⁹⁵ « Die Blindflüge der Transvalair » et « Der Mann im Hintergrund », *RA* 46, 30.10.1980, p. 6 – 7. Et le n° 47 de se féliciter des remous provoqués par cette enquête: « Hohe Wellen warf der Rote Anneliese Report (...) Radio und Presse griffen die Rote Anneliese Story auf. », le *Blick* ayant même carrément copié des extraits de l'article de la *RA*. « Echo der Zeitung », *RA* 47, 28.11.1980, p. 4.

⁷⁹⁶ L'article de la *RA* concorde avec les déclarations que nous a faites Garbely: « Vor Jahren in Paris. " Sagen Sie, Bernard Couchepin müssten sie eigentlich kennen. Er ist ein Landsmann von Ihnen. Während dem Krieg in Algerien hatte er unsere Familie benachrichtigt, dass unser Onkel gefallen war. " »

⁷⁹⁷ Nous renvoyons à la note 671 concernant son enquête publiée en 1978 dans le *JVS*.

dans le Haut-Valais, il est entré en contact avec toute une série de personnes, les voyant à l'hôtel le soir, qui le renvoyaient ensuite vers d'autres. Hasard des rencontres au gré des enquêtes, il a également connu un journaliste de *Libération*, qui lui a permis d'avoir accès à un stock de documents que deux journalistes du quotidien français étaient parvenus à exfiltrer des bâtiments de la police politique de Salazar et qui contenait quantité d'informations sur des chroniqueurs réguliers du *NF*, dont Labin et Ploncard d'Assac. S'il ne s'est pas fait connaître auprès de personnes proches de l'extrême-droite, par souci de préserver son intégrité physique, il affirme avoir toujours indiqué à ses informateurs ou aux personnes qu'il rencontrait qu'il travaillait pour la *RA*, « ça c'est très important », pour différentes raisons. D'une part, ça ne fait pas « sérieux » de mentir sur son identité et d'autre part, ça permet d'utiliser les informations, car les informateurs sont conscients que ce qu'ils disent peut être publié: « Parce que ça c'est aussi un enjeu pour un journaliste, que quelqu'un te dit des choses puis il pense " ça c'est entre nous ". Non il faut qu'il te dise des choses que tu peux utiliser, sinon ça sert à rien. »⁷⁹⁸ L'enquête réalisée par Garbely pour la *RA* est mentionnée par Beat Jost dans le *WB* lequel conclut que s'il est difficile de démêler le vrai du faux, il n'est pas impossible que ces rumeurs soient proches de la vérité, la région de Martigny étant régulièrement mis en lien avec des activités fascistes.⁷⁹⁹ La *TLM* évoque également cette enquête sous la plume de Liliane Varone, laquelle donne la parole aux deux personnes incriminées par la revue koïste, à savoir MM. Bernard Couchepin et Jean-Claude Rudaz,⁸⁰⁰ tandis que les autres titres de presse passent ce sujet sous silence.

Suite à la révélation par le député radical Alphonse Ribordy, rédacteur en chef du *FED* entre 1976 et 2009, d'un rapport administratif stipulant que toute une série d'œuvres étaient déclarées manquantes dans le Musée de la Majorie à Sion, la *RA* s'intéresse de plus près à cette affaire. La revue déroule le fil de cette histoire, rend le conseiller d'État Zufferey responsable du désordre régnant dans les musées valaisans, et publie des documents prouvant le chaos.⁸⁰¹ L'un de ces documents est également reproduit par le *FED* qui mentionne d'ailleurs l'origine de son emprunt.⁸⁰² Remarquons que le journal peut se targuer d'être repris par la presse internationale; suite à un article paru dans la *RA* 45 à propos du projet d'Alusuisse de construction d'une usine d'aluminium en Nouvelle-Zélande, le *Daily News* néo-zélandais renvoie à l'enquête de la *RA* et aborde la question du fluor en Valais.⁸⁰³ Les dossiers sur plusieurs pages des n° 41 (autoroute) et 43/44 (situation des mères célibataires) témoignent également de cette intérêt accru pour les enquêtes et les articles de fond.

⁷⁹⁸ Entretien mené le 15.12.2016 avec Frank Garbely.

⁷⁹⁹ Outre le mouvement intégriste chrétien installé à Écône, des rumeurs sur l'existence d'une école européenne de cadres néo-fascistes ont été relayées par la revue française *VSD* – rumeurs qui se sont révélées inexactes. Jost, Beat, « Bruchlandung der " Transvalair " », *WB* du 0311.1980, p. 8.

⁸⁰⁰ Varone, Liliane, « Transvalair ne transportera plus rien – les deux avions sont vendus », *TLM* du 01.11.1980, p. 6.

⁸⁰¹ « Zufferey's Bilderrätsel », *RA* 43/44, 03.07.1980, p. 5 – 6.

⁸⁰² « Les tableaux de l'État: le constat d'échec », *FED* du 08.07.1980, p. 6.

⁸⁰³ « Echo der Zeitung », *RA* 46, 30.10.1980, p. 10.

La *RA* utilise aussi les réactions d'autres produits de presse comme argument de vente; ainsi, dans une offre d'abonnement à prix réduit, le n° 42 reproduit des extraits d'articles du *WV*, du *WB* et du *Brückenbauer* et en conclut que « ohne Anneliese fehlen der Walliser Politik nicht nur Salz und Pfeffer, sondern auch konkrete Vorschläge », et de citer les mots clés de « Autobahn » et « Rawil » qui incarnent ces propositions.⁸⁰⁴ Sur le plan de la séparation entre organisation et journal, on remarque que la présence du KO – même s'il figure toujours comme éditeur sur la page de titre – se fait sentir de manière beaucoup moins prégnante qu'auparavant dans les colonnes de la revue – il est par exemple plus souvent fait référence à l'OGUV qu'au KO – et lorsqu'un article traite d'une position défendue par le groupe un effort est fait au niveau du lay-out pour le marquer comme tel.

Nous avons vu dans la partie précédente que les catégories « mammouth » de notre statistique quantitative (« Luttés » et « Clientélisme ») totalisaient plus de la moitié des articles. Et de fait, l'ouverture abordée dans ce chapitre se matérialise aussi dans les chiffres, puisque si la part de ces deux thématiques reste prépondérante au cours des années 1980/1981, elle baisse à 40% – 19% pour la première, 21% pour la seconde. En revanche les thèmes « Transports » (10,7%), « Culture » (10%) et « Environnement » (7,1%) s'affirment davantage et témoigne d'une part du recentrage opéré à la fois à la suite de la campagne électorale de 1979 (être moins « skandalgeil ») et de l'embauche de Garbely, et d'autre part de l'émergence des préoccupations autour des questions de transports et d'environnement illustré par la création et le développement de l'OGUV.⁸⁰⁵

Par ailleurs, si nous parlons d'ouverture, il faut bien voir qu'elle comporte certaines limites, comme en témoigne un échange de lettres entre le KO et un représentant des sections socialistes du Haut-Valais. En effet, ayant entendu que le KO voulait ouvrir son journal, les socialistes se renseignent sur l'espace qui pourrait leur être offert et à quel prix.⁸⁰⁶ Dans sa réponse, le KO indique qu'aucune décision à ce sujet ne sera prise avant le début de l'année 1981⁸⁰⁷ (rappelons-nous que le KO est en pleine phase de discussion concernant son avenir). Enfin, les aspects d'ouverture que nous avons tenté de démontrer ici se matérialisent également par davantage de contenu culturel, ce qu'illustrent la recension de livres – à l'instar de l'ouvrage rédigé par un collectif d'auteurs intitulé *Die unheimlichen Patrioten*⁸⁰⁸ – ou des articles consacrés à des artistes haut-valaisans ou de passage dans le Haut-Valais.

Alors qu'une des conditions fixées par Garbely stipulait que la parution de la *RA* devait être assurée pour deux ans, un terme est mis à la collaboration d'un commun accord entre le journaliste et la revue

⁸⁰⁴ « Reaktionen », *RA* 42, 13.05.1980, p. 14.

⁸⁰⁵ Voir Annexe 2.

⁸⁰⁶ Archives SPO, Classeur « Korrespondenz 1.1.1980 », Lettre du 18.05.1980, de Info-Gruppe SPO au KO.

⁸⁰⁷ Archives SPO, Classeur « Korrespondenz 1.1.1980 », Lettre du 08.06.1980, du KO à Info-Gruppe SPO.

⁸⁰⁸ Après une interview d'un des auteurs, Ueli Haldimann, dans le n° 39, la *RA* débute à partir du n° 40 une série résumant les principales informations contenues dans cet ouvrage, jusqu'au n° 43/44 compris.

à la fin de l'année 1980.⁸⁰⁹ Si les archives ne disent rien à ce sujet, il semble que ce soit le résultat d'un conflit entre deux conceptions opposées de faire de l'information militante. Dans notre entretien, Garbely signale notamment la réaction de Bodenmann à une enquête de la *RA* 47 au sujet de la pollution au mercure du Rhône, dont la responsabilité est attribuée à la Lonza.⁸¹⁰ Suite à une lettre de lecteur parue dans le *WB* signée par deux responsables de l'environnement employés par la Lonza remettant en question les conclusions de l'article de la *RA*,⁸¹¹ Bodenmann aurait appelé Garbely – à ce moment en France où il enquêtait pour la *Schweizer Illustrierte* sur des camps d'entraînement libanais – pour lui demander de rentrer et de rédiger un communiqué afin de ne pas perdre de voix aux élections au CC à venir, pour lesquelles Bodenmann est candidat à sa réélection, ce à quoi Garbely se serait opposé, estimant que son enquête était étayée par des preuves solides. Bodenmann publiera tout de même, trois jours avec ces élections, un communiqué dans le *WB* pour défendre l'article de la *RA*.⁸¹² Pour Garbely, qui avait mis l'accent sur la nécessité de séparer parti et revue où apparaissait en filigrane son opposition aux tendances électoralistes présentes dans le KO, il n'était plus possible de concilier sa conception du journalisme critique avec une sorte de patronage politique.⁸¹³ N'ayant eu qu'un son de cloche de ce conflit, ceci est à prendre avec les précautions d'usage. Si la venue de Garbely avait coïncidé avec certaines nouveautés que nous avons décrites plus haut, il faut également constater qu'il ne s'agit pas d'une révolution à proprement parler, dont témoigne par exemple la continuité de la rubrique de brèves « Dicke Eier ». Néanmoins, le journalisme d'investigation de la *RA* en sort renforcé par son passage et constituera l'une des dimensions les plus importantes de la revue au cours des années suivantes. D'autre part, à côté d'articles plus fouillés se trouvent toujours un certain nombre d'articles provocateurs et dénonciateurs, ne mâchant pas leurs mots, signe de continuité avec la période antérieure.

3. Excursus: vers la fusion KO/SP

Comme nous l'avons brièvement esquissé, contact a été pris à la suite des élections fédérales de 1979 avec les sections socialistes du Haut-Valais, notamment en vue des échéances suivantes, à savoir les élections communales de décembre 1980 et les élections cantonales de mars 1981. Si une description détaillée du processus menant à l'unification de la gauche haut-valaisanne (qui comprend en plus du KO et des sections socialistes du Haut-Valais, des « Unabhängige » non affiliés) au sein d'un seul parti – très intéressant en soi puisqu'il prend place à un moment particulier de l'évolution du PSS et qu'il met en lumière la capacité de celui-ci à intégrer une tendance qui s'était constituée de manière

⁸⁰⁹ INFO-Intern 7/80, p. 6 – 7, « Protokoll der Vorstandssitzung », 28.10.1980.

⁸¹⁰ « Schweigen ist Quecksilber », *RA* 47, 28.11.1980, p. 18.

⁸¹¹ Egger, A.M.; Zen Ruffinen, H.P., « Krasse Irreführung », *WB* du 03.12.1980, p. 19.

⁸¹² Bodenmann, Peter, « So leicht sagt man der " Roten Anneliese " die Hosen nicht ab! », *WB* du 04.12.1980, p. 11.

⁸¹³ Entretien mené le 15.12.2016 avec Frank Garbely. Nous ne pouvons que regretter que Bodenmann n'ait pas donné suite à notre demande d'entretien.

exogène, de même que cette problématique pourrait être appréhendée comme l'expression de certaines tendances régionalistes spécifiquement haut-valaisannes – dépasserait le cadre de ce travail, nous nous concentrerons d'en esquisser rapidement les enjeux. Si les discussions tournent au départ autour de la question du mode électoral, les choses changent en été, puisqu'en juillet 1980, Bodenmann rédige un document de discussion – publié dans l'INFO puis diffusé dans le Haut-Valais – dont le propos est de servir de base de réflexion en vue d'une unification de la gauche dans le Haut-Valais. Analysant la situation politique dans le Haut-Valais, il estime que la gauche est parvenue à faire éclater le monopole des partis C sinon sur les institutions politiques au moins dans les représentations symboliques de la population – ce dont a électoralement pu profiter le FDPO. D'autre part, si le KO est parvenu à imprégner le paysage politique haut-valaisan, il n'a pas su faire le pas vers une organisation de masse, tandis que les socialistes se sont montrés trop peu actifs tout en récoltant les fruits de l'activisme koïste. Il en conclut que la situation est telle que le Haut-Valais est politiquement en mutation et qu'il s'agit d'en profiter en créant des structures politiques adaptées, sous peine de voir les Radicaux couper l'herbe sous les pieds de la gauche. C'est pourquoi il propose la convergence de socialistes et koïstes dans un nouveau parti, intitulé SOPO, indépendant du PSV et doté de structures propres – analogue au statut particulier du Parti socialiste jurassien et sans obligation d'appartenance au PSS. Exposant par la suite ses conceptions sur les aspects organisationnels, il prévoit la création d'une fondation de soutien pour le journal – et la petite imprimerie – qui serait certes indépendant mais dans lequel le nouveau parti aurait entre deux et quatre pages à sa disposition. En ce qui concerne plus spécifiquement le journal, il estime qu'un maintien des cotisations importantes est indispensable, de même qu'il envisage la possibilité de recourir à la publicité et d'augmenter les prix tant du numéro que de l'abonnement, dans la mesure où pour lui, le renforcement de la *RA* est une condition nécessaire pour envisager des progrès ultérieurs de la gauche. Remarquons qu'il ne s'agit pas d'une simple réflexion étudiant les conditions de possibilité de création d'un tel parti, puisqu'il fixe un plan de marche relativement serré – le congrès de fondation est prévu pour les 20 et 21 septembre – son idée étant que ce parti puisse déjà participer aux élections communales de décembre 1980.⁸¹⁴ En interne, on considère que le SOPO est une nécessité, en raison de la résignation toujours plus grande des militants.⁸¹⁵

Si les sections socialistes de Naters, Brigue et Viège se prononcent rapidement en faveur d'une telle unification, les résistances viennent principalement des comités du PSV et du PSS, qui s'opposent à l'existence de deux partis socialistes au sein d'un même canton, car antistatutaire. Lors d'une réunion entre koïstes, socialistes et « Unabhängige », les socialistes estiment que le comité cantonal joue la

⁸¹⁴ INFO-Intern 5/80, p. 2 – 17, « Diskussionspapier betreffend die Situation der Oberwalliser Linken und die Möglichkeit der Gründung einer neuen Partei, der sozialistischen Partei Oberwallis (SOPO) ».

⁸¹⁵ INFO-Intern6/80, p. 8, « KO und die SOPO ».

montre et qu'il est opposé au SOPO, non pour des raisons politiques⁸¹⁶ mais internes (il craint la perte de sections et de membres ainsi qu'un noyautage du SOPO par le KO).⁸¹⁷ Le KO estime également que l'aile droite du PSV, qui contrôle le *PV*, attribue la responsabilité de l'échec subi aux élections fédérales de 1979 à l'apparement avec le KO et le MSI et conclut que « ihre Wahlanalysen sind offen KO-feindlich ».⁸¹⁸ En parallèle à ces négociations, KO et SPO décident de faire liste commune pour les élections communales de Brigue-Glis et Naters, et la *RA* 47 publie une plateforme électorale commune de douze pages, contenant les principaux accents de la politique de gauche envisagée et dans laquelle les deux entités annoncent vouloir fonder d'ici aux élections cantonales un parti unifié qui puisse servir de contre-poids aux trois partis de droite du Haut-Valais.⁸¹⁹ Comme les discussions – parfois houleuses⁸²⁰ – traînent en longueur et que le but affiché de fonder le nouveau parti avant les élections de décembre 1980 n'a pu être atteint, l'exaspération et la grogne monte dans les rangs koïstes. Ceux-ci estiment en effet avoir suffisamment démontré leur disposition au compromis par l'acceptation du « Jura-Statut » et lors d'une séance réunissant le KO, des indépendants, les sections de Naters, Brigue-Glis et Viège et le comité directeur du PSV, Bodenmann souligne avec fermeté que le SOPO tel qu'il est envisagé, c'est-à-dire sur la base d'une appartenance au PSS, est un grand pas fait par le KO en direction d'un compromis et que celui-ci ne fera plus de concessions.⁸²¹ D'autre part, des informations sur les négociations commencent à être rendues publiques dans la presse, comme en témoignent deux articles parus le même jour dans la *TLM* et le *WB*⁸²², auxquels socialistes et koïstes répondent par un communiqué expliquant que le nouveau parti ne pourra être fondé avant les élections cantonales.⁸²³ Suite à une réunion entre koïstes et indépendants lors de laquelle s'exprime un certain ras-le-bol face aux réticences du PSS et du PSV, le KO – qui a en parallèle repris une partie de ses activités, ne pouvant se permettre d'investir davantage d'énergie dans un projet qui pourrait ne pas voir le jour – envoie une lettre aux instances dirigeantes du PSV et du PSS le 30 mars 1981 dans laquelle il rappelle la chronologie des négociations depuis juillet 1980, ainsi que les concessions faites par le KO, et déclare ne plus transiger sur sa dernière proposition.⁸²⁴

⁸¹⁶ Ajoutons néanmoins que le PSV se montre relativement critique vis-à-vis du KO et de son journal. Au sujet de la *RA*, Alfred Rey écrit dans le *PV* – se référant à un article du *WB* qui se demande si l'organe socialiste ne devrait pas ressembler à la *RA* qualifiée de « Blick politique local » – « Seulement voilà, l'auteur de l'article cité ne s'est jamais demandé pourquoi il n'y a pas en Suisse romande de journal tel que le " Blick ". Sans mépriser personne, il semble qu'en Suisse romande, ce genre de niveau ne convient pas. » Remarquons qu'Alfred Rey est né en 1907 et qu'il a donc pratiquement 50 ans de plus que la majorité des koïstes. « Lu pour vous », *PV* du 10.10.1980, p. 6.

⁸¹⁷ INFO-Intern 6/80, p. 11, « Sitzung vom 12.10. im KO-Büro ».

⁸¹⁸ Archives SPO, Classeur « SOPO », « Kommentar zu den Nationalratswahlen », sans date.

⁸¹⁹ « Wahlplattform '80 », *RA* 47, 28.11.1980, p. 5 – 16.

⁸²⁰ Ainsi, suite à un malentendu, les déléguées du KO sont pratiquement « chassés » d'une réunion entre les sections haut-valaisannes et des délégués du comité cantonal du PSV.

⁸²¹ INFO-Intern 1/81, p. 9, « BERICHT der an der Vollversammlung vom 03. Januar 1981 eingesetzten Gruppe I, die nochmals mit der SP die Verhandlungen aufnehmen sollte ».

⁸²² Varone, Liliane, « Haut-Valais: Un pas vers l'union de la gauche », *TLM* du 16.10.1980, p. 5; Theler, Luzius, « Schulterschluss der Oberwalliser Linken ? », *WB* du 16.10.1980, p. 11.

⁸²³ Sozialdemokraten Oberwallis; KO, « Stellungnahme von SP und KO », *WB* du 23.10.1980, p. 9.

⁸²⁴ Parmi les exigences du KO figurent: (1) nom « SOPO »; (2) le Haut-Valais est indépendant du Bas et dispose de son

Cette période d'incertitude renforce les tensions au sein du KO, et lors de la discussion autour des candidats koïstes pour les élections communales de décembre 1980, Bodenmann s'emporte contre les faibles dispositions des autres militants à intégrer la liste électorale. De plus, il estime qu'il s'agit d'un moment charnière, car en cas de bon résultat du candidat socialiste dissident – le conseiller communal socialiste de Brigue-Glis Moritz Lager refuse l'union avec le KO – ceci pourrait être interprété par les instances dirigeantes du PSV et du PSS comme le désaveu du rapprochement KO/SP par la base électorale du parti socialiste et renforcer ces instances dans leur opposition à la fusion. Puis la discussion semble s'envenimer, le procès-verbal relate: « Nach einem kurzen hitzigen " Wortgefecht " verlässt [Peter Bodenmann] demonstrativ den Saal, weil er sich nicht bürgerliche Politik vorwerfen lasse, von Leuten, die selber nicht bereit sind politische " Opfer " auf sich zu nehmen. »⁸²⁵ Finalement, les souhaits de Bodenmann ne seront que partiellement réalisés, puisque si Peter Volken à Viège et Edgar Salzman à Naters intègrent la liste commune SP/KO, Bodenmann est le seul candidat koïste sur la liste brigueoise, ce qui ne l'empêchera pas d'être réélu.

Le mécontentement se fait également sentir chez les socialistes du Haut qui refusent une proposition du PSV parce qu'elle ne tient compte d'aucune de leurs revendications⁸²⁶ – revendications basées sur cinq constats; (1) le parallélisme existant entre deux partis dans le Haut-Valais est un frein à la percée de la gauche; (2) la nouvelle situation politique du Haut-Valais (apparition des Radicaux) renforce l'idée d'une unification, et par l'acceptation de l'adhésion au PSS de la part du KO, la disposition à mener une politique dans le cadre traditionnel du PSS est suffisamment démontrée; (3) les socialistes du Haut jouent le rôle de parent pauvre dans le PSV et sont traités avec condescendance par leurs homologues du Bas; (4) nécessité d'une régionalisation de la politique socialiste en raison de la diversité de la situation politique et économique dans les deux parties du canton; (5) les partis bourgeois ont compris depuis longtemps qu'il était préférable d'accorder une autonomie aux Haut-valaisans. Et de conclure en rejetant la responsabilité d'un potentiel échec des négociations, dont les conséquences seraient imprévisibles pour le Haut-Valais.⁸²⁷ Le quatrième point de ce constat renvoie notamment à la question du tunnel du Rawyl qui constitue un point de friction entre militants du Haut, qui ont changé leur opinion sur ce point, et du Bas-Valais. D'ailleurs, à ce propos, le président du PSV, Germain Varone, déclare à *24 Heures* qu'« avant d'être de gauche, le KO est haut-valaisan, il pratique une politique strictement haut-valaisanne », préférant passer sous silence l'opposition des

propre parti; (3) les cotisations financières du SOPO resteront pendant x années dans le Haut-Valais; (4) adoption de la structure du SOPO avec sections locales, comité haut-valaisan et groupes de travail.

⁸²⁵ INFO-Intern 8/80, p. 4 – 5, « Protokoll der KO-Versammlung vom 22.11.1980 ».

⁸²⁶ (1) le nouveau parti obtient le statut de parti cantonal; (2) le parti se dote d'une structure organisationnelle adaptée à ses besoins; (3) les militants demeurent membres du PSS; (4) constitution d'un organe consultatif pour les relations entre le parti haut-valaisan et le PSV; (5) les cotisations des membres du parti haut-valaisan demeurent dans le Haut-Valais pendant les cinq années suivant la création du nouveau parti.

⁸²⁷ INFO-Intern 3/81, p. 12 – 13, « Stellungnahme der SPO zum Vereinbarungsentwurf der SP Wallis vom 27. April 1981 », daté du 05.05.1981.

socialistes du Haut au tunnel du Rawyl. Il rappelle aussi la violente critique de la politique fiscale du conseiller fédéral socialiste Ritschard dans la *RA*.⁸²⁸

Le bras de fer se poursuit puisqu'en octobre, les socialistes du Haut réitèrent leurs exigences et annoncent prendre des mesures concernant leur participation à la politique cantonale tant que le PSV et le PSS poursuivent leur tactique d'obstruction.⁸²⁹ Notons que le KO voit tout de même un avantage à l'attitude des deux instances dirigeantes, dans la mesure où des personnes qui n'étaient pas prêtes à fonder un nouveau parti sans la bénédiction de ces deux institutions ont retourné leur veste suite à ces atermoiements.⁸³⁰ Entre-deux, la *RA* 52/53 (septembre 1981) avait publié l'interview de Chappaz dans laquelle il se montrait très critique vis-à-vis du PSV qu'il accuse d'être trop électoraliste et exprimait son souhait de voir les socialistes du Haut être autonomes de la « bande » du Bas.⁸³¹ Cet entretien a semble-t-il obtenu un large écho dans la presse alémanique – « Vom " Tagesanzeiger " bis zur " Tagwacht " erschienen Ausschnitte und Kommentare »⁸³² – et le KO estime que les prises de position de Chappaz et du SPO ont eu une influence sur l'opinion du comité du PSS, puisque suite à une entrevue entre KO/SP d'un côté et Peter Graf, secrétaire du PSS, de l'autre, le PSS est prêt à accepter l'idée d'un parti autonome lié au PSS mais doté de son propre nom et de ses propres structures, et à faire pression sur le PSV.⁸³³ Finalement, le congrès extraordinaire du PSV du 16 avril 1982 suit la recommandation du PSS et du comité cantonal du PSV d'accepter la convention avec les Haut-valaisans, non sans quelques protestations,⁸³⁴ et le SOPO⁸³⁵ sera officiellement fondé à la date symbolique du 1er mai 1982 à Brigue, après quasiment deux ans de négociations, de discussions et de coups de gueule. Pour comprendre le sentiment d'urgence animant les Haut-valaisans, il faut encore remarquer que les élections communales de 1980 et cantonales de 1981 – pour lesquelles koïstes, socialistes et indépendants ont fait liste commune – ont provoqué d'amères déceptions dans les rangs

⁸²⁸ Pichard, Alain, « A quand deux partis socialistes ? Le Rawyl comme révélateur », *24 Heures* du 24.09.1981, p. 8; « Ritschard oder der Kampf für das bürgerliche Sparpaket », *RA* 40, 28.02.1980, p. 12.

⁸²⁹ Ils décident de ne plus verser les cotisations au PSV, de ne plus envoyer de délégués aux réunions du comité (*Vorstand*) et du comité directeur (*Geschäftsleitung*) et de ne plus participer aux congrès du PSV. INFO-Intern 4/81, p. 2 – 6, Lettre du 23.10.1981, « Stellungnahme der Oberwalliser SP-Sektionen i.S. SPO/KO – SP Wallis (SPW) – SP Schweiz (SPS) ». Lettre signée par tous les présidents et certains élus des sections haut-valaisannes.

⁸³⁰ INFO-Intern 5/81, p. 2 – 9, « Generalversammlung vom 7. November 1981 ».

⁸³¹ La rédaction de la *RA* ajoute un commentaire où il est précisé qu'on a longtemps hésité avant de publier cette interview, « denn der politische Gegner zur Rechten hat nichts lieber als wenn sich die Linke in die Haare gerät », et expose l'état actuel des négociations. On peut légitimement penser qu'il s'agit aussi de mettre la pression sur le PSV. « Maurice Chappaz zur Walliser Politik », *RA* 52/53, 02.09.1981, p. 4 – 5.

⁸³² « Chappaz in China », *RA* 52/53, 02.12.1981, p. 6.

⁸³³ INFO-Intern 5/81, p. 10 – 11, « Zur Entwicklung des Verhältnisses SP-KO », à dater de la fin 1981.

⁸³⁴ Le *PV* du 2 avril et du 9 avril 1982 publient des articles accusant à demi-mot le comité directeur du PSV de se soumettre au chantage des Haut-Valaisans et dénonçant le manque d'information au militants de base. Evéquo, Grégoire, « 16 avril: un congrès fantôme », *PV* du 02.04.1982, p. 3; « Congrès extraordinaire du PSV: le droit à l'information », *PV* du 09.04.1982.

⁸³⁵ On remarque que le choix de cet acronyme vise à montrer qu'il s'agit d'un parti nouveau (les sections socialistes étaient souvent désignées par SPO), de même que contrairement à l'ensemble des partis alémaniques affiliés au PSS, il se dit « sozialistisch » et non « sozialdemokratisch », indiquant un positionnement sur l'aile gauche du PSS.

de la gauche haut-valaisanne.⁸³⁶

4. Une page se tourne: la RA devient autonome

4.1 Les enjeux autour de la revue dans la fusion

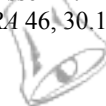
Même si nous ne connaissons pas les détails précis, il semble qu'après les élections au CC de décembre 1980, les producteurs de la RA (qui ne sont malheureusement pas identifiés) commencent à exprimer une certaine lassitude, provoquée par le stress d'un travail qui repose sur toujours moins d'épaules et renforcée par les échecs électoraux. Face à cette situation de crise, des indépendants ont été intégrés à la rédaction, de sorte que la majorité des producteurs du journal pour l'année 1981 est formée de non-koïstes. Néanmoins, en raison de la situation politique incertaine due aux tractations en cours, ceci ne se répercute pas sur l'aspect extérieur de la RA qui reste considéré comme l'organe du KO.⁸³⁷ A l'occasion de l'assemblée du 3 janvier 1981, à laquelle participent aussi des indépendants, la décision est prise de poursuivre l'édition de la RA, malgré l'énorme charge de travail qu'elle implique – travail encore accru par la résiliation des liens contractuels entre la revue et Garbely. Malgré l'incertitude provoquée par les négociations autour de la fusion, on discute de la constitution d'une association de soutien (*Trägerverein*) qui assumerait l'édition de la RA, indépendante du parti afin d'être en mesure d'exercer un certain regard critique sur les activités de ce dernier. On estime tout de même que l'existence d'un parti en parallèle à la revue est politiquement plus cohérent, ne serait-ce que pour l'accès aux informations que fournissent des sièges au CC ou au parlement. Outre la décision de poursuivre les négociations avec les sociaux-démocrates, un groupe de koïstes et d'indépendants est nommé afin d'évaluer les questions financières, personnelles et de contenu du journal.⁸³⁸ Comme nous l'avons vu plus haut (voir D.6), la tentation de séparer parti et journal remonte déjà au printemps 1978, idée qui fait son chemin certes pour des raisons internes au KO, mais également à la faveur de la convergence des progressistes haut-valaisans. D'autre part, la RA 46 (octobre 1980) avait déjà informé ses lecteurs que le cours emprunté après les élections fédérales (« offener, unterhaltsamer und weniger skandalgeil ») avait pour vocation d'être approfondi et que la RA serait reprise par une nouvelle association.⁸³⁹ La RA 48/49 (février 1981) réaffirme la volonté des progressistes haut-valaisans de s'unir au sein d'une seule formation politique et le désir du KO de transmettre le journal à une organisation non partisane – « denn Parteizeitungen sind in der Regel keine guten Zeitungen » – qui se situera aux côtés du nouveau parti mais sans en adouber la politique sans examen critique préalable. La revue en profite pour annoncer une augmentation du prix du numéro à Fr. 2.--, en raison

⁸³⁶ La gauche haut-valaisanne perd un siège au CC de Brigue-Glis (notamment en raison de la dissidence de l'ancien conseiller communal social-démocrate) et deux sur les trois obtenus en 1977 au Grand Conseil.

⁸³⁷ Archives ES, Classeur « RA 1982-2015 », Lettre du 12.01.1982, de Peter Jossen « an alle denkbaren Mitarbeiter und Unterstützer einer Oppositionszeitung im Oberwallis ».

⁸³⁸ INFO-Intern 1/81, p. 4 – 5, « Protokoll der Versammlung vom 3. Januar 1981 im " La Suisse " ».

⁸³⁹ «Für eine starke Opposition für eine soziale Alternative SP und KO gehen zusammen», RA 46, 30.10.1980, p. 1 – 2.



de l'augmentation des coûts qu'on ne peut compenser par la publicité – « das ist der Preis unserer Unabhängigkeit ». Preuve de l'incertitude des lendemains, l'abonnement n'est pas renchéri, « da wir in Zukunft vielleicht nicht mehr ganz so viele Nummern erscheinen lassen wie bisher ».⁸⁴⁰

Par la suite, une réunion ouverte à tous les intéressés est organisée le 25 avril 1981, afin de discuter de l'organisation du « nouveau » journal. Il s'agit d'une réunion préparatoire qui n'a pas pour vocation de prendre des décisions, dans la mesure où les personnes présentes ne sont pas nécessairement les mêmes que celles qui constitueront la nouvelle association. Car si les koïstes et les indépendants présents font largement part de leur disposition à collaborer au journal sous la forme envisagée – l'ébauche des statuts indique que « der Trägerverein verlegt eine unabhängige, offen, linke Zeitung »⁸⁴¹ – une partie au moins des sociaux-démocrates assistant à cette réunion, à l'exception des Viégeois, expriment leurs doutes quant aux cotisations annuelles élevées. En effet, l'idée est que chaque membre s'engage à verser un certain pourcentage de son salaire, avec coefficient progressif et déductions sociales pour les membres ayant des enfants, afin de mettre en place un système de cotisation qui soit le plus égalitaire possible et qui fasse justice aux situations économiques particulières des membres.⁸⁴² Ce système se veut l'application des principes qu'avait tenté d'imposer Niklaus en 1974/1975 au Grand Conseil, dans le cadre de la révision de la loi fiscale; « an die Kasse kommen die höheren Einkommen, geschont werden die Familien ». Face aux craintes émises, on précise que le coefficient peut être abaissé si le nombre de membres est suffisamment élevé, mais on tient coûte que coûte à ce principe. D'autre part, l'objectif est d'ouvrir la *RA* en passant par une modification de la forme d'organisation, le statut d'éditeur n'étant plus conféré au KO mais à cette nouvelle association, dans le but d'englober davantage de personnes et de donner la parole aux différentes tendances de la gauche. Dans le cadre de cette « ouverture » est abordée la question du nom de la revue; faut-il le maintenir – la *RA* est dorénavant populaire dans le Haut-Valais et au-delà et il semble difficile de trouver un nom plus approprié – ou le changer – les changements dans l'organisation doivent-ils se répercuter sur le nom afin de montrer a minima une certaine césure – ? Aucune décision n'est prise pour le moment.⁸⁴³

Selon l'esquisse des statuts, l'AG de l'association aurait notamment pour tâche de définir le statut rédactionnel (*Redaktionsstatut*), de déterminer la fréquence de parution, le tirage et la taille du journal, d'évaluer le budget, de fixer le montant des cotisations et de nommer les membres de la

⁸⁴⁰ « Neue Partei Neue Zeitung », *RA* 48/49, 19.02.1981, p. 1.

⁸⁴¹ INFO-Intern 3/81, p. 2 – 3, « Statuten des Trägervereins ».

⁸⁴² Ce système semble avoir été répandu, *viva* l'introduisant au plus tard avec son n° 17 (janvier 1975), tandis que la LMR a fonctionné selon le même modèle. Challand, Benoît, *La Ligue marxiste révolutionnaire en Suisse romande (1969-1980)*, Université de Fribourg, Fribourg, 2000, p. 225.

⁸⁴³ INFO-Intern 3/81, p. 6 – 9, « Protokoll der 'Rote Anneliese'-Sitzung vom 25. April ».

rédaction.⁸⁴⁴ L'ébauche du statut rédactionnel est particulièrement intéressant puisqu'il indique l'orientation, à la fois journalistique et politique, que l'on veut donner à la *RA* et qu'il se propose de constituer une base de discussion et de travail. Au niveau du contenu sont cités six mots d'ordre qui recourent plus ou moins ceux préconisés par Garbely (voir E.2.2.1⁸⁴⁵), auxquels sont ajoutés deux nouveaux; « links »⁸⁴⁶ et « unabhängig ». En effet, si en 1980, la *RA* était encore en droit et en fait l'organe partisan du KO, on met désormais l'accent sur l'indépendance qui doit permettre également une critique du(des) parti(s) de gauche. D'autre part, on tente aussi de définir quel doit être le style de la revue, quels sont les adjectifs voués à caractériser le journal sur le plan du ton utilisé; « einfach, recherchiert, unterhaltend ». Le constat est donc que loin de se placer en rupture avec le passé de la *RA*, les auteurs inconnus de cette ébauche comptent inscrire leur action dans la continuité; l'objectif est toujours de s'adresser aux catégories populaires et de mettre l'accent sur un journalisme d'investigation (tout en poursuivant la politique de diversification des formes d'expression inaugurée avec l'arrivée de Garbely) consacré en priorité à l'actualité et aux conditions locales – plus particulièrement intéressé aux questions économiques et politiques – et enrobé d'une certaine touche de distraction propre à donner le goût de la lecture. On retrouve ainsi cette articulation déjà mentionnée entre le rôle du contenu et l'habillage de la revue.

En revanche, deux nouveautés sont introduites; d'une part, en ce qui concerne la responsabilité des articles, on prévoit que les articles soient dorénavant signés, au moins par un pseudonyme, et d'autre part, est abordée la question de la rémunération des contributions, dans la mesure où on estime qu'il n'est plus possible de fournir gratuitement le travail rédactionnel. Ces petits pas montrent le chemin parcouru depuis les premières années – les situations individuelles ont elles aussi évoluées – et constituent une sorte de rapprochement avec les canons dominants de la presse en général, où la rémunération et la signature sont des principes communément admis.⁸⁴⁷ Cette réunion prend fin sur l'affirmation par les koïstes et les indépendants de leur volonté de lancer ce nouveau projet avec ou sans les sociaux-démocrates, sur lesquels est ainsi mise une certaine pression.

Pour sa part, la *RA 50/51* explique à ses lecteurs que la tentation était grande de mettre un terme à pratiquement dix ans d'engagement politique, mais avec l'arrivée de nouveaux collaborateurs – pour qui « diese Alternativ-Zeitung nicht sanft einschlafen [durfte] » – un vent nouveau souffle sur la revue, propre à redonner le feu sacré aux anciens. Et de conclure que ce ne sont pas les thématiques à

⁸⁴⁴ INFO-Intern 3/81, p. 2 – 3, « Statuten des Trägervereins ».

⁸⁴⁵ Pour rappel: « offen, alternativ, kritisch, lokal ».

⁸⁴⁶ Par « gauche », on entend un mouvement de démocratisation de tous les domaines de la vie et d'émancipation globale, c'est-à-dire qu'on ne veut pas se limiter aux sphères économique et politique mais également intégrer celles de l'éducation, de la culture et de la religion.

⁸⁴⁷ INFO-Intern 3/81, p. 4 – 5, « Bausteine zu einem Redaktionsstatut ».

traiter qui manquent mais une force politique, « die notwendige Veränderungen durchsetzen kann »⁸⁴⁸. Le n° 52/53 intervient plus directement dans la question de la fusion, par la publication de l'interview de Chappaz citée plus haut, qui est accompagnée d'une explication de la rédaction. Après avoir hésité à publier cette interview qui étale en public les divisions de la gauche valaisanne, ce dont raffolent les partis bourgeois, la *RA* rappelle l'unanimité des progressistes haut-valaisans et dénonce l'attitude des instances dirigeantes du PSS et du PSV. Dénonciation assortie d'une menace, la *RA* assumant le rôle de porte-parole des aspirations haut-valaisannes⁸⁴⁹;

« Wenn man in den auswärtigen Parteistuben nicht endlich zur Vernunft kommt, wird die Oberwalliser Linke früher oder später eine gemeinsame Partei ohne den Segen der rosaroten Päpste in Sitten und Bern machen müssen. »⁸⁵⁰

La question de la cession de la *RA*, fixée à fin janvier 1982, à une association non partisane est abordée lors de la dernière AG du KO tenue le 7 novembre 1981, à laquelle participent au moins cinq personnes (sur 17 participants) qui n'en sont pas membres. En effet, le KO étant doté d'un certain nombre de machines, servant non seulement au journal mais également à la petite imprimerie qu'il exploite, on craint que les koïstes – qui ont financé de leur poche ces investissements – soient mis en minorité dans la nouvelle association par des personnes qui parviendrait à imposer une ligne totalement différente. De sorte qu'en offrant sans autres les machines, le risque est de se retrouver dépossédés des investissements réalisés. Néanmoins, on considère que cette crainte n'est pas fondée – personne ne s'attend à un déferlement de personnes « étrangères » dans la nouvelle association – et que le seul moyen d'éviter d'être débordé consiste à s'investir à fond afin de garder la majorité. Finalement, il est décidé à l'unanimité de faire cadeaux des installations et de la documentation à la nouvelle association, sous certaines conditions.⁸⁵¹ D'autre part, au sein du KO également, certains membres font part de leur appréhension quant au montant élevé des cotisations, ce à quoi il est rétorqué qu'on peut douter de la motivation de quelqu'un percevant un salaire de Fr. 4000.-- par mois et qui n'est pas prêt à verser Fr. 2000.-- par an. Le nom de la « nouvelle » revue est également rapidement discuté et les koïstes se prononcent en faveur d'un compromis; on garde le nom « Rote Anneliese » au moins comme sous-titre.⁸⁵²

⁸⁴⁸ « Wieso wir weitermachen », *RA* 50/51, 04.06.1981, p. 1.

⁸⁴⁹ Rappelons-nous que des non-koïstes participent également à la production du journal en 1981. Le jeu de pression de la *RA* est d'ailleurs relevé par *24 Heures* qui cite l'interview de Chappaz, « qui fait l'éloge du KO, affirme que les socialistes bas-valaisans sont incapables de changer la société et traite leur journal de bulletin paroissial. Les camarades romands sont vexés, les Haut-Valaisans estiment que l'écrivain n'a pas tout tort... et le malaise persiste. », Pichard, Alain, « A quand deux partis socialistes ? Le Rawyl comme révélateur », *24 Heures*, art. cit..

⁸⁵⁰ « Kritik », *RA* 52/53, 02.09.1981, p. 5.

⁸⁵¹ Dans le cas où des gens feraient part de leur intérêt de monter une imprimerie indépendante du journal, il est prévu que les machines soient transférées dans le capital de cette imprimerie, de sorte que les futur ex-koïstes puissent maintenir un certain contrôle sur leurs installations.

⁸⁵² Dans un courrier, Niklaus écrit: « Nicht nur ist der Name sinnvoll und ein einmaliges kreatives Phantasieprodukt, sondern bürgt auch inhaltlich für eine bestimmte Politik. Weit über die nationalen Grenzen hinaus hat der Name unserer Zeitung Aufsehen, AHA-Erlebnisse, Solidarität und gute Gefühle ausgelöst », INFO-Intern 1/82, p. 4, Lettre du 17.01.1982, de Stefan Niklaus aux « RA-Macher und Koisten ».

Cette réunion est aussi l'occasion de voir quelles sont les conceptions différentes au sujet de la pratique journalistique de la nouvelle revue, notamment en ce qui concerne les articles qui peuvent ou non y être publiés. En effet, il semble qu'au moins trois articles aient été refusés par la rédaction au cours de l'année 1981, l'un d'eux – consacré au mouvement polonais Solidarnosc – ayant même fait l'objet d'une petite polémique, certains koïstes estimant qu'un tel article est davantage adapté au *WW* par son aspect de propagande bourgeoise. Dans ce contexte, deux tendances plus ou moins identifiables se font jour, entre ceux qui plaident pour une publication de tous les articles – lesquels, devant à l'avenir être signés, ne seraient plus perçus comme l'opinion du KO mais comme celle de l'auteur – et ceux qui affirment que la *RA* défend des intérêts et des points de vue bien précis – elle est et doit rester un instrument de transformation sociale qui lutte pour le socialisme.⁸⁵³ Il n'est pas étonnant que l'une des personnes qui défend le point de vue de la publication de tous les articles soit l'auteur d'un des articles refusés. D'autre part, n'étant pas membre du KO, on peut imaginer que cette personne n'est pas inscrite dans les dynamiques – à la fois personnelles et journalistiques – du KO, qui le fait paraître quelque peu en porte-à-faux par rapport aux anciens de la *RA*, qui sont en grande majorité d'avis que par « ouverture » il faut entendre « ouvert aux différentes tendances de la gauche ». Néanmoins, on estime qu'il est nécessaire que de nouvelles formes de journalisme et de nouvelles thématiques puissent trouver un certain espace dans les colonnes de la revue, justement afin de refléter cette ouverture. Même si aucune décision n'est prise – c'est à la nouvelle association que reviendra la tâche de définir le caractère du journal – on plaide pour une solution de compromis qui consisterait à créer une partie intitulée « Zeitung des Lesers », où paraîtraient des articles pas nécessairement en accord avec l'opinion de la rédaction, de même qu'est mis l'accent sur l'importance de l'élaboration d'un statut rédactionnel clair afin que la rédaction puisse jouir d'un certain droit de décision dans les cas litigieux. Cette assemblée aborde également rapidement la situation financière du KO qui est florissante, malgré un manque de liquidités en raison du retard dans le paiement des cotisations – la fortune s'élève à Fr. 12'693.70 et a triplé en un an. L'exercice 1981 se clôture en effet sur un bénéfice de Fr. 8630.40 (sur un chiffre d'affaires de Fr. 77'137.15). Si le chiffre d'affaires a pratiquement diminué de Fr. 8000.-- par rapport à l'année précédente (comme seuls quatre numéros ont paru en 1981, les entrées des kiosques ont significativement baissé, au contraire des abonnements), c'est l'abaissement des « coûts » du travail qui permet un tel bénéfice – les charges salariales passant de Fr. 41'751.-- à Fr. 26'730.35 sous l'effet de la résiliation du contrat avec le journaliste professionnel. D'autre part, la petite imprimerie permet en 1981 également de faire entrer plus de Fr. 15'000.-- dans les caisses du KO.⁸⁵⁴

⁸⁵³ Ils sont nombreux à déclarer que pour une revue sans orientation ni ligne, le jeu n'en vaut pas la chandelle, tant financièrement qu'au niveau de la charge de travail.

⁸⁵⁴ INFO-Intern 5/81, p. 2 – 9, « Generalversammlung vom 7. November 1981 ».

4.2 L'institutionnalisation du nouveau modèle

Ainsi, l'autonomie de la *RA* se précise de plus en plus, et le 12 janvier 1982 est envoyé un courrier à tous les potentiels intéressés, annonçant l'assemblée constitutive de la « nouvelle » *RA* au 29 janvier. Il rappelle la décision du KO de faire cadeau de ses installations et son désir de garder le nom « Rote Anneliese » au moins en sous-titre. Est aussi relevé le fait que les finances constituent l'un des problèmes centraux d'un journal alternatif, dans la mesure où l'on sait que la presse est financée en général à 80% par les produits de la publicité: « Da bei uns wer zahlt, auch befiehlt, ist klar, dass eine unabhängige Oppositionszeitung nicht von Inseraten leben kann, nicht leben darf. » Le dernier syntagme de cette phrase est particulièrement révélateur, car ce qui constitue une difficulté objective – à savoir la possibilité de réunir suffisamment d'annonces pour un journal qui n'a pas pour vocation de prendre des pincettes dans sa pratique journalistique – se double d'une exigence subjective déterminée par la représentation que l'on se fait d'une revue alternative ou d'opposition. De plus, les termes « unabhängig » et « Opposition » constituent à eux seuls tout un programme, plaçant la revue dans un registre de confrontation et de non-compromission avec des intérêts particuliers. Afin de résoudre l'épineux problème du manque à gagner dû au refus de la publicité, trois possibilités sont envisageables; (1) augmentation du prix du numéro et de l'abonnement, et donc diminution du tirage et à long terme également des entrées; (2) tout le monde fournit du travail bénévole, ce qui peut être concevable pour un certain laps de temps, mais pas davantage; (3) un nombre relativement petit de partisans convaincus de la nécessité de disposer d'un journal indépendant s'engage à le financer par des cotisations volontaires adaptées selon le revenu de chacun. D'autre part, cette lettre annonce la reprise par la nouvelle association de la petite imprimerie du KO, « [welche] für alle entsprechenden Gruppen im Oberwallis interessant und finanziell trotzdem mehr als selbsttragend [ist] ». ⁸⁵⁵ Illustration encore une fois du dynamisme de cette génération qui ne se limite pas à la constitution de groupes politiques/thématiques (KO, OGUUV⁸⁵⁶, SOPO), mais qui se donne les moyens – dans le but de créer une contre-information, une *Gegen-Öffentlichkeit* – d'organiser et de maîtriser sa communication à travers une revue et une infrastructure d'impression. A ce sujet, on peut encore citer la création par des membres du KO de la coopérative immobilière PALVE⁸⁵⁷ en 1980 qui a pour but d'assurer « den gemeinnützigen Erwerb, die Erstellung, den Unterhalt und die Verwaltung von preisgünstiger Wohn-, Büro- und Geschäftsräumen » ⁸⁵⁸, c'est-à-dire qu'elle se propose d'acquérir des biens immobiliers qui seront ensuite mis en location ou revendus au prix du marché, afin de lutter contre la spéculation immobilière. D'autre part, Thomas Burgener, Thomas Hildbrand et Peter Jossen,

⁸⁵⁵ Archives ES, Classeur « RA 1982-2015 », Lettre du 12.01.1982, de Peter Jossen « an alle denkbaren Mitarbeiter und Unterstützer einer Oppositionszeitung im Oberwallis ».

⁸⁵⁶ Ainsi, les rapports internes de l'OGUV sont imprimés grâce aux installations du KO.

⁸⁵⁷ Acronyme en référence au célèbre appel de Marx et Engels; « Proletarier aller Länder vereinigt euch! ». Cette coopérative existe encore aujourd'hui et est dirigée Paul-Moritz Eggel, Reinhard Jossen et Peter Volken, tous anciens membres du KO.

⁸⁵⁸ « Rest. SIMPLON in Naters – Werden die Roten Kapitalisten ? », *RA* 65, 23.02.1983, p. 8.

juristes de formation et futurs rédacteurs de la *RA*, offrent leur service sous forme de conseils juridiques gratuits aux membres haut-valaisans de l'association cantonale des locataires.⁸⁵⁹ Notons qu'ils sont précédés en cela par la revue *Alternative* qui offre dès 1977 la possibilité à ses lecteurs de les mettre en contact avec des juristes proposant leurs services gratuitement, ce que propose également *Viva* dès le printemps 1981.⁸⁶⁰

L'assemblée constitutive de la nouvelle association se tient le 29 janvier, en présence de 34 personnes.⁸⁶¹ L'ébauche des statuts est ainsi sanctionnée, et à l'exception de quelques questions de détail⁸⁶², ceux-ci ne donnent semble-t-il pas lieu à de grandes discussions. Ainsi est institutionnalisé un schéma d'organisation où le *Trägerverein* est l'éditeur de la revue et dont l'AG constitue l'organe suprême qui nomme le comité, la rédaction (*Zeitungsgruppe*) et le secrétariat qui sont les trois autres organes. Lors de l'élection de ces instances, on note que les futur ex-koïstes (le SOPO sera fondé le 1er mai) y sont bien représentés, tout comme les juristes puisqu'ils forment les quatre cinquièmes de la rédaction.⁸⁶³ En ce qui concerne le statut rédactionnel, dont nous avons mentionné l'ébauche, il est décidé d'ajouter un septième mot d'ordre – « konstruktiv » – afin de prévenir l'accusation sempiternelle de « Kritiker ». Pour le reste, on considère que la pratique montrera bien quelles seront les retouches nécessaires, illustration encore du tâtonnement et de l'expérimentation qui caractérisent les projets de médias alternatifs. L'assemblée sanctionne la transmission par le KO de ses actifs (dont les machines) et passifs, d'une valeur de Fr. 12'600.--, de même qu'on décide de mener deux comptabilités séparées pour le journal et l'imprimerie, les bénéfices de celle-ci étant réunis dans un fonds spécifique, afin de pouvoir disposer de liquidités au moment du renouvellement du parc de machines. Au sujet de la rémunération de l'activité journalistique, le budget prévoit un montant de Fr. 23'630.-- pour la rédaction des articles,⁸⁶⁴ tandis que les membres de l'équipe du lay-out annoncent renoncer à une rémunération et se contenter d'un souper annuel. Une autre question débattue est celle du secrétariat et certains s'interrogent sur l'utilité d'un poste à plein temps, dans la mesure où le travail pour le parti disparaît. Käthy Theler rétorque qu'il ne s'agit pas seulement d'assurer l'édition de la *RA*, mais également d'administrer l'imprimerie et de maintenir une infrastructure qui profite aussi à d'autres

⁸⁵⁹ Jost, Beat, « Auch Mieter sind nicht rechtlos », *WB* du 11.12.1981, p. 11.

⁸⁶⁰ « Rechtsberatung », *Alternative*, n° 26, juillet/août 1977, p. 18.; « Unentgeltliche Rechtsberatung », *Viva*, n° 49, février/mars 1981, p. 2.

⁸⁶¹ Le fait que le nombre d'excusés se monte à 15 illustre l'importance de cette assemblée, puisque ce sont ainsi quasiment 50 personnes qui comptent soutenir d'une manière ou d'une autre la « nouvelle » *RA*.

⁸⁶² La plus intéressante étant la modification suivante: « statt: " ... Er betreibt eine Druckerei " neu: " ... Er kann eine Druckerei betreiben " », laissant ainsi ouverte la possibilité pour la création d'une imprimerie autogérée et indépendante.

⁸⁶³ Comité: Paul-Moritz Eggel (KO), Reinhard Jossen (KO), Andreas Schild (SP Brig-Glis). Rédaction: Peter Volken (KO), Peter Bodenmann (KO), Peter Jossen (membre de l'OGUV), Thomas Hildbrand (membre de l'OGUV), Thomas Burgener (SP-Visp), Käthy Theler (KO). Secrétariat: Käthy Theler. Sur les 20 noms cités sous la rubrique « redaktionelle Mitarbeiter und Lay out », 11 ont été membres du KO, tandis que deux étaient sociaux-démocrates.

⁸⁶⁴ Comme quatre des six membres de la rédaction ont encore des examens à passer en 1982, il est prévu que Peter Jossen travaille à 50% pour la *RA* pendant la première partie de l'année, avant que Peter Volken ne prenne le relais pour la seconde. Il est prévu de leur octroyer un salaire de Fr. 1500.--.

organisations. D'autre part, elle n'est pas prête à occuper un poste à mi-temps qui implique beaucoup d'heures supplémentaires une semaine avant et après la parution de la revue, d'autant plus qu'avec les horaires irréguliers, il est quasiment impossible de trouver un autre emploi à mi-temps et qu'elle a financièrement besoin d'un emploi à plein temps. Il est finalement décidé que la nouvelle association reprenne le contrat de travail de Käthy Theler.

En ce qui concerne les finances, l'assemblée confirme le principe de la fixation des cotisations par prélèvement sur le revenu des membres de l'association.⁸⁶⁵ Ce principe comporte au moins deux conséquences pour les membres de l'association; d'une part on peut imaginer qu'ainsi tout le monde connaît le salaire de tout le monde et d'autre part, les montants promis sont relativement élevés et impliquent des sacrifices financiers non négligeables. Une autre question cruciale sur laquelle l'assemblée doit se prononcer est celle du nom de la « nouvelle » revue, les koïstes ayant accepté que la nouvelle association en discute, tandis que les indépendants ayant rejoint la rédaction à la fin 1980 plébiscitaient à l'époque un changement de nom afin de rendre la séparation entre KO et *RA* davantage identifiable. Les arguments pour un changement – *RA* = KO, manifester le changement d'éditeur par un nouveau nom – ne font finalement pas le poids face aux arguments en faveur du maintien – la *RA* est connue, difficile de trouver un nom plus approprié, en changeant on perd une partie du travail effectué et du point de vue commercial, le changement ne se justifie pas – et on se prononce pour une solution de compromis; le titre « Rote Anneliese » est maintenu, mais on modifie la présentation graphique du titre et de l'en-tête. Quant au nom du *Trägerverein*, il est décidé de l'appeler comme le journal, « Rote Anneliese ».⁸⁶⁶

Ainsi, au moment où le KO « donne » son organe à une association indépendante, la situation du journal est la suivante: (1) la santé financière de la revue est bonne (fortune autour des Fr. 12'000.--); (2) grâce aux investissements en machines réalisés en 1978 et 1979, la *RA* est techniquement à la page en ce qui concerne le lay-out (mais l'impression se fait toujours ailleurs); (3) la *RA* peut compter sur plus de 1700 abonnés et pour chaque édition, ce sont entre 4000 et 5000 exemplaires qui sont vendus; (4) les questions organisationnelles ont été réglées; (5) la *RA* se propose de lutter aux côtés du SOPO sans en devenir l'organe partisan.

5. La « nouvelle » RA

La première *RA* « autonome », distribuée à tous les ménages du Haut-Valais, paraît en mars 1982 et le

⁸⁶⁵ Ainsi, pour un revenu de Fr. 1000.--/mois le pourcentage est fixé à 2% (soit Fr. 240.--/an avec un coefficient de 1), tandis que pour Fr. 2000.-- il est à 3% (soit Fr. 720.--), et à 3,75% pour Fr. 3000.-- (soit Fr. 1350.--). On voit que les montants peuvent effectivement être relativement élevés. Pour Fr. 5000.--/mois, ce sont déjà Fr. 3150.-- qu'un membre s'engage à payer annuellement.

⁸⁶⁶ Archives ES, Classeur « RA 1982-2015 », rote-anneliese-Intern 1/82, p. 2 – 9, « Gründungsversammlung vom 29. Januar 1982 ».

premier aspect remarquable est la continuation de la numérotation – on en est au n° 56/57 – qui ancre la continuité entre les temps du KO et la nouvelle phase amorcée. D'autre part, la revue poursuit sa collaboration avec l'imprimeur Corbaz – malgré une augmentation du prix de 8% due selon cette entreprise à une augmentation du prix du papier de 22%⁸⁶⁷ – de sorte que le format et le papier restent inchangés – les première et dernière pages, ainsi que les pages centrales sont toujours imprimés avec de la couleur rouge. En revanche, la graphique du titre de la revue est modifiée; le logo du KO disparaît, les majuscules dans le titre sont remplacés par des minuscules, le « Die » dans le titre est effacé, tandis que sont ajoutés trois qualificatifs; « sozial kritisch unabhängig ». Un petit texte explicatif, situé en dessous de l'en-tête, indique qu'avec ce numéro la *RA* devient « eine unabhängige Alternativzeitung », ce que doit mettre en évidence le nouvel en-tête, et place ce numéro sous le signe du combat contre le tunnel du Rawyl. La page 2 expose aux lecteurs les raisons ayant mené à la constitution d'un nouveau parti – dont la *RA* annonce la fondation pour le Premier Mai – et sur le plan médiatique à la réorientation de la revue qui devient « ein parteiunabhängiges, linkes Alternativ- und Oppositionsblatt ». La *RA* annonce également qu'à l'avenir tous les articles seront signés et l'Impressum liste tous ceux qui participent à la production de la revue⁸⁶⁸; « Dadurch soll die oft geforderte Transparenz



Illustration 6: rote anneliese, n° 56/57, 4 mars 1982, format A3.

gewährleistet werden.» Avec la double dénomination « alternatif » et « d'opposition », le but est de montrer la double articulation de la *RA*, qui se veut alternatif par ses propositions concrètes et ses thématiques hors du champ habituel du journalisme haut-valaisan, tout en maintenant les élites politiques et économiques du canton sous surveillance et en s'opposant à leur politique conçue comme anti-sociale. Avec cette double dimension, le constat est que la *RA* se définit désormais davantage en réaction à la presse conventionnelle.

D'autre part, l'annonce de la signature des articles peut signifier trois choses; un rapprochement par rapport aux normes dominantes de l'éthique journalistique; les articles reflètent les opinions des auteurs et non de l'organisation dans son ensemble; la diminution de la crainte de la répression, également renforcée par l'entrée des koïstes dans un parti politique plus institutionnel.

⁸⁶⁷ Archives SPO, Classeur « KO Verträge », Lettre du 03.02.1982 de Imprimerie Corbaz SA au KO.

⁸⁶⁸ Parmi les 20 noms cités, 11 ont fait partie du KO à un moment ou à un autre, 2 étaient membres des sections socialistes haut-valaisannes, 3 ont déjà collaboré à la *RA* (Chappaz, Lugon, Andreas Weissen) et 4 sont nouveaux.

Si aux anciens koïstes se sont ajoutées de nouvelles personnes, il ne faut pas y voir une rupture brutale d'avec les années précédentes; d'abord, les ex-koïstes forment onze des vingt personnes citées (voir note 862), ensuite, ces nouvelles personnes étaient déjà actives politiquement (SPO, indépendants) ou sur le plan associatif (OGUV) et gravitaient donc dans un univers proche du KO et enfin, comme évoqué, la collaboration de non-koïstes avait déjà pris place dès la fin de l'année 1980.

⁸⁶⁹ Si la configuration graphique (à l'exception de l'en-tête), le format, la taille et le papier illustrent une certaine continuité, celle-ci se perçoit aussi dans des éléments du contenu. En effet, la rubrique de brèves « Dicke Eier » est maintenue et ce premier numéro post-autonomie s'illustre immédiatement par la révélation d'un « scandale »; les inventaires dans les musées valaisans révèlent que 30% des objets du musée de Valère sont introuvables, que des œuvres d'art sont stockées dans des conditions favorisant leur délabrement, alors que le conservateur Maurice Wenger profite de ses heures de travail pour jouer de l'orgue, bénéficiant ainsi d'un double salaire, de même qu'il aurait reçu des dons pour le festival d'orgue ancien dont il est l'organisateur. Et la *RA* de désigner trois niveaux de responsabilité pour ce chaos; (1) le Conseil d'État qui n'a jamais mis de l'ordre et qui a au contraire essayé d'étouffer l'affaire; (2) la direction des musées qui a laissé perdurer cette situation; et (3) Wenger qui est appelé à s'expliquer sur la disparition d'un tiers des objets artistiques. N'ayant pas confiance dans les institutions citées, la *RA* réclame la constitution d'une commission indépendante chargée d'enquêter sur l'état des musées cantonaux, assurant que ce qu'elle a révélé dans ses colonnes n'est que la pointe de l'iceberg, illustrant en cela la continuité par rapport aux années précédentes.⁸⁷⁰

On y trouve aussi la dénonciation de la création d'un lieu de villégiature au-dessus de Loèche par des procédés douteux, une enquête sur une société immobilière de Loèche, le soutien au Lötschberg⁸⁷¹ ou encore la prise à partie de la politique énergétique « anti-valaisanne » de Hans Wyer; articles dont les titres illustrent la posture contestataire de la revue.⁸⁷² Le caractère impertinent est également toujours présent, comme en témoigne le titre de l'article « Schlossnola » ou la caricature de Hans Wyer tenant en laisse un Albert Bass à quatre pattes et lui fouettant le derrière avec une verge tout en disant « So tüesus flott üsfrässu Albi !! »⁸⁷³. D'autre part, une page est consacrée à des extraits du livre non encore paru de Clovis Lugon – *Quand la Suisse Française s'éveillera*, publié en 1983 – et des

⁸⁶⁹ Signalons qu'Andreas Weissen, futur président de l'association « Rote Anneliese » qui n'a jamais été membre du KO, avait visiblement collaboré à la *RA* avant 1977. INFO-Intern 1/78, « Protokoll der Generalversammlung vom 10. Dezember 1977 ».

⁸⁷⁰ Bodenmann, Peter, « Museum Valeria verlotterte: 30 Prozent der Sachen fehlen und niemand ist verantwortlich », *RA* 56/57, 04.03.1982, p. 3 – 4.

⁸⁷¹ Weissen, Andreas, « Initiative: Rawil nie ! Rettet den Lötschberg ! », *RA* 56/57, 04.03.1982, p. 8 – 9. Le même jour, l'OGUV publie dans le *WV* un communiqué opposé au Rawyl et favorable au Lötschberg, ainsi que la liste des personnes et organisations soutenant sa proposition. OGUV, « Rettet den Lötschberg! », *WV* du 04.03.1982, p. 2 + 4.

⁸⁷² Hildbrand, Thomas, « Die Landschaftsfresser in den Leukerbergen », *RA* 56/57, 04.03.1982, p. 5; Jossen, Peter, « Schmierenkommödie um Leuker Bischofsschloss », p. 6 – 7; Bodenmann, Peter, « Russi gegen Wyer », p. 16.

⁸⁷³ a) « Nol » est une expression haut-valaisanne pouvant se traduire par « abruti »; b) « Vas-y, bouffe-le comme il faut, Albi ». Politicien CSP, élu au parlement entre 1977 et 1989, il a notamment été vice-président de la Banque Cantonale valaisanne et président de l'association du *WV*. Il est à partir de 1985 une des « cibles » préférées de la *RA*.

fragments des impressions de Chappaz sur son voyage en Chine, annoncés comme paraissant prochainement dans la revue littéraire *Écriture*. Il est également annoncé que ces deux personnalités poursuivront leur collaboration avec la revue et ils resteront cités parmi les collaborateurs, bien qu'on ait plus trace d'écrits de leur part dans les années suivantes.

Néanmoins, s'y trouve également des innovations. Ainsi, illustration du rapprochement avec les progressistes viégeois et de la collaboration de Thomas Burgener, une nouvelle rubrique intitulée « Visper Spots » voit le jour, dont le nom indique déjà la fonction et qui reviendra plus ou moins régulièrement jusqu'à la *RA* 75 (juillet 1984). La rubrique des lettres de lecteurs est remplacée par une nouvelle page – « Zeitung des Lesers ». Il ne s'agit donc plus tout à fait de lettres de lecteurs, mais d'une plateforme offerte à ceux-ci où ils peuvent exprimer des opinions et des avis sur divers sujets. Cohérent avec l'abandon du modèle d'organe partisan, cette page vise à créer les conditions d'une collaboration plus étroite avec le lectorat. Cette rubrique semble toutefois n'avoir connu qu'un succès limité, puisque la *RA* 63 en est déjà dépourvue. Un nouvel élan aux réactions du lectorat sera donné à partir de la *RA* 81, sous une nouvelle dénomination – « Gerade gelesen ». Chose curieuse, ce numéro propose aussi une interview de l'ancien gymnaste Reinhold Schnyder qui jette un regard critique sur le sport professionnel, domaine jamais abordé auparavant.⁸⁷⁴

Signe de l'établissement de la *RA* dans le paysage médiatique valaisan, sept journaux au moins signalent la « nouvelle » *RA* et/ou l'affaire Wenger; *WB*, *WV*, *NF*, *La Liberté*, *TLM*, *JDG* et *GDL* (même article pour ces deux derniers). Notons toutefois qu'en ce qui concerne la presse extra-cantonale, ces articles sont signés par des correspondants valaisans (Michel Eggs pour *La Liberté* et *TLM*; Dominique Valère pour *JDG* et *GDL*). D'autre part, le retentissement de cette affaire a probablement fortement joué sur la mention de la *RA* dans ces journaux.

6. Bilan intermédiaire et destin des autres revues alternatives alpines

A la lumière des éléments présentés dans ce chapitre, on remarque que l'indépendance ou l'autonomie de la *RA* est le fruit de plusieurs évolutions, tant sur les plans politique, organisationnel que médiatique. En effet, les élections fédérales de 1979 exercent une influence sur la nouvelle image que le KO veut diffuser, moins axée sur les polémiques et davantage sur les propositions concrètes, et débouchent sur une remise en question tant de l'organisation que de la stratégie politique à adopter, à la fois par rapport à la gauche et à la droite. De même, ces élections poussent le KO à se mettre à la recherche d'un nouvel imprimeur, à la fois pour des raisons économiques et de réactivité. Les élections communales de 1980 affectent également l'organisation du KO, toujours plus convaincu de

⁸⁷⁴ Hildbrand, Thomas, « Reinhold Schnyder über sich und den Sport », *RA* 56/57, 04.03.1982, p. 14 – 15.

la nécessité d'une unification de la gauche haut-valaisanne, ce qui se répercute sur la *RA*, puisque suite à la résiliation du contrat de Garbely qui déplore que les aspects de politique partisane déteignent sur la revue, la rédaction est formée par une majorité de non-koïstes. D'autre part, poursuivant une tendance amorcée au milieu des années 1970, l'embauche de Garbely constitue une nouvelle étape dans la professionnalisation de la revue, illustrée également par le soin accordé à la recherche du nouvel imprimeur. Cette embauche coïncide avec une ouverture de la revue, revendiquée par le journaliste et soutenue par une partie au moins des militants du KO, ouverture elle-même corollaire à la décision du KO d'offrir un nouveau vernis à son image. Elle coïncide également avec une inclination toujours plus prononcée pour le journalisme d'investigation, par un travail de recherche et d'enquête approfondi, lequel permet également de se détacher du format tabloïd tel qu'il a été présenté dans la partie D.8.5. Journalisme d'investigation qui se profilera toujours davantage comme la principale marque de fabrique de la *RA*. Les articles sont plus longs, plus fouillés, la contextualisation est plus poussée, sans que les aspects humoristiques et polémiques ne disparaissent pour autant. L'habillage de la revue et sa mise en page, préoccupation désormais relativement ancienne, constituent toujours un sujet important, dans la mesure où il s'agit d'articuler informations critiques et plaisir de la lecture avec la volonté de pousser les lecteurs sinon à s'investir eux-mêmes sur le plan politique et/ou associatif, du moins de les convaincre du bien-fondé d'une opposition de gauche la plus forte possible.

La revue joue également un rôle prépondérant dans les négociations, qui s'étalent sur plus de deux ans, à propos de la fusion du KO avec les sociaux-démocrates et les indépendants. D'une part, elle est intégrée dans les discussions que mènent entre eux les Haut-valaisans, puisqu'il est rapidement clair qu'un nouveau parti, quelles que soient sa forme et les entités représentées, nécessite un moyen de communication afin de diffuser ses idées politiques, bien qu'un accent soit posé sur l'importance de l'indépendance d'un tel médium. D'autre part, la *RA* permet au KO – et aux collaborateurs indépendants – de mettre la pression sur les instances dirigeantes du PSV et du PSS, en exposant plusieurs fois au public – et notamment la violente diatribe de Chappaz contre les socialistes du Bas – les divergences et les conflits inhérents à ce processus de négociation, dont la gauche haut-valaisanne sort vainqueur. Ainsi, au printemps 1982, la situation politique et médiatique du Haut-Valais se modifie considérablement et les développements de la gauche haut-valaisanne dans les décennies suivantes sont fortement empreints de la période ouverte au début des années 1970.

Ce petit bilan, qui clôt la période koïste de la *RA*, est également l'occasion d'aborder rapidement le destin des autres revues alpines. A Nidwald, un conflit au sein de la rédaction de *Steibock* donne lieu en 1981 à une scission entre les rédacteurs membres du Parti socialiste et la nouvelle génération de rédacteurs qui ne s'identifient pas au parti et qui plaident pour l'ouverture de la revue à l'ensemble de

l'opposition du demi-canton. Ces derniers décident de créer leur propre association et d'éditer une revue alternative concurrente, intitulée *Bockshorn* – dont la particularité est notamment de continuer la numérotation, de sorte qu'elle débute avec le n° 39 (février 1981) – tandis que *Steibock* reste l'organe du Parti socialiste nidwaldien (SPN). Outre les aspects organisationnels et de sensibilité partisane, l'une des causes de cette crise est à chercher du côté de la volonté des jeunes rédacteurs de ne pas exempter le PS de la critique, à l'instar de ce qu'avait connu *Viva* en 1975 (voir D.11.2).⁸⁷⁵ *Steibock* cessera de paraître après le n° 69 (avril 1986) et si la revue n'annonce pas sa disparition prochaine, il est remarquable qu'elle coïncide avec la défaite du SPN aux élections cantonales et la perte de l'unique siège au parlement, surtout si l'on se souvient que la revue avait précisément vu le jour suite à la perte du seul siège dont le parti disposait en 1974. Quant à *Bockshorn*, qui donnera l'impulsion en 1982 à la formation du parti écologiste Demokratisches Nidwalden (un siège au parlement dès 1982) et qui s'était étendu en 1983 au demi-canton d'Obwald, son dernier numéro paraît en décembre 1987. Outre l'investissement énorme requis par la publication d'une telle revue, l'arrêt du *Bockshorn* est notamment justifié par l'enracinement réussi du Demokratisches Nidwalden au sein du paysage politique régional, comme si la mise en place d'une nouvelle force politique avait constitué l'un des objectifs principaux de cette revue – création que la revue avait dès appelé de ses vœux dès sa troisième parution (n° 41).⁸⁷⁶ D'autre part, avec la concurrence *Steibock/Bockshorn* (qui n'étaient pas en très bons termes) et SPN/DN il existait à partir de 1981 une sorte fragmentation de l'opposition de gauche, déjà fortement minoritaire. Selon Ferdi Lerch, à côté de la volonté de se concentrer sur le travail politique, un autre facteur ayant mené à l'arrêt de la revue réside dans le fait qu'il était difficile de collaborer au parlement avec des personnes issues du camp bourgeois critiquées dans la revue.⁸⁷⁷ Aux élections cantonales de 2014, les deux partis de gauche ont obtenu onze des 60 sièges du parlement – huit pour Grüne Nidwalden (ex-DN) et trois pour les socialistes, soit le meilleur score réalisé lors d'élections de ce type.

Le dernier numéro de *Viva* (n° 71) paraît en février 1988, après que la fréquence de parution ait drastiquement diminué à partir de 1985, puisque seuls sept numéros sont encore publiés. A l'instar de *Steibock*, la nouvelle de la dissolution n'est pas annoncée dans les colonnes de la revue. Après la scission de 1975 au sein de la rédaction, provoquée par la volonté d'une partie des rédacteurs d'étendre les activités de la revue sur le plan politique et de ne pas exempter de la critique le Parti socialiste, une tentative d'ouvrir la revue à d'autres organisations de sensibilité proche est amorcée en 1982, afin de sortir du modèle d'organe partisan du VIVA-Kollektiv, entré dans la politique institutionnelle lors des élections cantonales de 1980, sans que cette décision soit réellement suivie

⁸⁷⁵ Furrer, Markus, *Die neue Opposition in der Urschweiz*, op. cit., p. 239 – 242.

⁸⁷⁶ Steiner, Peter, « Der Vorhang fällt », *Bockshorn*, n° 80, décembre 1987, p. 28 – 29.

⁸⁷⁷ Lerch, Ferdi, « Karrierestart », *Klartext – Das Schweizer Medienmagazin*, 10.07.2007, <http://www.klartext.ch/?tag=329&paged=4>, consulté le 19.04.2017.

d'effets. Le VIVA-Kollektiv fusionnera avec Alternative Liste Chur en 1984 pour donner naissance au parti Linke Alternative Graubünden, héritier donc de *Viva*, qui obtiendra un siège au parlement lors des élections cantonales de 1991, siège perdu lors des élections suivantes en 1994. Renommé La Verda, ce parti se dissoudra en 1996.⁸⁷⁸ Si la revue ne mentionne pas les causes ayant mené à sa disparition, il semble que celle-ci soit en lien avec l'échec du renouvellement générationnel; le successeur désigné aurait abandonné après la publication de deux numéros.⁸⁷⁹

Quant à *Alternative*, elle maintient son existence jusqu'en mars 2000 et son 248ème numéro; ici aussi, sans que la dissolution soit annoncée aux lecteurs. Le Kritisches Forum Uri (KFU), issu en 1983 du Kritisches Uri qui gravitait autour d'*Alternative*, se dissoudra en 1993 et une partie semble avoir rejoint les socialistes uranais. A ce moment, la revue est reprise par une association de soutien, ce qui a mené, selon Lerch, à une professionnalisation de la revue, qui est notamment passée à l'impression numérique sur papier glacé au cours des années 1990. Lerch cite l'un des fondateurs qui indique deux raisons pour la disparition de la revue; d'une part, la concurrence féroce des quotidiens a réduit l'espace de diffusion pour un journalisme d'investigation alternatif et d'autre part, davantage que l'échec du changement de génération, c'est l'exil des forces vives dans les grandes villes qui a provoqué des problèmes insurmontables pour la reproduction de la revue,⁸⁸⁰ rappelant en cela les raisons mentionnées par la *Glarner Zeitung* au moment de son sabordement. Le KFU participe pour la première fois aux élections cantonales en 1988 et obtient trois sièges à celles de 1992, notamment grâce au passage au système proportionnel. En 2016, la fraction SP/GB (Grüne Bewegung) a obtenu neuf des 64 sièges du parlement cantonal.

⁸⁷⁸ <http://www.news.ch/Links+gruene+Partei+La+Verda+in+Graubuenden+aufgeloest/134567/detail.htm>, consulté le 19.04.2017.

⁸⁷⁹ Lerch, Ferdi, « Karrierestart », *op. cit.*.

⁸⁸⁰ *Ibid.*

Bilan final et ouverture

Ainsi, la période étudiée dans le cadre de ce travail se clôt sur la naissance d'une nouvelle formation politique dans le Haut-Valais et les débuts de l'autonomie de la *RA*, témoignant du chemin parcouru depuis le début des années 1970. Création que nous avons qualifiée de manière quelque peu péremptoire d'« accidentelle », la *RA* connaît une trajectoire à la fois similaire et diverse à celles des autres revues alternatives alpines citées dans cette étude. D'abord essentiellement conçue comme dossier destiné à ouvrir le débat et à diffuser les idées et les aspirations d'une frange de la jeunesse haut-valaisanne, la revue s'est progressivement adaptée tant aux besoins de son éditeur, le groupe Kritisches Oberwallis, et de ses producteurs qu'aux modifications qu'a connu le paysage médiatique et politique du Haut-Valais à partir des années 1960. Ainsi, parallèlement à l'évolution du KO en direction d'un parti politique plus traditionnelle et parfois renforçant celle-ci, la *RA* connaît un certain nombre de développements dont les effets se font sentir au-delà de 1982.

Ce passage d'un format de dossier à celui d'une revue plus traditionnelle – pour autant que ce terme convienne à une telle publication – s'inscrit dans l'image de la *RA*, ce dont témoignent l'augmentation de la fréquence de parution et une certaine standardisation de la mise en page à partir de 1976, ainsi que l'introduction d'attributs spécifiques à un titre qui compte s'établir dans le temps (rubriques, séries thématiques, continuité et diversité des thématiques). Cette réorientation se perçoit également à travers un travail de codification du processus de production du contenu – même si l'improvisation et le tâtonnement demeurent dans une certaine mesure des constantes – qui vise à assurer une plus grande cohérence du contenu, lequel est toujours plus soumis aux impératifs électoraux du KO. Ce dernier aspect doit néanmoins être nuancé, comme l'illustre le projet *Der Rote Bote* qui, s'il coïncide effectivement avec l'entrée du KO dans le conseil communal de Brigue-Glis, incarne également la volonté d'accorder davantage d'attention aux problématiques plus « quotidiennes », telles que les questions du traitement des déchets et du trafic communal. D'autre part, comme nous avons tenté plusieurs fois de le montrer, une importance relativement grande est accordée à partir de 1976 à l'habillage de la revue, qui s'adapte aux nouvelles possibilités techniques – notamment sous l'effet de l'abaissement des coûts des outils de mise en page – et qui doit attiser le plaisir de la lecture, alliant ainsi divertissement et communication politique.

Sur le plan du contenu, il a été relevé que celui-ci est fortement imprégné des conditions locales et que les thématiques ayant trait aux luttes sociales, aux collusions entre la sphère politique et le monde de l'argent, et le clientélisme – préoccupations qu'exprimait déjà la premier numéro, consacré à la fusion Alusuisse/Lonza – occupent une place écrasante au sein de l'économie interne de la revue. En

cohérence avec le format dossier, les premiers numéros sont articulés autour d'une thématique principale, avant que ce modèle soit progressivement abandonné pour laisser place à des numéros plus diversifiés. Il faut néanmoins attendre 1979 pour que la part cumulée des catégories « Luites sociales » et « Clientélisme » passent sous la barre des 50% des articles. Si l'importance de la première se conçoit aisément notamment en raison du positionnement à gauche du KO dans le champ politique, la seconde renvoie d'une part à la confiscation par les partis dits chrétiens de la vie politique, médiatique et institutionnelle du canton – rappelons que le Parti conservateur, puis le PDC et ses alliés bénéficient de la majorité absolue au Grand Conseil de manière ininterrompue entre 1857 et 2013 – qui entrave les possibilités de diffusion d'idées progressistes, et d'autre part à la série d'affaires ou scandales qui agitent le Valais à partir de la seconde moitié des années 1970. Avec le recentrage opéré dans le sillage des élections fédérales de 1979 et l'embauche de Garbely en 1980, on constate une certaine ouverture, accompagnée d'une plus grande diversification non seulement du contenu, mais également des formes d'expression (poèmes, recension de livres, courrier de lecteurs).

Rejetant les normes dominantes de la presse conventionnelle, notamment celles ayant trait à la hiérarchisation et à la division du travail, la *RA* tente, à l'instar des autres revues alternatives alpines, de limiter la séparation entre tâches manuelles et intellectuelles et d'englober tous les militants dans la production et/ou la distribution de ses numéros. Si les premiers numéros sont parfois le fait d'un groupe interne au KO, à l'instar du premier numéro, les thématiques à traiter sont progressivement discutées lors des assemblées du KO, tandis que sont organisées des séances de rédaction lors desquelles les textes sont soumis à la critique. Néanmoins, l'aspect malgré tout relativement informel du processus de décision ne prévient pas l'existence de certaines hiérarchies qui se développent au gré des relations et des affinités qu'entretiennent les militants entre eux. C'est ainsi que s'accumulent un certain nombre de divergences qui éclatent notamment en décembre 1976, à la suite du papier publié dans l'INFO-Intern par les « Shanghai-Flipper », dont la discussion exprime le point culminant des contradictions d'un groupe – qui n'est parfaitement homogène ni du point de vue de l'origine sociale, ni de celui des aspirations politiques – tiraillé entre la volonté de maintenir une horizontalité absolue au sein des structures d'organisation et l'inclination pour une évolution en direction d'une forme d'organisation se rapprochant davantage des partis politiques traditionnels – controverse dont cette dernière tendance sort vainqueur.

Les développements de la production de la revue permettent une certaine rationalisation, tout comme elles témoignent de la situation financière du KO; création d'un secrétariat rémunéré, puis embauche d'une « Zeitungsperson » à qui est confiée l'organisation de la production de la revue, location d'un local dédié à la confection de la *RA*, acquisition de machines servant à la mise en page, changement d'imprimeur. Pourtant, la situation interne du KO se détériore progressivement sous l'effet notamment

de la contraction du nombre de militants s'impliquant dans les activités du parti – dû en partie à « l'exil » que connaissent certains pour des raisons professionnelles et aux difficultés de recrutement – et des projets de réorganisation sont ébauchés en 1978, dans lesquels l'idée d'une séparation entre parti et journal tombe pour la première fois. La déception provoquée par les élections fédérales de 1979 renforce l'incertitude interne que le groupe tente de résoudre d'un côté par une amorce de négociations avec les sections socialistes du Haut-Valais et de l'autre par une professionnalisation plus poussée illustrée par l'embauche de Frank Garbely au poste de journaliste rémunéré. Si cette expérience s'interrompt au bout de quelques numéros, elle donnera la voie pour l'avenir. En effet, après l'unification de la gauche haut-valaisanne au printemps 1982, aboutissement des tractations débutées deux ans plus tôt, et une période de trois ans lors de laquelle la *RA* est portée par une rédaction collective, le Verein Rote Anneliese décide d'embaucher Beat Jost⁸⁸¹ – fraîchement licencié du *WB* pour ses opinions politiques et ancien pigiste du *WV* – comme journaliste au début de l'année 1985, la *RA* sera à partir de 1985 laissée à la responsabilité d'un, voire deux, rédacteur(s), même si certains collaborateurs occasionnels signent également des articles.

Nous avons tenté de montrer comment s'articulait la relation entre facteurs de production objectifs et subjectifs, comment certaines conditions subjectives pouvaient se trouver en quelque sorte *objectivées* et comment les conditions objectives étaient intériorisées, et quels effets cette relation exerçait tant sur l'organisation de la production que sur le contenu.

Ainsi, les années 1980 sanctionnent progressivement une modification de paradigme, puisque la production collective laisse place à une rédaction individualisée, dû notamment à l'investissement accru de certains membres dans le nouveau parti ou d'autres organisations associatives ou syndicales. Ceci permet de même d'affirmer que l'étude d'un titre est indissociable de celle de ses producteurs et de leurs relations internes. En résumé, trois aspects principaux permettent de comprendre le succès de la *RA* jusqu'en 1982 et au-delà: (1) une professionnalisation marquée qui se caractérise par un journalisme d'investigation toujours plus poussé, ce dont témoigne le Prix Courage décerné en 2013 par le lectorat du *Schweizerische Beobachter* à Kurt Marti, notamment pour son travail à la *RA* entre 2000 et 2010, récompensant et légitimant ainsi la pratique journalistique de la *RA*⁸⁸²; (2) un soin particulier accordé à l'habillage de la revue qui tente de s'adapter aux innovations techniques; (3) une

⁸⁸¹ Après des premières collaborations anonymes – c'est un document comptable qui a permis de le découvrir – à partir de 1984, Jost est officiellement engagé en 1985, suite à son licenciement du *WB*, en raison de ses opinions politiques, où il était rédacteur depuis 1978. Également ancien pigiste au *WV*, il constitue un exemple de transfert entre presses conventionnelle et alternative, puisqu'il sera rédacteur au *Blick* et au *SonntagsBlick* entre 2001 et 2007.

⁸⁸² « Der Journalist Kurt Marti nannte Namen und deckte in der linken Zeitung *Rote Anneliese* unerschrocken Machtmissbrauch, Parteifilz und Korruption auf. (...) Die Auszeichnung für Kurt Marti zeigt, dass sich die Menschen einen Journalismus wünschen, der seine Aufgabe als vierte Gewalt wahrnimmt und den Mächtigen auf die Finger schaut, auch gegen alle Widerstände. Sie wollen einen Journalismus, der tiefer bohrt, Missstände entlarvt, korrigierend wirkt und Zivilcourage beweist, so wie Kurt Marti es getan hat. », http://www.beobachter.ch/prix-courage/artikel/prix-courage-2013-preisverleihung_prix-courage-fuer-opfer-behoerdlicher-willkuer/, consulté le 11.04.2017.

base financière saine qui permet précisément cette professionnalisation et ces investissements techniques, dont les racines se situent dans les cotisations des membres et un contrôle des dépenses. Cette santé financière est aussi l'expression de l'attachement des fondateurs à leur revue et constitue également un facteur explicatif pour sa survie.

Un autre point important réside dans les réactions provoquées par l'irruption de la *RA* dans le paysage médiatique valaisan, dont le degré d'autonomie par rapport au champ politique est encore relativement faible, qui oscillent entre rejet catégorique tant des méthodes que des thématiques abordées par l'organe *koïste* et refus de le mentionner. Alors que le *WB* se montre, toute proportion gardée, plus équilibré, notamment sous la plume de Luzius Theler, le *WV* et le *NF* font preuve d'une violence particulière dans leurs colonnes – comparable en ceci à la situation des autres revues alternatives alpines – à l'égard du *KO* et de son organe, comme l'illustrent les procès qui opposent le *KO* à Heinrich Heinzmann. Si le positionnement à gauche de la *RA* fonde bien évidemment le rejet par la presse locale, son refus de souscrire à la « tyrannie de l'image de marque du territoire » – en attaquant directement des personnalités considérées comme corrompues et en voulant donner du (Haut-)Valais une image plus différenciée et moins idyllique, comme l'exprime la Une de la *RA* 20 « Nennt mir das Land wo die Skandale blühen » – semble également constituer un facteur explicatif pour la vision négative de la presse établie, qui ne peut supporter les reproches de partialité et de manquement à sa mission historique au sein du régime démocratique représentatif, à savoir la formation d'opinion et la diversité des points de vue. De ce point de vue, les interdictions professionnelles qui frappent les *koïstes* peuvent également être interprétées comme la volonté de punir des personnes qui portent atteinte à cette « image de marque ». La virulence du *WV* s'explique également par son statut d'organe partisan du CSPO, lequel voit avec le *KO* apparaître un concurrent sur le « marché » de l'opposition politique dans le Haut-Valais.

Dans cette étude, l'une des questions de recherches consistait à interroger les liens entre communication alternative et activisme politique, notamment l'idée lancée par Downing selon laquelle les projets de médias alternatifs étaient susceptibles de préparer le terrain à la structuration de mouvements politiques et/ou sociaux, d'une côté par l'accent mis sur des formes d'organisation horizontales et de l'autre par la capacité de ces médias à développer les compétences de leurs producteurs en matière de communication et de pratique journalistique. Si, comme déjà mentionné, Furrer estime qu'il est impossible d'affirmer que le nouveau parti uranais ait pu émerger sans l'existence de la revue *Alternative*, ce travail a observé une étroite corrélation entre l'apparition de la communication alternative et l'éclosion de mouvements politiques de sensibilités similaires, corrélation confirmée notamment par un certain recoupement des personnes actives sur les deux fronts. Ainsi, *Alternative* précède de trois ans la constitution du groupe *Kritisches Uri* et le *VIVA-*

Kollektiv, éditeur de la revue grisonne *Viva*, s'organise politiquement lui aussi trois ans après le premier numéro. Dans le cas de *Bockshorn*, quelques mois seulement séparent la fondation de cette revue – issue d'une scission au sein de la revue *Steibock*, organe du Parti socialiste de Nidwald – de celle du Demokratisches Nidwalden. Le cas haut-valaisan – qui semble à première vue hybride, puisque la constitution du KO devance le premier numéro de la *RA* – offre également une facette de cette articulation, en raison d'une part de l'investissement de certains futurs koïstes dans la revue du collègue de Brigue *Reflex* et d'autre part, du rôle que joue la revue dans la structuration du KO, notamment en raison de ses contraintes de production, et de leur intériorisation, ce que nous avons tenté de montrer par la référence aux *exigences* et *circonstances* de production. Nous avons en effet tenté de montrer comment s'articulait la relation entre facteurs de production objectifs et subjectifs, comment certaines conditions subjectives pouvaient se trouver en quelque sorte *objectivées* et comment les conditions objectives étaient intériorisées, et quels effets cette relation exerçait tant sur l'organisation de la production que sur le contenu. Par certains aspects, on peut estimer que les revues alternatives alpines étudiées ici rappellent les circonstances dans lesquelles a émergé la presse politique en Suisse romande au XIX^e siècle.

Les projets de médias alternatifs se situant en dehors des canaux dominants de production et de distribution, par leurs formes d'organisation et le refus de la publicité notamment, constituent des entreprises intensives en travail – on ne compte pas les heures de labeur volontaire – dans un environnement pourtant *a priori* peu réceptif à leurs préoccupations. Furrer montre ainsi que les partis de la « nouvelle opposition » présentent un degré de militantisme plus élevé que les partis traditionnels, dont il situe les racines dans la conviction que le rapports sociaux ne sont pas définitivement stables mais qu'ils peuvent, et même doivent, être transformés, refaçonnés, modelés (*Gestaltbarkeit der sozialen Verhältnisse*).⁸⁸³ En d'autres mots, ces militants sont persuadés de faire partie d'une fraction croissante de la population qui aspire à ces transformations, ce qu'illustre notamment la Une de la *RA* 16, qui suit la première élection de Bodenman au conseil communal de Brigue-Glis en 1976: « Gemeinderatswahlen: Wird das Oberwallis rot? ». Par ailleurs, les rôles que Furrer attribue à *Alternative*, *Steibock* et *Bockshorn* se retrouvent également dans le cas de la *RA*. Outre le soutien à la structuration des organisations politiques, ces revues se consacrent à la remise en question des structures politiques et médiatiques établies, notamment par leur volonté de faire éclater un système basé sur la concordance et le consensus, à l'introduction de thématiques sous-représentées dans le débat public qu'elles tentent de polariser, à la problématisation des effets engendrés par « L'Âge d'or » et les « décennies de crise »⁸⁸⁴ qui le suivent et à la diffusion d'une certaine contre-

⁸⁸³ Furrer, Markus, *Die neue Opposition in der Urschweiz*, op. cit., p. 497.

⁸⁸⁴ cf. Hobsbawm, Eric J. *L'âge des extrêmes*, op. cit.

culture émergente.⁸⁸⁵ D'autre part, la *RA* et les autres revues alternatives alpines semblent recouvrir les deux préoccupations identifiées par Franklin et Murphy dans leur étude sur la presse alternative locale anglaise – diffuser des idées progressistes de gauche et des « revelatory news » – de même qu'elles brisent les deux types de silence qu'ils mentionnent; le silence imposé par le climat de secret entourant le gouvernement et ses institutions, et le silence créé par la presse conventionnelle, laquelle néglige quantité de sujets.

Ainsi, elles fonctionnent comme plateforme visant à capter les avis critiques et les préoccupations de la population, source importante d'information, ce dont témoignent les indications fréquentes issues du lectorat, et à « fédérer l'opinion militante » (Michel Porret), voire à contribuer à la constitution d'une « alternative public sphere » (Downing, Atton). Et en effet, un élargissement du regard permet de constater que la *RA* et le *KO* ne constituent qu'une des facettes de l'activisme de cette frange de la jeunesse proche de la vingtaine au début des années 1970. En plus de l'association environnementale OGUV, de la coopérative immobilière PALVE et du nouveau parti SOPO déjà mentionnés, on peut citer la constitution en septembre 1983 du MISCHU (Schutzverband gegen zunehmende Militärpräsenz im Oberwallis), dont Peter Bodenmann et Rudolf Luggen (membre du comité du SOPO et député au Grand Conseil) sont membres du comité, qui compte s'engager pour une diminution de la présence militaire dans le Haut-Valais – rappelant en cela la *RA* 2 qui avait publié des documents militaires confidentiels sur des projets d'installations. D'autre part est fondée en décembre 1986 la section haut-valaisanne du syndicat FTCP (Fédération du personnel du textile, de la chimie et du papier), dans laquelle Bodenmann et Beat Jost, alors rédacteur rémunéré de la *RA* et qui sera nommé secrétaire de la section, jouent un rôle déterminant, et qui compte dès sa création 300 membres (puis 550 à la fin de l'année suivante) parmi les employés de la Lonza. La naissance de cette section se fait sur fond des révélations d'un dossier de seize pages publié par Bodenmann et Jost, sous le patronage de la *RA*, consacré aux différences de salaires perçus par les employés de Ciba-Geigy à Monthey et de la Lonza à Viège, les seconds gagnant en moyenne 25% de moins que leurs camarades du Bas⁸⁸⁶ – dossier qui confirme une enquête publiée sur le même sujet par la *RA* 72 (février 1984). A travers ces exemples, le constat est que les compétences acquises – travail de recherche, techniques d'écriture et d'expression, structuration de la pensée – dans le cadre d'un engagement militant tel que la participation à un média alternatif peuvent être réinvesties dans d'autres sphères; politiques, associatives, syndicales. Le départ de Beat Jost de la *RA* en 1988 coïncide d'ailleurs avec son embauche à 100% par le syndicat FTCP.

Au sujet de l'impact de la *RA* et du *KO* sur leur environnement, celui-ci demeure difficile à évaluer,

⁸⁸⁵ Furrer, Markus, *Die neue Opposition in der Urschweiz*, op. cit., p. 125; 236 – 238; 248 – 250.

⁸⁸⁶ Rote Anneliese (Bodenmann, Peter; Jost, Beat), *Lonza aktuell – ein Lohn-Vergleich zwischen der LONZA-Visp und der CIBA-GEIGY Monthey*, Ein Dossier der « Roten Anneliese », octobre 1986.

même si l'on peut en tous cas relever le siège de député-suppléant conquis en 1973 et confirmé en 1977, ainsi que l'élection de Bodenmann au conseil communal de Brigue-Glis en 1976 et en 1980. Dans sa thèse de doctorat consacrée à la question de l'élection proportionnelle en Valais, Beat Locher, se basant sur des travaux de séminaires auxquels nous n'avons pas eu accès, énonce l'idée selon laquelle la modification du comportement de vote des Haut-valaisans sur des sujets comme l'environnement, le trafic, la présence militaire ou les questions sociales correspond tant à une tendance plus générale en Suisse qu'à l'émergence du KO sur la scène politique, dont le style politique combatif a permis de fissurer un paysage politique caractérisé par une forte stabilité et une certaine sclérose.⁸⁸⁷ A titre d'exemple, on peut citer l'initiative pour l'impôt sur la richesse du 4 décembre 1977, objet clivant sur l'axe de polarisation gauche-droite et pour lequel seuls le KO et les socialistes appellent à voter oui.⁸⁸⁸ Si cet objet est repoussé par les deux régions linguistiques, le KO se félicite du haut pourcentage de oui dans le Haut-Valais (47%), alors que le Valais romand a massivement rejeté cet impôt (67%), et même le rédacteur en chef du *WB*, qui avait lui-même appelé à voter non, relève que les mots d'ordre de la gauche ont pratiquement davantage été suivis que ceux des partis bourgeois.⁸⁸⁹ Rappelons également que l'un des initiateurs du FDPO en 1979 interprétait le succès du KO comme le signe d'un éclatement de la stabilité du paysage politique haut-valaisan, dominé jusqu'alors par les partis C (voir note 734). Par ailleurs, l'élection de Bodenmann au Conseil national en 1987, devançant la socialiste du Bas Française Vannay candidate à sa réélection, et surtout au Conseil d'État en 1997 – mettant un terme à la configuration en place depuis 1905, à savoir quatre PDC/conservateurs et un Radical – témoignent de la résonance d'une période ouverte au début des années 1970. Ceci est encore renforcé par le fait qu'après la démission du gouvernement de Bodenmann en 1999, ce siège est occupé par Thomas Burgener, actif dans la création du SOPO et rédacteur de la *RA* après 1982, avant que ne lui succède Esther Waeber-Kalbermatten en 2009, présente notamment à l'AG du Verein Rote Anneliese en 1988 et réélue en 2017, malgré la présence d'un deuxième candidat en la personne de Stéphane Rossini sur la liste socialiste. Notons que le SOPO, qui était l'un des seuls partis affiliés au PSS à se dire socialiste et non social-démocrate, est rebaptisé Sozialdemokratische Partei Oberwallis (SPO) en 1994. On peut ainsi légitimement conclure que le « monopole » des Haut-valaisans sur le siège socialiste au Conseil d'État est le résultat de l'ascendant que s'est construit la gauche du Haut au fil des décennies, notamment lors des négociations de 1980 – 1982, sur son pendant du Valais romand, région marquée d'une part par l'absence d'un groupe similaire au KO et d'autre part par le renoncement de la part des socialistes du

⁸⁸⁷ Locher, Beat, *Der Staatsratsproporz im Kanton Wallis*, op. cit., p. 295 – 297.

⁸⁸⁸ Pour la campagne, le KO a envoyé un bulletin d'information de six pages à tous les abonnés de la *RA* du Haut-Valais, de même qu'il a placardé 400 à 500 affiches dans le Haut-Valais et distribué gratuitement 10'000 « Abstimmungszeitungen » (*RA* 23). INFO-Intern 1/78, p. 2 – 4, « Protokoll der Generalversammlung vom 10. Dezember 1977 ».

⁸⁸⁹ Chastonay, Alexandre, « An den Parolen vorbei », *WB* du 05.12.1977, p. 1.



Bas d'une réelle politique de confrontation avec le PDC.⁸⁹⁰ D'autre part, contrairement aux cantons de Suisse centrale, où les revues alternatives participent à l'émergence de partis écologistes, l'intégration des thématiques écologistes au sein du SOPO, notamment par la proximité avec l'OGUV, a probablement empêché l'émergence des Verts dans le Haut-Valais, où une section n'est fondée qu'en octobre 2008,⁸⁹¹ alors que dans le Valais romand, le parti des Verts existe officiellement depuis 1987. En ce sens, il n'est sans doute pas erroné de soutenir que la fusion de 1982, précédée par l'irruption du KO, a durablement marqué la structure du champ politique valaisan.

Remarquons que certains militants, comme Peter Bodenmann et Käthy Theler, semblent avoir collaborer pratiquement sans interruption entre les débuts de la *RA* et la fin des années 1990 (voir D.12.2) D'autre part, les derniers numéros parus en 2016/2017 ont réactivé la collaboration d'anciens militants (Hilar Eggel, Frank Garbely, Elisabeth Joris), signe tant d'un attachement de ces personnes à la revue que de certaines difficultés dans le renouvellement générationnel.

Si le KO est parvenu à fissurer le paysage politique sclérosé du Haut-Valais, il le doit aussi et surtout à son organe qui lui permet de diffuser ses opinions et ses propositions au-delà du cercle des sympathisants de gauche, comme le montrent notamment par la bande les résultats du KO aux élections de 1979. Son enracinement « haut-valaisan » et sa focalisation sur des thématiques régionales et locales, ainsi que son refus de la compromission et son aspect combatif continuellement réaffirmé, semblent constituer des raisons pour son succès, comme l'illustrent le tirage de 5000 exemplaires en 1996 encore et la croissance des abonnés dont le nombre dépasse la barre des 2000 dès 1987. Si le *WB* se défend d'être influencé par la *RA*,⁸⁹² on peut tout de même estimer que l'existence de celle-ci a poussé le quotidien haut-valaisan à modifier son concept. Il semble ainsi, selon l'interprétation de la *RA*, que l'éditeur Mengis, après s'être en partie émancipé de la tutelle du CVPO, a laissé carte blanche à sa rédaction pour faire du *WB* un journal critique uniquement le temps d'écartier la concurrence du *WV* et de renforcer sa position monopolistique. D'autre part, l'accent mis à partir de 1984/1985 sur le caractère d'« Alternativzeitung » du *WV*, après qu'il soit passé sous le contrôle de Mengis, peut être interprété comme la volonté de couper l'herbe sous les pieds de la *RA*. Sans oublier que la presse locale offre régulièrement la parole aux personnalités mise en cause par la *RA*, leur permettant de se justifier et/ou de vilipender l'organe koïste. Les tensions entre la *RA* et les élites politiques et médiatiques du Haut-Valais ne s'apaisent pas au fil des décennies, ce dont témoignent les commentaires relevés par Eggel en 2005/2006 dans son travail de diplôme. Rolf

⁸⁹⁰ Locher, Beat, *Der Staatsratsproporz im Kanton Wallis*, op. cit., p. 340.

⁸⁹¹ « Gründung der Grünen Oberwallis », *WB* du 03.10.2008, p. 10.

⁸⁹² En 2006, Philippe Mengis, éditeur du *WB*, dira que « Die RA wollte immer, dass man zu ihren Themen im WB Stellung bezieht. (...) Wir haben gesagt, dass wir auf ihre Artikel gar nicht eingehen und auch keine Artikel von denen publizieren. Die haben uns auch angegriffen, was mir doch Wurst war. », cité in Eggel, Matthias, *Die Entwicklung der Presse und des Radios im Oberwallis*, op. cit., p. 39.

Escher – ancien président de commune de Brigue-Glis, à ce moment-là conseiller aux États CVPO et président de l'Oberwalliser Presseverein – parle de « einseitiges linkslastiges Hetzblatt »⁸⁹³, alors qu'il s'agit pour German Escher, à ce moment rédacteur en chef du journal gratuit *Rhonezeitung*, d'un « linke[s] Revolverblatt »⁸⁹⁴, tandis que Philippe Mengis, éditeur du *WB*, affirme ne jamais aborder des articles de la *RA*, ni d'en publier des commentaires.⁸⁹⁵ Ceci est également à imputer au journalisme sans compromis d'investigation, également fait de critiques et de divulgations, du rédacteur Kurt Marti (2000 – 2010), qui a rassemblé 19 histoires développées dans la *RA* dans un ouvrage récapitulatif. Il relate notamment comment suite à un article paru en 2004, pour lequel il a été attaqué en justice pour diffamation, il subit une véritable cabale judiciaire, avant que le Tribunal fédéral ne désavoue en 2009 le Tribunal cantonal qui l'avait condamné pour atteinte à l'honneur au printemps 2007.⁸⁹⁶ Comme évoqué, Kurt Marti se verra décerner en 2013 le Prix Courage par les lecteurs du *Schweizerische Beobachter*.

Par ailleurs, si des données précises nous font défaut, il paraît indéniablement que sans la *RA* certaines thématiques, notamment celles liées aux conflits sociaux et à l'environnement, et certains personnages, tels Clovis Lugon et Maurice Chappaz, seraient passés totalement inaperçus, ou auraient émergé plus tardivement et différemment – à l'instar de la révélation de la constitution d'un groupuscule d'extrême-droite formé de personnalités importantes du Haut-Valais, de l'enquête menée par Bodenmann et Jost sur les différences salariales entre Lonza et Ciba-Geigy ou encore de la dénonciation du scandale liée à la commune de Loèche-les-Bains et à son président Otto G. Loretan, que la *RA* aborde dès 1996, soit deux ans avant son éclatement et sa relation dans le *WB*.⁸⁹⁷ En ce sens, on ne peut qu'acquiescer à l'affirmation de Kurt Marti, selon qui la *RA* occupe une niche dans le marché médiatique valaisan et remplit une fonction analogue à la presse hebdomadaire critique alémanique.⁸⁹⁸ Garbely estime pour sa part qu'une personne désirant aborder la question du PDC valaisan ne saurait faire l'économie de la lecture de la *RA*, ou du moins qu'il en « parlera différemment s'il a pas eu dans les mains la *RA* ». ⁸⁹⁹ Et de fait, plusieurs auteurs ont utilisé la *RA* comme source; Alain Clavien dans son chapitre dédié à la naissance du Parti socialiste valaisan, Tobias Bauer et al. (dont Frank Garbely) dans un ouvrage consacré à Alusuisse ou encore Beat Locher dans son étude sur la question de la proportionnelle à l'élection du Conseil d'état valaisan.⁹⁰⁰

⁸⁹³ Eggel, Matthias, *Die Entwicklung der Presse und des Radios im Oberwallis*, op. cit., p. 117.

⁸⁹⁴ *Ibid.* p. 109.

⁸⁹⁵ *Ibid.*, p. 39.

⁸⁹⁶ Marti, Kurt, *Tal des Schweigens*, op. cit., p. 41 – 59.

⁸⁹⁷ Rubin, Simone, *Die Berichterstattung im Fall « Otto G. Loretan »*, op. cit., p. 31 – 32.

⁸⁹⁸ Cité in Eggel, Matthias, *Die Entwicklung der Presse und des Radios im Oberwallis*, op. cit., p. 101.

⁸⁹⁹ Entretien mené le 15.12.2016 avec Frank Garbely.

⁹⁰⁰ Clavien, Alain, « La naissance du Parti socialiste valaisan », in AEHMO, *Les origines du socialisme en Suisse romande*, Lausanne, Éditions d'en Bas, 1988, p. 189 – 212; Bauer, Tobias et al., *Alusuisse: eine Schweizer Kolonialgeschichte: Silbersonne am Horizont*; Zurich, Limmat Verlag, 1989; Locher, Beat, *Der Staatsratsproporz im Kanton Wallis*, op. cit.

Cette étude – qui se proposait notamment de documenter l'univers de médias qui par bien des aspects s'opposent et se heurtent à ce qui est parfois appelé la *grande presse* ou la *presse dominante* – pourrait être prolongée sur plusieurs points. Dans la mesure où ce travail s'est concentré sur une période précise de la *Rote Anneliese*, particulièrement en raison des sources à disposition, l'histoire de la revue au cours des décennies qui suivent 1982 est encore à faire, ce qui permettrait d'étudier plus en détail les conditions et les facteurs ayant contribué à sa survie jusqu'à la fin des années 2010. Ceci appelle deux remarques; (1) au vu de l'état des sources pour cette période, il serait nécessaire de procéder à des entretiens qualitatifs avec les personnes impliquées tant dans l'organisation du Verein Rote Anneliese que dans la rédaction du journal. Les sources orales, parent pauvre du présent travail, offriraient également des éléments de compréhension pour la période *koïste* de la *RA*, en particulier dans les « angles morts » que laisse la documentation écrite, sur des aspects que nous n'avons pu aborder (sociabilité interne; perception et autodéfinition du *médiactivisme*; perception du climat social, politique et idéologique; évaluation de la presse conventionnelle et de son attitude; propriétés sociales des acteurs, pratique médiatique etc.); (2) si, comme nous avons tenté de la montrer, la *RA* constitue effectivement l'une des dimensions des activités (KO, SOPO, OGUV)⁹⁰¹ menées par cette frange de la population haut-valaisanne, le spectre pourrait être élargi afin d'analyser ce que l'on pourrait désigner par « des tentatives de réappropriation » de plusieurs domaines; la vie politique et institutionnelle (considérée comme confisquée par les partis C) et dans celle-ci de l'opposition, la communication (face au monopole médiatique grandissant de Mengis), le territoire (dont témoignent les questions des transports et de la présence militaire), la sphère économique (par l'accent mis sur les réseaux clientélistes). En mêlant des approches historiques et sociologiques, une telle étude pourrait envisager une reconstitution au moins partielle de la vie publique (haut-)valaisanne au cours du dernier quart du XX^e siècle, voire au-delà, tout en permettant de questionner les dynamiques à l'œuvre dans une région périphérique à l'heure de ce qui est souvent appelé la *mondialisation*.

D'autre part, on peut regretter dans le panorama de la recherche historique en Suisse l'absence d'une synthèse des différents projets de médias alternatifs apparus dans le courant du bouillonnement des « années 68 ».⁹⁰² Une étude plus globale de ces publications – qui demanderait une définition du syntagme « médias alternatifs » et un appareil critique bien plus développés qu'ils ne le sont ici – tant du point de vue des modèles d'organisation que du contenu, permettrait de saisir les enjeux plus

⁹⁰¹ Certains militants du SOPO ont aussi contribué à la fondation du MISCHU et de la section de la FTCP.

⁹⁰² Pour la France, il semble qu'il existe une thèse de doctorat consacrée à ce sujet. Néanmoins, il n'a pas été possible d'y avoir accès. Chadaigne, Pierre-José, *La communication alternative: la presse parallèle en France des années 60 à la fin des années 90*, Paris, Thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université II-Panthéon Assas, mars 2002. Cité in Ferron, Benjamin, *La presse alternative locale en France, op. cit.*, p. 229.

généraux de cette *communication alternative*, tout en mettant en évidence leurs spécificités, à la fois organisationnelles, idéologiques, sociologiques et géographiques. Une telle analyse serait peut-être susceptible d'offrir par la bande des éléments de compréhension de la presse suisse plus en générale – si l'hypothèse d'une relation étroite entre presses conventionnelle et alternative est confirmée, distinction « à la truelle » qui demanderait elle-même à être questionnée – pour laquelle d'ailleurs plusieurs chercheurs appellent à un élargissement des perspectives en vue de la constitution d'un champ de recherche plus précisément délimité, et finalement de la production d'une œuvre de synthèse.

A l'heure où le monde se passionne pour les « alternative facts » ou autres « fake news », et Le Monde pour son Decodex, distribuant par un discours normatif bons et mauvais points aux sites d'information, à l'heure où le lien historique entre presse et démocratie est toujours plus flou, il n'est peut-être pas inutile de tendre l'oreille pour écouter ce qu'ont à dire les médias alternatifs, tant sur la perception de la fonction de la presse que sur ses formes d'organisation imaginables. Alors que le discours dominant vise toujours davantage des consommateurs, les médias alternatifs veulent s'adresser à des citoyens, tentant – par un journalisme caractérisé par le refus de la compromission et de certaines des normes dominantes du journalisme professionnel qu'ils s'emploient à provoquer – de les impliquer dans la vie publique, dans la mesure de leurs moyens souvent faibles. Ces médias – alternatifs, parallèles, autonomes, autogérés etc. – ne cherchent ainsi pas uniquement à proposer un contenu spécifique, mais attirent également l'attention sur la mission historique de la presse, en rappelant parfois de manière diffuse les temps où les mots de rentabilisation du capital investi, de maximisation des profits financiers et de rationalisation du coût du travail n'étaient pas encore entrés dans le langage des gens de presse. Dans une époque historique où la concentration et la financiarisation du capital, concrétisée dans la Suisse médiatique par les parts de marché plus que confortables des groupes Ringier et Tamedia, ne laissent aucun répit aux médias – dont témoignent en Suisse romande la disparition de L'Hebdo, les licenciements au Temps et les restructurations à 24 Heures et à La Tribune de Genève – il n'est pas assuré, comme le proposent certains, que le salut passe par la défiscalisation des annonces ou le renforcement de la concentration économique, elles-mêmes très certainement partie du problème par les dépendances qu'elles engendrent et les effets structurants qu'elles exercent sur les médias écrits et audiovisuels. D'autres propositions, certes souvent cantonnées aux marges du discours public, existent néanmoins, comme l'illustre la proposition forgée par Pierre Rimbert et Sébastien Rolland, lesquels exposent dans Le Monde Diplomatique leur « Projet pour une presse libre » – visant à soustraire la presse de l'emprise du

marché – basé sur le modèle de la Sécurité sociale française et sur un mode de financement par la cotisation sociale,⁹⁰³ ce qui n'est pas sans rappeler le modèle économique mis en place par les médiactivistes de la RA au moment de son autonomie.

⁹⁰³ Rimbart, Pierre; Rolland, Sébastien, « Projet pour une presse libre », *Le Monde Diplomatique*, n° 729, décembre 2014, p. 20 – 21; et Rimbart, Pierre; Rolland, Sébastien, « Vers la cotisation », *Ibid*, p. 21.

Annexes

1. Liste d'une partie des militants du KO et des collaborateurs de la RA⁹⁰⁴

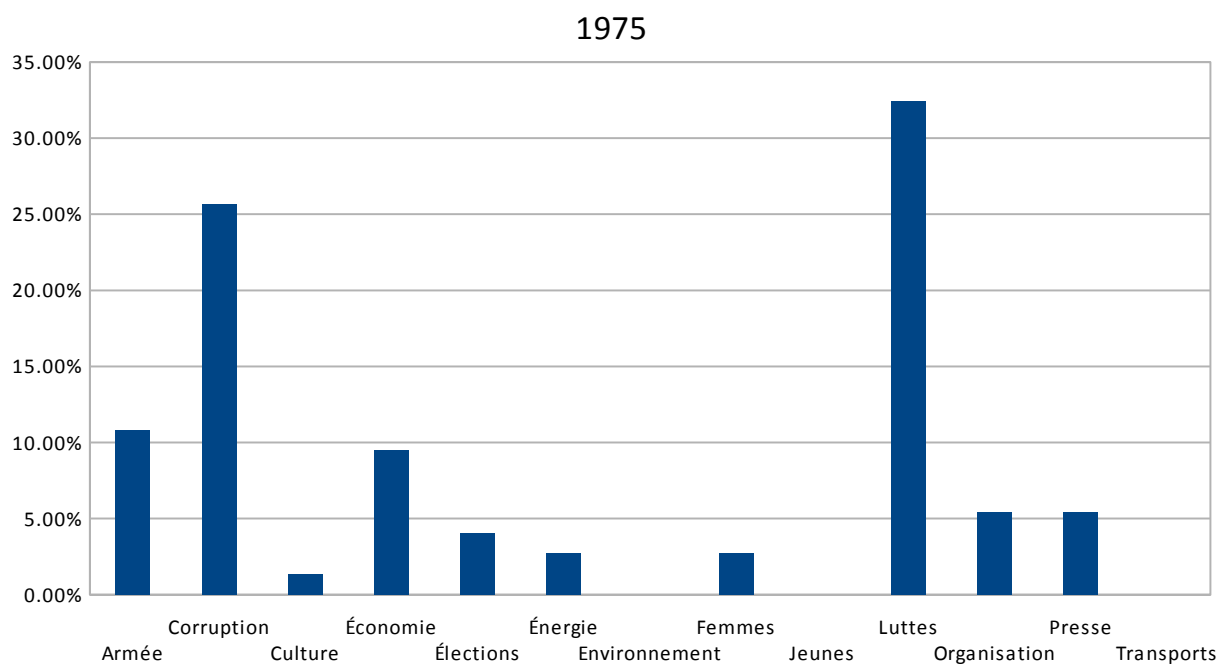
| | | | |
|------------------------|-------------|-------------------------------|--------------------------------------|
| Amherd, Willi | 1951 | Collège (1970) ⁹⁰⁵ | Psychologue |
| Salomon, Biderbost | 1948 – 2005 | Collège (1970) | Sociologue |
| Bodenmann, Martin | 1954 | Collège (1974) | Ingénieur |
| Bodenmann, Peter | 1952 | Collège (1972) | Avocat-notaire, politicien, hôtelier |
| Eggel, Hilar | 1951 | Collège (1972) | Théologien, économiste |
| Eggel, Paul-Moritz | 1951 | ??? | Économiste, Admin. féd. des Finances |
| Eyer, Peter | 1951 | Lehrerseminar | Enseignant |
| Garbely, Frank | 1947 | Collège (1970) | Journaliste indépendant |
| Gruber, Marcel | 1949 | Apprentissage | Géomètre |
| Gruber, Renée | 1952 | Lehrerseminar | Enseignante |
| Hischier, Guido | 1949 | Collège (1969) | Sociologue et artiste-peintre |
| Joris, Elisabeth | 1946 | Collège (1966) | Historienne et enseignante |
| Jossen, Reinhard | 1953 | Apprentissage | Peintre en bâtiment |
| Keel, Hanni | ??? | Lehrerseminar | Enseignante |
| Murmann, Armin | 1945 | Collège (1965) | Enseignant HES |
| Niklaus, Stefan | 1949 | Collège (1968) | Psychologue |
| Noti, Odilo | 1953 | Collège (1974) | Théologien |
| Salzmann, Edgar | 1951 | Apprentissage | Employé de commerce |
| Schmid, Lothar | 1950 | Collège (1971) | Psychologue |
| Seiler, Peter | 1945 | Collège (1966) | Enseignant |
| Theiler, Armin | 1950 | Collège (1972) | Médecin |
| Theiler, Käthy | 1952 | Collège (1971) | Secrétaire, « Desktooperin » |
| Toffel-Garbely, Myriam | 1954 | Collège (1975) | Spécialiste politique énergétique |
| Volken, Peter | 1952 | Collège (1972) | Avocat-notaire |
| Wimmersberger, Alain | 1952 | Collège (1972) | Médecin |

⁹⁰⁴ Liste qui concerne surtout les « premiers » militants, à laquelle nous émettons les mêmes réserves que dans le texte de cette étude (voir C.1.2). D'autre part, les professions mentionnées ne pas certifiées, tout comme il est possible qu'elles n'aient été exercées que pour un certain laps de temps. Le site du collège de Brigue contient une liste des anciens diplômés. <https://www.spiritus.ch/de/kollegium/portrait/ehemalige>, consulté le 11.03.2017.

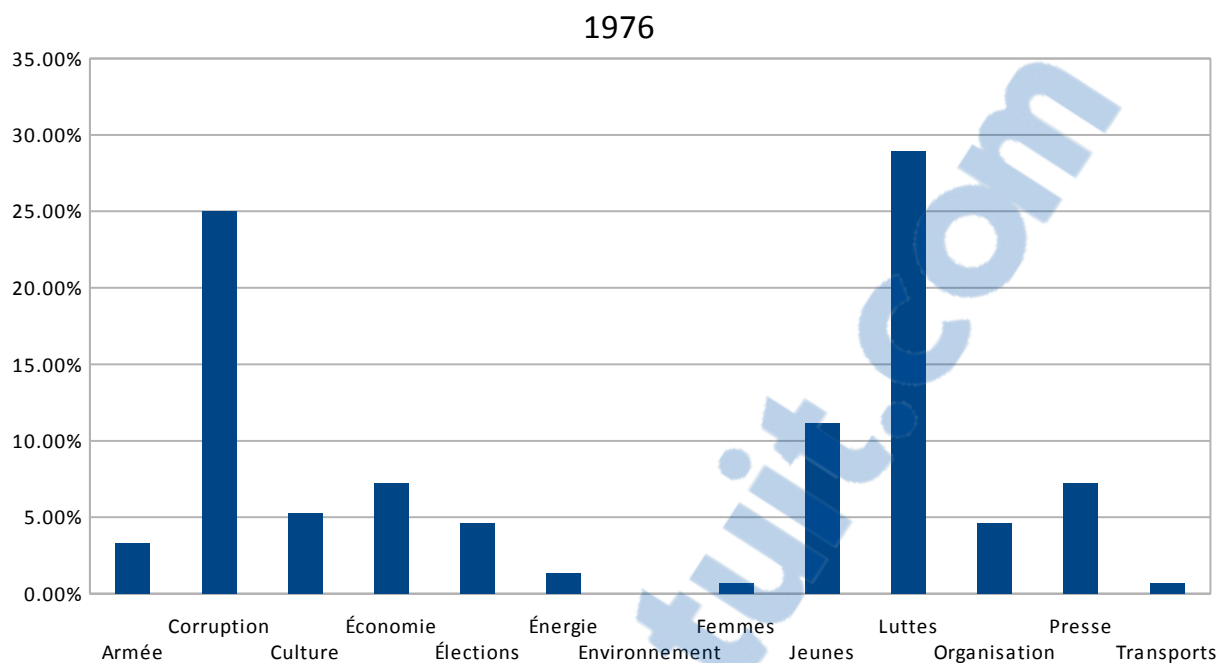
⁹⁰⁵ Année de maturité.

2. Statistiques thématiques

Même si les graphiques statistiques, qui s'étendent sur la période 1975 – 1995 (RA 4/5 – RA 143), que nous présentons ici brièvement n'ont été mobilisés qu'à titre indicatif dans ce travail, ils méritent une petite explication, en plus des commentaires apportés en introduction. La première remarque concerne le fait que cette statistique a été réalisée *avant* d'avoir accès à la documentation interne du KO, ce qui a son importance pour le choix des différentes catégories (voir la note 18 pour les descriptions). En effet, elles ont été définies après une première lecture rapide des différentes éditions de la revue, en plus des exemples pris dans l'ouvrage de Benoît Challand lorsqu'il aborde *La Brèche*, organe de la LMR, et dans celui de Markus Furrer, dans le chapitre consacré à *Alternative* (voir bibliographie). On peut ainsi imaginer qu'une statistique réalisée à la lumière des préoccupations internes au KO aurait permis une plus grande pertinence des catégories identifiées et une analyse plus fine. D'autre part, il faut aussi mentionner la subjectivité de celui ou celle qui établit la statistique, et qui cherche parfois à lui conférer une certaine cohérence, au prix peut-être d'une certaine simplification arbitraire. Néanmoins, il nous semble que ces graphiques, malgré leur apparence pas vraiment engageante, donne un certain aperçu de l'importance des différents sujets traités. Les premiers graphiques détaillent chaque année entre 1975 et 1981, dernière année « koïste », suivis par deux illustrations plus récapitulatives. Le graphique 1975 – 1981 permet ensuite une comparaison avec la période suivante (1982 – 1995).

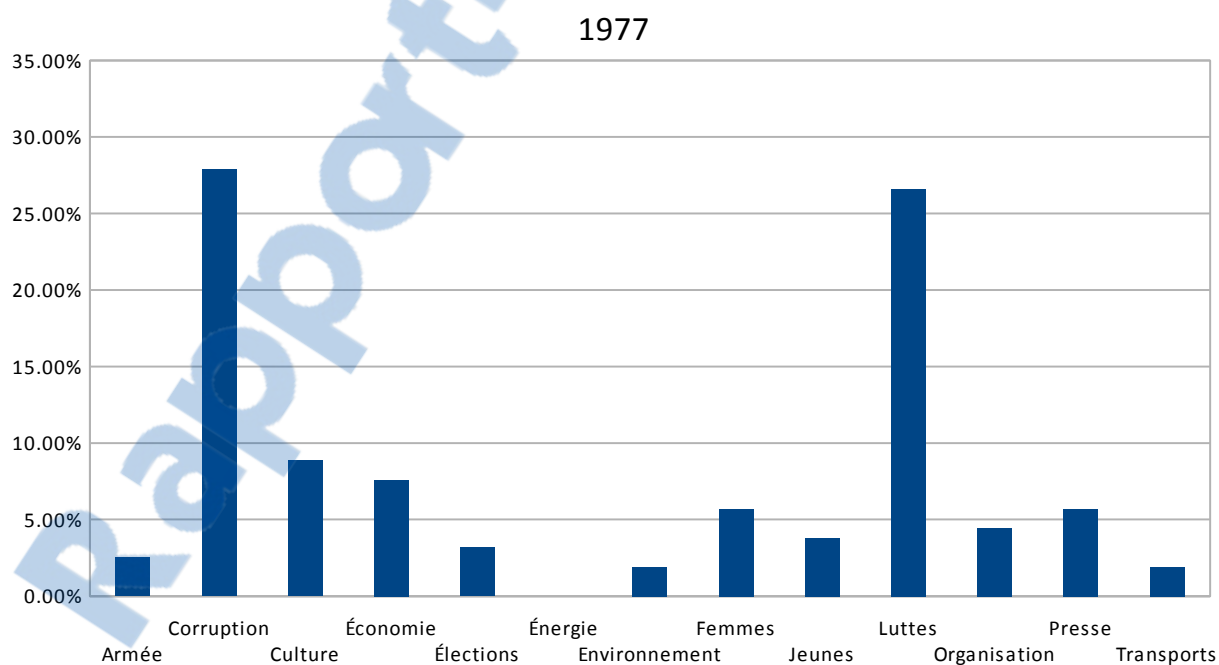


Statistique thématique, 1975, 74 articles.

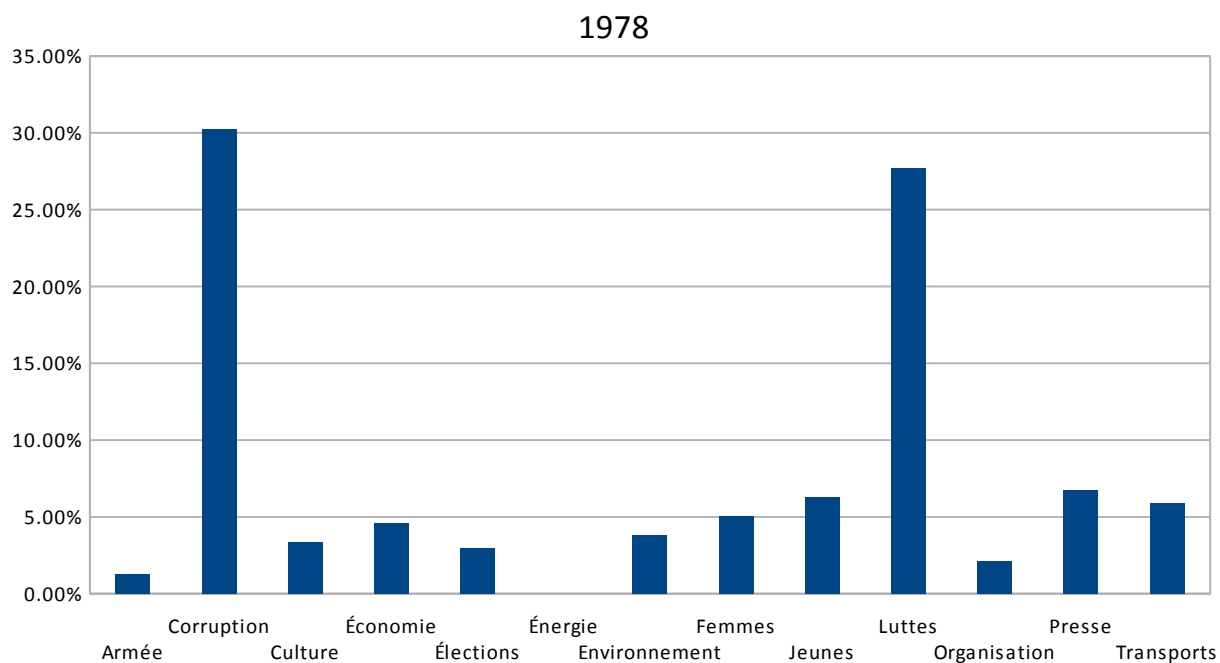


St

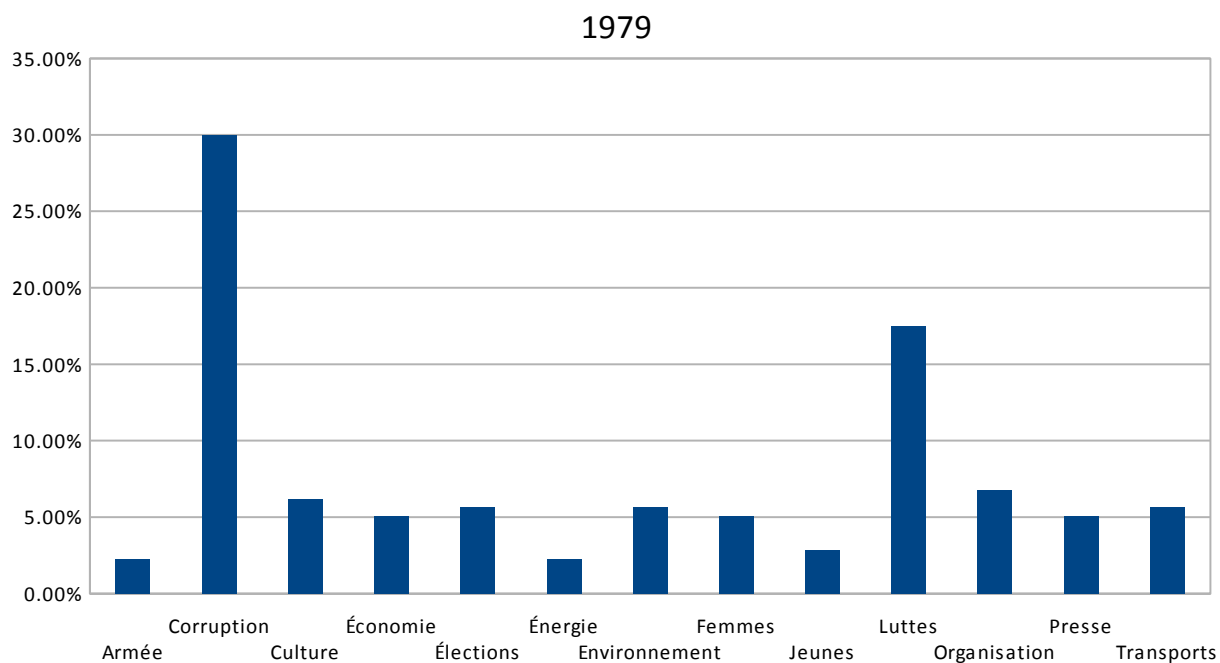
Statistique thématique, 1976, 152 articles.



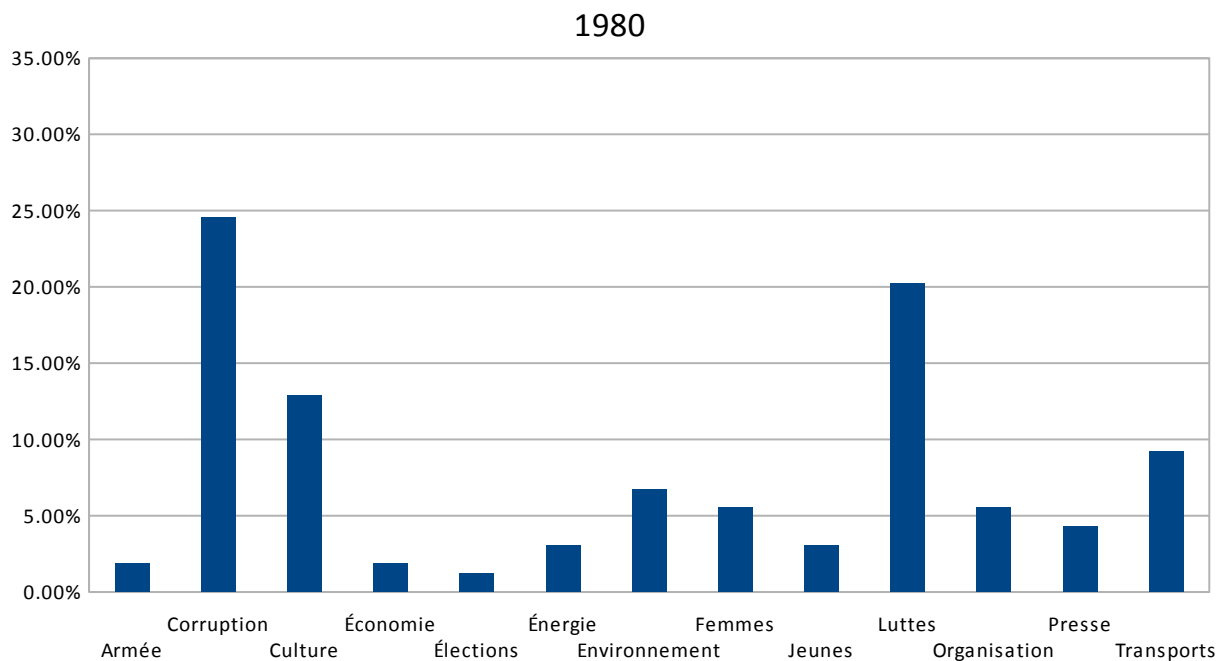
Statistique thématique, 1977, 158 articles.



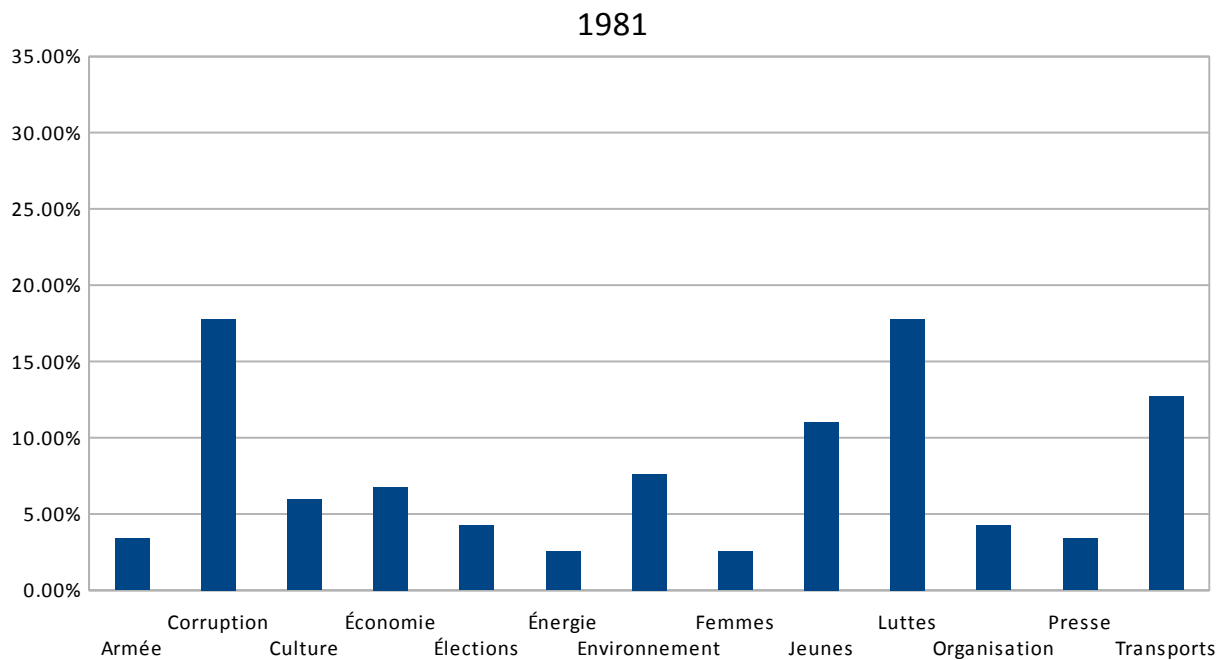
Statistique thématique, 1978, 238 articles.



Statistique thématique, 1979, 177 articles.

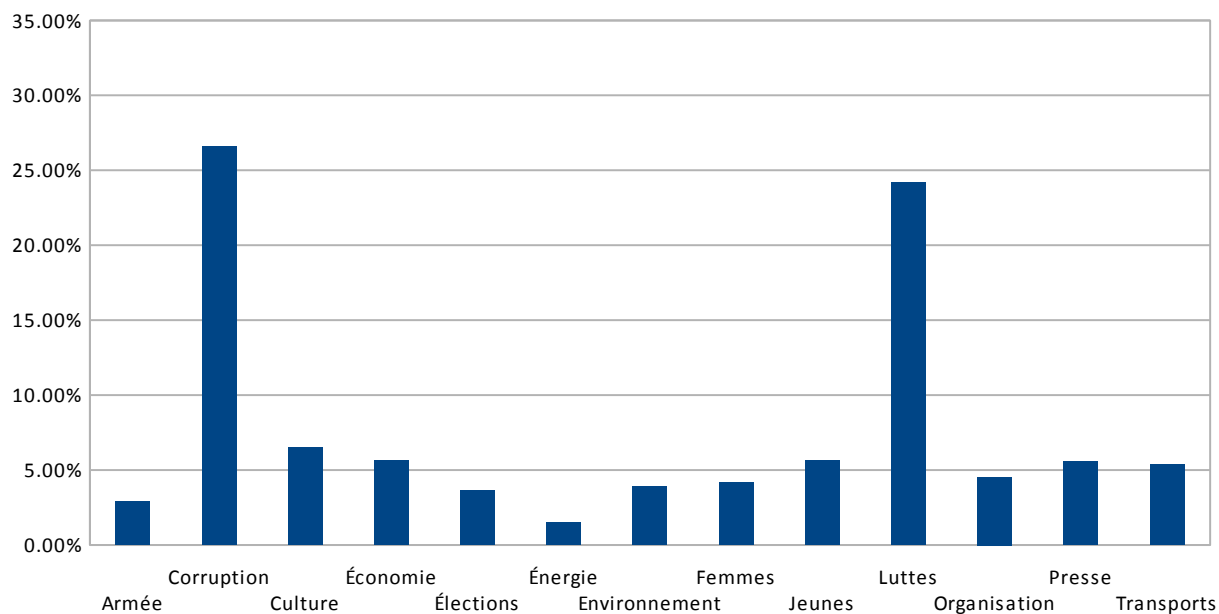


Statistique thématique, 1980, 163 articles.



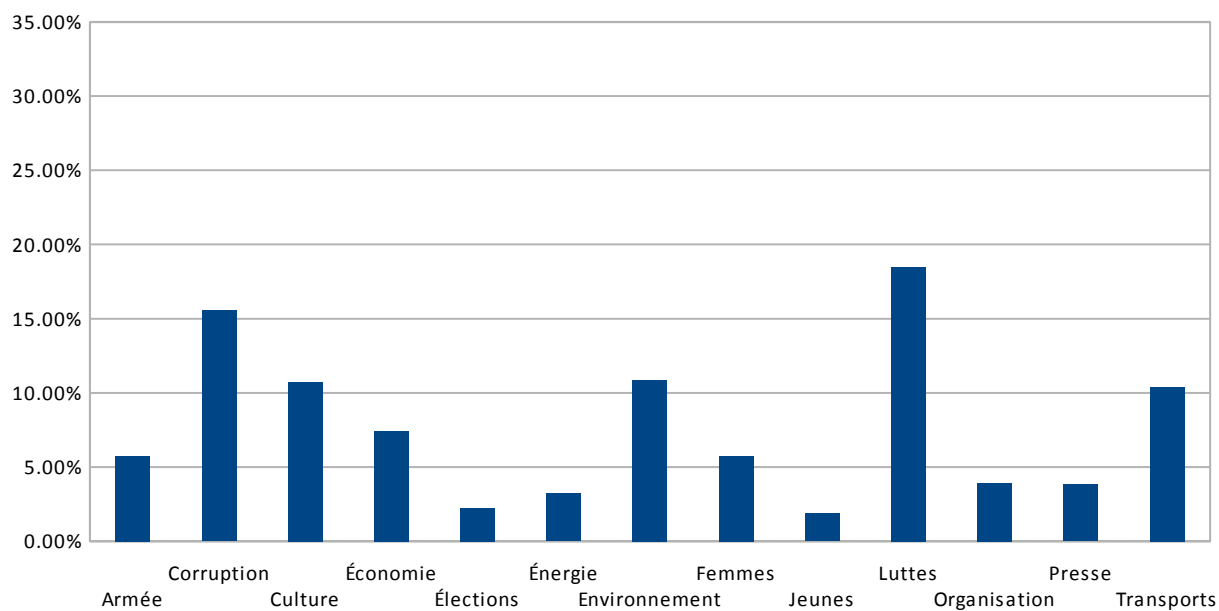
Statistique thématique, 1981, 118 articles.

1975 - 1981



Statistique thématique, 1975 - 1981, 1080 articles.

1982 - 1995



Statistique thématique, 1982 - 1995, 2514 articles.

Sources et bibliographie

Sources principales

- Archives fédérales, Fiche « Kritisches Oberwallis », 31/599, 1972 – 1980.
- *Die Rote Anneliese*, périodique irrégulier, n° 1 (automne 1973) – n° 179 (octobre 2003).
- Fonds d'archives Edgar Salzman/ES (1971 – 2015); se subdivise en deux classeurs « INFO-Inter » (1971 - 1982), quatre classeurs « Classeur Diverses » (1973 – 1982) et le classeur « RA 1982 – 2015).
- Entretien mené le 15.12.2016 avec Frank Garbely.
- Fonds d'archives « Verein Rote Anneliese »/RA (période post-1982).
- Fonds d'archives Sozialistische Partei Oberwallis/SPO (1973 – 1982).

Sources secondaires

- *Annuaire statistique de la Suisse*, publié par l'Office fédéral de la statistique, 1963, 1976, 1979 et 1987/1988.
- « Berufsverbot im Wallis », *Blickpunkt*, émission de la SRF diffusée le 2 mars 1978. Consultée aux Archives fédérales.
- Garbely, Frank et al. *Briger Herbst – eine unbestellte Festschrift*, octobre 1972.
- Commission suisse des cartels, *La concentration dans la presse suisse*, Publications de la Commission suisse des cartels, vol. 3, 9ème année, 1974.
- Divers titres de presse: *24 Heures*, *Confédéré*, *Die Tat*, *Domaine Public*, *Gazette de Lausanne*, *Journal de Genève*, *La Liberté*, *La Tribune de Lausanne – Le Matin*, *Le Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais*, *L'Express*, *L'Hebdo*, *L'Illustré*, *L'Impartial*, *Peuple Valaisan*, *Walliser Bote*, *Walliser Volksfreund*.
- Garbely, Frank et al., *Orgasmus*, Brig, juin 1969.
- Gilg, Peter; Gruner, Erich (dir.), *Année politique suisse*, Publications de l'Association suisse de science politique, Berne, [1970 – 2002].
- « Mal-pensants s'abstenir! », *Temps Présent*, émission de la télévision suisse romande, diffusée le 13 septembre 1979, <http://www.rts.ch/archives/tv/information/temps-present/6630425-mal-pensants-s-abstenir-.html>, visionnée le 09.10.2016.
- Office fédéral de la statistique, www.bfs.admin.ch.
- « Porträt der linken Zeitung " Rote Anneliese " anlässlich Erscheinen der 100. Ausgabe », *DRS-aktuell*, émission de la SRF diffusée le 24 février 1978. Consultée aux Archives fédérales.

- *Reflex: Schülerzeitung Kollegium Brig*, Brig, 1969 – 1984.

Littérature secondaire

Ouvrages

Sur les médias alternatifs

- Atton, Chris, *Alternative Media*, Londres, SAGE Publications, 2002.
- Atton, Chris; Hamilton, James F., *Alternative Journalism. Journalism Studies: Key Texts*, Thousand Oaks/Londres/New Dehli, SAGE Publications, 2008.
- Bollinger, Lisa, *Gegenkultur. Die französische und westschweizerische Untergrundpresse in den 1970er-Jahren*, mémoire de licence, Université de Fribourg, 2014.
- Bürki, Pascal, *Die Alternativpresse im Kanton Solothurn*, mémoire de licence, Université de Fribourg, 1999.
- Cardon, Dominique; Granjon, Fabien, *Médiactivistes*, 2ème édition augmentée et mise à jour, Paris, Presses de Sciences Po, 2013.
- Downing, John, *Radical Media – The political experience of alternative communication*, New York, South End Press, 1984.
- Downing, John (et al.), *Radical media – Rebellious Communication and Social Movements*, Thousand Oaks/Londres/New Dehli, SAGE Publications, 2001.
- Downing, John (dir.), *Encyclopedia of Social Movement Media*, Thousand Oaks/Londres/NewDehli/Singapour, SAGE Publications,, 2011.
- Ferron, Benjamin, *La presse alternative locale en France – Un espace de contestation des représentations et normes instituées du système de pouvoir local*, mémoire de DEA, Institut d'études politiques de Rennes, 2004.
- Ferron, Benjamin; Harvey, Nicolas; Trédan, Olivier (dir.), *Des amateurs dans les médias – Légitimités, autonomie, attachements*, Paris, Presses des Mines – Transvalor, 2016.
- Forde, Susan, *Challenging the news: the journalism of alternative and community media*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2011.
- Franklin, Bob; Murphy, David, *What news ? The Market, Politics and the Local Press*, Londres, Routledge, 1991.
- Gumucio-Dagron, Alfonso; Tufte, Thomas (éd.), *Communication for Social Change Anthology: Historical and Contemporary Readings*, New York, CfSC Consortium, 2006.
- Harcup, Tony, *Alternative Journalism, Alternative Voices*, Londres, Routledge, 2013.

- Mauron, Gilles, *Un journal anarchiste en Suisse romande: « La Pilule » de Narcisse Praz 1970-1975*, mémoire de licence, Université de Fribourg, 2011.

Sur la presse en général

- Bollinger, Ernst, *La presse suisse: les faits et les opinions*, Lausanne, Payot, 1986.
- Bollinger, Ernst, *La presse suisse: Structure et diversité*, Berne, H. Lang, 1976.
- Bourdieu, Pierre, *Sur la télévision: suivi de l'Emprise du journalisme*, Paris, Raison d'Agir, 1996.
- Eggel, Matthias, *Die Entwicklung der Presse und des Radios im Oberwallis von 1960 bis 2005*, mémoire de licence, 2006.
- Grichting, Aloïs, *Das Oberwallis 1840 bis 1990: Politik, Wirtschaft und Kultur: 150 Jahre Walliser Bote*, Brigue, Rotten-Verlag, 1990.
- Imhof, Josef Marie, *Die Bildung regionaler Pressemonopole untersucht an der Entwicklung im Kanton Wallis von 1900 – 1970*, Fribourg, Universitätsverlag, 1971.
- Lemieux, Cyril, *Mauvaise presse*, Paris, Ed. Métailié, 2000.
- Lugon, Antoine, *La presse écrite en Valais: origines, principaux courants, évolution*, Sion, Archives de l'État du Valais, 2008.
- Meuwly, Olivier (dir.), *Histoire de la presse politique en Suisse romande au XIX^e siècle*, Gollion, Infolio, 2011.
- Raymond, Vincent, *Fusions et concentrations dans la presse valaisanne, 1960 – 1983: du Nouvelliste valaisan au Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais*, mémoire de licence, Université de Fribourg, 2007.
- Rubin, Simone, *Die Berichterstattung im Fall « Otto G. Loretan » in den Oberwalliser Printmedien Walliser Bote und Rote Anneliese 1996 – 2007*, mémoire de licence, Institut für Kommunikations- und Medienwissenschaft, Université de Berne, 2007.
- Zumthurn, Martin, *Eingeschränkte Kommunikationsmöglichkeiten für Kleinstparteien – Aufgezeigt am « Kritischen Oberwallis »*, Diplomarbeit aus dem Institut für Journalistik der Universität Freiburg, Fribourg, 1976.

Autres ouvrages cités

- Harcup, Tony, *Alternative Journalism, Alternative Voices*, Londres, Routledge, 2013.
- Altermatt, Urs, *Le catholicisme au défi de la modernité: L'histoire sociale des catholiques suisses aux XIX^e et XX^e siècles*, Lausanne, Ed. Payot, 1994.

- Bauer, Tobias et al., *Alusuisse: eine Schweizer Kolonialgeschichte: Silberpersonne am Horizont*; Zurich, Limmat Verlag, 1989.
- Challand, Benoît, *La Ligue marxiste révolutionnaire en Suisse romande (1969-1980)*, Fribourg, Université de Fribourg, 2000.
- Chappaz-Wirthner Suzanne; Dubuis, Claudia (dir.), *Tribuns et tribunes: Le discours politique en Valais*, Sion, Éditions des Musées cantonaux du Valais, 1995.
 - Carrupt, Roland; Haefliger, Stéphane, « Analyse de la rhétorique politique du Nouvelliste (1980 – 1994): dépolitisation relative et stratégie de délégation », p. 73 – 103.
- Fournier, Yves, « La presse, vecteur et acteur du discours politique. Arguments et influences de la presse valaisanne de l'entre-deux-guerres », p. 61 – 71.
- Furrer, Markus, *Die neue Oppositionspolitik in der Urschweiz in den 1970er und 1980er Jahren: historische Fallstudien zur Ökologiebewegung und zur Bildung « grüner » Parteigruppen in den Kantonen Uri, Schwyz, Ob- und Nidwalden*, Zurich, ADAG, 1992.
- Haldimann, Urs, *Sozialismus in der Schweiz*, Bâle, Lenos, 1979.
- Héritier, Jacques, *L'affaire Savro: quels mécanismes et quelle force instituante (1977 – 1981) ?*, mémoire de licence, Université de Lausanne, 2015.
- Hobsbawm, Eric J., *L'âge des extrêmes: Histoire du court XX^e siècle (1914-1991)*, Bruxelles, A. Versaille, 2008.
- Kraft, Peter, *Das Kritische Oberwallis 1971-1976: Von der Bewegung zur politischen Partei*, mémoire de licence, Université de Fribourg, 2003.
- Locher, Beat, *Der Staatsratsproporz im Kanton Wallis 1848-1988*, Fribourg, Universitätsverlag, 1996.
- Maret Ackermann, Elisabeth, *L'épisode de « Chabeuil » (des Pères coopérateurs du Christ-Roi) en Valais: 1945-1962: religion et politique dans la population valaisanne*, mémoire de licence, Université de Fribourg, 1989.
- Marti, Kurt, *Tal des Schweigens: Walliser Geschichten über Parteifilz, Kirche, Medien und Justiz*, Zurich, Rotpunktverlag, 2012.
- Neurohr, Coralie, *Le scandale du fluor en Valais (1975 – 1983)*, mémoire de licence, Université de Lausanne, 2014.
- Praz, Anne-Françoise, *De Katmandou à Kaiseraugst: La Suisse de 1970 à 1979*, Prilly, Eiselé, 1997.
- Praz, Anne-Françoise, *Lune en direct, manifs en basket: La Suisse de 1960 à 1969*, Prilly, Eiselé, 1999.
- Raboud, Isabelle, *Temps nouveaux, vents contraires: Ecône et le Valais*, Sierre, Monographic, 1992.

- Ritzer, Nadine, *Der Kalte Krieg in den Schweizer Schulen – Eine kulturgeschichtliche Analyse*, Berne, hep Verlag, 2015.
- Rogenmoser, Roman, « *Üflehne und demaskiere* » *Eine Untersuchung zur Entstehungsgeschichte und zum Politikstil des Kritischen Oberwallis*, mémoire de licence, Université de Berne, 2008.
- Ruegg, François, *La Fabrique des Cultures: Genève 1968 – 2000*, Chêne-Bourg, Georg, 2004.
 - Gros, Dominique, « Du désir de révolution à la dissidence: Constitution de la mouvance alternative genevoise et devenir des acteurs », p. 31 – 42.
 - Porret, Michel, « *Tout Va Bien* (1972-1983): l'an 01 du mensuel de contre-information et de lutte », in Ruegg, François, *La fabrique des cultures, op. cit.*, p. 43 – 63.
- Skenderovic, Damir; Späti, Christina, *Die 1968er-Jahre in der Schweiz: Aufbruch in Politik und Kultur*, Baden, hier + jetzt, 2012.
- Thompson, John B., *Political Scandal . Power and Visibility in the Media Age*, Cambridge, Polity, 2000.
- Vatter, Adrian, *Kantonale Demokratien im Vergleich: Entstehungsgründe, Interaktionen und Wirkungen politischer Institutionen in den Schweizer Kantonen*, Opladen, Leske+Budrich, 2002.
- Zanella, Pierre-Yves, *Katholische Jugend im Oberwallis, 1900 – 1970*, Fribourg, Universitätsverlag, 2000.

Articles

Sur les médias alternatifs

- Atton, Chris, « A reassessment of the alternative press », in *Media, Culture & Society*, vol. 21, Londres, SAGE Publications, 1999, p. 51 – 76.
- Atton, Chris; Couldry, Nick, « Introduction », in *Media, Culture & Society*, vol. 25, Londres, SAGE Publications, 2003, p. 579 – 586.
- Cardon, Dominique; Granjon, Fabien, « Les mobilisations informationnelles dans le mouvement altermondialiste », Colloque « Les mobilisations altermondialistes » du 3 au 5 décembre 2003, Paris, p. 1 – 26.
- Comedia, « The alternative press: The development of underdevelopment », in *Media, Culture & Society*, vol. 6, Londres, SAGE Publications, 1984, p. 95 – 102.
- Downing, John, « The alternative public realm: the organization of the 1980s anti-nuclear press in West Germany and Britain », in *Media, Culture & Society*, vol. 10, Londres, SAGE Publications, 1988, p. 163 – 181.
- Ferron, Benjamin, « Les médias alternatifs : entre luttes de définition et luttes de (dé-)légitimation »,

p. 1 – 11. <https://www.academia.edu/8180690/>, consulté le 31.03.2017.

- Halimi, Serge, « Au-delà d'un mot creux », *Le Monde Diplomatique*, n° 752, nov. 2016, p. 2.

Sur la presse en général

- Clavien, Alain, « Histoire de la presse en Suisse. Eléments d'un bilan », in *Traverse*, 2012/1, p. 240 – 248.
- Le Bart, Christian, « Les bulletins municipaux: une contribution ambiguë à la démocratie locale », in *Hermès, La Revue*, 2000/1, n° 26-27, p. 178 – 184.
- Lemieux, Cyril, « Heurs et malheurs du journalisme d'investigation en France », in Delporte, Christian et al. (dir.), *Presse à scandale, scandale de presse*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 85 – 96.
- Meier, Peter, « Die Lücken schliessen. Zum (Zu-)Stand der Schweizer Mediengeschichte. Eine synoptische Bestandesaufnahme », in *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte*, n° 60, 2010, p. 4 – 12.

Autres articles cités

- Clavien, Alain, « Dellberg, Karl », *Dictionnaire historique de la Suisse*, consulté le 25.11.2016.
- Clavien, Alain, « La naissance du Parti socialiste valaisan », in AEHMO, *Les origines du socialisme en Suisse romande*, Lausanne, Éditions d'en Bas, 1988, p. 189 – 212.
- Dampierre, Eric, « Thèmes pour l'étude du scandale », in *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 9ème année, n° 3, 1954, p. 328 – 336.
- Fayet, Jean-François, « L'anticommunisme est-il vraiment un sujet d'histoire ? L'exemple suisse », in Caillat, Michel et al., *Histoire(s) de l'anticommunisme en Suisse*, Zurich, Chronos, 2009, p. 11 – 22.
- Fibicher, Arthur, « Mazze », in *Dictionnaire historique de la Suisse*, consulté le 03.12.2016.
- Freeman, Jo, « The Tyranny of Structurelessness », 1970, www.jofreeman.com/joreen/tyranny.htm, consulté le 26.09.2016.
- Gaxie, Daniel, « Économie des partis et rétributions du militantisme », in *Revue française de science politique*, 27è année, n° 1, 1977, p. 123 – 154.
- Lemieux, Cyril, « L'accusation tolérante. Remarques sur les rapports entre commérage, scandale et affaire », in Boltanski Luc et al. (dir.), *Affaires, scandales et grandes causes. De Socrate à Pinochet*, Paris, Éditions Stock, 2007, p. 367 – 394.
- Obrecht, Urs, « Bundesrat Roger Bonvin und ein verhängnisvoller Traum. Der Furkaskandal », in Looser, Heinz et al. (dir.), *Die Schweiz und ihre Skandale*, Zurich, Limmat Verlag, 1995, p. 107 – 117.

- Pavillon, Olivier, «La Nouvelle Gauche en Suisse, des années 60 au milieu des années 80: unessai de mise en perspective» in *Cahiers d'Histoire du Mouvement Ouvrier*, AEHMO, Éditions d'en Bas, n° 21, 2005, p. 7 – 29.

Rapport-Gratuit.com

Curriculum Vitae et déclaration d'honneur

Nom: Evéquo

Prénom: Pierre

Date de naissance: 29.03.1988

Nationalité: Suisse

Domicile: Muraz/Sierre (VS)

Origine: Conthey/Vétroz (VS)

Parcours scolaire et universitaire:

2003 – 2006 : École de commerce, Sierre.

2006 – 2008 : Lycée-Collège des Creusets, Sion.

2008 – 2012 : Bachelor of Arts en Histoire tronc commun (120 ECTS) et Français (60 ECTS),
Faculté des Lettres, Université de Fribourg (CH).

2012 – 2017 : Master of Arts en Histoire contemporaine (90 ECTS), Faculté des Lettres,
Université de Fribourg (CH).

« Par ma signature, j'atteste avoir rédigé personnellement ce travail écrit et n'avoir utilisé que les sources et moyens autorisés, et mentionné comme telles les citations et paraphrases. »

Fribourg, le

Pierre Evéquo.....

Table des matières

| | |
|---|-----|
| Remerciements..... | 2 |
| Liste des abréviations..... | 3 |
| Introduction..... | 4 |
| A. Introduction méthodologique..... | 5 |
| 1. Objet de la recherche et bornes chronologiques..... | 5 |
| 2. Problématique et structure du travail..... | 7 |
| 3. Sources et méthode..... | 10 |
| B. État de la recherche et contexte..... | 14 |
| 1. État de la question..... | 14 |
| 1.1 Travaux consacrés à la RA et au KO..... | 14 |
| 1.2 Les projets de médias alternatifs dans la recherche historique en Suisse..... | 17 |
| 2. Contexte politique et médiatique..... | 20 |
| 2.1 Contexte politique et idéologique..... | 20 |
| 2.2 Présentation du paysage médiatique valaisan (1970 – 1990)..... | 22 |
| 3. Les médias alternatifs et leurs enjeux de recherche..... | 28 |
| 3.1 Tentatives de définition..... | 28 |
| 3.1 Les pratiques médiatiques alternatives..... | 33 |
| 3.3 La presse alternative locale..... | 34 |
| C. Premiers cris (1971 – 1975)..... | 37 |
| 1. Remarques préliminaires..... | 37 |
| 1.1 Reflex et « Briger Herbst » – Aux origines de la communication « jeune »..... | 37 |
| 1.2 Fondation du KO..... | 40 |
| 1.3 Les structures d'organisation..... | 43 |
| 1.4 Les différentes stratégies communicationnelles du KO..... | 45 |
| 2. Formes et contenus des premiers numéros..... | 47 |
| 3. Questions d'organisation..... | 55 |
| 4. Réception des premiers numéros..... | 60 |
| 4.1 La critique interne..... | 60 |
| 4.2 La critique externe..... | 62 |
| 4.2.1 Les réactions du lectorat..... | 62 |
| 4.2.2 Les réactions des autorités et de la presse..... | 64 |
| 5. Bilan intermédiaire..... | 69 |
| 5.1 La RA..... | 69 |
| 5.2 Les revues alternatives alpines: Éléments de comparaison..... | 71 |
| D. Consolidation de l'organisation et renforcement du journal (1976 – 1980)..... | 80 |
| 1. Entre tendances opportunistes..... | 80 |
| 2. ...et résistances..... | 83 |
| 3. Politique institutionnelle et élections communales..... | 89 |
| 4. Relation entre journal et rationalisation..... | 90 |
| 5. Changement d'imprimeur et finances..... | 97 |
| 6. Projets de réorganisation et investissements techniques..... | 101 |
| 7. L'impact des investissements sur la RA..... | 106 |
| 8. La nouvelle offre médiatique..... | 110 |
| 8.1 Nouvelles rubriques, nouvelles séries..... | 110 |
| 8.2 Continuité, diversité et propositions alternatives..... | 116 |
| 8.3 Der Rote Bote et l'information communale – un engagement citoyen..... | 120 |
| 8.4 L'ancrage local..... | 123 |
| 8.5 L'appétence aux « scandales »..... | 126 |



| | |
|--|-----|
| 9. Positionnement dans le champ médiatique et diffusion..... | 132 |
| 10. Critique interne..... | 134 |
| 11. Détérioration de l'environnement externe – entre procès et interdictions professionnelles... 137 | |
| 11.1 Hostilité grandissante de la presse locale..... | 137 |
| 11.2 Début des procès..... | 139 |
| 11.3 La problématique des interdictions professionnelles..... | 141 |
| 11.4 Polémique avec l'extrême-droite..... | 146 |
| 12. Bilan intermédiaire..... | 148 |
| 12.1 La RA..... | 148 |
| 12.2 Les revues alternatives alpines: Éléments de comparaison..... | 150 |
| E. Reconfiguration organisationnelle et éditoriale (1980 – 1982)..... | 158 |
| 1. Les implications des élections fédérales de 1979 pour la revue..... | 158 |
| 2. Crise interne, professionnalisation croissante et ouverture..... | 161 |
| 2.1 Crise interne..... | 161 |
| 2.2 Professionnalisation croissante et renouvellement éditorial..... | 164 |
| 2.2.1 Frank Garbely embauché comme journaliste..... | 164 |
| 2.2.2 Redéfinition symbolique et aspects financiers..... | 167 |
| 2.3 Ouverture et journalisme d'investigation..... | 169 |
| 3. Excursus: vers la fusion KO/SP..... | 176 |
| 4. Une page se tourne: la RA devient autonome..... | 181 |
| 4.1 Les enjeux autour de la revue dans la fusion..... | 181 |
| 4.2 L'institutionnalisation du nouveau modèle..... | 186 |
| 5. La « nouvelle » RA..... | 188 |
| 6. Bilan intermédiaire et destin des autres revues alternatives alpines..... | 191 |
| Bilan final et ouverture..... | 195 |
| Annexes..... | 207 |
| 1. Liste d'une partie des militants du KO et des collaborateurs de la RA..... | 207 |
| 2. Statistiques thématiques..... | 208 |
| Sources et bibliographie..... | 213 |
| Sources principales..... | 213 |
| Sources secondaires..... | 213 |
| Littérature secondaire..... | 214 |
| Ouvrages..... | 214 |
| Articles..... | 217 |
| Curriculum Vitae et déclaration d'honneur..... | 220 |